Supplément Arts et Spectacles

Le Monde

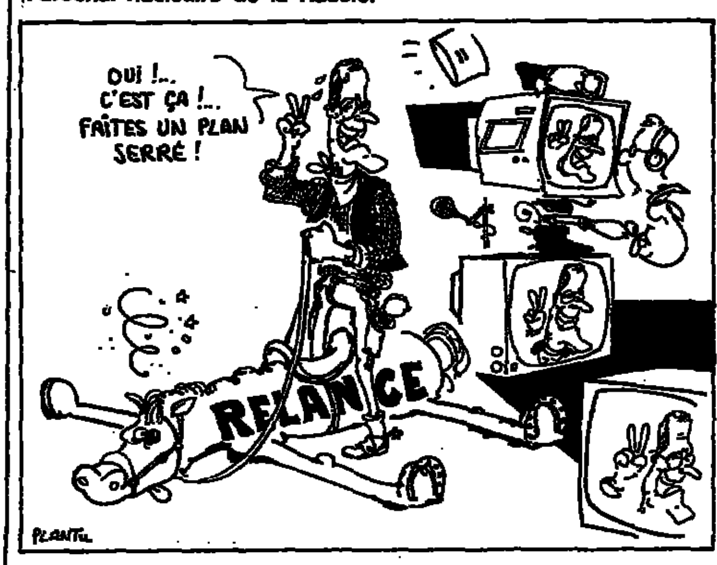
QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14621 – 6 F — 15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15 — JEUDI 30 JANVIER 1992 — BOURSE ★ — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



Le discours sur l'état de l'Union et la réaction du président russe

M. Bush et M. Eltsine rivalisent d'initiatives sur le désarmement nucléaire

Dans son discours sur l'état de l'Union, le président George Bush a annoncé, mardi 28 janvier, une série de mesures fiscales pour tenter de sortir l'économie américaine de sa léthargie. Il compte en partie financer cette relance par une réduction des dépenses militaires. M. Bush a en outre proposé à l'ex-URSS une nouvelle initiative de désarmement, accueillie « avec satisfaction » par le président russe Boris Eltsine (lire page 22), qui a annoncé, mercredi à Moscou, avoir déjà réduit l'arsenal nucléaire de la Russie.



- Les mesures du président Bush pour relancer l'économie — par ALAIN FRACHON
- Un coup de pouce à la production et à la consommation — par SERGE MARTI
- La dissuasion revue et corrigée — par MICHEL TATU

page 3

Relancer l'économie américaine

M. GEORGE BUSH n'a pas les talents de « grand communicateur » de son prédécesseur, Ronald Reagan : même au plus fort de la récession du début des années 80, celui-ci savait convaincre ses concitoyens que tout allait pour le mieux dans le plus beau pays du monde. Le président aurait bien besoin d'un peu de ce don d'enchantement : habituellement peu portés au pessimisme, les Américains sont aujourd'hui d'humeur sombre, morose, et en rendent M. Bush en partie responsable.

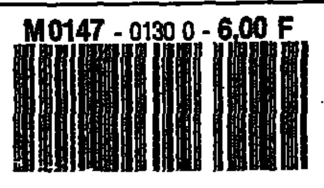
Le président s'est efforcé, mardi 28 janvier, dans le discours sur l'état de l'Union, de prescrire une potion réconfortante. Il a annoncé un plan de relance de l'économie, dispositif fondé sur un catalogue d'allègements fiscaux que devraient permettre une série de coupes dans le budget de la défense. L'effet n'est pas garanti aussi longtemps que les défenses militaires n'auront pas été effectivement réduites. Les économistes discutent déjà de la pertinence d'un plan qui risque d'accroître le déficit budgétaire – tare profonde de l'économie américaine – et d'être superfétatoire si la reprise est au rendez-vous du printemps.

MAIS M. Bush ne pouvait attendre. Il lui fallait reprendre l'initiative pour enrayer une chute ininterrompue dans les sondages, qui, à dix mois du scrutin présidentiel de novembre, rend sa réélection problématique. Une majorité d'Américains lui reprochent d'être resté inactif face aux difficultés économiques et sociales de l'heure : croissance presque nulle, chômage en hausse constante (il est actuellement de 7 % de la population active), disparition de certaines « institutions » de l'économie américaine (comme PanAm) et ébranlement de quelques autres (IBM, General Motors).

Face à cette situation, M. Bush semble désemparé. Quand il ne donne pas l'impression de chercher un bouc émissaire – les Japonais ou le Congrès, à majorité démocrate – il paraît sans conviction : tantôt à droite, tantôt au centre.

SES adversaires, de droite ou de gauche, l'accusent d'osciller au gré de cet écho supposé de la « vox populi » que sont les sondages. Tout cela a contribué sinon à la déprime de l'opinion, du moins à un malaise diffus, à une sorte de crise de confiance dans les capacités du président sur le front intérieur et dans celles du pays à tenir son rang dans la compétition économique internationale.

C'est une situation quelque peu paradoxale au moment où les Etats-Unis apparaissent comme l'unique et dernière super-puissance et alors que leur économie n'est pas si mal en point. A quelque aune qu'on la juge, la récession actuelle n'est pas aussi sévère que celle du début des années 80. De plus l'inflation n'a jamais été aussi contrôlée, les taux d'intérêt si bas et les performances à l'exportation des Etats-Unis n'ont cessé de s'améliorer. Mais l'économie, comme la politique, c'est aussi affaire de perception.



M 0147 - 0130 0 - 6,00 F

Le gouvernement poursuit sa politique de décentralisation

De nouveaux emplois publics seront transférés en province

Après les mesures prises en octobre et novembre 1991, Mme Edith Cresson devait annoncer mercredi 29 janvier, à l'issue d'un comité interministériel d'aménagement du territoire, une série de nouveaux transferts de services administratifs en province. 6 000 à 7 000 emplois de plus devraient être décentralisés. Les secteurs les plus concernés sont la recherche (pour 2 600 emplois), la défense, et l'enseignement supérieur agricole. Le gouvernement a insisté sur le caractère « attractif » des mesures d'accompagnement.

Aérer la France

par François Grosrichard

Mme Edith Cresson n'a rien d'une révolutionnaire, et pourtant elle pourrait utilement méditer, deux siècles après, cette apostrophe du conventionnel Vergniaud aux députés : « *Ne demandez pas du temps, le malheur n'en accorde pas...* »

Face à la politique qu'elle a engagée – et avec quelle vigueur ! – de décentralisation en province de plusieurs services administratifs, les syndicats de fonctionnaires (quand ce ne sont pas ses propres ministres) lui conseillent de marquer le pas, de réduire ses ambitions, de donner du mou au calendrier, voire de renoncer. « *Vous allez tuer dans l'œuf les premiers frémissements de modernisation du service public !* », prophétisent les uns. « *L'Etat ne sera plus à la hauteur de ses tâches* », assurent les gardiens du temple politico-administratif et les amicales des grands corps. M. Michel Giraud, ancien président du conseil régional (RPR) d'Ile-de-France, qu'on a connu moins agressivement sectaire, et qui oublie qu'il est le président de tous les maires de France, laisse déraper son langage : « *Le comité de décentralisation veut tuer l'Ile-de-France... Le gouvernement souhaite-t-il que Berlin devienne en l'an 2000 la métropole-capitale de l'Europe ?* ».

Des communiqués syndicaux aux allures de libelles dénonçent l' « *exode* », l' « *exil* », le « *limogeage* » de milliers d'agents « *déportés* » en province, les incalculables et douloureuses conséquences pour les conjoints et les enfants des « *victimes* » de ces mesures. Au point que M. Michel Charasse, ministre du budget, dont on connaît le goût pour les formules directes, vient de lâcher en Auvergne : « *J'aimerais trouver en province plus d'échos pour dire à ceux qui défilent à Paris que ça suffit ! Il n'y a pas d'un côté les Parisiens et de l'autre les bouseux !* » Inflexible, Mme Cresson fait silence et tient bon.

Lire la suite page 14

ARTS ◇ SPECTACLES

JFK : l'Histoire réécrite

Poursuivant après Platoon et Né un 4 juillet une tâche d'autocritique nationale rageuse, et en appelant indûment aux mânes humanistes de Frank Capra, Oliver Stone réécrit l'Histoire avec JFK, film catastrophe sur l'assassinat du président Kennedy, dans un déluge-bulldozer d'images d'une efficacité dangereuse et irréfutable, à la limite du subliminal. Lorsqu'il répond à la question « qui ? », on le suit.

Il y a eu complot, plusieurs tireurs. Soit. Mais lorsqu'il se mêle, avec la même arrogance d'affirmer « pourquoi ? », on le fuit, bien que sa thèse rocambolesque soit défendue par un avatar flatteur du juge Garrison, devenu sous les traits consolants de Kevin Costner un héros pur et raisonneur comme l'Amérique les aime.

D. H.

Lire pages 26 et 27 les articles de JACQUES AMALRIC, HENRI BÉHAR, JEAN-MICHEL FRODON et THOMAS SOTINEL ainsi que les réponses du réalisateur Oliver Stone

Imagina 92

Six sessions de conférences à Monte-Carlo, du 29 au 31 janvier. Une plongée fascinante et angoissante dans l'univers des images de demain, « virtuelles » et manipulatrices.

pages 23 à 25

Oman, porte du Golfe

M. Mitterrand en visite officielle dans ce sultanat soucieux de sécurité régionale

MASCATE
(Sultanat d'Oman)

de notre envoyé spécial

A l'échelle des pétro-monarchies du Golfe – Arabie saoudite exceptée, – le sultanat d'Oman est un vieux et grand pays (trois cent mille kilomètres carrés). Fier de son passé commercial et maritime, il affiche plus que d'autres le souci de son indépendance. Gardien avec l'Iran du détroit d'Ormuz, par où transitent les deux tiers du pétrole mondial, il jouit stratégiquement d'une position clé, au sens fort du terme. Son souverain, le sultan Qabous, cinquante et un ans, mène avec sagesse et discrétion une politique résolument pro-occidentale. Voilà déjà quelques solides raisons pour lesquelles M. François Mitterrand tenait à rendre sa politesse au *monarque omanais venu en visite* officielle à Paris en juin 1989.

Il est le premier président français reçu en visite d'Etat en Oman. « *Le destin de nos deux pays s'est croisé il y a trois siècles* », notait M. Mitterrand dans son discours prononcé mardi à l'aéroport de Mascate. Ce n'est pas une simple figure de style. Les premiers contacts franco-omanais remontent aux années 1660, époque où les navires de la Compagnie des Indes faisaient escale dans la belle rade de Mascate.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lire la suite page 4

Cote d'alerte pour les médias

La télévision fait de l'information un spectacle. Au point de la dénaturer

par Yves-Marie Labé et Yves Mamou

La manipulation de l'information a toujours existé. L'intoxication des journalistes par des sources cherchant à satisfaire des intérêts politiques ou économiques est même devenue, avec l'avènement des *mass media*, un phénomène quasi industriel. Ainsi, quand en 1991 le promoteur Michel Pelège commence à grignoter le capital d'une société concurrente, la Société auxiliaire d'entreprise (SAE), il s'arrête brusquement à 20 %. Et affirme tout de go qu'il n'entend pas aller plus loin. Tout le monde le croit. Mais comme le titre SAE continue d'avoir un cours « chahuté » en Bourse, nombre d'observateurs songent à un troisième larron. Seuls quelques observateurs comprendront que Michel Pelège a sciemment menti et utilisé la presse pour continuer d'acheter discrètement. Plus tard, la COB (Commission des opérations en Bourse) sermonnera Michel Pelège pour diffusion de fausses informations.

Vérifier l'information, donner la parole aux contradicteurs, telle est la base du métier de journaliste. Mais il arrive que la précipitation, la pression de la concurrence, voire la paresse, incitent les journalistes à négliger ces règles essentielles : recouper les sources d'informations, ne rien publier qui ne semble parfaitement avéré. Parfois, la possibilité même d'une vérification fait défaut. Quand Bernard Tapie annonce au cours de l'été 1991 le rachat d'Adidas, puis, après avoir mis la presse mondiale en émoi, *disparaît à bord de son yacht* pour éviter de préciser la manière dont il compte financer ce rachat, il n'ignore pas qu'il a enclenché le tic-tac d'une bombe médiatique.

En l'absence de réponses, la question de l'origine des fonds va obséder l'ensemble de la presse économique, sans parler du monde financier.

Lire la suite page 14

La campagne de M. Tapie

Le chef de file de la majorité présidentielle dans la région PACA : « Si Le Pen est un salaud... ».

page 6

Trois mille arbres pour Paris

Des élèves de CM1 et CM2 ont sélectionné les plantations destinées au 13e arrondissement.

page 9

CAMPUS ◇ ÉDUCATION

L'extrême droite fait ses classes

Le Front national cherche à tirer profit de l'affaiblissement des organisations étudiantes traditionnelles pour s'implanter dans les universités. Dans les lycées, il s'efforce de prendre pied dans les conseils de délégués d'élèves.

- La modernisation de la gestion des universités.

pages 10 à 12

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 22

« Le Monde immobilier », page 15 - « Le Monde affaires » pages 16 et 17

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

Société

L'avion, le pilote et l'automate

par Alain Gras, Caroline Moricot, Sophie L. Poirot-Delpech et Victor Scardigli

LA catastrophe de l'Airbus d'Air Inter, au du mont Sainte-Odile, est-elle imputable aux hommes ou à une défaillance technique ? Faut-il remettre en cause l'informatisation très poussée des avions de demain ?

Ces interrogations qui renaissent lors de tout accident sont apparemment de bon sens ; mais il n'est pas sûr qu'elles soient formulées de façon pertinente. C'est du moins le sentiment que nous éprouvons, à la lumière du programme de recherches sociologiques qui depuis quatre ans nous a amenés à voler sur des avions classiques et nouveaux, à rencontrer des pilotes, des contrôleurs et des avionneurs. Notre intention n'est évidemment pas de proposer une explication à ce qui s'est passé, mais d'apporter un autre regard sur la question de l'automate embarqué.

Tout d'abord, soulignons que la naissance de l'Airbus A-320 n'a pas été un événement insolite. Elle marquait une tendance lourde de l'industrie aéronautique mondiale, et les autres constructeurs – Boeing, McDonnell-Douglas, Fokker – ont depuis adopté des conceptions très proches en matière d'informatisation.

Plus largement, il faut comprendre qu'elle s'inscrit dans un véritable choix de civilisation : nous vivons environnés d'automates qui prennent, de plus en plus, en charge notre vie quotidienne. Ce choix est d'ailleurs bien adapté ici, puisque l'avion de ligne vit depuis fort longtemps dans un espace électromagnétique (radio-balises) et que le pilote automatique et le vol sans visibilité ont été mis en place avant la seconde guerre mondiale.

Notre époque a choisi d'utiliser le progrès technique pour reculer les frontières que nous imposent les éléments naturels. Observons qu'il n'a jamais été question de remettre en cause les vols de nuit, grande conquête de la technique moderne. Contrairement à nos parents, ni la nuit ni la tempête de neige ne sauraient nous dissuader de partir en voyage, et l'opinion publique a été surprise que la nature vosgienne ait imposé à l'équipe de secouristes quatre longues heures de recherche, par d'impraticables sentiers de montagne, pour localiser et sauver les survivants d'un moyen de transport aussi rapide et sophistiqué.

De façon paradoxale, notre civilisation valorise la prise de risques et en même temps elle exige de la technique de plus en plus de sécurité – et elle l'obtient, puisque, malgré ces catastrophes, les transports aériens sont devenus les plus sûrs. N'oublions pas que les premiers avions à réaction – avions « nouvelle génération » de la fin des années 50 – posèrent de nombreux problèmes. Les risques encourus, bien plus grands, n'empêchèrent pas le succès du Boeing-707, parce que la priorité de l'époque était encore à la vitesse.

Reposons plus directement la question de l'informatique. Celle-ci redéfinit les rapports entre l'homme et la machine, désormais «intelligente». L'avion n'échappe pas à cette remise en cause, très globale dans nos sociétés occidentales. Et cela vaut pour tous les avions modernes. Même si l'A-320 garde une valeur de symbole, car il a été à l'avant-garde des évolutions technologiques, les autres constructeurs utilisent couramment les écrans cathodiques au lieu des cadrans, les ordinateurs intervenant dans le pilotage automatique à court et moyen terme *(flight management system)*, les aides à la navigation telles que les centrales à inertie, etc.

S'interroger à chaque instant

Les qualités requises du pilote changent et la difficulté ne tient pas à un problème d'écrans qui seraient plus difficiles à lire que les bons vieux cadrans. Autrefois le pilote était un « manœuvrier » ; dans un cockpit automatisé, il a à dialoguer avec des systèmes informatiques complexes. La maîtrise de cette complexité est en partie d'ordre culturel. Les jeunes qui ont grandi avec l'informatique y accèdent plus facilement que leurs aînés ; et les Occidentaux, que les pilotes d'autres cultures.

Ce travail plus « intellectuel » amène le pilote à s'interroger, à chaque instant, sur l'état des systèmes qui sont derrière les écrans. La question n'est pas de comprendre «comment ça marche» ; mais plutôt, «ce qui se passe derrière». La machine me présente-t-elle des informations erronées ? (dans l'accident du Boeing-767 de Lauda Airlines, les pilotes se demandèrent pendant dix minutes si les inverseurs de flux étaient bien en action...). A-t-elle des informations importantes qu'elle ne me donne pas ? Qu'est-ce qui se passe qui pourrait m'échapper ?

Car l'homme désormais ne peut plus avoir une vision globale et exhaustive des systèmes qui, d'une certaine manière, commandent sa destinée. Les systèmes informatiques embarqués sont de plus en plus intégrés, donc d'usage facile, mais repoussent plus loin les possibilités de compréhension approfondie. En outre, les avions de ligne ne sont pas des aéronefs autonomes ; ils sont enserrés dans de nombreux réseaux qui, à l'échelle européenne voire mondiale, gèrent les flux d'avions en vol, suivent l'état du parc d'avions d'une compagnie et programment leur entretien. Bref, ils s'insèrent dans un immense macro-système aéronautique, où se posent maintenant des problèmes de surcharge (retards des avions).

En situation de vol normal, cette impossibilité d'avoir une vue exhaustive de la situation n'est pas gênante. D'après les observations et surtout les entretiens que nous avons effectués auprès de pilotes d'avions conventionnels ou automatisés, le cockpit automatisé offre un environnement de travail très apprécié. Les écrans de guidage du vol apportent les informations les plus précieuses, disposées de façon aisée à comprendre, même si trop d'informations numériques constituent parfois une gêne.

Les automatismes apportent à la fois une aide et un confort. Cela conduit certains pilotes à craindre de devenir trop confiants à l'égard de leurs automates, de perdre leur sens critique. Car plus les images des écrans sont précises, riches d'informations détaillées et de couleurs lisibles, et plus l'on est enclin à les croire vraies. Plus les ingénieurs prévoient de dispositifs d'alerte contre les pannes, les incendies, la proximité du sol, les collisions et plus le pilote peut se sentir protégé. Il doit déployer un effort croissant pour « rester dans la boucle », surveiller sa machine sans jamais lui faire totalement confiance.

Le stress du danger réel

Il est encore plus important de s'interroger sur le comportement de l'homme et de l'ordinateur en situation dégradée. Mais là les observations manquent, et pour cause ! Les Américains croient étudier ce comportement en simulateur, mais il y manque, selon nous, le stress d'un danger réel.

Pour tous les pilotes, en tout cas, en situation dégradée le savoir-faire compte plus que le savoir livresque ; on revient au métier de pilote-manœuvrier et à l'intuition. Il s'agit d'utiliser tous ses sens, toutes les potentialités de son corps, alors que l'intellectualisation du métier privilégie sa vue et ses capacités intellectuelles, le privant d'une grande partie de ses autres ressources. Il s'agit de mobiliser instantanément l'expérience accumulée au cours de milliers d'heures de vol antérieures, en un raisonnement global qui est difficilement compatible avec l'approche analytique, en séquence temporelle et en arborescence, adoptée par les ordinateurs.

La solution utilisée par certains face à une difficulté consiste aussi à débrayer l'automatisme et à «reprendre l'avion en manuel» (en réalité, il conserve en permanence de nombreux automatismes, entre autres certaines fonctions du pilote automatique). Pour se donner le temps de la réflexion. Mais ce n'est pas nécessairement le signe d'un dialogue réussi entre l'automate et le pilote !

Reste l'autre question courante, sur la part de prétendus facteurs «techniques» et «humains» dans un accident. Abandonnons l'habitude de chercher une faute soit du côté des hommes qui ont conçu la complexité des systèmes informatiques, soit du côté des pilotes qui les utilisent !

Un couple indissociable

Certes, chacun de ces deux acteurs a sa propre vision du monde en général, et de l'avion en particulier. Pour les concepteurs, le vol est une trajectoire qui obéit à des lois scientifiques, les diverses configurations possibles de l'ensemble des paramètres de l'avion en vol sont intégrées dans les systèmes embarqués, la sécurité passe par une obéissance aux modes d'emploi. Pour les pilotes, chaque vol est différent du précédent : il est fait d'événements impossibles à prévoir exhaustivement, et qu'eux seuls seront capables de gérer en temps réel.

Mais dans le quotidien d'un cockpit informatisé il n'y a qu'une réalité, à la fois sociale et technique. Car le pilotage est désormais assuré par un couple indissociable, un mixte d'homme et de machine « intelligente », dialoguant pour combiner les compétences du pilote et de l'ingénieur qui a conçu les automates embarqués.

Le «facteur humain» n'est pas seulement ni d'abord une cause d'accident : on oublie de mentionner les innombrables cas où un avion a été sauvé par l'intuition d'un pilote, ses sensations physiques, sa présence d'esprit, sa capacité de raisonnement.

L'important est d'arriver à tirer le meilleur parti de ces potentialités ; de réussir le dialogue et la coopération entre des automates, conçus par des hommes soucieux de rationalité, et des pilotes, également rationnels dans leurs actes, mais qui sont aussi des êtres faits de chair et d'émotion, des êtres d'expérience reliés à une culture.

Au-delà de l'interrogation sur les causes d'un accident, c'est la réussite de ce mixte homme-machine qui devient prioritaire pour la conception du pilotage de demain.

▶ Alain Gras, Caroline Moricot, Sophie L. Poirot-Delpech et Victor Scardigli sont les auteurs de l'ouvrage *le Pilote, le Contrôleur et l'Automate* (Editions de l'IRIS, université de Paris-Dauphine, 1990), rédigé dans le cadre d'un programme de recherche dirigé par Alain Gras, professeur à Paris-I, et Victor Scardigli, directeur de recherche au CNRS.

Bibliographie

L'Amérique latine par la croix et par l'épée

LES RENDEZ-VOUS DE SAINT-DOMINGUE. ENJEUX D'UN ANNIVERSAIRE (1492-1992).
Ouvrage collectif sous la direction de René Luneau et d'Ignace Berten. Le Centurion. 365 pages. 145 F.

La fête, déjà, a volé en éclats. 1992, dans l'Eglise aussi, devait être une année de célébration. Si l'Amérique latine est le continent le plus catholique de la planète, ne le doit-elle pas à son armée de missionnaires espagnols, portugais, qui, derrière Colomb et Cortès, a annoncé la «Bonne Nouvelle» à une population inconnue, déboulonnant ses faux dieux, volant son or, lui imposant un autre Dieu, une autre civilisation.

Réunissant les contributions d'experts laïcs et religieux, l'ouvrage, intitulé *les Rendez-Vous de Saint-Domingue*, rappelle cette *«légende noire»* de l'évangélisation de l'Amérique latine et fait l'inventaire des enjeux et des ambiguïtés de ce cinquième centenaire.

Même si le pape et la hiérarchie veulent en faire une rencontre *«entre deux mondes et deux cultures»*, la célébration de cet anniversaire, à laquelle Jean-Paul II donnera un éclat particulier en octobre prochain en Amérique centrale, répugne aux milieux d'Eglise les plus avancés : théologiens, religieux, laïcs engagés dans les mouvements populaires, pour qui toute commémoration des premiers temps de l'évangélisation du Nouveau Monde devrait être précédée d'une évaluation sans concession et d'un acte de repentir et de réparation.

Risques d'une «nouvelle évangélisation»

Telle est la ligne qui donne son unité et sa force à un recueil qui, sans tomber dans le masochisme, multiplie les témoignages accablants d'une évangélisation au fil de l'épée, où la soumission à la couronne et à la croix étaient les deux faces d'une même réalité : massacre de peuples indigènes, mutilation de cultures, de langues, de civilisations, spoliation de terres (cette terre qui, pour les Indiens, est *«le lieu de la mémoire»*), conversions de masse et de force, ravages de l'esclavage et de l'Inquisition.

L'intérêt de ce livre n'est pas seulement historique : *«Le présent de l'Amérique latine est écrit de la même encre, celle de la violence.»* L'Eglise en a payé le prix, par l'assassinat de Mgr Oscar Romero et du jésuite Ellacuria au Salvador, d'André Jarlan et de Gabriel Maire, prêtres français, au Chili et au Brésil, et de tant d'autres, religieux et militants obscurs, dont les premières pages de ce livre ravivent le souvenir.

Dans quelques mois, à Saint-Domingue, où les premiers missionnaires ont planté leurs premières croix, se réunira, sous la présidence du pape, une conférence déterminante pour l'avenir du catholicisme dans un continent où l'histoire, la religion et la politique sont liées pour le meilleur et plus souvent pour le pire. Le livre sous la direction de René Luneau et Ignace Berten rappelle les espoirs soulevés par les précédents de Medellin (1968) et de Puebla (1979) quand, dans la foulée de Vatican II (1962-1968), l'Eglise d'Amérique latine sortait de ses palais et choisissait l'*«option préférentielle pour les pauvres»*.

Mais ses auteurs passent aussi en revue, impitoyablement, les redressements, reprises en main, corrections de tir observés depuis, au sein de la conférence des évêques d'Amérique latine (CELAM), chez les théologiens de la libération ou dans l'Eglise du Brésil. Ils soulignent le renversement opéré depuis les années 70 : le défi premier n'est plus celui de la pauvreté, mais celui de la sécularisation, de la montée de l'irrationnel religieux (sectes) et de la culture moderne.

A l'annonce de la foi par les médiations traditionnelles (mouvements populaires, éducation biblique, communautés de base) succède une évangélisation directe et conquérante, où excellent les groupes charismatiques, l'Opus Dei, Communion et libération, jusqu'à des projets mégalomaniaques d'évangélisation par satellite.

Les mêmes auteurs qui, dans *le Rêve de Compostelle*, il y a deux ans, avaient exprimé leur crainte d'une *«nouvelle évangélisation»*, par ces mêmes méthodes, de l'Europe, renouvellent leur avertissement pour l'Amérique latine. Ils redoutent de voir passer au second plan la réforme de l'une des sociétés les plus inégalitaires du monde, que l'Eglise du Concile avait considérée comme une urgence.

HENRI TINCQ

COURRIER

Maxwell et les scientifiques

Aucun scientifique ne peut prétendre comprendre ni expliquer la situation créée par la disparition de Robert Maxwell. Toutefois, nombreux sont ceux d'entre nous qui ont connu pendant des dizaines d'années un homme bien différent de l'image qui en est maintenant donnée, et qui doivent en porter témoignage. Robert Maxwell a joué un rôle exceptionnel dans la modernisation des publications scientifiques et techniques, jusqu'à la vente, ce printemps, de Pergamon Press.

La création de centaines de revues spécialisées, couvrant tous les domaines de la science en développement, la publication de dizaines d'encyclopédies, celle des mille volumes de livres d'enseignement de la Bibliothèque du Commonwealth, l'introduction des premières publications rapides par photographie directe des manuscrits, celle des premières revues sur supports informatiques, le maintien optionnel de la langue française dans des revues internationales, tout cela, pendant une trentaine d'années, a été rendu possible par des traits extraordinaires de sa personnalité.

Il avait un flair impressionnant pour identifier les domaines méritant de nouvelles publications, et les scientifiques pouvant entraîner leur communauté. Il avait pour règle de chercher à satisfaire en priorité les auteurs, tout en exigeant des comités de rédaction une sévérité garantissant un succès à long terme, fondé sur le sérieux. Il a créé des prix scientifiques de grand renom, créé des bourses pour de jeunes chercheurs, sans interférer avec le choix des lauréats.

Il n'a jamais cherché à « acheter » les scientifiques, à se les attacher par l'argent, mais par l'estime et par ses qualités intellectuelles. Nous en garderons le souvenir d'un homme exceptionnel, imaginatif, généreux, aussi exigeant pour lui que pour les autres ; si les accusations qui pèsent sur lui se révèlent fondées, nous devrons bien reconnaître qu'il y avait deux Robert Maxwell. »

GUY OURISSON
Strasbourg.

La France à Moscou

Marek Halter rappelle («Retour à Moscou», *le Monde* du 10 janvier 1992) que la démocratie, c'est aussi le libre accès au savoir. Ayant comme lui séjourné à Moscou à la fin de 1991 avec des professeurs et lycéens angevins, reçus et hébergés dans des familles de professeurs moscovites de français, j'ai pu constater, chez nos collègues, un immense enthousiasme pour la langue et la civilisation françaises. Beaucoup avaient ainsi pour la première fois l'occasion de parler avec des Français.

J'ai pu aussi constater leur volonté de développer l'enseignement du français, face à l'anglo-américain à la mode à Moscou. Dans ce contexte, ces professeurs doivent être soutenus. Il faudrait d'abord rendre accessibles livres et journaux français. L'actuel cours du rouble rend absolument inabordable notre presse. Notre gouvernement, les journaux, les éditeurs, ne pourraient-ils pas faire un effort spécial ? Il faut ensuite encourager les échanges. Lorsqu'il y a six mois, notre échange fut projeté, nos correspondants moscovites envisageaient de venir en France : le prix du voyage, seul à leur charge, représentait deux mois de leur salaire. Actuellement, il leur faut plus de cent mois de salaire ! Et pourtant, d'un simple point de vue économique, n'y a-t-il pas urgence à favoriser de tels échanges ?

JEAN-LUC MARAIS
Angers

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

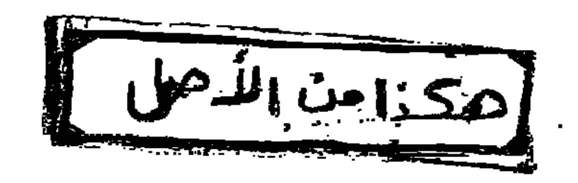
Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33



ÉTATS-UNIS : dans son discours sur l'état de l'Union

Le président Bush a annoncé des mesures pour réduire les dépenses militaires et relancer l'économie

Présentant le traditionnel discours sur l'état de l'Union, M. George Bush a défini, mardi 28 janvier, les deux grands axes de sa contre-offensive en vue d'obtenir un second mandat présidentiel : une tentative de relance d'une économie déprimée par une série d'allégements fiscaux et une réduction des dépenses militaires pour financer ce programme. La nouvelle réduction des missiles stratégiques proposée à l'ex-URSS a été qualifiée d'initiative *« importante et créative »* par le premier ministre britannique John Major, et de *« courageuse »* par le Japon.

WASHINGTON

de notre correspondant

« Nous avons gagné la guerre froide (...), maintenant, nous allons nous occuper un peu plus de nous-mêmes. » D'une phrase, le président Bush a résumé le message qui va lui tenir lieu de plate-forme électorale à destination d'une opinion de plus en plus sceptique : les changements intervenus sur la scène internationale vont lui permettre, a-t-il dit, de se consacrer davantage au *« front intérieur »*. Tel fut le fil conducteur *de son discours sur l'état de l'Union* prononcé au soir du mardi 28 janvier, devant les deux chambres du Congrès. M. Bush a voulu répondre à nombre de ses concitoyens qui lui reprochent de les avoir délaissés pour se consacrer à la politique étrangère. Il leur propose un plan en deux volets : d'abord, un catalogue d'allégements fiscaux (de l'ordre de 25 milliards de dollars) censés dynamiser une économie en récession ; ensuite, un ensemble de réductions des dépenses militaires destinées à financer ce programme de relance. Autrement dit, le *« dividende de la paix »* doit servir plus à favoriser la reprise, et les chances électorales d'un George Bush en chute libre dans les sondages à dix mois du scrutin présidentiel, qu'à combattre le déficit budgétaire.

M. Bush a expliqué que les changements internationaux survenus au cours des douze derniers mois – *« la mort du communisme »* – étaient *« de proportion quasi biblique »* et autorisaient les Etats-Unis à baisser leur garde. *Le président, à qui l'on* reproche souvent son absence de *« vision »* ou de souffle, avait fait appel à l'un des *« speech-writers »* de son prédécesseur Ronald Reagan, et le ton s'en ressentait : *« Par la grâce de Dieu, l'Amérique a gagné la guerre froide »*, a-t-il lancé. L'envolée s'est poursuivie avec quelques connotations à portée autant électorale *qu'historique, le président* assurant qu'un des premiers bénéficiaires de la fin de la guerre froide devait être *« le contribuable américain »*, qui avait supporté *« l'essentiel du fardeau »* de l'effort militaire.

Donnant-donnant avec la CEI

Cet effort va donc être ralenti. *M. Bush* a annoncé une réduction du budget de la défense (aujourd'hui, de 290 milliards de dollars) de 50 milliards sur cinq ans. Cela comprend notamment une nouvelle série de mesures de désarmement unilatérales, venant compléter celles de septembre dernier : seuls vingt bombardiers B-2 vont être construits ; la production du missile stratégique Midgetman et celle de nouvelles têtes nucléaires pour leurs missiles sous-marins Trident seront arrêtées ; enfin, les achats de missiles de croisière vont être limités.

Mais le plus significatif a été la proposition faite à la Communauté des Etats indépendants (CEI, ex-URSS). Pour la première fois, un président américain a offert de négocier sur un des points forts du dispositif nucléaire du pays : les missiles à têtes multiples embarqués sur sous-marins. Si les Etats nucléaires de la CEI sont disposés à éliminer tous leurs missiles à têtes multiples (MIRV) basés au sol, qui constituent *l'essentiel de leur arsenal atomique*, les Etats-Unis seront prêts, en échange, à réduire d'un tiers les cinq mille ogives embarquées sur sous-marins, à éliminer leurs missiles stratégiques Peacekeeper et à transformer à des fins conventionnelles nombre de leurs bombardiers stratégiques.

Ces propositions doivent être débattues, ce week-end, à Camp David, *avec le président* Eltsine. Elles ne signifient pas que les Etats-Unis abandonnent leur triade nucléaire : il leur restera nombre d'ogives sur leurs missiles au sol, en mer et à bord des bombardiers. Elles *indiquent qu'ils sont prêts à tailler* dans certaines de leurs armes les plus redoutables contre l'élimination des missiles ex-soviétiques jugés les plus déstabilisateurs, les MIRV. M. Bush n'en a pas moins insisté sur la nécessité de poursuivre le programme de défense antimissiles (« guerre des étoiles ») à l'heure où, selon lui, les risques de prolifération nucléaire sont plus grands que jamais.

Cette importante parenthèse stratégique refermée, M. Bush est revenu à la politique intérieure. Le président – et candidat républicain – a annoncé que sa nouvelle *« priorité »* serait l'économie et qu'il s'y attaquerait avec la détermination qui a été la sienne au moment de l'opération « Tempête du désert ». A *une opinion qui l'accuse de passivité* devant la montée du chômage et la poursuite de la récession, il propose une panoplie d'assouplissements fiscaux, destinés à relancer à la fois la consommation et l'investissement : *crédit d'impôt de 15 % pour tout* nouvel investissement, diminution de la fiscalité sur les plus-values en capital, allégement de l'impôt sur le revenu, crédit d'impôt pour l'achat d'une première maison.

Difficile bataille devant le Congrès

Volet plus social, le président prévoit une aide spéciale pour les trente-quatre millions d'Américains qui n'ont pas d'assurance médicale et suggère une modernisation du système de santé du pays, un thème au cœur de la campagne électorale. Pour le long terme, il se dit prêt à se battre pour le maintien de la compétitivité des entreprises américaines. Cela passe par l'amélioration du système scolaire et une politique fiscale favorisant la recherche.

M. Bush n'ignore pas qu'il est au plus bas dans les sondages – 43 % de *« satisfaits »*, une chute de 45 points par rapport au printemps – et qu'une écrasante majorité d'électeurs le rendent responsable de la récession ou, du moins, d'une mauvaise gestion de l'économie. Il est apparu à la fois serein et combatif devant un Congrès à majorité démocrate, qui ne l'en a pas moins souvent applaudi. L'enjeu était important et l'entourage du président avait même présenté ce discours *comme déterminant*. A vrai dire, c'est plutôt la reprise, ou son absence, au début de l'été, qui sera déterminante pour le président, au même titre que l'accueil que le Congrès va réserver à son programme.

Car la mise en œuvre de ce dispositif suppose l'accord du Congrès. Dès jeudi, l'essentiel de ce programme sera présenté à la Chambre, sous la forme du projet de budget 1993. La bataille sera difficile. Sur chacun des points, les démocrates ont leurs propres propositions et, campagne oblige, entendent le faire savoir à l'opinion. Le président a sommé le Congrès d'adopter son programme d'ici au 20 mars, injonction que sénateurs et représentants peuvent difficilement prendre à la légère. S'ils torpillent le plan du président, celui-ci aura beau jeu de prendre pour bouc émissaire un Congrès dont tous les sondages disent qu'il est encore plus impopulaire que lui.

ALAIN FRACHON

La dissuasion revue et corrigée

par Michel Tatu

LES nouvelles mesures de désarmement annoncées par M. Bush et la réponse immédiate de M. Eltsine *(lire page 22)* ne traduisent pas seulement le désir des deux ex-grandes puissances de faire des économies. Elles *sont aussi une manière inévitable et désormais* traditionnelle de tenir compte du rythme rapide des changements survenus à l'Est, lesquels dépassent sans cesse les « succès » des diplomates.

Qu'il suffise de rappeler que le dernier traité START, signé le 31 juillet à Moscou entre le président américain et M. Gorbatchev, avait été presque aussitôt rendu caduc par l'échec du putsch de Moscou, trois semaines plus tard, et l'effondrement consécutif du pouvoir central (c'est l'une des raisons pour lesquelles ce traité n'est *toujours pas ratifié*). M. Bush avait tenté de reprendre l'initiative le 27 septembre 1991 en avançant de nouvelles propositions, ce qui avait entraîné une réponse de même nature d'un président soviétique en sursis, en fait déjà incapable de tenir ses promesses. Aujourd'hui, la perspective d'un accord avec le nouveau pouvoir russe réhabilite l'approche diplomatique, mais de manière très partielle seulement. Comme en septembre, c'est plutôt la méthode des réductions unilatérales qui l'emporte.

En même temps, et tout en restant plus prudent que ses homologues des Républiques ex-soviétiques souvent portés à promettre une dénucléarisation radicale, voire totale, M. Bush élargit le champ de sa réflexion à tout le domaine de la dissuasion. Il ne s'agit plus seulement pour Washington de constater les changements survenus chez l'ennemi de naguère, la modification de ses intentions politiques et l'affaiblissement de ses capacités, mais de réviser les concepts en vigueur vis-à-vis de tout adversaire, que celui-ci *soit* clairement identifié ou simplement potentiel.

La fin du « MIRV »

C'est ainsi qu'il faut interpréter l'abandon de fait de la fusée à têtes multiples, ce « MIRV » *(Multiple Indepently Targeted Reentry Vehicle)* qui avait dominé la scène pendant près d'un quart de siècle. Ce sont les militaires du Pentagone qui avaient pris, dans les années 60, l'initiative de ce « progrès ». Soucieux de « couvrir » chez l'ennemi le maximum d'objectifs (jusqu'à 40 000), ils pensaient ainsi s'acquitter de leur tâche avec moins de missiles, donc à moindres frais. Les Soviétiques avaient suivi à grande échelle dans les années 70, plaçant de plus en plus de charges nucléaires sur les gros lanceurs terrestres dont ils s'étaient fait une spécialité.

Le résultat fut une prolifération dite « verticale » – par opposition à la prolifération « horizontale » résultant de l'accession d'autres pays à l'arme nucléaire, et que les Deux Grands étaient bien d'accord pour combattre – tout à fait redoutable : en gros, et sans « crever » le plafond de quelque 2 000 missiles admis dès la fin des années 60, le nombre de charges « stratégiques » (capables de viser le territoire de l'autre grande puissance) avait été porté en quelques années à plus de 12 000 dans chaque camp. Certes, on avait fini par limiter le « mirvage » des lanceurs (pas plus de *10 charges sur les nouveaux missiles*, contre 14 sur l'engin sous-marin *Poseidon* des années 70), mais cela ne changeait pas grand-chose à la situation.

Garder le « leadership » technologique

Or cette situation comportait un grave risque de « déstabilisation » : en *théorie au moins, la partie qui se lancerait* dans une « première frappe » serait récompensée, puisqu'elle avait des chances de détruire chez l'adversaire plus de charges nucléaires qu'elle n'en dépenserait pour attaquer. En tout cas, en ce qui concerne les missiles basés à terre, beaucoup plus facilement repérables, donc vulnérables à des frappes que les techniciens des deux camps avaient pu rendre – toujours en théorie – de plus en plus précises.

L'arrêt définitif – et unilatéral – de la production du Peacekeeper (un engin à dix têtes programmé dès la présidence Carter sous le nom de MX) symbolise cette prise de conscience. Mais M. Bush va plus loin en proposant, cette fois sous condition d'un accord avec Moscou, d'éliminer complètement les 50 engins de ce type déjà déployés et d'une manière générale tous ses MIRV basés à terre, en y ajoutant pour faire bonne mesure un tiers de ses MIRV sous-marins, ceux que l'on soustrayait jusqu'à présent à toute négociation parce que plus « stabilisants » que tous les autres.

Une proposition qui n'est d'ailleurs pas forcément acquise d'avance : il n'est pas évident que même la Russie « amie » de M. Eltsine – ou encore le *Kazakhstan de M. Nazarbaev* – voudront renoncer à ce qui constitue le fer de lance de la dissuasion ex-soviétique : les 150 missiles lourds SS-18 et leurs 1500 charges qu'autorisent les derniers accords SALT, ni non plus qu'ils pourront assumer *le coup* d'une transformation en fusée à une seule tête.

On notera encore que, malgré l'arrêt de ces programmes, M. Bush entend bien garder une panoplie très diversifiée et conserver le « leadership » technologique qui a si bien réussi à l'Amérique, tant dans sa compétition avec l'ancienne Union soviétique que dans la guerre du Golfe. Il est d'ailleurs de plus en plus question au Pentagone de maintenir un fort programme de recherche et de développement dans toutes les nouvelles technologies, y compris les plus « exotiques », quitte à limiter la production en série des matériels, voire à la suspendre dans l'attente des nouvelles menaces qui pourraient *apparaître à l'horizon*.

C'est ainsi que le programme du bombardier « furtif » B2, le plus cher du monde (865 millions de dollar la pièce) est fortement réduit, mais non *supprimé, puisqu'on en conservera* 20 exemplaires. De même, il n'est pas question de toucher au programme de défenses antimissiles, l'IDS qu'avait lancée le président Reagan en 1983, et qui a sans doute porté le coup de grâce au complexe militaro-industriel soviétique. Il est vrai que M. Gorbatchev lui-même, après s'y être opposé avec acharnement pendant cinq ans, avait fini par lui donner le feu vert. Sa dépendance à l'égard des Etats-Unis, mais aussi la crise du Golfe et les menaces de Saddam Hussein, étaient passés par là...

□ **MEXIQUE : nouvelle démission d'un gouverneur.** – M. Salvador Neme Castillo, gouverneur de l'Etat de Tabasco et membre du parti révolutionnaire institutionnalisé (PRI, au pouvoir), a remis sa démission, mardi 28 janvier. Son élection, en novembre dernier, avait été entachée de fraude, selon l'opposition, qui avait depuis organisé une série de manifestations. M. Neme Castillo est le troisième gouverneur du PRI à *remettre* sa démission, après ceux de San-Luis-Potosi et de Guanajuato, à la suite d'irrégularités dénoncées par l'opposition. – *(UPI.)*

Un coup de pouce à la production et à la consommation

NEW-YORK

de notre correspondant

Un catalogue de mesures impressionnant par le nombre, dont l'effet de relance sur l'économie n'est pas garanti d'avance, mais qui a au moins le mérite de ne pas effrayer Wall Street, où un nouveau record à la hausse a été établi, mardi 28 janvier : la plupart des commentateurs analysaient ainsi le programme économique du candidat républicain George Bush, peu après qu'il ait prononcé son discours sur l'état de *l'Union*.

Cette liste d'une vingtaine de mesures à court et long terme, visant à satisfaire les investisseurs immobiliers, les ménages à revenus modestes, les entreprises orientées vers la recherche ou encore les chômeurs en fin de droits, ne comportait d'ailleurs pas de grosse surprise par rapport à ce qu'on savait déjà, à partir des fuites savamment orchestrées par *l'administration depuis plusieurs* jours. Certaines propositions ont toutefois été écartées au dernier moment, comme la possibilité de supprimer la taxe de luxe sur les yachts.

Le fait marquant de ce programme reste la diminution, plus forte que prévu, de la taxe sur les plus-values en capital. Elle devait être ramenée de 28 % à 19,6 %, mais M. Bush a finalement décidé de la fixer à 15,4 % pour les actifs détenus depuis plus de trois ans. Ce faveur supplémentaire accordée aux mieux nantis risque d'irriter les démocrates, qui étaient prêts à donner leur aval, à condition de pouvoir le monnayer contre un important programme d'allégements fiscaux pour la classe moyenne. Des passes d'armes sont déjà à prévoir au Congrès, si l'on en juge par la réaction de M. Thomas Foley, le *speaker* (président) de la Chambre des représentants, qui, répondant au président Bush, s'est opposé à un mécanisme qui consisterait *« à remettre au 1 % d'Américains les plus riches les deux tiers de l'argent recueilli »*.

Les incidences sur le déficit budgétaire

Par ailleurs, les cadeaux fiscaux saupoudrés sur les acheteurs d'une première maison (5 000 dollars), sur les firmes technologiques (75 milliards de crédit d'impôt permanent pour cette seule année), et sur les familles nombreuses (abattement fiscal supplémentaire de 500 dollars par enfant et par famille), sont favorablement accueillis. Ces allégements fiscaux, alliés à des mesures spécifiques (création de zones d'entreprises) ou à des dispositions plus globales – comme l'accélération des dépenses fédérales déjà budgétisées et susceptibles d'encourager la croissance, qui devraient permettre d'injecter quelque 10 milliards de dollars dans l'économie au cours des six prochains mois,n – devraient donner incontestablement un coup de pouce à la production et à la consommation.

Cela suffira-t-il pour redresser, de façon énergique et en quelques semaines, une économie qui se traîne avec un taux de croissance moyen de 0,3 % par an pour les trois premières années du mandat Bush, contre 3 % pour les administrations Reagan et Carter ? C'est peu probable. *« Il s'agit d'un simple coup de pouce. La politique de réduction des taux d'intérêt pratiquée par la Réserve fédérale est certainement plus bénéfique, à moyen terme, que cette* shopping list *»*, relève un économiste new-yorkais, qui s'avoue préoccupé par les incidences budgétaires du dispositif.

Certes le président Bush a promis que son programme, financé en partie par une nouvelle réduction de l'arsenal militaire, resterait dans l'épure budgétaire de 1990. Mais, au regard de la loi, ces dispositions fiscales obligent à toucher au sacro-saint accord de réduction du déficit de quelque 480 milliards de dollars en cinq ans. Avec le risque de voir les *« démagogues »* parlementaires dénoncés par le président Bush s'engouffrer dans la brèche budgétaire.

SERGE MARTI

EUROPE

CEI : les initiatives du président russe et la situation en Ukraine

M. Boris Eltsine rencontre M. James Baker au Kremlin

Le président russe, M. Boris Eltsine, devait rencontrer, mercredi 29 janvier au Kremlin, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, présent à Moscou pour la conférence sur le Proche-Orient. « Disparu » ces derniers jours, M. Eltsine s'était en fait rendu, mardi 28 janvier, dans le port de Novorossisk (*le Monde* du 29 janvier), pour rencontrer le commandement de la mer Noire et, selon un communiqué officiel, préparer ainsi sa visite de jeudi en Grande-Bretagne, puis aux Etats-Unis et au Canada.

Mettant fin à deux jours de mystère, le président russe a finalement réapparu, mardi 28 janvier, à Novorossisk (mer Noire), accompagné du commandant en chef des forces armées de la Communauté des Etats indépendants, le maréchal Chapochnikov, et du commandant de la marine de la CEI, le maréchal Vladimir Tchernavine. Selon le communiqué de la présidence russe, M. Eltsine *« prenait connaissance des équipements techniques »* et *« discutait avec l'équipage »* du croiseur *Moskva*. Cette visite *« sur la flotte de la mer Noire »*, précisait le communiqué diffusé par l'agence Tass, était liée à la préparation des voyages de M. Eltsine, à la fin de la semaine, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au Canada, où le président russe doit discuter des *« problèmes de sécurité nucléaire »*. Le président russe a rencontré le commandant en chef de la flotte de la mer Noire, l'amiral Igor Kassatonov. Lors de ce déplacement – *« totalement imprévu »*, selon des conseillers militaires de la Fédération russe, – M. Eltsine a souligné que la flotte de la mer Noire ferait partie des forces unies de la Communauté des Etats indépendants et que la direction de la Russie prendrait *« toutes les mesures »* pour assurer le ravitaillement des équipages de ces navires, a précisé l'agence Interfax. Les autorités russes ravitailleront la flotte de la mer Noire aussi bien par air que par mer et *« utiliseront pour cela les ports se trouvant sur le territoire de la Russie »*, a dit M. Eltsine. Le même jour en Ukraine, qui revendique en partie la flotte de la mer Noire basée sur son territoire, le président Leonid Kravtchouk réaffirmait que *« l'Ukraine ne renoncera jamais à sa propre flotte »*. M. Kravtchouk a ajouté que l'Ukraine disposait de *« solides bases légales »* pour le faire.

Après son escapade, M. Eltsine, rappelait le communiqué officiel, devait participer, après sa rencontre avec M. Baker, à la réunion au sommet du Conseil de sécurité de l'ONU, prévue vendredi 31 janvier à New-York. Le communiqué de la présidence russe précisait aussi que M. Eltsine devait rencontrer, mercredi, le ministre japonais des affaires étrangères, mais celui-ci, dont le rendez-vous avait été annulé lundi, a décliné la proposition pour des raisons d'emploi du temps. – *(AFP, Reuter.)*

M. Leonid Kravtchouk demande des pouvoirs spéciaux

Le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, a demandé, mardi 28 janvier, au Parlement de Kiev, de lui accorder des pouvoirs exécutifs spéciaux pour lui permettre de nommer un nouveau gouvernement capable de promouvoir rapidement des réformes économiques. *« La politique consistant à différer les réformes économiques a atteint les limites du raisonnable »*, a-t-il dit. Il a toutefois réaffirmé qu'il avait confiance dans le premier ministre, M. Vitold Fokin, vivement critiqué pour avoir fait preuve d'une prudence excessive dans le lancement du programme de privatisations.

M. Leonid Kravtchouk, élu président en décembre dernier, a par ailleurs accusé les médias d'attiser les différends entre Kiev et Moscou sur la flotte de la mer Noire et sur la péninsule de Crimée. – *(Reuter.)*

□ **La Russie et la Biélorussie créent un « espace économique commun ».** – La Russie et la Biélorussie ont décidé, lundi 27 janvier, d'abolir toutes les « barrières » commerciales et de garder le rouble comme monnaie, créant ainsi « un espace économique commun », a rapporté mardi 28 janvier l'agence Interfax. L'accord a été signé par le chef de l'Etat russe, M. Boris Eltsine, et le président du Parlement biélorusse, M. Stanislav Chouchkevitch. – *(AFP.)*

TCHÉCOSLOVAQUIE : nouveau revers pour le chef de l'Etat

Le Parlement refuse à M. Havel un renforcement de ses pouvoirs

PRAGUE

correspondance

Les députés de l'Assemblée fédérale tchécoslovaque ont refusé, mardi 28 janvier, d'accorder au président Havel un élargissement de ses pouvoirs. Ce nouvel échec était attendu par le chef de l'Etat, et M. Havel a déclaré après le vote du Parlement qu'il avait *« dû proposer par principe »* ce projet de loi qui lui aurait permis notamment de dissoudre l'Assemblée fédérale en cas de profonde crise politique et de gouverner par décrets.

Le président avait fait cette proposition en novembre dernier, l'assortissant de quatre autres initiatives législatives visant à sortir la fédération de la crise. Les députés ont rejeté, la semaine dernière, chacune de ces propositions et renvoyé au mois prochain leurs débats sur l'avenir du pays.

M. Vaclav Havel souhaitait notamment que la possibilité d'organiser un référendum sur le sort de la fédération soit de son ressort. Il s'était aussi prononcé sur le mode d'adoption de la Constitution fédérale : pour être entérinée, celle-ci aurait dû recevoir l'aval des Parlements de chacune des Républiques. Ces deux suggestions ont été écartées par les députés slovaques, qui disposent d'une minorité de blocage. Le troisième de ces projets visait à réformer la structure du Parlement : la Chambre des nations, dont l'omnipotence perturbe l'exercice législatif, aurait été remplacée par un conseil fédéral consultatif, ne disposant plus que d'un droit de veto.

Après l'échec des deux premières propositions, le président décidait, le 22 janvier dernier, de retirer ce dernier projet pour éviter un nouveau refus. Il est vraisemblable que la dernière des propositions de M. Vaclav Havel – la réforme de la loi électorale – subira le même sort. Les députés ont en effet décidé d'étudier leur propre projet en priorité. L'adoption d'un mode de scrutin globalement majoritaire, souhaité par le président afin d'éviter une atomisation des partis « à la polonaise », rencontre l'hostilité de toutes les petites formations représentées actuellement au Parlement grâce au système proportionnel. Quant au nouveau découpage électoral et à l'élection directe d'un député par district, défavorables aux deux partis les plus puissants – le Parti civique démocratique (ODS, droite ultra-libérale) et le Mouvement d'opposition pour une Slovaquie souveraine (HZDS), – ils ont peu de chance d'être retenus.

CATHERINE MONROY

YOUGOSLAVIE : l'accord des Serbes de Croatie n'étant pas acquis

Prochaine réunion du Conseil de sécurité sur l'envoi éventuel de « casques bleus »

Le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra, vendredi 31 janvier, une réunion cruciale consacrée au projet d'envoi de « casques bleus » en Yougoslavie, a déclaré, mardi, le responsable des Nations unies pour les opérations de maintien de la paix, M. Marrack Goulding. Après deux entretiens à Zagreb avec le président croate Franjo Tudjman, M. Goulding a estimé que le cessez-le-feu en vigueur depuis le 3 janvier était suffisamment respecté pour justifier le déploiement d'une force de maintien de la paix par les Nations unies.

L'émissaire de l'ONU a toutefois reconnu n'avoir pas réussi à convaincre les dirigeants séparatistes serbes de Croatie d'accepter le déploiement des « casques bleus ». Après avoir eu lundi plusieurs heures d'entretien avec M. Milan Babic, « président » de la Krajina, une enclave serbe du sud de la Croatie, le sous-secrétaire général de l'ONU devait de nouveau se rendre, mercredi 29 janvier, à Belgrade pour y rencontrer le président serbe Slobodan Milosevic et le ministre yougoslave de la défense, le général Blagoje Adzic.

L'accord des Serbes de Croatie est essentiel à la mise en œuvre du plan de paix des Nations unies accepté par Zagreb et Belgrade. Il prévoit le déploiement de quelque 10 000 « casques bleus » en Croatie pour tenter de mettre fin à sept mois de combats entre forces croates et milices serbes appuyées par l'armée fédérale. Or M. Babic refuse toujours que les forces de l'ONU prennent la place des troupes fédérales sur le sol de la Krajina et s'inquiète du désarmement des milices serbes alors que les forces croates conserveront leurs armes.

Cependant, après une nuit d'incidents qui ont fait deux morts et un blessé grave dans les rangs des forces croates, la journée de mardi a été calme sur le front de Zadar (côte Adriatique). Depuis l'entrée en vigueur de la trêve, treize personnes ont été tuées et une quarantaine de personnes blessées – dont dix-huit grièvement – dans cette région, selon la télévision croate. En outre, les autonomistes serbes ont fait sauter mardi une église à Skabrnja, village occupé par l'armée fédérale, à 18 km à l'est de Zadar, selon l'agence croate Hina, qui a également fait état du renforcement des positions serbo-fédérales à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Zagreb.

Par ailleurs, la Slovénie et la Croatie vont être formellement admises comme observateurs au sein de la CSCE, lors du conseil ministériel de cette organisation qui se tiendra à Prague jeudi et vendredi, a indiqué mardi un porte-parole tchécoslovaque. Des représentants de ces deux Républiques avaient déjà été admis au comité des hauts fonctionnaires réuni depuis lundi et qui prépare la réunion ministérielle des trente-huit pays de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Ce comité a recommandé aux ministres que la Slovénie et la Croatie soient admises comme observateurs à la conférence, a précisé le porte-parole. – *(AFP, Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

Malgré des concessions américaines

Les Palestiniens ont maintenu leur politique de la chaise vide à la conférence de Moscou

Principal artisan du processus de paix au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, va avoir bien du mal à en faire démarrer la troisième phase : les négociations multilatérales. En tentant sans succès, mardi 28 janvier, par une proposition de dernière minute, d'amener les délégués palestiniens à la table des pourparlers de Moscou, il a déclenché la colère des Israéliens qui ont réitéré leur refus de voir modifier en quoi que ce soit les règles établies depuis la conférence de Madrid pour limiter la représentation palestinienne.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Pour arracher un « oui » des Palestiniens, M. Baker s'était déclaré disposé à un élargissement de leur délégation – après la réunion de Moscou – à des représentants de la diaspora pour certains groupes de travail, citant notamment les dossiers des réfugiés et du développement économique. Jugée alors insuffisante par la partie palestinienne, car non écrite, sans garantie ni mention des représentants de Jérusalem-Est, cette proposition a été totalement rejetée par les Israéliens, visiblement surpris. *« Sans même parler du fond, c'est une question de principe,* nous affirmait alors un délégué israélien, *car si chacun veut commencer à changer les règles du jeu, on n'en sortira plus et c'est tout le processus de paix qui est menacé. »*

« Israël [qui refuse toute participation des Palestiniens « de l'extérieur » et de Jérusalem-Est aux négociations de paix] *ne permettra aucune déviation par rapport aux accords passés et que nous avons mis huit mois à établir »*, déclarait peu après M. David Levy, ministre des affaires étrangères. *« Si l'on touche une brique de l'édifice, c'est tout l'édifice qui est menacé et celui qui la touche sera responsable de l'effondrement*, ajoutait-il. *Le partenaire d'une coopération ne peut être imposé, cela doit être basé sur un consensus »*.

Interrogé sur la raison du refus des Israéliens d'accepter la présence des Palestiniens de la diaspora, M. Levy a affirmé : *« La demande palestinienne n'est pas innocente. C'est une tentative pour introduire l'OLP, qui veut détruire l'Etat d'Israël. L'OLP n'est pas un partenaire et nous avons des garanties écrites américaines à ce sujet. Le but de ce processus n'est pas la création d'un Etat palestinien. »* M. Levy, qui devait s'entretenir mercredi avec M. Baker, aura l'occasion de lui faire part des sentiments israéliens. Malgré, comme nous le disait un délégué, *« la satisfaction israélienne d'avoir vu un grand nombre de pays arabes et d'autres pays riches venir à Moscou en dépit de l'absence de la Syrie et du Liban »*, une certaine inquiétude régnait dans les rangs israéliens quant aux éventuelles pressions américaines pour satisfaire une partie des demandes palestiniennes.

Même incomplète et non applicable à la réunion de Moscou, la proposition de M. Baker a satisfait la délégation palestinienne dans la mesure où, comme l'assurait un de ses membres, *« elle a prouvé l'importance de notre présence »*. Les Palestiniens, qui sont restés à Moscou malgré tout, ont d'autre part eu des contacts avec un grand nombre de délégations, dont celles de la CEE et de la France, qui avaient aussi essayé de trouver un compromis pour permettre la présence palestinienne à ces assises moscovites. Quant aux pays arabes, ils seraient satisfaits *« de ceux qui ne sont pas venus par solidarité, l'Algérie et le Yémen, comme de ceux qui ont participé »*, selon un délégué très diplomate. L'Egypte et l'Arabie saoudite, notamment, ont vivement regretté l'absence de la Syrie et des Palestiniens. L'absence de ces derniers, *« qui sont les véritables victimes du conflit, est un cri d'alarme à la communauté internationale »*, devait notamment affirmer le prince Saoud Al Fayçal, tandis que M. Amr Moussa jugeait étrange le fait qu'*« une délégation ait un droit de veto sur une autre »*.

Cinq comités de travail

Les discours terminés, c'est désormais aux experts de mettre sur pied les comités de travail. Cinq devraient être créés à l'issue de la réunion de Moscou : sur la sécurité et le désarmement, dont la présidence sera assurée de façon tournante par les Etats-Unis et la Russie ; sur le développement économique, présidé par la CEE avec les Etats-Unis et le Japon (qui fait une entrée spectaculaire sur la scène proche-orientale); sur l'environnement, présidé par le Japon avec les Etats-Unis et la CEE; sur l'eau, présidé par les Etats-Unis avec le Japon et la CEE (la prochaine réunion pourrait être organisée par la Turquie); et enfin sur le problème des réfugiés. D'abord écarté à ce stade, en raison des réticences israéliennes à aborder dès maintenant ce *« sujet complexe et délicat »*, l'établissement de ce dernier comité a été réclamé, entre autre, par l'Egypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite. Le Canada, appuyé sinon encouragé par les Etats-Unis, s'est proposé pour accueillir la réunion sur ce sujet. Le nombre des comités pourrait s'accroître et, dès cette réunion de Moscou, les douze Européens qui participent individuellement aux divers groupes de travail vont demander la création d'un comité sur les questions humanitaires et sociales. On n'excluait pas non plus que les pays arabes présents réclament la création d'un groupe sur la question de Jérusalem. Outre ces comités spécifiques, les Etats-Unis présideront un « super-comité » d'orientation chargé de superviser l'organisation des travaux, dans lequel sont inscrits la Russie, la CEE, le Japon, l'Arabie saoudite, l'Egypte et, bien sûr, les pays directement intéressés.

Gravement affectée par l'absence de trois des cinq participants au conflit israélo-arabe, la réunion de Moscou n'aura pas été totalement inutile si elle permet de mettre sur pied ce cadre de travail. Mais, comme nous l'affirmait un délégué européen, *« c'est un début bien imparfait, un travail inachevé en quelque sorte et qui n'aurait aucun sens sans la participation des Palestiniens, de la Syrie et du Liban »*. Prenant date pour l'avenir, le ministre des affaires étrangères portugais, président en exercice de la CEE, a d'ailleurs déclaré dans son discours que *« les arrangements prévus pour la réunion de Moscou ne devaient pas être un précédent pour la suite »*. Une façon de rappeler que les Européens soutiennent la revendication palestinienne, quant à la présence de représentants de la diaspora, souhaitent un rôle pour l'ONU – totalement absente à Moscou – et veulent être inclus dans le comité sur la sécurité et le désarmement.

FRANÇOISE CHIPAUX

Oman porte du Golfe

Suite de la première page

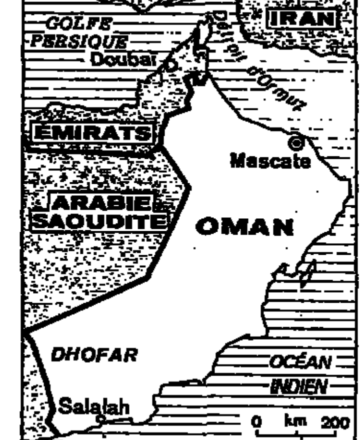
La France y nomma un représentant officiel trois ans avant la Révolution. Suivit une longue histoire commune, plutôt amicale, jalonnée d'échanges et de traités sur fond de rivalité franco-britannique dans l'océan Indien. Plus récemment, la France et Oman ont, comme l'a souligné M. Mitterrand, *« coopéré étroitement »* pendant la crise et la guerre du Golfe et *« vécu côte à côte »* ces *« évènements dramatiques »*.

Pétri d'éducation anglo-saxonne, ancien élève de l'académie militaire britannique de Sandhurst, le sultan Qabous est un homme sur qui l'Occident peut compter. Pendant la guerre du Golfe, sa solidarité avec la coalition anti-irakienne n'a jamais fait défaut. Son pays accorda de précieuses facilités navales et aériennes notamment aux forces américaines et britanniques. Il paya même le prix du sang, une dizaine de soldats omanais servant sous uniforme qatari ayant péri lors de la bataille de Khafji.

Mais Oman tient à cultiver sa différence. Et rien n'a jamais empêché le sultan Qabous de conduire, depuis son arrivée au pouvoir, en 1970, une diplomatie originale, toute en tranquille audace. C'est un spécialiste de l'équilibre et de la médiation qui a souvent eu raison trop tôt. Oman n'entra jamais dans l'OPEP, soutint – seul avec le Soudan dans le monde arabe – les accords de Camp David, resta neutre dans la guerre entre l'Iran et l'Irak.

L'échec du projet de sécurité régionale

Excentré géographiquement et culturellement par rapport à ses cinq partenaires du Conseil de coopération du Golfe (CCG), (Arabie saoudite, Bahrein, Emirats arabes unis, Koweït et Qatar), Oman est le trait d'union entre la péninsule arabique et l'océan Indien. Peu impliqué dans les querelles du monde arabe, et fort de son identité culturelle, le sultanat est bien placé pour rabibocher ses voisins. Il contribua à l'apaisement entre Bagdad et Téhéran, à la réconciliation entre l'Arabie saoudite et l'Iran – scellée à Mascate, –



et s'efforce de rapprocher Téhéran et Le Caire. Ayant maintenu ouverte son ambassade à Bagdad, Oman souhaite plus que d'autres voir se dissiper les rancœurs inter arabes nées de la guerre du Golfe.

Soucieux de faire contrepoids à l'hégémonie régionale de l'Arabie saoudite, Oman s'est toujours gardé de jeter l'opprobre sur l'Iran dont dépend largement la stabilité dans le Golfe. La France qui, de son côté, normalise lentement ses relations avec les Républiques islamiques, ne peut que prêter une oreille attentive aux analyses omanaises à ce sujet. En bonne logique, le sultanat souhaite que tout système de sécurité régional prenne en compte les intérêts de l'Iran.

Favorable à une approche globale en matière de sécurité régionale, Oman n'a pas réussi à imposer ses vues. Chargé par le CCG d'approfondir la réflexion, le sultan Qabous a proposé l'an dernier de créer une force de défense commune de cent mille hommes, dotée d'un commandement intégré. Ce projet sans doute trop ambitieux – ou trop précoce – a été torpillé en sous-main par l'Arabie saoudite, jalouse de sa suprématie, avant d'être enterré dans les sables. Le sultan en conçut une certaine amertume.

De fait, les pétro-monarchies préfèrent renforcer leur défense chacune chez elle tout en concluant des accords de sécurité bilatéraux avec des pays occidentaux. Faute de volonté politique commune, et au grand dam d'Oman, la sécurité régionale reste l'un des grands « ratés » de l'après-guerre du Golfe. Il n'empêche : comme l'a dit mardi M. Mitterrand, *« le sultanat est devenu un partenaire écouté et respecté de la communauté internationale »*. Et la France souhaite, par son entremise, un rapprochement supplémentaire entre l'Europe et les pays du Golfe. C'est, a souligné M. Mitterrand, *« la raison d'être essentielle »* de sa visite.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

AFRIQUE

SOMALIE : un an après la chute du président Barre

Nouvelle tentative de cessez-le-feu dans Mogadiscio dévastée

Le président somalien par «intérim», M. Ali Mahdi, et le général Mohamed Aïdid, dont les partisans respectifs s'affrontent depuis la mi-novembre, pour le contrôle de Mogadiscio, se sont déclarés disposés à *signer un cessez-le-feu*, a indiqué, mardi 28 janvier, le porte-parole du secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali. Mais, jusqu'à présent, les différents appels à une trêve ont été vains, et la capitale, théâtre de massacres, a été ravagée.

NAIROBI

correspondance

Un an après la chute du président Syaad Barre, les combats entre factions victorieuses de l'ancien dictateur achèvent de transformer en champ de ruines Mogadiscio, la capitale, coupée en deux depuis bientôt trois mois. Le général Mohamed Farah Aïdid, nommé il y a six mois à la tête du Congrès de la Somalie unifiée (CSU), l'ancien mouvement rebelle du clan des Hawiyés, a tout de même tenu à marquer l'anniversaire, sur les ondes de Radio-Mogadiscio qu'il contrôle, en appelant une fois encore à un cessez-le-feu. Mais, auparavant, ni lui ni ses adversaires ne s'étaient montrés prêts au dialogue.

Dans cette ville ravagée, capitale d'un pays fantôme, le général Aïdid n'en pense pas moins à l'avenir lorsque, *fort d'une légitimité qu'il s'est* octroyée, il envisage *«la privatisation de l'économie somalienne»* ou bien l'engagement de son pays *«à promouvoir l'unité africaine et arabe»*. Dans le camp du président par intérim, M. Ali Mahdi, choisi par le CSU et confirmé dans ses fonctions six mois après lors de la conférence de réconciliation nationale de Djibouti, on se targue de la même légitimité, en frôlant, là aussi, *le ridicule.*

Une délégation du gouvernement intérimaire somalien s'est ainsi rendue à Lusaka, en Zambie, pour participer à la conférence des pays membres de la zone préférentielle d'échanges (ZEP) d'Afrique de l'Est. De passage à Nairobi, au Kenya, elle a convoqué la presse pour expliquer que, contrairement aux affirmations du général Aïdid, ce dernier ne contrôlait pas 80 % de la capitale, mais *«certainement moins de 20 %»*.

«Entre les revendications des uns et des autres, lance cet employé d'une organisation humanitaire, *il est plus raisonnable de dire que 80 % de la ville échappent à tout contrôle! Les pillards surarmés y agissent en toute impunité, terrorisant les derniers habitants qui s'accrochent à leurs maisons, à la merci des bombardements aveugles.»*

Par son nouvel appel à l'arrêt des combats, le président du CSU cherche sans doute à effacer la mauvaise impression qu'il a laissée en refusant jusqu'à maintenant toute médiation extérieure, y compris celle déjà proposée, début janvier, par l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies. *«Nous sommes capables de régler ce conflit entre nous»*, a-t-il rétorqué à M. James Jonah. En face, M. Ali Mahdi souhaite, au contraire, une intervention étrangère, *«car nous n'avons plus les moyens, à nous seuls, de désarmer la population et rétablir l'ordre»*.

Le calvaire des civils affamés

Si, politiquement, le général Aïdid traverse une passe délicate, il n'a nullement été ébranlé, militairement, par l'entrée en guerre, aux côtés *d'Ali Mahdi,* du clan hawiyé des Murusadés, qui avaient jusqu'à présent observé une prudente neutralité, retranchés dans leurs quartiers du centre-ville. D'autres alliances ne sont pas à exclure dans cet affrontement entre les Habars Guidirs (originaires du centre du pays) du général Aïdid et les partisans abgals du gouvernement intérimaire, qui qse battent sur leur territoire.

Selon les observateurs, le temps ne joue pas en faveur des combattants du général Aïdid. Certains n'hésitent pas à dire que, s'ils sont obligés de reculer, ils chercheront un soutien auprès des forces de M. Barre, revenues à moins de 200 kilomètres à l'ouest de la capitale. Ce qui provoquerait immanquablement une réaction des Majertines du Front démocratique du salut de Somalie (FDSS), le plus ancien mouvement rebelle.

De l'avis général, l'embargo sur les armes décrété, le 23 janvier, par le Conseil de sécurité des Nations unies a peu de chances de faire cesser les combats. Les stocks d'armes abandonnés par le précédent régime suffisent amplement aux belligérants, qui ne devraient pas non plus manquer de munitions, étant donné la difficulté de contrôler les frontières de la région.

Dans leur calvaire, les civils affamés ont tout de même trouvé un peu d'espoir. A la suite d'un accrochage, la milice indépendante des *Ashamuds, qui tenait le port, en a* subitement ouvert les portes, le 17 janvier, et a laissé la population piller les entrepôts : 7000 tonnes de *vivres se sont ainsi retrouvées sur* les marchés où le prix d'un sac de farine a chuté de 40 à 5 dollars. Le lendemain, deux bateaux affrétés par *le Comité international de la Croix-*Rouge (CICR) accostaient dans deux petits ports au nord et au sud de la capitale et déchargeaient leurs *1 700 tonnes de vivres et de médi*caments pour les 250000 personnes réfugiées à la périphérie de Mogadiscio.

Mais il y a tout un pays à assister. A Kisimayo, dans le Sud, où près de 100 000 Somaliens attendent une aide alimentaire, les rivalités tribales empêchent pour le moment toute distribution. Le CICR doit aussi envisager des livraisons humanitaires dans tous les ports de la côte somalienne, destinées à l'arrière-pays. Dans la partie nord de Mogadiscio, le CICR a ouvert, la semaine dernière, un hôpital, le seul, dans les bâtiments d'une ancienne prison. En face, Médecins sans frontières maintient en permanence une équipe chirurgicale d'urgence depuis plus d'un an...

JEAN HÉLÈNE

ALGÉRIE : alors que les arrestations d'islamistes se multiplient

Le FLN essaie, dans la confusion, de survivre

La session extraordinaire du comité central du Front de libération nationale (FLN) s'est close, mardi 28 janvier, après quatre jours de débats, *sans qu'une ligne politique ait été définie. Le* secrétaire général de l'ancien parti unique, M. Abdelhamid Mehri, a été vivement critiqué pour n'avoir pas apporté son appui au Haut Comité d'Etat (HCE) mis en place après le départ du président Chadli. D'autre part, les arrestations de responsables du Front islamique du salut (FIS) se multiplient. Dernières en date, celle de M. Rabah Kébir, chef de la commission des affaires politiques et des relations extérieures du bureau exécutif provisoire – peu avant d'être appréhendé, il avait signé un communiqué accusant le nouveau pouvoir de *«piraterie politique»* – et celles de MM. Salah Gouami et Fouad Delici, dirigeants d'*El Mounquid* et d'*El Forkane,* deux publications du FIS. Neuf autres militants intégristes ont été interpellés dans l'est du pays, pour diverses infractions à la loi sur les mosquées.

ALGER

de notre correspondant

Il aura fallu quatre jours de débats confus et vains pour que le comité central du FLN se sépare en *décidant de ne rien décider. Quatre* jours au bout desquels on aura, une fois encore, constaté que la seule boussole du FLN demeure le pou*voir. Loin de lui, le parti ne* retrouve plus ni sa route ni ses esprits. En début de session, le HCE, que préside M. Mohamed Boudiaf, était, aux yeux du bureau politique, *«inconstitutionnel»*. En fin de parcours, la plupart des membres de sa direction brûlaient de rejoindre le nouveau pouvoir, certains proposant même M. Boudiaf comme candidat à l'élection présidentielle.

Evoquant les vieilles recettes, un *membre du bureau politique,* M. Abderrahmane Belayat, a ainsi fait référence au coup d'Etat du colonel Boumediène, en juin 1965. *Il a proposé la suspension des partis* politiques et la création d'un conseil de la révolution dans lequel, cela allait de soi, le FLN serait convena*blement représenté. Suggestions qui,* avec d'autres, telle une déclaration des biens appartenant à chaque membre de la direction, demandée *par un ancien ministre, M. Bouhara,* n'ont aucune chance d'aboutir, mais qui expriment bien l'irréalisme des débats.

Impasse totale

Mais c'est au jeu du «retenez-moi-ou-je-démissionne» que la réunion aura tourné au pur génie. Vertement attaqué par une bonne partie du comité central pour ses initiatives prises au lendemain du départ du président Chadli (*le Monde* du 29 janvier), M. Mehri savait qu'il devrait faire face à de pressantes demandes de démission. Lundi soir, au terme d'une longue suspension de séance qui laissait pressentir un drame, il annonçait que le bureau politique était démissionnaire en bloc. Ce fut aussitôt un tollé dans la salle. Les mêmes qui exigeaient la tête de leur secrétaire général exprimaient brusquement des réserves, sinon des oppositions. Sans doute voulaient-ils la démission de M. Mehri, mais pas celle de tout le bureau politique. *Dans la confusion,* la séance fut remise au lendemain.

Nouveau coup de théâtre à l'ouverture des débats : le bureau politique ne démissionnait plus, mais se soumettrait au résultat d'une motion de censure. Nouvelles protestations. Les «censeurs», qui doutaient d'avoir une majorité, ne voulaient pas, à l'occasion d'un vote à l'issue douteuse, conforter M. Mehri dans sa position. Ils exigeaient des démissions volontaires, au cas par cas. *L'impasse était totale. Il ne restait* plus qu'à reporter à une date ultérieure la suite de la réunion.

Celle-ci devra se tenir au plus tard dans trois semaines et décider, notamment, de la convocation d'un congrès extraordinaire. D'ici là, les passions se seront vraisemblablement calmées. Mais, les difficultés politiques de l'ancien parti unique ne relevant pas d'un manque de sérénité, il est douteux que cela suffise à le sortir de l'ornière.

GEORGES MARION

EN BREF

□ **AFRIQUE DU SUD : visite du président De Klerk en Europe de l'Est.** – Le président Frederik De Klerk se rendra, du 5 au 8 février, en visite officielle en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne, a annoncé, mardi 28 janvier, le ministère sud-africain des affaires étrangères. Il doit auparavant assister, le 2 février, au symposium économique de Davos, en Suisse, et se rendre, les 3 et 4 février, à Paris, pour y recevoir, avec M. Nelson Mandela, président du Congrès national africain (ANC), le prix Félix Houphouët-Boigny. – *(AFP.)*

□ **BULGARIE : prochaine visite du président Jelev à Paris.** – Le président bulgare, M. Jeliou Jelev, fera une visite en France le 18 février, à l'invitation de M. François Mitterrand, a annoncé l'Elysée. A cette occasion, un traité d'entente, d'amitié et de coopéra*tion entre la France et la Bulgarie* sera signé. M. Jelev a été élu à la présidence le 19 janvier avec 53,3 % des voix. – *(Reuter.)*

□ **CAMBODGE : attentat contre un dirigeant de l'opposition.** – Un *dirigeant de l'opposition* cambodgienne, M. Ung Phan, a été légèrement blessé au cours d'un attentat, mardi 28 janvier, à Phnom-Penh, a-t-on appris auprès de membres de sa famille. Ancien ministre du gouvernement de M. Hun Sen, M. Phan avait été emprisonné pendant dix-sept mois pour avoir voulu fonder un parti concurrent du parti unique (communiste); il *avait été libéré en octobre dernier. «J'ai peur d'être à nouveau emprisonné et qu'ils tentent de m'assassiner. Les communistes de ce gouvernement ont seulement changé de couleur»*, déclarait-il la semaine dernière, dénonçant *«les millionnaires communistes»*. – *(AFP.)*

□ **COLOMBIE : report des négociations de paix.** – Un juge de Bucaramanga et un avocat de Medellin ont été abattus, mardi 28 janvier, quelques heures après que *le gouvernement eut annoncé* qu'il reportait à la fin de la semaine prochaine le réouverture des négociations de paix avec la guérilla. Le maire de Simiti (au nord de Bogota), un fonctionnaire de la même région et un ancien ministre, M. Argelino Duran Quintero, ont, par ailleurs, été pris en otages mardi par la guérilla de gauche. – *(UPI.)*

□ **ESPAGNE : rectificatif** – Dans *le Monde* du 17 janvier, nous *avons intitulé l'UCD (parti au pou*voir en Espagne jusqu'en 1982) Centre démocratique et social. Le nom exact de ce parti était en fait Union du centre démocratique, ainsi que M. José Antonio Sotelino Ferras, représentant en France du Centre démocratique et social (CDS) espagnol, nous demande de le préciser.

□ **PÉROU : plus de vingt morts dans des affrontements.** – Une vingtaine de personnes ont trouvé la mort, *samedi 25 et dimanche* 26 janvier, au cours de combats entre guérilleros et forces de l'ordre, notamment dans la région d'Azabra, où neuf membres d'une milice paysanne ont été tués par le Sentier lumineux, et à Rioja où l'armée a tué onze maquisards du mouvement Tupac Amaru. – *(Reuter.)*

□ ***ZIMBABWE* : décès de la «Mère de la Nation».** – L'épouse du président Robert Mugabe est décédée, lundi 27 janvier, à Harare, à l'âge de cinquante-neuf ans, à la suite d'une longue maladie. Présidente de la Ligue des femmes de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU-PF), le parti au pouvoir, Sally Mugabe était appelée *«Mère de la Nation»*. – *(AFP.)*

ASIE

PHILIPPINES

La brève interpellation de Mme Imelda Marcos

MANILLE

de notre envoyé spécial

***Même pour cette occasion,* Mme Imelda Marcos voulait emprunter sa longue limousine noire stationnée devant l'Hôtel Philippine Plaza où elle réside. Elle dut tout bonnement monter dans un car de police. C'était, pour elle, une première. La veuve de l'ancien président Marcos a été brièvement arrêtée, mercredi 29 janvier. *Elle devait être libérée* sous caution quelques heures plus tard.**

Depuis son retour aux Philippines, début novembre, la flamboyante Imelda était restée libre de ses mouvements. Malgré les différentes accusations qui pèsent contre elle, elle a même fait acte de candidature pour succéder à Mme Corazon *Aquino, qui, en 1986,* la délogea du pouvoir ainsi que son mari. En dépit de moyens financiers considérables, elle *reste un candidat marginal* dans la course à la présidence.

Une arrestation constitue une excellente publicité. Il lui aurait suffi, pour ne pas être inquiétée, de verser une caution de quelque 1000 dollars pour les trois nouveaux chefs d'accusation sur la violation de la réglementation sur les changes dont elle est l'objet.

Elle s'y est délibérément refusée, contraignant la justice à agir. Depuis trois jours, son bureau de relations publiques assaillait la presse de notes faisant état de son arrestation imminente. Deux cars avaient même été prévus pour permettre aux journalistes de suivre la voiture de police l'emmenant chez le juge.

Ph. P.

La tournée diplomatique du premier ministre chinois

Les entretiens de M. Li Peng à Rome ont essentiellement porté sur les relations économiques

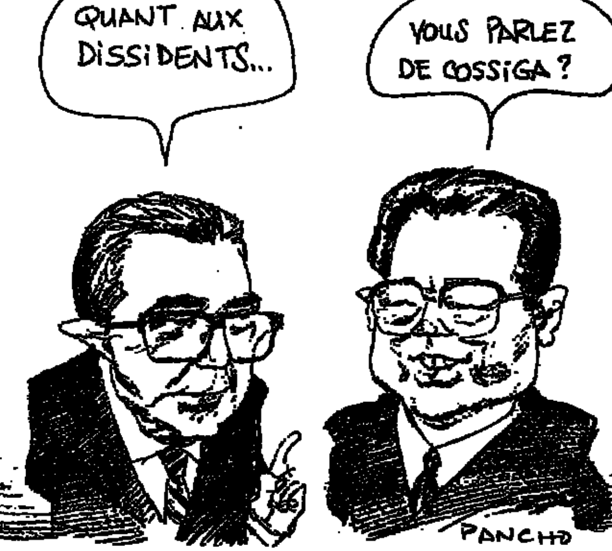
Au terme de deux jours de visite à Rome, première étape d'une tournée qui doit le mener, entre autres, à *New-York* et à Madrid, le premier ministre chinois, M. Li Peng, s'est envolé, *mardi après-midi 28 janvier,* pour la Suisse, où il doit participer au Forum économique de Davos. Un incident diplomatique a marqué son arrivée en Suisse, où – nous câble notre correspondant Isabelle Vichniac – le ministre de la justice et de la police, M. Arnold Koller, a fait savoir qu'il ne participerait pas aux entretiens officiels, la délégation chinoise refusant de discuter des droits de l'homme en *Chine et au Tibet.*

ROME

de notre correspondante

Pour cette première sortie en Occident depuis les massacres de la place Tiananmen en juin 1989, M. Li, qui a décroché d'intéressants contrats à Rome, a pu se rendre compte que l'image de son pays s'était quelque peu *«normalisée»*. Et pourtant, *la veille de* son arrivée, les murs du centre de Rome s'étaient couverts d'affiches de protestation, puis quelques dizaines de Tibétains et de dissidents chinois avaient crié des slogans hostiles, rappelant aux badauds vaguement concernés que la répression et *les massacres* d'étudiants, ce n'était pas si loin.

Un des dirigeants du PDS (l'ex-PC italien) s'indigna dans une lettre ouverte, le radical Marco Pannella s'égosilla un peu sur son passage, et, pour le reste, ce fut *business as usual.* Car c'est bien de cela qu'il s'agissait avant tout. Rome, avec 4 000 milliards de lires d'échanges annuels, est le *deuxième partenaire économique* européen de Pékin, derrière Bonn.



«Malentendu en Occident»

On parla donc beaucoup d'économie durant ces deux jours où M. Li rencontra le gotha de l'industrie italienne : un important accord pour la construction, à Canton, par la Technimont (groupe Ferruzzi), d'un complexe destiné à produire de l'éthylène fut signé; les bases d'un accord-cadre avec les grandes entreprises, par le biais de l'IRI, furent jetées, et la Confindustria, le patronat italien, s'intéressa de près à d'éventuelles joint-ventures pour *les PME. Bref, comme le dit un* des participants, *«on s'efforça de rattrapper le temps perdu»*.

Reste que, sous le réalisme affiché par les autorités italiennes, régnait un léger malaise. La Chine a eu beau s'impliquer sur la scène internationale depuis la guerre du Golfe, notamment au Cambodge, elle reste le dernier grand pays communiste, où la notion de droits de l'homme est interprétée de façon très locale. En ce sens, tant le ministre des affaires étrangères, M. De Michelis, que le président du Conseil, M. Andreotti, ont tenté d'aborder la question. Du pragmatisme, certes, mais «à visage humain».

Sans se faire, comme il l'a précisé, *«l'intermédiaire»* du Vatican, M. Andreotti, qui lors de son *voyage en Chine en* septembre *dernier aurait obtenu la libération* de neuf dissidents, a évoqué avec son interlocuteur de nouveaux noms de catholiques emprisonnés. *Le secrétaire de la démocratie-*chrétienne, M. Forlani, a mis l'accent sur le fait qu'il *«serait immoral de ne parler que d'économie»*, et le dirigeant socialiste Bettino Craxi a surenchéri en formant le vœu que la *«sagesse chinoise»* saurait prévaloir.

La réponse ne tarda guère. Après avoir assuré ses hôtes qu'il y avait un *«malentendu en Occident et qu'on ne retenait jamais que les changements économiques et non politiques»* dans son pays, le premier ministre chinois se dit très intéressé à *«participer au nouvel ordre mondial»*. Mardi, au cours de ce qui fut baptisé *«conférence de presse»* dans un grand hôtel romain, il explicita plus avant son désir d'ouverture : *«Les masses devraient avoir un contrôle sur le gouvernement»*, risqua-t-il avant de réaffirmer que la Chine, *«dans ce monde où règne la turbulence, avait avant tout besoin de stabilité et que le principe de non-ingérence entre pays était de la plus haute importance»*.

Tout était dit, et la vingtaine de journalistes dûment sélectionnés par l'ambassade chinoise, dont certains avaient discuté des questions plusieurs jours à l'avance, prirent congé. Il paraît que M. Li, se félicitant de *«l'accueil chaleureux et enthousiaste»* qui lui avait été réservé, déclara que *«la Chine ne se sentait pas isolée»*. Mais le brouhaha et les altercations avec le service d'ordre qui retenait le gros des journalistes, spécialement accrédités mais non agréés à participer, couvrirent malencontreusement ces dernières paroles d'ouverture.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

La préparation des élections régionales du 22 mars

La direction du Parti communiste proteste de sa volonté d'« ouverture » contestée par ses détracteurs

La direction du Parti communiste se donne de nouvelles raisons d'espérer. En son nom, M. Robert Hue, membre du bureau politique en charge des collectivités territoriales, estimait, lundi 27 janvier, en présentant les têtes de liste du parti aux régionales du 22 mars, que les résultats des élections partielles démontrent la plausibilité d'une « remontée » du PCF.

Le maire de Montigny-lès-Cormeilles en voulait pour preuve, notamment, le résultat obtenu par le candidat du PCF au premier tour de l'élection législative qui a eu lieu, dimanche, dans la quatrième circonscription du Nord (10,16 % des suffrages, –0,47 point par rapport au scrutin de juin 1988).

Dans son numéro du mercredi 29 janvier, *l'Humanité* se réfère, pour sa part, à une étude consacrée la veille par *le Figaro* aux cantonales partielles organisées en 1991, afin de relever que le PCF est crédité d'une stabilisation de son audience.

Compte tenu de la dégringolade électorale du Parti socialiste, il n'en faut pas davantage, en effet, pour que les dirigeants du PCF en tirent la conclusion qu'ils sont sur la voie d'un renouveau et ils entendent bien mener campagne en répétant à tous les électeurs de gauche, comme l'a fait M. Hue, que le vote communiste est désormais *« le moyen le plus efficace »* à la fois *« pour sanctionner le gouvernement, pour s'opposer à la droite et pour empêcher la politique raciste et antisociale du dangereux Le Pen »*.

« Féroce censure »

C'est donc avec d'autant plus d'insistance que l'état-major du parti affirme que la composition de ses listes pour les régionales traduit une volonté de rassemblement et d'ouverture. Il souligne notamment que deux d'entre elles seront conduites par des communistes contestataires, solidaires des positions de M. Charles Fiterman : M. Guy Hermier dans les Bouches-du-Rhône et M. Roland Favaro en Meurthe-et-Moselle. Il ajoute que dans les Vosges la liste communiste sera emmenée par une personnalité locale indépendante du parti, M. Robert Bresson, maire de Chavelot, un retraité de l'enseignement qui siège au conseil général en tant qu'« apparenté PC ».

Lesdits contestataires sont, toutefois, d'un avis différent. Ils objectent qu'en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne, par exemple, la composition des listes exprime surtout une volonté de marginaliser les « refondateurs ». Et leurs objections agaceNT la direction du parti. *L'Humanité* soulignait, mercredi, que *« personne n'a été écarté d'une quelconque liste pour des raisons politiques »* et que *« dans cet esprit, il a été proposé à tous ceux qui avaient été candidats lors des précédentes élections de l'être à nouveau lors des prochains scrutins »*. Le quotidien du PCF faisait ainsi savoir *urbi et orbi* que si M. Fiterman ne conduit pas la liste du parti dans le Rhône c'est tout simplement parce qu'il l'a *« refusée »* en invoquant *« des raisons personnelles »* et qu'il en est de même en Seine-Saint-Denis où M. Jack Ralite, autre ancien ministre, *« a également refusé pareille proposition »*.

La direction du PCF proteste ainsi de sa bonne foi en imputant à ses détracteurs la responsabilité de la persistance de ce dialogue de sourds au moment où, à l'inverse, les contestataires accusent M. Georges Marchais et ses partisans de *« jeter l'anathème »* sur les initiatives autonomes de M. Fiterman, à l'intérieur du mouvement Refondations, et des économistes du parti, regroupés autour de M. Philippe Herzog dans le lancement de l'association Confrontations. C'est naturellement à eux qu'elle fera porter, le cas échéant, la principale responsabilité d'une nouvelle déconvenue.

Orthodoxes et frondeurs se retrouvent, néanmoins, pour dénoncer l'attitude des principales chaînes de télévision à l'égard des candidats communistes en général. Mme Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central, a protesté, auprès du président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, M. Jacques Boutet, contre *« l'élimination »* de M. Hermier des projets de débats sur la préparation du scrutin en Provence-Alpes-Côte d'Azur, reprochant à TF 1 et à Antenne 2 de faire la part belle au PS et au Front national en « oubliant » le PCF. M. Hermier parlait, mardi, de *« discrimination intolérable »* et l'éditorial de *l'Humanité*, y voyait, mercredi, la marque d'une *« féroce censure »*.

Pour justifiée qu'elle soit au regard du respect de la liberté d'expression, cette protestation est significative du handicap qu'auront à surmonter, à l'avenir, les communistes français, quels qu'ils soient, sur une scène politique dont tous les autres acteurs les ignorent déjà au motif que l'Histoire les aurait définitivement voués à ses oubliettes.

ALAIN ROLLAT

Les têtes de liste du PCF

Le Parti communiste a rendu publics, lundi 27 janvier, les noms de ses têtes de liste aux prochaines élections régionales dans l'ensemble des départements métropolitains, à l'exception de la Corse, où le scrutin est organisé suivant des modalités particulières, ne donnera lieu qu'à une seule liste, dont la composition n'est pas arrêtée, pour les deux départements. Le PCF souligne que ces têtes de listes, parmi lesquelles figurent huit femmes, comptent 35 ouvriers (37 %), 26 enseignants (27 %), 13 employés (13 %), 10 techniciens (10 %), 5 agriculteurs (5 %), 2 ingénieurs (0,2 %), 2 cadres (0,2 %) et un médecin.

ALSACE. – Bas-Rhin : M. Francis Wurtz, dép. eur. ; Haut-Rhin : M. Auguste Bechler.

AQUITAINE. – Dordogne : M. Roger Gorse, cons. rég. ; Gironde : M. Jean Barrière, cons., rég. ; Landes : M. André Curcolosse, cons. rég., adj. m. de Mont-de-Marsan ; Lot-et-Garonne : M. Jean Querbes, cons. gén., adj. m. de Tonneins ; Pyrénées-Atlantiques : M. Eugène Bagez-Bernet, cons. rég., adj. m. de Mourenx.

AUVERGNE. – Allier : M. André Lajoinie, dép. ; Cantal : M. Alain Cousin, c. m. d'Aurillac ; Haute-Loire : M. André Béal ; Puy-de-Dôme : M. Guillaume Laybros.

BOURGOGNE. – Côte-d'Or : M. Marcel Yanelli, cons. rég., c. m. de Dijon ; Nièvre : Mme Michelle Girard, cons. rég., m. de Garchizy ; Saône-et-Loire : M. Michel Chevalier ; Yonne : M. Jean-Marie Langoureau, cons. rég.

BRETAGNE. – Côtes d'Armor : M. Edouard Quemper, adj. m. de Saint-Brieuc ; Finistère : M. Louis Leroux, cons. rég. ; Ille-et-Vilaine : M. Paul Lespagnol ; Morbihan : M. Serge Morin, cons. rég., adj. m. de Lorient.

CENTRE. – Cher : M. Jacques Rimbault, dép., m. de Bourges ; Eure-et-Loir : M. Jean Hardy, c. m. de Châteaudun ; Indre : M. Marcel Foulon, cons. rég., adj. m. d'Issoudun ; Indre-et-Loire : M. Jean-Michel Bodin, cons. rég. ; Loir-et-Cher : M. Roger Leclerc, cons. rég., c. m. de Blois ; Loiret : M. Max Nublat, m. de Montargis.

CHAMPAGNE-ARDENNE. – Ardennes : M. René Visse, cons. gén., cons. rég. ; Aube : M. Joé Triche, cons. rég. ; Marne : M. Claude Lamblin, cons. rég., c. m. de Reims ; Haute-Marne : M. Paul Fontaine, adj. m. de Saint-Dizier.

FRANCHE-COMTÉ. – Doubs : M. Gilbert Carrez, cons. rég. ; Jura : M. Michel Ginies, adj. m. de Damparis ; Haute-Saône : M. Frédéric Bernabé, adj. m. de Vesoul ; Territoire de Belfort : M. Daniel Couqueberg.

ILE-DE-FRANCE. – Paris : M. Alain Lhostis, cons. du dixième arr. ; Seine-et-Marne : M. Daniel Brunel, cons. rég. ; Yvelines : M. Joseph Trehel, cons. rég., adj. m. des Mureaux ; Essonne : M. Gérard Lefranc, cons. rég., m. d'Etampes ; Hauts-de-Seine : M. Guy Schmauss, cons. rég., adj. m. de Clichy ; Seine-Saint-Denis : M. Jean-Louis Mons, cons. gén., cons. rég. ; Val-de-Marne : M. Michel Germa, prés. cons. gén. ; Val-d'Oise : M. Robert Hue, cons. gén., m. de Montigny-les-Cormeilles.

LANGUEDOC-ROUSSILLON. – Aude : M. Alain Marcaillou, cons. gén., cons. rég. ; Gard : M. Gilbert Millet, dép., c. m. d'Alès ; Hérault : M. François Liberti, cons. rég., cons. gén., c. m. de Sète ; Lozère : M. Guy Galvier, c. m. de Saint-Chély-d'Apcher ; Pyrénées-Orientales : M. Jean Vila, cons. rég., m. de Cabestany.

LIMOUSIN. – Corrèze : M. Jacques Chaminade, cons. rég., cons. gén., c. m. de Brive ; Creuse : M. Raymond Labrousse, cons. rég. adj. m. de Saint-Vaury ; Haute-Vienne : M. Joël Ratier, m. de Saint-Martin-de-Jussac.

LORRAINE. – Meurthe-et-Moselle : M. Roland Favaro, cons. rég. ; Meuse : M. Noël Demange, c. m. de Saint-Mihiel ; Moselle : M. Raymond Schwenke, cons. rég., c. m. de Mazières-les-Metz ; Vosges : M. Robert Bresson, cons. gén., m. de Chavelot.

MIDI-PYRÉNÉES. – Ariège : Mme Josée Souque ; Aveyron : Mme Michèle Saurel ; Haute-Garonne : Mme Sylviane Ainardi, dép. eur. ; Gers : M. Gérard Lacazé, cons. rég., adj. m. d'Auch ; Lot : M. Gérard Iragne, adj. m. de Cahors ; Hautes-Pyrénées : M. Jean Gonzalès, cons. rég. ; Tarn : M. Robert Raffanel ; Tarn-et-Garonne : Mme Joëlle Greder, c. m. de Montauban.

NORD-PAS-DE-CALAIS. – Nord : M. Alain Bocquet, dép. ; Pas-de-Calais : M. Rémy Auchedé.

BASSE-NORMANDIE. – Calvados : M. Marc Bellet, cons. rég., c. m. de Caen ; Manche : M. Jean-Claude Forafo, adj. m. de Cherbourg ; Orne : M. Jean Chatelais, c. m. de Flers.

HAUTE-NORMANDIE. – Eure : M. Michel Leblanc, cons. rég., adj. m. d'Evreux ; Seine-Maritime : M. Thierry Foucaud, m. d'Oissel.

PAYS-DE-LA-LOIRE. – Loire-Atlantique : M. Jean-Louis Le Corre, cons. rég., m. de Trignac ; Maine-et-Loire : M. Jean Bertholet, cons. rég., m. de Trélazé ; Mayenne : M. Jacques Poirier, adj. m. de Laval ; Sarthe : M. Daniel Boulay, cons. gén., c. m. du Mans ; Vendée : M. Raymond Pingault, m. de Saint-Denis-du-Payre.

PICARDIE. – Aisne : M. Gérard Lalot, cons. rég., c. m. de Château-Thierry ; Oise : M. Maurice Bambier, cons. rég., m. de Montaire ; Somme : M. Gérard Maisse, cons. gén., c. m. d'Amiens.

POITOU-CHARENTES. – Charente : M. Michel Barral, cons. rég., cons. gén., m. de Chasseneuil-sur-Bonnieure ; Charente-Maritime : M. Jacques Bessières, cons. rég. ; c. m. de La Rochelle ; Deux-Sèvres : M. Francis Vacker ; Vienne : M. Paul Fromonteil, cons. rég., c. m. de Châtellerault.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR. – Alpes-de-Haute-Provence : M. Raymond Philippe, cons. rég., m. des Mées ; Hautes-Alpes : M. Jean-Jacques Ferreiro, c. m. de Gap ; Alpes-Maritimes : M. Louis Fiori ; Bouches-du-Rhône : M. Guy Hermier, dép. ; Var : Mme Danielle Demarch, c. m. de Toulon ; Vaucluse : Mme Nicette Aubert, cons. rég.

RHÔNE-ALPES. – Ain : M. Fernand Roustit, cons. rég., c. m. d'Ambérieu-en-Bugey ; Ardèche : M. Serge Plana, cons. rég., c. m. d'Annonay ; Drôme : Mme Yvonne Allgret, cons. rég., adj. m. de Valence ; Isère : M. Robert Veyret, cons. gén., m. de Saint-Jean-de-Moirans ; Loire : M. Marc Bruyère, cons. rég. ; Rhône : M. René Chevaller, cons. rég., c. m. de Lyon ; Savoie : M. Roger Gandet, cons. rég. ; Haute-Savoie : M. Bernard Neplaz, m. de Sciez.

En Corse

Dissidences chez les socialistes et les communistes

AJACCIO

de notre correspondant

La gauche corse affronte en ordre dispersé la bataille des premières élections territoriales du 22 mars. Si les radicaux de gauche se sont regroupés autour de M. Nicolas Alfonsi, ancien député, les socialistes sont divisés et les communistes n'ont pu réussir à retrouver, avec les rénovateurs de Corse-Démocratie, le chemin de l'union.

C'est au Parti socialiste que la situation est la plus délicate. D'un côté, la liste officielle, régulièrement investie par les instances nationales, est conduite par M. Laurent Croce, premier secrétaire de la fédération de Haute-Corse, adjoint au maire de Bastia, conseiller régional sortant ; de l'autre, la liste Rassemblement démocratique corse a pour chef de file M. Félix Luciani, maire d'Afa, conseiller général d'Ajaccio, et bénéficie de la présence ou de l'appui de quatre des six conseillers régionaux sortants. La scission est intervenue parce que ces élus ont estimé que la position de la fédération était minoritaire au sein du parti et mal accueillie par l'opinion publique. *« L'opinion a condamné sévèrement le rapprochement avec les nationalistes et la signature avec eux d'une plate-forme dont aucun des dix points ne porte condamnation de la violence,* déclare M. Félix Luciani. *Le PS, parti de gouvernement, aurait dû l'obtenir en premier lieu. S'il ne le fait pas, il légitime la violence et c'est en tout cas perçu comme cela. »*

M. Croce et ses amis dénoncent à la fois *« le clientélisme et la violence »*, soulignent le rôle qu'ils ont joué dans la préparation de la loi Joxe portant nouveau statut particulier de l'île et affirment qu'ils sont les seuls à pouvoir *« jeter une passerelle vers les nationalistes »*.

Cependant, les anciens communistes, regroupés au sein de Corse-Démocratie, en région bastiaise ont décidé de faire liste commune avec les socialistes « dissidents » au sein du Rassemblement démocratique corse. M. Jacky Padovani, maire de San-Martino-di-Lota, qui avait siégé pendant un an à l'Assemblée de Corse après son élection sur une liste communiste dissidente en 1986, sera le second de M. Félix Luciani. *« Nous avons beaucoup dialogué,* dit-il, *mais nous avons constaté que les appareils des organisations de gauche n'ont pas suffisamment évolué. Nous le regrettons. Si les partis politiques sont dévalués aux yeux de l'opinion, il y a des raisons. »*

« Rafistolage électoraliste », rétorque la fédération communiste de la Corse-du-Sud, qui aurait volontiers fait cause commune avec Corse-Démocratie mais s'est, semble-t-il, heurtée, une fois de plus, à l'intransigeance du Parti communiste de Haute-Corse, dont l'approche de la situation est globalement moins souple, ainsi que l'ont démontré ses votes aux congrès nationaux du parti. La liste du PCF sera, en tout état de cause, conduite par le maire de Sartène, M. Dominique Bucchini, conseiller régional sortant, dont l'image reste bonne dans l'opinion.

D'ores et déjà, MM. Félix Luciani et Jacky Padovani affirment qu'ils seront la première force à gauche. Quant à la rencontre du Parti socialiste et du Parti communiste, le 20 janvier, à Ajaccio, elle a débouché sur un constat d'échec : *« A huit semaines du scrutin,* a déclaré le Parti communiste, *certaines conditions politiques n'étaient pas réunies, les socialistes soutenant la politique gouvernementale et les communistes estimant que cette politique tourne le dos à une véritable politique de gauche. »*

PAUL SILVANI

M. Tapie : « Si Le Pen est un salaud... »

M. Bernard Tapie, chef de file de la majorité présidentielle pour les élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, a donné le coup d'envoi de sa campagne, mardi 28 janvier, à Marseille. Le député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône, qui n'a pas pu présenter, comme il l'espérait, ses têtes de listes dans l'ensemble des six départements de la région, s'en est violemment pris au Front national, affirmant qu'il fallait éviter de *« déculpabiliser »* ses élecxteurs : *« Si Le Pen est un salaud, ceux qui votent pour lui sont également des salauds !... »*

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Quarante-huit heures après la débâcle électorale du PS dans le Nord, le premier meeting de la majorité présidentielle en PACA ne se présentait pas dans des conditions idéales. De surcroît, à moins de deux mois du scrutin, des difficultés persistantes avec les socialistes des Hautes-Alpes et du Var n'ont pas permis à M. Tapie de présenter ses têtes de liste dans l'ensemble des six départements de la région. Dans les Hautes-Alpes, un litige rocardo-rocardien, ajouté à une surenchère des jospinistes, ont empêché, jusqu'ici, la confirmation de la désignation du député fabiusien M. Daniel Chevalier.

« Un troisième cataclysme »

Dans le Var, M. Alain Bombard, candidat de M. Tapie, est venu, lui-même, expliquer, dans une étonnante intervention, qu'il n'était *« pour l'instant à la tête d'aucune liste »* car, a-t-il ajouté, *« je veux mener le combat avec des gens en qui j'ai entièrement confiance »*. L'ancien secrétaire d'Etat à l'environnement refuse également de démissionner au lendemain de son élection, comme certains responsables de la fédération socialiste le lui ont demandé. Interrogé à l'issue du meeting sur ces fâcheux contretemps, M. Tapie, prudemment optimiste, a indiqué que *« tout serait réglé d'ici trois semaines... »*.

Sus au Front national. Devant deux mille personnes seulement, qui étaient loin de remplir le palais des Sports de Marseille, le député des Bouches-du-Rhône a cogné fort sur le parti lepéniste et son chef contre lesquels il veut mener un combat *« qu'il faut gagner »*, car *« c'est celui de la vie »*. *« Après le chômage et la délinquance »*, a-t-il lancé, *un troisième cataclysme est venu s'abattre sur la région. (...) Le Pen pense que c'est ici qu'on trouve le peuple le plus fasciste de France. On va lui montrer qu'il s'est trompé d'adresse et que c'est ici que sa carrière va prendre fin. » « On ne le battra pas,* a-t-il poursuivi, *en se contentant de dire : « Le Pen est un salaud mais pas ses électeurs parce qu'ils souffrent et qu'on peut les comprendre. » C'est parce qu'on déculpabilise ceux qui trouvent une bonne raison de voter pour lui qu'on a un Front national aussi fort. Car, si Le Pen est un salaud, ceux qui votent pour lui sont également des salauds !... »*

Dans cette dénonciation du « danger Le Pen », M. Tapie avait été précédé par MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, tête de liste dans les Alpes-de-Haute-Provence, Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, tête de liste dans le Vaucluse, et M. Léon Schwartzenberg, député européen, tête de liste dans les Alpes-Maritimes.

M. Tapie a fait, enfin, deux promesses *« solennelles »* : la première, s'il est élu président de la région, *« de démissionner, le lendemain matin, de toutes* [ses] *fonctions à la tête de* [sa] *holding »* ; la seconde, *« d'amener »*, à la fin de son mandat, *« cette région qui est la troisième plus riche de France au moins dans les trois premières places du nombre d'emplois créés et de la croissance nationale. Sinon,* a-t-il affirmé, *je mettrai un terme définitif à ma carrière politique »* (1).

GUY PORTE

(1) La région PACA est, déjà, la première pour la création d'emplois comme elle est la première pour la création et la disparition d'entreprises.

□ **Hérault : désaccord entre le MRG et le PS.** – Le MRG entend présenter sa propre liste dans l'Hérault pour les prochaines élections régionales. Insatisfait de la place qui lui a été accordée sur une liste du PS trop montpelliéraine selon lui, il propose une liste organisée par ordre alphabétique dont les membres devront donner leur démission à tour de rôle pour permettre à tous les candidats de siéger au conseil régional du Languedoc-Roussillon. Le MRG espère obtenir un siège et regroupe notamment à ses côtés des membres de France unie et de l'Association des démocrates. – *(Corresp.)*

□ **Yvelines : dissidence UDF.** – Alors que le RPR et l'UDF présentent une liste menée par M. Michel Péricard (RPR), député et maire de Saint-Germain-en-Laye, sur laquelle figure en deuxième position M. Paul-Louis Tenaillon (UDF-CDS), président du conseil général et député, M. Jean-Luc Grattepanche, président de la fédération des Yvelines du Parti radical, a annoncé, mardi 28 janvier, qu'il mènera une liste intitulée *« Renouveau des Yvelines »*. M. Grattepanche, qui a le soutien de M. Nicolas About (UDF-PSD), maire et conseiller général de Montigny-le-Bretonneux, explique sa démarche et celle de ses colistiers par *« leur refus du cumul des mandats, maladie mortelle des politiciens »*.

Au Front national

Demande de sanction contre M. Devèze

La commission de discipline du Front national a demandé une sanction contre M. Gilbert Devèze, membre du comité central et vice-président du Cercle national des combattants (CNC, dirigé par M. Roger Holeindre), auquel il est reproché d'avoir *« publiquement et à plusieurs reprises »* apporté son soutien, dans une cantonale partielle de l'Aisne en novembre 1991, à un candidat qui n'était pas du Front national. Le parti de M. Le Pen était représenté dans cette consultation locale par un secrétaire départemental, qui avait obtenu 3,36 % des suffrages.

Avant d'être convoqué, le 6 janvier, par M. Carl Lang, secrétaire général du Front national, cet ancien député européen, ancien sénateur, ancien député, ancien conseiller régional et général, ancien maire et actuel président de la Fédération nationale européenne de rassemblement des indépendants sociaux, écologiques et des paysans (FNEDRISEP), avait pris les devants en déclarant : *« A la suite de trop nombreux incidents, ainsi que du comportement anti-démocratique de certains responsables du Front national, j'ai décidé de mettre fin à l'aide que j'apportais à cette formation depuis 1980. »*

Démission du secrétaire départemental des Alpes-Maritimes

NICE

de notre correspondant régional

Le Front national des Alpes-maritimes a annoncé, lundi 27 janvier, la nomination de M. Max Baeza, président du groupe FN du conseil régional et conseiller municipal de Nice, comme secrétaire de la fédération départementale en remplacement de M. Albert Peyron, *« démissionnaire pour raisons personnelles »*. Ancien député des Alpes-Maritimes de 1986 à 1988 et conseiller municipal de Cannes, M. Peyron occupait cette fonction depuis 1982. Selon M. Baeza, qui est également directeur de la campagne de M. Le Pen dans le département, ce changement est justifié par les occupations professionnelles *« trop prenantes »* de M. Peyron *« dans le cadre d'une organisation nouvelle du mouvement »*. Il semble en fait, que M. Peyron, militant de la première heure du Front national, ait été mécontent de figurer en troisième position sur la liste des régionales derrière M. Jacques Peyrat, ancien député et conseiller municipal de Nice, qui n'a adhéré au parti lepéniste qu'en 1985.

G. P.



M. Tapie : Le Pen est un salaud

POLITIQUE

S'adressant au préfet du Vaucluse

Le maire (PS) d'Avignon demande l'interdiction d'une réunion publique de M. Le Pen

M. Guy Ravier, député (PS) du Vaucluse et maire d'Avignon, a demandé, par lettre, au préfet de son département, de prendre un arrêté d'interdiction de la réunion électorale que doit tenir dans sa ville, le 7 février, M. Jean-Marie Le Pen. Il affirme que l'annonce de la venue du président du Front national *« fait l'objet d'une réprobation unanime, qui s'affirmera avec vigueur »* et, rappelant les *« événements récents de Caen, de Grenoble, de Manosque »*, villes où se sont déroulées des manifestations « anti Le Pen », se dit *« persuadé que les partisans de ce dirigeant politique, connu pour son idéologie raciste et xénophobe, prendront prétexte de cette expression légitime pour troubler à nouveau l'ordre public »*.

Se déclarant *« déterminé à interdire cette manifestation »*, le maire d'Avignon ajoute, cependant, que *« le soin de réprimer les atteintes à la tranquilité publique incombe de manière exclusive »* au préfet. En conséquence, il demande *« de manière expresse »* au représentant de l'Etat dans le département de *« prendre toute mesure »* pour assurer cette tranquillité publique.

Le 21 janvier, M. André Duroméa, député (PC) de Seine-Maritime et maire du Havre, a refusé *« l'octroi d'une salle municipale »* à M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, qui envisage de tenir une réunion publique dans cette ville, le 17 février. Mis à part le risque de *« graves troubles de l'ordre public »*, M. Duroméa a motivé son refus par le fait que le numéro deux du parti d'extrême droite a tenu, selon lui, *« des propos tombant sous le coup de la loi »*. Le maire du Havre fait sans doute allusion aux *« cinquante mesures concrètes »* contre l'immigration qui avaient été présentées par M. Mégret, le 16 novembre dernier à Marseille (Bouches-du-Rhône) et qui avaient provoqué une réprobation générale.

Mme Cresson et l'immigration

« On ne peut être ouvert à toute la pauvreté qui existe dans le monde »

déclare le premier ministre

Le premier ministre était, mardi 28 janvier, l'invité du journal de 20 heures sur TF1. Après avoir expliqué les raisons de son choix en faveur d'IBM et justifié sa volonté de décentraliser une partie des administrations parisiennes *(voir par ailleurs)*, Mme Edith Cresson a affirmé qu'il ne fallait pas *« donner une importance exagérée »* à *« l'échec »* du candidat socialiste lors du premier tour de la législative partielle du Nord. Elle a souligné que, si le PS avait perdu des voix, l'UDC en avait perdu aussi, affirmant que par rapport au scrutin de 1988 *« les voix socialistes, les voix de gauche ne se sont pas reportées à droite : elles se sont reportées soit chez les écologistes, soit dans l'abstention »*.

A propos des slogans *« contre le Parti socialiste »* entendus lors de la manifestation *« anti-Front national »* de samedi, Mme Cresson a déclaré : *« Je crois que là il faut vraiment mettre les choses au point. (...) Moi, j'ai été le premier ministre qui a supprimé la double peine (...) sauf dans le cas, naturellement, du trafic de drogue. (...) On voudrait qu'on en fasse encore plus. Je dis que, quand on gouverne, quand on est socialiste, il faut naturellement tout faire pour la défense des droits de l'homme et des libertés, pour que la France reste le pays des libertés et la terre d'accueil des réfugiés politiques, mais qu'on ne peut pas être ouvert à toute la pauvreté qui existe dans le monde. (...) En dehors des réfugiés politiques, qui sont accueillis et qui ont tous leurs droits, en dehors des immigrés qui sont autorisés à vivre et à travailler sur notre sol, on ne peut pas avoir une politique d'ouverture totale. Malheureusement. Une intégration généreuse passe par une politique de l'immigration maîtrisée. »*

Selon le Centre d'information civique

Le nombre des inscriptions sur les listes électorales est supérieur à celui des années précédentes

Le Centre d'information civique (CIC) a dressé un premier bilan de la campagne d'inscription sur les listes électorales lancée à la fin de l'année dernière et relayée, notamment, par le ministère de la culture. Le CIC, qui s'appuie sur un sondage effectué auprès de cent mairies, conclut au succès de l'opération. Il assure en effet que le nombre d'inscriptions est supérieur pour 1991 aux résultats recueillis les années précédentes, qu'il est parfois équivalent à celui de 1987, avant l'élection présidentielle de 1988, et souvent supérieur à celui de 1988, avant les élections municipales et européennes de 1989.

Si ces chiffres concernent l'ensemble des tranches d'âge, le CIC constate toutefois que les vingt-cinq-cinquante ans qui se sont présentés pour une première inscription sont plus nombreux que les autres années. Ils représenteraient 10 % des nouveaux inscrits. En revanche, la proportion des moins de vingt et un ans, par rapport au nombre total des nouveaux inscrits (de 25 % à 30 %), ne semble pas avoir augmenté de manière significative.

Selon le CIC, ces résultats montrent qu'*« un sursaut civique est toujours possible »*, de nombreuses personnes interrogées insistant sur *« le devoir de s'inscrire et de voter, même blanc »*. Il ajoute : *« Il s'agit plus, de la part des citoyens, d'exprimer le rejet de la politique politicienne que de s'abstenir, la reconnaissance du bulletin blanc comme suffrage exprimé devenant un impératif. On constate donc qu'au phénomène de société qu'était l'abstention s'est substitué un phénomène politique qui est la volonté de non-participation. »*

□ **M. Colombier (UDF) propose de comptabiliser le vote blanc.** – M. Georges Colombier, député (UDF) de l'Isère, vient de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi visant à compléter le code électoral afin de prendre en considération le vote blanc dans le résultat du dépouillement. Constatant que *« le vote protestataire s'exprime soit dans le vote Front national, soit dans le vote écologiste »*, M. Colombier estime *« nécessaire d'offrir aux électeurs une nouvelle alternative : le vote blanc »*.

□ **Le Grand Orient de France et les « affaires ».** – Le Grand Orient de France a réagi, mardi 28 janvier, *« aux informations évoquant des affaires financières auxquelles certains francs-maçons auraient pu être associés »*, à la suite de la perquisition effectuée le 14 janvier au siège de la SAGES (*le Monde* du 16 janvier). Le Grand Orient assure que *« si les informations publiées devaient être confirmées par l'enquête judiciaire, les personnes concernées et membres de l'association en seraient immédiatement exclues ». « De telles pratiques contribuent à discréditer la démocratie et la République. Elles sont incompatibles avec l'appartenance au Grand Orient de France »*, conclut l'obédience maçonnique.

Mort de Claude Guy ancien aide de camp du général de Gaulle

L'ancien commandant Claude Guy, ancien aide de camp du général de Gaulle, est décédé mardi 28 janvier à Paris à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Sur les photos d'archives montrant de Gaulle mettant le pied en Normandie en juin 1944, lors du débarquement, ou reçu par Staline à Moscou, on voit toujours, derrière le général et presque aussi grand que lui, un long et mince capitaine d'aviation. Celui-ci est également aux côtés de de Gaulle descendant les Champs-Elysées le jour de la libération de la capitale, où le général est encadré par André Le Troquer et Georges Bidault. Le capitaine Claude Guy est, en effet, de 1945 à 1949, l'aide de camp du chef de la France libre, l'accompagnant partout, de Londres à Alger et de Paris à Washington, dans les premiers voyages du président du gouvernement provisoire de la République française.

Né le 21 janvier 1915 à Paris, Claude Guy s'était engagé, dès 1941, dans les forces aériennes françaises libres, après s'être évadé de la France occupée, et il avait combattu comme pilote. Nommé à la Libération administrateur civil au ministère des affaires étrangères, où il prendra sa retraite en 1980 comme conseiller des affaires étrangères, il demeure auprès de de Gaulle après que celui-ci a quitté le pouvoir. Il le suit, en effet, à Marly après le 20 janvier 1946 comme officier d'ordonnance, puis à La Boisserie de Colombey-les-Deux-Eglises, où il se relaiera avec le commandant de Bonneval auprès de l'exilé volontaire et impatient qu'est alors le général.

Tout comme lui, il espère un retour rapide aux « affaires ». En 1949, il dirige son service de presse, puis le service de presse et de propagande du RPF, avant de fonder le *Courrier d'information*, organe du Mouvement gaulliste. En 1952, le groupe RPF de l'Assemblée nationale le nomme membre de l'Assemblée de l'Union française, où il siégera jusqu'à la suppression de celle-ci en 1958 et où il présidera la commission de l'information.

Claude Guy avait tenté en vain de devenir député de Saint-Pierre-et-Miquelon en 1959 pour succéder à Alain Savary, autre officier de la France libre, se souvenant qu'en revenant de Washington, où de Gaulle avait rendu visite au président Truman, il avait, en 1944, survolé l'archipel. Le brouillard empêchant l'atterrissage, le capitaine Guy avait lancé par la soute de l'avion un message du général, enfermé dans une boîte métallique.

Toujours présent aux côtés de de Gaulle, attentif mais secret, aimable mais distant, il n'a guère utilisé à son profit la protection du grand homme. Claude Guy, dont la santé s'était détériorée depuis quelques années, n'exerçait aucune activité publique, mais il demeurait fidèle à ses amitiés gaulliennes et s'était enfermé dans ses souvenirs, qu'il se prometrait de publier.

ANDRÉ PASSERON

Les difficultés du PS avec le mouvement antiraciste

Les initiatives de M. Marchand sont critiquées par les socialistes

Le bureau exécutif du Parti socialiste devait discuter, mercredi 29 janvier, des élections partielles du 26 janvier et de la participation du PS à la manifestation antiraciste du 25 janvier. Le comportement de SOS-Racisme est critiqué par certains dirigeants socialistes, qui reprochent à cette organisation, longtemps proche de l'Elysée – M. François Mitterrand participait à son dîner annuel le 16 décembre dernier, – de jouer désormais contre le PS. Les responsables de SOS-Racisme font valoir, de leur côté, que si le gouvernement et le PS ont été mis en cause lors de la manifestation, ils ont fait en sorte que le président de la République ne le soit pas. Les proches de M. Laurent Fabius conviennent, au reste, qu'en faisant voter dans la semaine qui précédait la manifestation un projet de loi créant des « zones de transit » pour les demandeurs de droit d'asile, le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, *n'a pas facilité la tâche* du PS.

Le numéro deux du PS, M. Gérard Lindeperg, rocardien, explique, dans un entretien publié mercredi par *le Quotidien de Paris*, que les socialistes étaient *« pris dans une contradiction »*, car ils ne pouvaient ni signer l'appel à manifester, en raison de sa *« tonalité fortement antigouvernementale »*, ni *« être absents d'un rassemblement contre le racisme »*. Il souligne que l'*« image* [du gouvernement] *et celle du PS sont liées, surtout dans une période où les indicateurs économiques sont plutôt bons et où, en revanche, les indicateurs d'opinion sont au rouge »*.

M. Lindeperg assure, d'autre part, qu'à la direction du PS *« il ne s'agit pas de bâtir un « axe » Rocard-Fabius, mais un pôle de rassemblement où se retrouvent les trois grands courants du PS »*. Celui de MM. Pierre Mauroy, Louis Mermaz et Lionel Jospin, réuni mardi soir autour du seul ministre de l'éducation nationale, s'accorde à penser qu'il doit faire en sorte d'occuper toute sa place dans les instances dirigeantes du parti, plutôt que de se tenir en retrait face à l'alliance des fabiusiens et des rocardiens.

P. J.

□ **Le club Rassembler à gauche lance un « manifeste ».** – Le club Rassembler à gauche en France et en Europe, que préside M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, proche de M. Jean-Pierre Chevènement, a rendu public, mardi 28 janvier, un « manifeste » adressé aux dirigeants de partis de gauche, de syndicats et de grandes associations.

Au Palais-Bourbon

Les deux visages du dieu Oceanus

Oceanus aurait eu, selon la légende, plus de trois mille fils, les fleuves, mais on ignorait que ce dieu mythique de la cosmogonie grecque était bicéphale. Cette découverte surprenante a été faite l'été dernier par les restaurateurs des musées nationaux chargés de nettoyer l'œuvre peinte par Eugène Delacroix sur un pilastre en trompe-l'œil dans un des salons du Palais-Bourbon.

Dans ce salon, en effet, les huit personnages allégoriques représentant les mers et les fleuves français ont les yeux tournés vers la niche où était placé le fauteuil du roi, puisque c'est là que Louis-Philippe recevait en audience les députés. Seul Oceanus détourne ostensiblement le regard. Or, en nettoyant les couleurs de ce dieu monumental, on a découvert sous le Delacroix apparent un autre Delacroix, dont le personnage avait, lui, les yeux vraiment fixés sur le siège du roi.

Les archives du Palais-Bourbon rapportent que l'artiste a décoré plusieurs salons entre 1832 et 1838, ainsi que les bibliothèques de l'Assemblée et du Sénat. Toutes ses œuvres sont depuis longtemps authentifiées sans contestation. Toutefois, en y regardant de plus près, on peut constater que la facture du visage d'Oceanus tel que le voyaient jusqu'à présent les parlementaires est fort différente de celle qui vient d'être mise à jour, où l'on reconnaît bien la manière du peintre romantique, comme on la retrouve sur les autres pilastres. L'œuvre initiale a donc été non seulement surchargée et recouverte, mais aussi détournée et transfigurée, au sens propre du terme.

Quel est l'auteur de cet outrage ? S'agit-il d'Andrieu, qui a, dans la seconde moitié du siècle passé, participé à quelques travaux de retouche au Palais-Bourbon ? Cet élève de Delacroix a-t-il voulu corriger son maître ou laisser sa trace, sans la signer ? A-t-il eu une intention politique et républicaine en contraignant le dieu à ne plus regarder le monarque, mais à tourner ses yeux vers la gauche ? Les conservateurs sont désormais en face d'un grave dilemme : poursuivre le grattage ou effacer leur découverte en faisant croire à la postérité que le faux Delacroix est un vrai ? Mais pourquoi ne laisseraient-ils pas leur travail en l'état puisqu'ils ont donné involontairement à Oceanus les traits ambigus d'un nouveau Janus ?

A. P.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Après la mort d'un adolescent à Asnières

Un gardien de la paix est inculpé d'homicide involontaire

M. Antoine Belmonte, le policier qui a mortellement blessé un adolescent de treize ans, lundi 27 janvier à deux heures du matin dans la cave d'un immeuble d'Asnières (*le Monde* du 28 janvier), a été inculpé d'*« homicide involontaire »* par M. Dominique Marro, juge d'instruction à Nanterre, mardi en fin de soirée. Après les résultats de l'expertise balistique, la thèse d'une mort accidentelle semble l'emporter sur l'hypothèse d'une « bavure », la version de la police selon laquelle trois coups de feu ont été tirés lors d'une bousculade avec d'apparents cambrioleurs étant jugée crédible par le parquet de Nanterre.

Alertés par des habitants de l'immeuble signalant la présence de cambrioleurs dans les sous-sols, deux services de police s'étaient rendus sur les lieux : l'équipe de nuit du commissariat d'Asnières, dont fait partie Antoine Belmonte, et une patrouille de la brigade anti-criminalité (BAC) des Hauts-de-Seine, à laquelle appartient son collègue Pascal Lhuissier.

Alors que les deux gardiens de la paix inspectaient les caves du bâtiment, dont plusieurs portes étaient cassées, Antoine Belmonte recevait un violent coup au visage qui lui fracturait le nez. Déséquilibré, le policier tirait un coup de feu. Son collègue faisait à son tour usage de son revolver, à deux reprises, en direction de la personne qui venait de bousculer son équipier. Le jeune Thibault Cottoni fut atteint par une seule balle à la poitrine. Placés en garde à vue dès lundi matin, les deux policiers ont été entendus par l'inspection générale des services (IGS, «police des polices» compétente à Paris et dans la petite couronne), saisie par le parquet du tribunal de Nanterre. Mardi 28 janvier en début d'après-midi, ce dernier a d'abord ouvert une information judiciaire contre X... pour *«coups mortels»*. Ce choix traduisait l'incertitude existant encore au sujet de l'auteur du coup de feu mortel.

Transmis mardi à 19 heures au juge d'instruction, les résultats de l'expertise balistique menée par le laboratoire de la préfecture de police de Paris ont finalement mis en évidence que la balle mortelle correspondait au premier des trois coups de feu, tiré par Antoine Belmonte. Inculpé d'homicide involontaire, ce dernier a été laissé en liberté. La mère de Thibault, Mme Cottoni, s'est constituée partie civile. Une enquête sur les cambriolages commis dans l'immeuble d'Asnières où est mort le jeune Thibault a, par ailleurs, été confiée au service départemental de police judiciaire (SDPJ) des Hauts-de-Seine.

Option orange

L'usage des armes lors d'interventions policières fait l'objet de strictes recommandations dans les écoles de police. *«L'utilisation d'une arme à feu par un policier est un acte grave»*, précise le Memento du gardien de la paix qui rappelle que son emploi n'est autorisé qu'en cas de légitime défense : *«Pour être en état de légitime défense, il faut une agression injustifiée contre une personne (soi-même ou autrui); il faut une attaque caractérisée et non une simple crainte d'une éventuelle violence.»*

Cependant, les techniques d'intervention des policiers de sécurité publique distinguent trois cas de figure : l'option verte (exemple : appel pour un simple différend familial), l'option orange (quand des témoins ont signalé un cambriolage) et l'option rouge (un hold-up dans un établissement financier). Dans les deux derniers cas, le policier, qui ne peut évaluer *a priori* le danger encouru, est autorisé à sortir son arme de son étui. Pour les autorités policières et judiciaires, il semble que, sous réserve de nouveaux développements de l'instruction, l'intervention d'Asnières – cambriolage dans des caves en pleine nuit – relève de l'option orange.

E. In.

□ **Un vice-président de l'Assemblée de Corse condamné pour détention d'arme.** – M. Charles Colonna, vice-président (div.-dr.) de l'Assemblée de Corse, a été condamné vendredi 24 janvier à quatre mois de prison avec sursis et 10 000 F d'amende pour détention illégale d'arme par le tribunal de grande instance d'Ajaccio. A la fin de décembre 1991, lors d'un contrôle de police, une arme de poing avait été découverte dans la boite à gants de sa voiture. M. Colonna, qui est également président du comité régional du tourisme, a par ailleurs été inculpé et écroué samedi 18 janvier après avoir agressé le patron d'un salon de coiffure et tiré un coup de feu contre la vitrine parce qu'il jugeait l'eau trop chaude (*le Monde* du 21 janvier).

A la cour d'appel de Paris

Le troisième procès de l'affaire des « Irlandais de Vincennes »

Deux mois après la comparution du préfet Christian Prouteau devant la onzième chambre de la cour d'appel de Paris, Bernard Jegat s'est présenté à son tour, mardi 28 janvier, devant la même juridiction. L'informateur du capitaine Barril dans l'affaire dite des « Irlandais de Vincennes » avait été condamné, le 24 septembre 1991, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, à quinze mois de prison avec sursis pour *« détention d'armes, de munitions et de substances explosives »*. La cour rendra son arrêt le 25 février.

L'affaire des « Irlandais de Vincennes » n'en finit pas de finir. Le 24 septembre 1991, soit neuf ans après les faits, la dix-septième chambre correctionnelle de Paris avait condamné Jean-Michel Beau à quinze mois de prison avec sursis. L'ancien lieutenant-colonel de gendarmerie était déclaré coupable de *«subornation de témoins»* pour avoir participé *«à l'élaboration de mensonges»* destinés à couvrir les irrégularités commises lors de l'arrestation de trois Irlandais à Vincennes, le 28 août 1982. La même peine était infligée à Christian Prouteau pour *«complicité»* et à Bernard Jegat pour *«détention d'armes»*, tandis que l'on remarquait l'absence de poursuites contre le quatrième personnage de cette affaire, Paul Barril.

Or, si le parquet avait trouvé normal de faire juger les trois hommes lors de la même audience, le parquet général semble au contraire s'être livré à un savant découpage : MM. Prouteau et Beau ont comparu devant la cour d'appel deux mois après le jugement du tribunal alors que le troisième, Bernard Jegat, les a suivis deux mois plus tard et devant une autre formation. Le 15 janvier 1991, la cour avait relaxé M. Prouteau *« au bénéfice du doute »* alors que M. Beau était condamné à un an de prison avec sursis et 6 000 francs d'amende. M. Jegat, lui, ne demande ni la relaxe ni une diminution de sa peine. D'emblée, il précise que sa présence devant la cour ne s'inscrit pas dans une défense mais dans *«une stratégie d'attaque»*.

Trouble et nauséabonde

Cet ancien sympathisant de la cause irlandaise a toujours affirmé avoir remis au capitaine Paul Barril, le 24 août 1982, des armes que lui avait confiées un Irlandais en 1979. Or, ce sont ces mêmes armes qui ont été *« découvertes »* à Vincennes, quatre jours plus tard. Aussi, M. Jegat ne comprend pas pourquoi il se trouve poursuivi pour détention d'armes *« alors que Barril bénéficie d'une immunité scandaleuse »*. Son avocat, Me Maguy Bizot, partage cette opinion en soulignant : *« Fabriquer des fausses preuves, c'est autrement plus grave »*. Elle parle donc *«d'attentat aux libertés»*, un crime qui ne sera prescrit que le 28 août 1992, et la cour dialogue avec elle sur la manière dont l'instruction a été menée. Un conseiller estime que *«le juge n'a peut-être pas fait toutes les démarches utiles...»* même si le parquet ne lui a pas facilité la tâche.

La présidente, Mme Françoise Simon, invoque des difficultés de procédure liées à la qualité de *«personne protégée»* de l'officier du GIGN, mais l'avocat maintient : *«Le plus coupable, c'est Barril !»*, et suggère que la cour l'entende. Pour l'avocat général, Daniel Fortin, les choses sont beaucoup plus simples : comme M. Jegat a détenu des armes, quinze mois avec sursis constituent donc *«une juste application de la loi»*. Et le magistrat ne parle ni des Irlandais de Vincennes, ni du capitaine Barril, ni de l'étrange cheminement des armes retrouvées à Vincennes. Pourtant, dès l'ouverture des débats, la présidente avait dit : *«Cette affaire est trouble et nauséabonde, elle met mal à l'aise à tous les niveaux.»*

MAURICE PEYROT

SPORTS

AUTOMOBILISME : le Rallye Monte-Carlo

Didier Auriol au bout de la nuit

Comme en 1990, Didier Auriol (Lancia HF Integrale) a remporté, mercredi 29 janvier, le Rallye Monte-Carlo. Parti de Monaco avec 3 secondes de retard sur Carlos Sainz (Toyota Celica), le Français a dominé la dernière nuit en s'assurant un avantage de 2 minutes 5 secondes sur l'Espagnol.

MONACO

de notre envoyé spécial

Situé à moins de 30 kilomètres à vol d'oiseau au nord de Monaco, sur la départementale 256, entre Moulinet et La Bollène-Vésubie, le col du Turini paraîtrait banal si sa légende n'en faisait pas un des hauts lieux du sport automobile. Ses lacets, élargis et dotés d'un revêtement digne d'une nationale, permettent de passer, en vingt-huit virages, de 827 à 1 607 mètres d'altitude mais, en gommant les difficultés, les ponts et chaussées n'ont pas dissuadé les spectateurs de se rassembler par milliers vers le sommet. Si le Turini est toujours autant redouté des pilotes, il le doit désormais au comportement irresponsable de certains spectateurs. Avides de sensations fortes, ces derniers n'hésitent pas à répandre des plaques de neige ou de glace sur la route après le passage des ouvreurs pour tenter de surprendre les concurrents au détour des virages. Devancé de 3 secondes par Carlos Sainz au départ de cette «nuit du Turini», Didier Auriol avait abordé prudemment ce premier obstacle, concédant une seconde supplémentaire à son adversaire.

Le champion français se refusait à l'idée qu'il n'aurait pas l'occasion de prendre sa revanche sur l'Espagnol dans la plus prestigieuse des spéciales chronométrées du rallye. Lorsque les pilotes se sont présentés pour la deuxième ascension du col, à 1 heure du matin, des spectateurs avaient cette fois provoqué un début de feu. Bloqué au départ pendant un quart d'heure par la direction de course, Carlos Sainz qui ouvrait la route, refusait ensuite de s'élancer, provoquant la première «grève du Turini» et la neutralisation de ce secteur.

Ce geste d'humeur de l'Espagnol s'expliquait sans doute autant par le dépit que par les raisons de sécurité invoquées. Dans les trois spéciales courues entre-temps, Didier Auriol avait fait étalage de sa supériorité en s'assurant 34 secondes d'avance. Il aurait même survolé l'épreuve depuis le début si un très mauvais choix de pneumatiques ne lui avait pas fait perdre, dimanche, 2 minutes 29 secondes sur Carlos Sainz pour 1 200 mètres enneigés dans l'ascension du col de Fontbelle gravi avec l'aide de pousseurs.

La maturité des maîtres

A trente-trois ans et après deux saisons chez Lancia, où il a successivement terminé deuxième puis troisième du championnat du monde, Didier Auriol affiche désormais la sérénité et la maturité des maîtres de la spécialité. *«Quand on débute en rallye, on peut aller aussi vite que les autres, mais en prenant plus de risques*, dit-il. *Avec l'expérience, on va toujours aussi vite, mais avec un maximum de sécurité et de sens tactique.»* Cette confiance accrue dans ses moyens s'explique aussi par les améliorations apportées à la nouvelle HF Integrale.

Les extensions d'ailes ne donnent pas seulement un aspect plus agressif à la Lancia. Elles ont permis d'accroître le débattement des amortisseurs et l'adoption de roues de 17 pouces (au lieu de 16) et de pneus de 670 ou 675 mm (640 au maximum pour la version précédente). *« La voiture est devenue moins brutale dans ses réactions. Elle permet d'attaquer plus et dans de meilleures conditions de sécurité »*, estime le pilote français.

Ces améliorations tant attendues ont pourtant coïncidé avec l'annonce par Lancia de la suspension de ses activités en rallye à la fin décembre. Confronté à une grave crise économique, attribuée en grande partie au vieillissement des gammes Fiat, Lancia et Alfa Romeo, le grand constructeur italien a pris cette décision pour permettre aux ingénieurs d'Abarth, qui préparent les voitures de compétition du groupe depuis 1972, de contribuer au renouvellement des modèles de série.

Didier Auriol et Juha Kankkunen, champion du monde en titre, auraient probablement été mis à pied si Martini, partenaire de Lancia depuis 1982, n'avait décidé de prendre à sa charge les pilotes et les nouvelles voitures, confiées à une écurie habituée des rallyes, le Jolly club. La nouvelle structure a parfaitement fonctionné au Monte-Carlo, mais la suite de la saison va dépendre de l'aide que les ingénieurs d'Abarth pourront encore apporter au Jolly club pour le développement de la nouvelle HF Integrale.

GÉRARD ALBOUY

Classement général final : 1. Auriol-Occeli (Lancia HF Integrale), 6 h 54 min 20 s; 2. Sainz-Moya (Toyota Celica), à 2 min 5 s; 3. Kankkunen-Piironen (Lancia HF Integrale), à 2 min 57 s; 4. Delecour-Grataloup (Ford Sierra), à 4 min 42 s; 5. Bugalski-Giraudet (Lancia HF Integrale), à 10 min 12 s.

Une Trabant pour terminer

MONACO

de notre envoyé spécial

Au pays des Rolls-Royce et des Ferrari qui ornent habituellement la place du Casino, le meilleur moyen de ne pas passer inaperçu est, peut-être, d'arriver en... Trabant, la voiture symbole de l'ex-RDA. Surtout si on décide de l'engager dans le soixantième rallye de Monte-Carlo. Avec son moteur deux temps «gonflé» à 52 chevaux (26 chevaux d'origine) pour tenter de suivre les quelque 300 chevaux des Lancia HF intégrale ou des Toyota Celica, sa fumée nauséabonde et ses 30 litres consommés aux 100 kilomètres, la Trabant n° 96 d'Elisabeth et Virginie de Fresnet n'avait d'autre ambition sportive que celle de terminer.

Pour y parvenir, encore convenait-il de figurer dans les cent premières voitures autorisées, la dernière nuit, à prendre le départ de l'ultime étape. Les nombreux abandons et la crise économique qui a limité à cent quarante-six le nombre des participants ont, certes, facilité les desseins d'Elisabeth de Fresnet, deux fois victorieuse de la coupe des dames de ce rallye en 1985 et 1986. Quatre-vingt-seizième et dernière, à près de trois heures de Carlos Sainz, elle a pu prendre le départ de l'ultime étape, et aller au bout de la mission humanitaire qu'elle s'était fixée : recueillir tout au long du parcours des fonds qui viendront s'ajouter aux 70 000 francs déjà collectés auprès d'entreprises, puis au produit de la vente aux enchères de la Trabant au profit de l'orphelinat de Gradinari en Roumanie.

G. A.

□ **VOILE : deuxième victoire pour *Ville-de-Paris* dans la Coupe Louis-Vuitton.** – Le bateau français *Ville-de-Paris*, de Marc Pajot, a aisément battu, mardi 28 janvier, à San-Diego (Etats-Unis), *Espana-92*, son adversaire espagnol dans la troisième régate de la Coupe Louis- Vuitton. Il a remporté ainsi sa deuxième victoire après trois courses du premier tour des éliminatoires des challengers de la Coupe de l'America. La journée a été marquée par la défaite inattendue, face au japonais *Nippon*, du voilier italien *Il-Moro-di-Venezia* qui est allé virer une mauvaise bouée alors qu'il était en tête. Une réclamation a cependant été déposée par le jury international contre *Nippon*, skippé par le Néo-Zélandais Chris Dickson, pour avoir porté trop longtemps un spinnaker sans tangon. *Nippon* court le risque de perdre la victoire sur le tapis vert.

Le procès des fausses factures de la région parisienne

Plaideurs solitaires

C'est le temps des plaidoiries devant la trente et unième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Au prix de quelques couacs, la SCREG Ile-de-France, filiale du groupe Bouygues spécialisée dans les travaux publics, a présenté sa défense les 27 et 28 janvier.

La légendaire solidarité des équipes de la SCREG, ce compagnonnage viril des conducteurs de travaux et des chefs d'agence, s'est volatilisée au cours des deux dernières audiences. Mais comment résister aux forces centrifuges lorsque onze prévenus, tous honorables salariés d'une même maison, sont embarqués dans la galère fatale des fausses factures? Chaque juridiction génère son type de défense, résuma abruptement Me Cournot : *«Je plaide peu en correctionnelle, mais j'ai compris le système : «C'est pas moi, c'est l'autre...», « Si j'aurais su, j'serais pas venu... »*.

Ce furent donc de bien étranges moments. On vit les avocats de M. Jacques Perche, jeune patron de quarante-trois ans, essayer de convaincre une énième fois le tribunal que leur client ne savait rien, et que l'idée même que ses subordonnés aient pu se livrer au trafic délétère de fausses factures ne l'avait jamais effleuré. Pour faire bon poids, Me Ley Forster appela à la rescousse les classiques de la sociologie de l'entreprise.

On vit les braves directeurs d'agence de la SCREG bien tentés de repousser du pied ce «cadeau» de leur président. Eux, des fraudeurs? Des bénéficiaires de fausses factures? 11 millions de francs vous dites? *«Ce sont des utilisateurs salariés et rien d'autre»*, trancha Me Hervé Temime. *«De simples distributeurs»*, assura un autre. *« Des travailleurs infatigables »*, renchérit un troisième.

Ombres chinoises

On vit enfin quelques avocats plaider une dispense de peine pour leurs clients, pauvres *«administratifs»* de la SCREG égarés dans une jungle de millions de francs dont ils ne virent jamais la couleur. On ne pouvait choisir meilleur moment pour s'interroger sur la destination de l'argent noir des fausses factures. S'interroger, pas répondre.

Me Royer a ainsi résolument écarté l'idée que 11 millions de francs aient seulement servi à améliorer l'ordinaire de la gamelle des ouvriers sur les chantiers. Mais encore? Son confrère Me Pierre Fayon s'est cramponné à la thèse des faux frais en espèces, inévitables dans toute grande entreprise. N'est-ce pas un peu court? Me Régis Collier, plus agressif, a déploré ce *«procès de l'apparence, des faux-semblants et des faux-fuyants»*. Mais derrière les allusions?...

Me Temime fut le plus direct : *« Le juge d'instruction n'a pas voulu être dessaisi de son dossier. Il a été ravi qu'aucun nom d'homme politique ne soit prononcé dans son cabinet car, dans le cas contraire, il ne pouvait plus instruire en raison du privilège de juridiction, ce qui est terriblement frustrant. »*

Ce premier procès, où l'on parla si peu du monde politique, serait donc le prélude à un second, en préparation, où les élus quitteraient leur statut d'ombres chinoises. D'ici là, le tribunal aura peut-être l'occasion de mesurer l'effet de ses sanctions sur les *«mauvaises habitudes du bâtiment»*, pour reprendre une expression du substitut Alain Blanchot.

Suite des plaidoiries jusqu'au 5 février.

LAURENT GREILSAMER

□ **M. Jean Oltra demande la saisie du «Dictionnaire de la corruption» de M. Gilles Gaetner.** – M. Jean Oltra, ancien directeur de l'association Nice-Communication, proche de l'ancien maire de Nice Jacques Médecin, a demandé en référé, lundi 27 janvier, à M. Yves Breillat, vice-président du tribunal de Paris, d'ordonner la saisie, sous astreinte de 1 000 francs par jour, du livre du journaliste Gilles Gaetner, *l'Argent facile, Dictionnaire de la corruption en France*, récemment paru aux éditions Stock. Selon Me Yves-Bernard Gabay, avocat de M. Oltra, les deux pages du livre consacrées à Nice-Communication sont *« une série d'erreurs »*. Le conseil des éditions Stock, Me Henri Leclerc, qui a rappelé que M. Oltra avait été condamné à un an de prison pour les faits relatés, a affirmé que *«tout ce qui est écrit est prouvé par ce jugement»*. Le ministère public a estimé pour sa part que la saisie n'était pas justifiée, proposant simplement l'insertion des protestations de M. Oltra dans une prochaine édition. Le magistrat rendra son ordonnance mercredi 5 février.

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Trois mille arbres choisis par des enfants

Les habits verts de M. Chirac

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a dialogué, mardi 28 janvier, à la Halle Carpentier, dans le XIIIe arrondissement, avec 2 500 enfants des classes de CM 1 et CM 2, à propos de la future plantation de trois mille arbres dans leur quartier (*le Monde* du 9 juillet 1991). Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la rénovation du 13e arrondissement appelée « Seine rive gauche », qui s'étendra sur 130 hectares le long du fleuve et de ses quais.

Le secteur « Seine rive gauche », situé face à Bercy, prévoit notamment la création de 20 kilomètres de rues, dont 2 kilomètres de berges réservés aux piétons, répartis autour de trois équipements publics exceptionnels : la Bibliothèque de France, une université et la Cité des industries et arts graphiques. C'est le long de ces « voies » nouvelles ou réaménagées que doivent être plantés 3 000 arbres. Coût de l'opération : 30 millions de francs.

Le maire a sélectionné deux ou trois essences, dont le *Ginkgo biloba*, qui vit plusieurs siècles. Le choix final a été confié aux élèves de CM 1 et CM 2 des écoles du 13e arrondissement qui ont été les plus motivés par cette initiative. Les arbres choisis et achetés vont grandir pendant cinq à dix ans en Isère, avant de gagner « leur » rue parisienne. Selon la Mairie de Paris, *« ils présenteront toujours le même aspect et la même taille, donnant ainsi aux alignements leur homogénéité ».*

Depuis quelques années, M. Chirac évite le plus possible tout abattage de platanes, de marronniers, de chênes ou de hêtres dans la capitale. Il faut dire que, dès que l'on touche à une feuille, les écologistes se mobilisent. Les tronçonneuses ne peuvent désormais sévir qu'après l'approbation d'une commission scientifique réunie à l'Hôtel de Ville. Une telle décision n'est pas sans conséquences pour l'urbanisme et les finances de la capitale. Faut-il ne plus construire de parcs de stationnement souterrains parce que des arbres doivent être jetés bas alors que de nouvelles plantations seront réalisées une fois les travaux achevés ? Demain, pourra-t-on encore jouir d'une ville asphyxiée par un stationnement d'automobiles en surface ? Ou bien va-t-on engager des travaux coûteux, comme cela paraît acquis, pour laisser en place chênes et marronniers et creuser en dessous sans pour autant être sûr de sauvegarder toutes les racines ?

Deux parcs depuis Haussmann

A Bercy, on ne construit pas à l'emplacement prévu l'Hôtel Mercure à cause de... deux arbres. Des crédits de plusieurs millions de francs ont été votés récemment par les édiles de la capitale pour sauver, dans le même quartier, une vingtaine de platanes. La construction du futur pont Charles-de-Gaulle, entre la gare de Lyon et la gare d'Austerlitz, exigerait, côté 13e arrondissement, l'abattage de plusieurs dizaines d'arbres. Une modification du projet prévoit de terminer l'ouvrage en dos d'âne et non plus en ligne droite, et d'éviter ainsi de supprimer la totalité des plantations. *« Insensé »*, commente un riverain. La récente affaire de la rénovation de la place du Tertre, en piteux état, a tourné au ridicule. Certaines associations et les Verts de Paris se sont opposés, au nom de la tradition et de l'environnement, au projet de la mairie qui proposait, notamment, de raser les arbres existants pour les remplacer par d'autres. Or sur la toile de Toulouse-Lautrec qui a rendu célèbre le cœur de Montmartre dans le monde entier ne figure aucun arbre. Pas un cri cependant n'a jailli pour défendre les marronniers centenaires abattus par la RATP à l'occasion de la remise à neuf du funiculaire de la Butte.

Fallait-il que M. Chirac se vête d'habits verts fraîchement coupés ? Il prête ainsi le flanc à la critique, comme si l'assemblée municipale bruissait toujours des invraisemblables projets des années 70 : voie express rive gauche, radiale Vercingétorix et tours criblant le sol de Paris. Or, depuis l'entrée à la mairie de M. Chirac en 1977, ces études et ces programmes ont été remisés dans les cartons. Pour la première fois depuis Haussmann, deux parcs sont dessinés à Paris : les parcs Citroën (13 hectares) dans le 15e arrondissement, et Bercy, dans le 12e (13 hectares également), pour lequel 103 millions de francs seront débloqués en 1992. L'aménagement des Jardins de l'Atlantique, 3 hectares sur la dalle de couverture des lignes TGV de la gare Montparnasse se poursuivra. Coût : 30 millions de francs.

Cette année encore, les riverains des boulevards Richard-Lenoir et Jules-Ferry (11e arrondissement) verront le lancement de la première tranche des travaux pour réaménager, sur 2 kilomètres, les jardins du terre-plein central. Depuis dix ans, les services municipaux ont mis en terre, hors plantations d'alignement, près de treize mille arbres. Toujours en 1992, un crédit de 25 millions (+ 15 % par rapport à 1991) autorisera la plantation de trente quatre mille nouveaux arbres et la rénovation des alignements des Champs-Elysées. Enfin, les bois de Vincennes et de Boulogne bénéficieront d'une dotation de plus de 30 millions de francs (+ 73 % par rapport à 1991).

JEAN PERRIN

SCIENCES

Annoncée par M. Hubert Curien

Une « politique de l'expérimentation animale » sera mise en œuvre dans les organismes publics de recherche

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, devait annoncer, mardi 28 janvier, une série de mesures visant à mettre en place *« une véritable politique de l'expérimentation animale dans les organismes publics de recherche »*. Les animaux utilisés par les laboratoires devront notamment, d'ici fin 1993, provenir exclusivement d'élevages spécialisés, et les animaleries devront être mises en conformité avec la réglementation d'ici à 1994. Un comité de réflexion et de contrôle de l'expérimentation animale, en cours de constitution, sera par ailleurs chargé de définir *« les limites de l'acceptable sur le plan éthique »*.

Créer les conditions du dialogue, dire et redire le rôle de l'expérimentation animale et ses modalités : en annonçant, comme première mesure, la mise en place d'*« une politique d'information active et transparente par les organismes de recherche »*, M. Curien va à l'essentiel. Chercheurs et médecins, en effet, sont unanimes à rappeler que l'expérimentation animale reste indispensable aux progrès de la chirurgie, à la recherche contre le sida ou le cancer, à la compréhension de graves maladies héréditaires ou neurologiques. Encore faut-il que le message passe dans l'opinion publique, où le discours extrémiste des antivivisectionnistes, abolitionnistes, et autres membres des associations de défense des animaux frappe plus fort et plus vite que les propos raisonnables des scientifiques, et *a fortiori* que leur silence.

« Les chercheurs doivent comprendre et admettre que, dans le monde actuel, où la communication constitue un élément majeur de notre société, il devient primordial et urgent qu'ils daignent sortir de leur tour d'ivoire pour expliquer inlassablement le pourquoi et le comment de leur travail », affirme M. Pierre Tambourin, directeur de recherches à l'INSERM, et auteur d'un rapport sur l'expérimentation animale, réalisé à la demande du ministère de la recherche.

« La recherche biomédicale n'a rien à cacher. Elle doit être transparente dans sa pratique et dans ses méthodes », ajoute aujourd'hui M. Curien, en encourageant les organismes de recherche à *« renforcer le dialogue avec les associations désireuses de travailler sérieusement sur ce sujet »*. Mesure d'incitation supplémentaire : les informations statistiques concernant l'utilisation d'animaux dans les laboratoires publics et privés (nombre d'animaux utilisés, espèce, domaine de recherche) seront désormais publiées tous les deux ans.

Elaboration d'une charte

Autre volet essentiel d'une « bonne pratique » de l'expérimentation animale : le respect de la réglementation (1). A cet effet, les organismes de recherche (CNRS, INSERM, CEA) devront, d'ici à 1994, veiller à ce que leurs locaux d'animalerie soient *« mis en conformité »* avec les textes en vigueur. Soulignant que *« la technicité croissante de la recherche biologique impose une augmentation parallèle de la technicité des hommes »*, M. Curien a également annoncé que chaque organisme devrait désormais *« prévoir un budget de formation adéquat, voire organiser ses propres enseignements, y compris pour ses jeunes chercheurs »*.

Chaque organisme, enfin, devra se doter d'un *« bureau de l'expérimentation animale »*. Rattachée *« le plus directement possible à la direction générale »*, cette instance de conseil et de contrôle sera chargée, entre autres, de centraliser et de vérifier les dossiers de demandes d'autorisations, de prendre en charge les problèmes de sécurité des animaleries, de promouvoir les techniques nouvelles d'expérimentation animale, et d'organiser la collaboration entre le monde vétérinaire et celui de la recherche.

Dernière initiative annoncée par le ministre de la recherche : la création prochaine d'un *« comité de réflexion et de contrôle de l'expérimentation animale interorganismes »*. Composé de dix-huit membres (dont six scientifiques), il aura pour tâche prioritaire *« l'élaboration d'une charte de l'expérimentation animale, destinée aux organismes de recherche »*. Cette réflexion s'accompagnera d' *« une activité de surveillance et de contrôle »* pour laquelle le comité aura la possibilité *« à titre exceptionnel »* d'effectuer des *« inspections inopinées »* dans les laboratoires.

Soulignant que *« l'essentiel du discours du ministre consiste à dire qu'il faut appliquer le décret d'octobre 1987 »*, M. François Hubert, secrétaire général de l'Œuvre pour l'assistance aux animaux de laboratoire (OPAL), a déclaré que ces mesures allaient *« dans le bon sens et vers ce que nous recommandons depuis des années »*. En 1990, 3,3 millions d'animaux (dont 91 % de rongeurs) ont été utilisés dans les laboratoires français, dont un peu plus d'un million dans le secteur public. Les deux tiers des animaux employés restent donc sacrifiés sur l'autel du secteur privé – non concerné par ces mesures, – où leur utilisation enregistre néanmoins une légère baisse depuis quelques années.

CATHERINE VINCENT

(1) Décret du 19 octobre 1987 relatif aux expériences pratiquées sur les animaux, complété par trois arrêtés interministériels du 19 avril 1988.

FAITS DIVERS

A Vitry (Val-de-Marne)

Opération antidrogue dans un foyer de jeunes travailleurs

Cent-soixante-huit personnes ont été interpellées, mardi 28 janvier, dans le foyer pour jeunes travailleurs Manouchian de Vitry (Val-de-Marne) qui accueille environ un millier de résidents, essentiellement maliens. L'opération, qui a mobilisé environ trois cents policiers et nécessité le bouclage du quartier durant l'après-midi, s'est faite dans le cadre d'une information judiciaire ouverte le 3 octobre 1991 au tribunal de Créteil pour infraction à la législation sur les stupéfiants, complétée par trois réquisitoires supplétifs pour homicides involontaires liés à trois surdoses mortelles *intervenues dans ce foyer.*

Quelques doses d'héroïne, une somme de 40 000 francs, et des faux documents administratifs ont été découverts. Mercredi matin, quatre-vingt-six personnes étaient toujours en garde à vue : vingt-neuf pour infraction à la législation sur les stupéfiants, quatorze pour possession de faux documents administratifs, trente-sept pour *infraction à la législation sur le* séjour, et six faisant l'objet de fiches de recherche judiciaire.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde DES LIVRES

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Le nouveau CNU au pas de charge

La réforme du système de gestion des carrières des universitaires était au programme du ministre de l'éducation nationale depuis son arrivée rue de Grenelle. Après maintes péripéties (*le Monde* du 3 octobre 1991), elle est désormais engagée. Le *Journal officiel* du 22 janvier vient en effet de publier les trois décrets modifiant le dispositif de recrutement et de promotion des enseignants du supérieur ainsi que l'organisation du Conseil national des universités (CNU) et des commissions de spécialistes qui en ont la charge (*le Monde* du 16 janvier).

Reste à mettre en œuvre très rapidement le nouveau dispositif pour permettre les nominations d'universitaires avant la rentrée de l'automne prochain. Cela suppose que soit respecté un calendrier extrêmement serré, qualifié par le directeur des personnels de l'enseignement supérieur, M. Jean Gasol, lui-même, de *« mécanique infernale »*.

Il faudra d'abord procéder aux élections des membres du nouveau CNU, pour les deux tiers d'entre eux. Les listes électorales devraient être affichées définitivement avant le 10 février, et la date de clôture du dépôt des candidatures est fixée au 24 février. Ces candidatures seront affichées dans les établissements le 16 mars et les élections (selon le scrutin de liste proportionnel au plus fort reste) se dérouleront dans la foulée, la date limite de réception des votes par correspondance étant fixée au 27 mars.

Délicats ajustements

Le dépouillement du scrutin aura lieu dès le 28 mars. Et, le 2 avril, le ministre devrait avoir achevé la nomination du tiers des membres dont il a la charge. Le nouveau CNU devrait donc être installé le 10 avril. Il aura alors un mois environ pour établir les listes nationales de qualification, permettant d'être candidat pour un poste de professeur ou de maître de conférences.

Ces listes de qualification devraient être connues en mai, et c'est alors seulement que les commissions locales de spécialistes pourront se réunir et faire leur choix. Le ministère estime que les commissions siégeront en juin et que l'ensemble du « mouvement » devrait être bouclé, au pis, en juillet. Si ce calendrier ne pouvait être tenu, cela signifierait, précise-t-il, que les listes de qualification seraient établies par les sections de l'actuel CNU.

Enfin, la liste des postes mis au mouvement cette année, discipline par discipline et université par université, devrait être publiée, à titre indicatif, d'ici à la fin du mois de février et à titre définitif en mai, une fois connues les listes de qualification.

Ce retard par rapport au calendrier des trois dernières années est dû à la nécessité de procéder à de délicats ajustements : dans un certain nombre d'universités, les attributions de postes initialement prévues par le ministère pour 1992 ne correspondaient pas aux engagements pris dans le cadre des contrats quadriennaux Etat-universités, ce qui a suscité de vives réactions des présidents d'université concernés et obligé le ministère à retoucher sa copie. Les négociations ne sont toujours pas terminées.

G. C.

L'extrême droite fait ses classes

Son implantation dans les universités reste limitée malgré l'élection de quelques représentants étudiants

VENDREDI 24 janvier, université de Paris-VII-Jussieu, amphithéâtre 34 A. Près de trois cents étudiants sont rassemblés à l'initiative d'un collectif antifasciste afin de protester contre *« la pénétration de l'extrême droite dans les facultés »*. La présence de personnalités extérieures à la faculté, comme Mme Marie-Claire Mendès France et M. Gilles Perrault, écrivain, donne à cette réunion un aspect solennel. Deux jours auparavant, les élections étudiantes avaient été marquées par des incidents opposant des militants de l'UNI (Union nationale interuniversitaire) à des éléments d'extrême gauche. Quelques heures plus tard, une partie du local de l'UNEF-ID (Indépendante et démocratique) était endommagée. Bilan : six blessés légers.

Jeudi 23 janvier, place de la Sorbonne. Des affrontements opposent des militants royalistes du mouvement Restauration nationale (Action française) venus vendre à la criée leur publication et des étudiants diffusant des tracts appelant à la manifestation antiraciste du 25 janvier. Échange de coups de casque. Deux jeunes sont blessés.

Ces événements, les plus violents depuis le début de l'année, restent exceptionnels. Toutefois, ils ne sauraient conduire à surestimer l'extrême droite en milieu estudiantin. Favorisée par la faible participation des étudiants aux élections de leurs représentants, dopée par un mode de scrutin qui privilégie les petites formations, l'extrême droite et surtout le Front national, remporte quelques succès faciles, disproportionnés par rapport à leur audience.

Un élu au conseil des études et de la vie universitaire à l'université Jean-Monnet de Saint-Etienne ; un élu au conseil d'administration de Paris-IV-Sorbonne et 5 élus sur 95 aux élections d'UFR de cette université ; un élu au CROUS à Bordeaux... Les résultats égrenés complaisamment par les responsables de la Confédération pour un renouveau étudiant, la branche estudiantine du Front national, pourraient laisser penser que l'université est désormais entre les mains de l'extrême droite. On en est loin, mais il est clair que son influence ne se limite plus à quelques établissements bien connus comme Lyon-III, Assas ou Sceaux et qu'elle agit désormais tous azimuts.

Cette stratégie est payante. Avec un taux d'abstention qui frise les 90 %, il suffit, lors des élections des représentants étudiants, de mobiliser de maigres troupes pour obtenir des élus. Ainsi la liste Union niçoise des étudiants de droite, affiliée à la Confédération pour un renouveau étudiant, a eu droit à un télégramme de félicitations de M. Le Pen pour ses trois élus, obtenus avec 167 voix sur 5 314 inscrits.

L'université Jean-Monnet de Saint-Etienne illustre le même phénomène. Traditionnellement, les représentants étudiants y étaient recrutés sur des listes UGESE-UNEF (proche des communistes), CELF (proche de l'UDF) ou corporatives. Ici, pas la moindre tradition d'extrême droite. Pourtant, lors du dépôt de listes pour les élections du 26 et 27 novembre, apparaît le Renouveau étudiant. Il sera le seul à présenter des candidats dans l'UFR de gestion, administration, langues étrangères appliquées. Malgré un vote sanction – cent bulletins blancs ou nuls sur les cent cinquante-huit votes – la liste d'extrême droite obtient trois représentants avec 58 voix sur les 1 631 étudiants de l'UFR !

Recruter des cadres

Odile Mounier est du nombre des élus ; elle est aussi mandatée au conseil des études et de la vie universitaire. Dix-neuf ans, des lunettes d'étudiante sérieuse, une longue jupe grise de jeune fille sage et un frère tête de liste, mais non élu, membre du Front national de la jeunesse (FNJ), elle se dit nationaliste et jure, croix de bois, croix de fer, n'avoir aucun lien avec le Front national. Mais elle s'estime *« en accord avec les idées qu'ils défendent. Nous avons les mêmes objectifs que le FN, mais tous les membres de Renouveau étudiant n'en font pas partie. Moi, par exemple, je n'ai pas ma carte »*.

Le responsable national de la Confédération pour un renouveau étudiant, Michel Murat, vingt-trois ans, confirme que tous les membres ne sont pas obligatoirement adhérents du Front national. Les liens entre le syndicat étudiant et le parti d'extrême droite sont néanmoins étroits puisque pour être admis dans la grande famille de la confédération, *« il suffit que le responsable soit quelqu'un de sûr, qu'il ait sa carte au FNJ par exemple »*, précise-t-il.

Créée en février 1990 à l'initiative de Carl Lang, secrétaire général du FN, la Confédération pour un renouveau étudiant a deux objectifs affichés. Il s'agit, en premier lieu, de *« fédérer et coordonner l'action des différents syndicats d'étudiants nationalistes existants, puis d'en susciter, partout où cela est possible, la création »* ; mais aussi, ainsi que le précisait une information parue dans le quotidien *Présent* le 1er mars 1990 de *« recruter de futurs cadres pour le Front national »*.

N'est cependant pas membre de la Confédération qui veut, car la bataille fait rage entre les courants de l'extrême droite. Ainsi, la liste présentée à Lille-III, en décembre dernier, s'est vu refuser tout lien de parenté. Dirigée par Arnaud Pattin, un skinhead de vingt-quatre ans condamné en juin 1991 à un an d'emprisonnement avec sursis pour avoir assisté sans réagir au meurtre d'un clochard lillois par un autre jeune, elle avait suscité une vive émotion au sein de la faculté de sciences humaines, lettres et arts. L'université Charles-de-Gaulle avait d'ailleurs porté plainte pour la diffusion d'une affiche à la symbolique proche de celle des nazis : un jeune homme blond tendant le bras sur fond rouge barré de trois épais traits noirs. La liste lilloise, qui a décroché deux élus aux conseils de l'université, avec 180 voix sur... 24 000 suffrages, serait proche du mouvement nationaliste Troisième voie de Jean-Gilles Malliarakis, lequel tourne maintenant ses regards vers le Front national. *« Il s'agit là d'une usurpation de titre*, indique Michel Murat. *Nous avons de profondes divergences de fond et de forme avec les responsables de cette liste injustement appelée Renouveau étudiant. »*

Surtout, la Confédération pour un renouveau étudiant a le souci de la respectabilité, ainsi que l'indique une brochure qui précise que *« par leur tenue et leur correction*, (ses élus) *participent à la bonne image du syndicat auprès des professeurs et de l'administration »*. Pour attirer les électeurs, les listes Renouveau étudiant misent sur le clientélisme et affichent leur présence dans les établissements : affichages, communications dans les amphithéâtres, organisation de conférences et de « journées du livre nationaliste ».



Le vade-mecum de cette organisation établit une liste exhaustive des actions du bon élu. *« L'humour*, peut-on lire dans cette brochure, *doit être la force principale de Renouveau étudiant. »*

Préférence nationale pour les inscriptions

Le programme de cette organisation reste vague (décentralisation des universités, désengagement de l'Etat, *« Ni fac kolkhoze, ni fac coca »*), sauf lorsqu'elle retrouve les thèses préférées du parti de M. Le Pen. L'organisation étudiante prône en effet l'application d'un système de préférence nationale pour les inscriptions dans l'enseignement supérieur et la mise en place de quotas pour les étrangers, avec distinction entre les Européens et les autres. Olivier Baillon, responsable du Cercle national des étudiants de Paris, trésorier de la Confédération pour un renouveau étudiant et membre du FNJ, indique que les étrangers devraient faire l'objet d'une attention particulière : *« Certains ne font des études en France que pour obtenir des prolongations de titre de séjour. En plus, ils font baisser le niveau de l'université. »*

Paradoxalement, alors que cette organisation obtient des résultats indéniables, elle se révèle en revanche incapable de mobiliser ses électeurs, comme si leur vote s'apparentait plus à une sanction des autres organisations syndicales qu'à une adhésion aux principes de Renouveau étudiant. Ainsi, lors des états généraux du FN sur l'éducation, le 8 décembre, moins de trente étudiants étaient présents – *« Nous avons eu des problèmes de courrier »*, justifie Michel Murat.

De la même façon, l'offensive de l'extrême droite dans les universités ne semble pas relayée par le monde enseignant. La liste des membres du conseil scientifique du Front national, créé en 1989 à l'initiative de M. Le Pen afin d'être la caution intellectuelle de son mouvement, révèle la faiblesse des troupes : en dehors d'un quarteron de professeurs à la retraite, nostalgiques de l'avant-1968, et de quelques maîtres de conférences, n'y figure aucun scientifique de renom. Les enseignants proches de l'extrême droite restent cantonnés à des établissements bien particuliers comme l'université Jean-Moulin de Lyon-III *(voir page 11)*.

Néanmoins, les succès électoraux remportés par le Front national au sein des universités ne manquent pas d'inquiéter. Parmi les étudiants, la prise de conscience est réelle. Des élèves de l'Ecole normale supérieure et de Polytechnique appellent, dans *le Monde* du 22 novembre, *« tous les étudiants à s'engager pour la défense des principes démocratiques et le respect d'autrui »*. Dans les universités, des comités de vigilance sont apparus.

Le premier s'est mis en place à la Sorbonne (Paris-IV). Indignés par la violence des attaques des groupuscules d'extrême droite pour pénétrer dans l'enceinte de l'université en début d'année, choqués par l'attribution d'un local syndical à une organisation ouvertement affiliée au Front national, le Cercle national Sorbonne (CNS), qui a obtenu un élu au conseil d'administration de Paris-IV, étudiants, enseignants et personnels administratifs ont constitué, en novembre dernier, un comité de vigilance et d'action contre l'implantation de l'extrême droite dans les établissements d'enseignement supérieur et multiplient, depuis, les réunions de mobilisation. Bref, face à la montée de l'extrémisme, les étudiants dépassent la simple condamnation morale et retrouvent le chemin d'un débat politique qui paraissait oublié.

MICHÈLE AULAGNON

Les universités au seuil de l'autonomie

Maîtrise des coûts, ressources humaines ou management stratégique : la gestion de l'enseignement supérieur s'efforce de sortir de l'artisanat

LES universités françaises ont trop longtemps vécu sous la férule étroite de l'Etat, tributaires de ses services, de ses crédits et de ses réglementations, pour mettre brusquement le cap vers de nouveaux horizons. Tant de fois proclamée, mais si peu mise en œuvre depuis vingt ans, l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur avait fini par apparaître à beaucoup comme un mirage.

Les choses pourtant commencent à changer. Les mentalités tout d'abord. Le colloque organisé à Dijon, le 23 et le 24 janvier, par le ministère de l'éducation en a fait la démonstration. Il y a dix ans encore, cinq ans même, réfléchir sur la « gestion des universités » n'aurait guère mobilisé que quelques pionniers marginaux (1). A Dijon, ce sont près de trois cents responsables de la plupart des universités françaises, ainsi que les quatre directions du ministère chargées de l'enseignement supérieur qui ont planché, deux jours durant, sur les notions de projet d'établissement, de contrat, de gouvernement des universités, mais aussi de pilotage financier et comptable ou de gestion des ressources humaines.

Il est vrai qu'il n'y a guère d'autres solutions. L'explosion des effectifs étudiants, la nécessaire extension des campus et les limites du budget de l'Etat, mais aussi la multiplication de partenariats nouveaux avec les collectivités locales, les milieux économiques ou les universités européennes, tout contribue à bousculer un système trop replié sur lui-même et à ouvrir, dans le même temps, des marges de manœuvre inédites. Le ministère s'y est engagé depuis trois ans avec les schémas de développement Universités 2000 et surtout avec la politique contractuelle mise en œuvre par vagues successives entre l'Etat et les universités.

Ces contrats quadriennaux, qui ne concernent encore que les universités de province, sont trop récents pour que l'on puisse véritablement en dresser un bilan.

SANREMO prend corps

Cependant chacun s'accorde sur un point : en attribuant désormais ses crédits sur la base des stratégies de développement et des programmes d'action à moyen terme des établissements, l'Etat a obligé ceux-ci à définir des projets globaux, à évaluer et parfois à découvrir leurs forces, leurs faiblesses et leurs spécificités, à arbitrer entre différents scénarios et, selon la formule de Gérard Binder, président de l'université de Mulhouse, à préciser leurs ambitions par *« distillation progressive »*.

Si cet exercice a été *« très structurant pour les établissements et les a conduits à penser collectivement leur avenir »*, il a fait apparaître les limites et les archaïsmes du système actuel de pilotage des universités. Comment, en effet, parler de développement quand les normes de répartition des crédits de fonctionnement de l'Etat (les normes GARACES), appliquées pendant une vingtaine d'années, ne retenaient que deux critères quantitatifs : le nombre d'étudiants et la surface des locaux de chaque université, sans tenir compte des taux d'encadrement et des différences entre disciplines ? Comment gouverner et arbitrer quand on ne connaît ni ses coûts de fonctionnement réels ni ses recettes globales (une bonne partie des ressources transitant, en toute opacité, par des associations parallèles pour échapper aux contraintes comptables tatillonnes), ni même le nombre exact de ses étudiants.

Pour tenter de résoudre ces difficultés, ministère et universités sont en train d'expérimenter de nouveaux outils de gestion. Le plus déterminant, sur lequel le ministère travaille depuis plus d'un an avec l'aide du cabinet Bossard Consultants, est le système SANREMO (Système analytique de répartition des moyens). Il s'agit de remplacer les normes GARACES, égalitaires et rassurantes, mais rudimentaires jusqu'à l'absurde, par un mécanisme plus souple et plus réaliste. Le principe retenu est simple : il consiste à faire coexister un financement de base de l'activité courante des établissements, effectué sur des critères standard, commun à toutes les universités, et un financement complémentaire, défini lors de la contractualisation Etat-université et destiné à prendre en compte des projets nouveaux ou des spécificités locales.

Le coût réel de l'étudiant

Ce nouveau système de répartition des crédits soulève immédiatement deux questions décisives. Tout d'abord, quel sera le partage entre la dotation de base sur critères et la dotation contractuelle sur projets ? Si aucun chiffre n'est officiellement avancé pour l'instant, l'objectif serait de consacrer aux contrats de projets entre 5 % et 10 % du budget global de l'établissement, masse salariale comprise.

Deuxième question : sur quels critères sera calculée la dotation de fonctionnement courant ? C'est là qu'intervient le travail minutieux mené par l'observatoire des coûts créé il y a un an et présidé par M. Jean Bornarel, physicien à l'université Joseph-Fourier (Grenoble-I). Sa mission consiste à mesurer de façon expérimentale, sur le terrain, le coût moyen de l'étudiant, par année de formation et par discipline, en prenant en compte aussi bien le fonctionnement des services et des bâtiments que les salaires réels des enseignants ou l'amortissement des équipements.

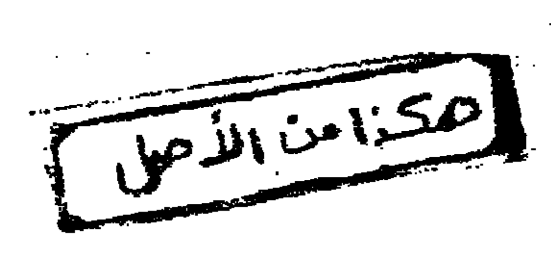
Deux études ont été réalisées en 1991 sur les universités de Dijon et Paris-XII-Créteil. Elles devraient être complétées et affinées, dans les prochaines semaines, par cinq nouvelles études sur les universités du Mans, Lyon-II et Strasbourg-I et sur l'Ecole nationale de chimie de Lille et l'INSA de Toulouse.

Les premiers résultats seront publiés par l'observatoire au printemps. Mais M. Bornarel multiplie les mises en garde : *« Il s'agira des coûts moyens constatés, d'une photographie de l'existant, en aucun cas des coûts-cibles et encore moins du coût du diplômé. Nous préciserons les fourchettes d'erreur possible et nous commenterons les résultats afin de ne pas donner prise à des comparaisons abusives ou à des interprétations normatives. »*

GÉRARD COURTOIS

Lire la suite page 12

(1) Deux colloques ont ainsi jalonné les années 80. Le premier, organisé par M. Philippe Lucas, à Lyon, en 1985, sur la notion de contrat. Le second, organisé par *le Monde* et la *Revue française de finances publiques*, à Paris, en 1989, sur le financement et la gestion des universités.



Une présence discrète dans les lycées

Le reflux des organisations de gauche laisse le champ libre aux jeunes du FN et de l'Action française

LA démocratie a parfois du bon pour le Front national. Après les avoir violemment dénoncés, le Front national met à profit les nouveaux droits lycéens (conseils de délégués élèves, droit d'association...) accordés par le ministre de l'éducation nationale à la suite des manifestations de novembre 1990. Depuis la rentrée 1991, le parti de M. Le Pen a en effet lancé Renouveau lycéen, une association de délégués «patriotes et nationalistes». A entendre les organisations de jeunesse traditionnellement présentes dans les lycées, cette implantation se serait soldée par un échec. Sur le terrain, le son de cloche semble différent.

Renouveau lycéen n'est pas une organisation comme les autres. Créée pour relancer l'activité du Front national de la jeunesse (FNJ) dans les lycées, son objectif est simple : monter un réseau de contacts chargé d'informer les sections locales du FN en cas d'*«attaques anti-nationalistes»*. En clair, si une autre organisation, comme la Fédération indépendante et démocratique des lycéens (FIDL) intervient, si SOS-Racisme organise un débat, ou si un professeur fait un cours sur les droits de l'homme, le délégué prévient son responsable afin d'organiser une riposte. Renouveau lycéen se veut *«les yeux et les oreilles du Front national dans les lycées»*.

Il revendique aujourd'hui 800 délégués, soit une percée bien discrète parmi les quelque 150 000 délégués lycéens. Leurs consignes sont claires : *«Surtout ne pas se présenter comme candidat renouveau, avoir une attitude sympa et attentive»*. Une tactique justifiée par l'hostilité du milieu. *«Nos éléments ne sont pas repérés dans le lycée*, explique Hugues-Marie Aguettaz, responsable parisien du FNJ. *Ils font le travail en sous-marin, et nous amènent ensuite les sympathisants.»* Leur présence semble significative dans les régions où le vote Le Pen est fort : Provence-Alpes-Côte d'Azur (avec les villes de Nice, Toulon, Antibes, Cannes, Marseille, Draguignan), Languedoc-Roussillon, Alsace (Strasbourg), Nord (Lille), Centre (Tours, Bourges), enfin la région parisienne (Yvelines et Hauts-de-Seine).

Leur intervention demeure peu structurée sur les établissements parisiens, mis à part le privé (Stanislas, La Tour, Saint-François) et quelques bastions comme Carnot ou Montaigne. Mais un peu partout des militants isolés ont été repérés. Le Front national de la jeunesse revendique 12 000 adhérents, dont 4 000 lycéens. Des chiffres visiblement gonflés – le parti déclarant 60 000 à 70 000 militants – mais qui expriment malgré tout une présence plus active.

L'activité militante se limite aux distributions de tracts et collages d'affiches dans les quartiers. Le FN veut une main-d'œuvre docile, mais sans prétention autonome. *«Le lycéen ne tracte pas sur son lycée. Il risque des mesures de rétorsion»*, assure Guillaume Fiquiet, responsable national du FNJ. Un constat partagé : *«En général, ils ne font pas de propagande*, remarque une enseignante du SGEN de Nice. *Ils interviennent de temps en temps en cours pour contredire le prof. Nous évitons donc les débats sur les questions de société...»* Tout au plus, vendent-ils sous le manteau des fanzines au titre évocateur : *Jeunes, debout!* à Tours, *Idéfix* dans les Pyrénées-Atlantiques, *le Conquérant* dans la Manche, *le Croisé* en Haute-Normandie...

L'Action française lycéenne a choisi une stratégie opposée. Structurée en sections jeunes, les royalistes interviennent ouvertement dans l'enceinte des établissements en dénonçant les conditions de vie au lycée : insécurité, pénurie matérielle, délabrement des locaux.

Camelots du roi

Avec des effectifs affichés de 800 militants, ils se renforcent sur leurs bastions traditionnels : Lyon, Le Mans, Rennes, Tours, Blois, Toulouse et Versailles. Ils sont aussi implantés dans plusieurs lycées de la capitale : Buffon, Lamartine, Montaigne, Carnot, Stanislas, Saint-Louis-de-Gonzague, D'Alembert, et les Francs-Bourgeois. Les plus «méritants» sont organisés en camelots du roi et fournissent les équipes de vente du journal *Aspects de la France*. Les autres se contentent de diffuser *Insurrection*, leur journal jeune.

Souvent considérés comme des contestataires passéistes mais inoffensifs par leurs professeurs et leurs camarades, ils participent à la diffusion d'idées ultraréactionnaires. Leur propagande contre les manuels scolaires en est la parfaite illustration : ils y dénoncent en vrac *«le décervelage et l'aliénation démocratique, l'incitation à la débauche, le dénigrement du christianisme et l'idéologie cosmopolite»*. Un langage que ne renieraient pas les militants du Front national. Ils se sont d'ailleurs retrouvés pour des manifestations communes sur l'affaire Boudarel, et la fête de Jeanne d'Arc. *«On a des affinités»*, reconnaît Sébastien Lapaque, responsable lycéen de l'Action française.

Même si les chiffres sont gonflés – image *«nous sommes partout»* oblige – l'extrême droite semble se renforcer dans les lycées. Lieux de politisation première de la jeunesse dans les années 70, puis de nouveau avec le Mouvement anti-raciste, les lycées vivent aujourd'hui une relative normalisation. Les forces militantes traditionnelles de gauche ont perdu du terrain. Et l'extrême droite entend manifestement profiter de ce recul.

SYLVIA ZAPPI

Sur les sentiers de la guerre anti-Le Pen

Pour la nébuleuse libertaire des Sections carrément anti-Le Pen (SCALP) tous les moyens sont bons contre le Front national

UN bloc de béton gris planté sur l'asphalte glacial d'un parking ; au loin, le grondement d'une autoroute sous le ciel plombé de décembre. Stéphane, vingt-sept ans, vit dans cette HLM anonyme de la région parisienne avec sa compagne et leur bébé. On pourrait le croire en voie d'embourgeoisement avec sa voiture et son emploi de bureau intérimaire, n'était son tee-shirt qui arbore en grand format la photo d'un cadavre extrait d'un camp d'extermination. La légende est simple, imprimée noir sur blanc : *«Contre le Front nazional»*.

Stéphane a fondé la SCALP (Section carrément anti-Le Pen) du Val-d'Oise en 1990. *«On était plusieurs à arracher chacun dans son coin les affiches du Front national, qu'on ne supportait plus»*, explique-t-il. Une quinzaine d' «indiens» isolés, lycéens et étudiants dans le civil, réunis par une émission de rock alternatif sur une radio locale, forment alors une meute et passent à l'action.

Ils détournent les graffitis lepénistes, s'invitent dans le public de conseils municipaux pour chahuter les élus d'extrême droite, tapissent les murs de leurs villes d'affiches provocantes où le président du *«F. Haine»* porte mèche brune et petite moustache. Ils cultivent la mythologie de l'affrontement, y compris physique, avec la police et les *«fascistes»*, appellation globale pour tout ce qui ressemble à un électeur du FN ou à un crâne rasé (skinhead). Ils «bombent» à la peinture noire des dessins au pochoir et lancent un slogan lapidaire – *«La jeunesse emmerde le Front national»*, – refrain d'une chanson de Bérurier noir, leur groupe de rock fétiche aujourd'hui dissous.

D'autres «apaches» les ont précédés, dès 1987, à Lille. Ils collent des étiquettes *«annulé»* sur des affiches annonçant la venue de M. Le Pen, ce qui déclenche un rectificatif dans la presse. A la sortie d'un lycée où est distribué un tract de l'Action française, ils se plantent avec des sacs poubelles. Dans le métro lillois, ils se lancent dans la chasse aux skins et pourchassent les «fachos» à l'université, ce qui leur vaut, en 1989, une contre-attaque à coups de battes de base-ball et de gaz paralysants. A Marseille en mai dernier, ils lancent des lacrymogènes contre une manifestation d'extrême droite avant d'être interpellés par la police. La guerre urbaine est déclarée. Avec des moyens qui rappellent parfois ceux de l'ennemi vomi, mais utilisés au nom du refus du racisme et du nationalisme, du dégoût des *«beaux discours»* politiques de gauche, d'une vocation certaine pour la provocation et d'une philosophie libertaire et pacifiste.

Fils des anarchistes espagnols et des «autonomes» des années 70, déçus du mitterrandisme, les «scalpeurs» ont greffé sur leur anti-lepénisme de base une nuée de thèmes classiques de l'ultra-gauche libertaire : squatts (avec le Comité des mal-logés à Paris), dénonciation de l'*«Etat policier»* (bavures, contrôles dans le métro, expulsions d'étrangers), de la *«militarisation de l'école»*, végétarisme, luttes indienne et homosexuelle, campagnes contre les prisons, pour l'autonomie du Pays basque...

Au noyau d'anciens militants aguerris se sont ajoutés de jeunes lycéens et étudiants révoltés par le racisme et déçus par l'impuissance des partis de gauche ou les ambiguïtés de SOS-racisme. *«J'en avais marre des manifs-enterrements. Ici on a la pêche, on y croit en commun»*, lance Delphine, une jeune étudiante passée de la Jeunesse communiste au SCALP.

La chasse au coyote

La violence ne les rebute pas. A l'automne 1990, les sympathisants du SCALP sont présents au pont de l'Alma lorsque les lycéens affrontent violemment la police. En janvier 1991, leurs tracts contre la guerre du Golfe appellent à *«saboter la paix sociale pour saboter la guerre»*. Au printemps suivant, ils étaient à Mantes-la-Jolie, soufflant sur la braise de la banlieue. Leurs manifestations dégénèrent régulièrement, comme celle du 1er mai dernier, qui s'est heurtée aux CRS, à la suite de laquelle le groupe de Stéphane a abandonné le sigle SCALP, critiquant la *«mauvaise utilisation de la violence»*. En ce moment, les scalpeurs privilégient deux fronts : la lutte contre la «double peine» et la défense des déboutés du droit d'asile.

Les SCALP comptent quelques centaines de sympathisants dans une vingtaine de villes, de Grenoble à Lille en passant par Marseille, Reims et Saint-Brieuc. Mais leur tipi natal est à Toulouse. C'est dans la ville rose, en novembre 1983, que quelques centaines de militants trotskistes et anarchistes manifestent pour la première fois et seuls contre une réunion de M. Le Pen. *«C'était une réaction non pas idéologique, mais tripale»*, commente un historique du SCALP toulousain. A la veille d'un meeting du FN, en juin 1984, le SCALP *«déterre la hache de guerre»* sur des affiches : *«Le Pen ne doit pas fouler la prairie, ni à Toulouse, ni ailleurs. Chassons ce coyote (...). Attention, les tuniques bleues garderont le fort de la piscine (...). Il faudra être Sioux. Sortons de notre réserve, le sentier de la guerre partira du Capitole.»*

L'appel bénéficiera du souffle de l'explosion qui détruira, la veille du meeting, le hall de la piscine municipale, où le président du FN devait s'exprimer. En conclusion de la manifestation anti-Le Pen des partis de gauche, les premiers «scalpeurs» s'offrent leur premier western nocturne, montant à l'assaut de l'île où le meeting s'est replié sous chapiteau. Pavés et lacrymogènes. Bilan : quatorze blessés dont sept CRS. Dès le lendemain, le sigle des apaches fleurit dans tous les journaux. *«Au début, le SCALP, c'était un gag, un délire ; ensuite on s'est aperçu que c'était porteur»*, se souvient une militante.

Forts de ce premier coup d'éclat et des traditions libertaires toulousaines, les indiens font des petits, essentiellement dans les universités. Ils recrutent à la fois parmi les jeunes sympathisants de la gauche et de l'extrême gauche et dans les mouvances «autonome», anarchiste et occitaniste, où l'on préfère nettement les *«danses du SCALP»* aux *«promenades démocratiques»*.

«Le Pen représente tout ce que j'exècre, explique un jeune socialiste toulousain aujourd'hui «costardisé», qui a eu sa période SCALP dans les années 1984-88. *Chacun trouvait ce qu'il voulait dans les manifs : la dénonciation des vœux pieux des leaders socialistes, le plaisir de pousser des cris de Sioux, et de bastonner. Cela faisait du bien d'appartenir à une mouvance qui ne respecte rien. On passait toujours près des chantiers pour faire le plein de munitions. On y allait caché derrière un foulard, du collyre plein les yeux pour les lacrymos. On balançait des billes de plomb sur le service d'ordre de Le Pen, des copains obligeaient les gens qui allaient à son meeting à sortir de leur voiture, les bastonnaient, cassaient leurs voitures. C'était aussi un jeu.»* C'est la grande époque pour les militants de l'extrême gauche toulousaine. Sortant de la démobilisation consécutive à 1981, ils ont la divine surprise de réunir jusqu'à mille «scalpeurs» à chaque venue d'un leader du FN.

Sans un seul tract, par de simples «bombages» jetés sur les murs de la ville. *«Tout le monde condamnait l'extrême droite, nous on fonçait dans le tas.»* Deux autres attentats, l'un contre le palais des congrès, signé ACD (*«Assez déconné»*), l'autre contre un transformateur EDF proche du lieu d'un bal du FN, conduisaient en 1985 à des arrestations marquant la fin des plasticages anti-Le Pen.

Essaimage national

L'essaimage national s'opérera au moment de la cohabitation, et singulièrement dans le sillage des manifestations estudiantines de l'automne 1986, le SCALP récupérant certains des militants déçus les plus radicaux du mouvement. Le canal essentiel sera celui de l'Organisation communiste libertaire (OCL), un groupuscule dont sont issus les «autonomes» qui attaquaient les manifestations de gauche à la fin des années 70. Une Coordination nationale antifasciste, sorte d'assemblée générale des SCALP créée en 1987, se réunit désormais tous les deux mois, édite des affiches. Une revue baptisée *Réflexes* sert d'organe «théorique» au mouvement (1).

Mais la nébuleuse, où chacun ne parle qu'en son propre nom, reste insaisissable. Les SCALP restent un objet politique non identifié. Enfermés dans leur «réserve», les scalpeurs ne seraient-ils que de *«petits-bourgeois blancs radicalisés»*, fermés aux filles pour cause de machisme et de violence, ignorés des Blacks et des beurs, qui préfèrent le rap au rock alternatif? Ou une nébuleuse anarchiste d'un type nouveau, attirante pour des jeunes qui voient dans l'anti-lepénisme un exutoire pour toutes leurs révoltes? *«Les SCALP n'existent pas»*, répondent malicieusement les apaches.

PHILIPPE BERNARD

(1) *Réflexes*, 14, rue de Nanteuil 75015 Paris.

Le fief lyonnais en veilleuse

LYON

de notre bureau régional

A l'image de ses façades, récemment ravalées, l'université Jean-Moulin s'efforce de renouveler son image. Longtemps marquée à droite, traversée par des courants extrémistes, Lyon-III se remet lentement des secousses déclenchées par l'«affaire Notin». Le séisme remonte au tout début de 1990, lorsqu'un article rédigé par M. Bernard Notin, maître de conférences à Lyon-III, avait soulevé l'indignation de la communauté universitaire. Jugé antisémite et révisionniste, l'écrit, paru dans la revue *Economies et sociétés*, avait jeté une lumière crue sur l'université, soulignant une réputation dont beaucoup – étudiants et enseignants – semblent pressés de se débarrasser.

Dans ce contexte, les flottements de la droite et de l'extrême droite aux élections étudiantes n'ont sans doute rien d'une coïncidence. Autrefois représentée aux conseils d'université, l'Union nationale interuniversitaire (UNI, antimarxiste) n'a pas obtenu de siège lors des consultations du 31 janvier 1991. Paradoxalement, ce syndicat est aujourd'hui mieux représenté à Lyon-II, université de lettres traditionnellement ancrée à gauche et surtout à Lyon-I (sciences), que dans son fief d'autrefois. Pas de succès non plus pour le tout nouveau Cercle national des étudiants de Lyon (CNEL), créé deux mois auparavant.

Affilié à la confédération du Renouveau étudiant, qui véhicule les thèses du Front national *(voir page 10)*, le CNEL n'a pas non plus présenté de candidats aux conseils de faculté du 13 décembre 1991. Dans les couloirs de Jean-Moulin, les opposants de l'extrême droite demeurent cependant prudents. Bien sûr, l'atmosphère a quelque peu changé depuis un an : l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), qui *«n'osait guère mettre les pieds à Lyon-III en 1986»*, y a fait une timide apparition. La puissante «corpo» de droit, pourtant peu soupçonnée d'incliner à gauche, se contente de gérer sans afficher d'opinions politiques. *«Mais cela ne signifie pas que l'extrême droite se soit éteinte*, souligne un étudiant d'histoire. *Simplement, ses méthodes sont plus soumoises : les militants sont moins violents, plus BCBG, et, surtout, ils s'affichent moins qu'avant.»*

Le monde à l'envers

Il est vrai que les sympathisants d'extrême droite ne sont pas toujours faciles à contacter. On pouvait toutefois en trouver un certain nombre lors de la conférence «pluri-culturelle» organisée, lundi 20 janvier au soir, dans les sous-sols d'une résidence étudiante lyonnaise. Là, dans le cadre de l'association Henri-Fresnay créée par le CNEL, un enseignant de Lyon-III donnait sa version du *«bilan de la décolonisation»*. M. Bernard Lugan, un africaniste qui ne mâche ni ses mots ni son aversion pour *«ce siècle mièvrement finissant»*, les tiers-mondistes et la gauche en général, expliquait ainsi à un public enthousiaste qu'en Afrique du Sud *«les Noirs se tuent entre eux et les Blancs n'interviennent que pour les séparer, essayer d'arranger les choses»*. Parmi les organisateurs, Ludovic Thoreau, étudiant en droit à Lyon-III, responsable du CNEL, secrétaire général adjoint de Renouveau étudiant, membre du bureau du Front national jeunesse (FNJ) de Lyon.

Chargé de cet impressionnant curriculum vitae, le jeune homme s'exprime avec aisance et présente, sans se faire prier, les aspirations des *«étudiants nationalistes»* lyonnais. Son «Cercle» revendique quarante adhérents à Lyon, dont vingt-cinq à Lyon-III. Des troupes somme toute assez maigres, mais, explique Ludovic Thoreau, soudées et volontaires.

Leurs buts : s'imposer, convaincre par cercles concentriques, continuer de ferrailler avec les rivaux abhorrés de l'UNI. Les militants du CNEL mettent l'accent sur *«la sélection par le mérite»*, la nécessité de *«réserver les places d'université aux étudiants et aux enseignants français»*, la lutte contre l'insécurité. Laquelle insécurité, à en croire Ludovic Thoreau, commencerait par les antagonismes politiques sur le campus. Selon lui, son association ne s'est pas présentée aux conseils de faculté par *«peur des représailles physiques ou morales des camarades et même des professeurs»*. Car, affirme-t-il, *«notre mouvance se heurte à la haine et à l'exclusion»*. Le monde à l'envers.

RAPHAËLLE RÉROLLE

REPÈRES

BRETAGNE. Créée à l'initiative de chefs d'entreprise, de conseillers régionaux et de responsables universitaires, l'association Passeports Bretagne pour l'an 2000 entend organiser un système régional d'aide aux étudiants pour la poursuite de leurs études au-delà de Bac+2. Les étudiants dont le dossier aura été retenu bénéficieront d'un chèque de 5 000 francs apporté par le conseil régional et d'un prêt à 3,5 % d'un montant maximum de 30 000 francs par an sur trois années, accordé par le Crédit agricole ou le Crédit mutuel de Bretagne. Ce système, mis en place dès la prochaine rentrée, devrait bénéficier à deux cents étudiants d'ici trois ans.

► **Rens. : Chambre régionale de commerce et d'industrie, Alain Gourvès, tél. : 99-25-41-70.**

ECOLES DE COMMERCE. Le guide *Comment préparer les grandes écoles de commerce et de gestion* vient de publier son édition 1992. Véritable mine, il présente des statistiques très précises sur les résultats des concours 1991, le palmarès des prépas, les modalités d'organisation des concours 1992, des extraits d'annales et de nombreux conseils méthodologiques.

► ***Comment préparer les grandes écoles de commerce et de gestion*, Sigma Editions, 360 pages 110 F.**

EVALUATION. Au moment où le ministère s'apprête à lancer une opération d'évaluation des élèves à l'entrée en seconde *(le Monde* du 25 janvier), il est intéressant de connaître l'opinion des instituteurs et des professeurs de collège sur l'évaluation CE2-Sixième qui a cours depuis deux ans. D'après la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP), 90 % trouvent l'opération contraignante, mais 70 % se déclarent favorables à son renouvellement et 52 % estiment qu'elle donne des idées pédagogiques nouvelles. Depuis deux ans, l'évaluation en CE2 et en sixième débouche, théoriquement, sur des formations spécifiques destinées aux enseignants. Mais 26 % seulement en ont bénéficié et, parmi eux, 40 % les ont jugées plutôt utiles et nécessaires.

► ***Note d'information de la DEP*, nº 91-49. Décembre 1991.**

NOMINATION. M. Jacques Perrin, quarante-sept ans, vient d'être nommé directeur du groupe ESIEE (Ecole supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et électronique). Après avoir été directeur de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, M. Perrin avait rejoint, en 1989, la direction de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris où il était chargé de l'appui aux entreprises et des affaires internationales.

PREMIER EMPLOI. L'ONISEP vient de publier un remarquable dossier sur le recrutement des jeunes diplômés. En cent cinquante pages austères mais très denses, bourrées d'adresses utiles et d'informations pratiques, sont passées en revue les évolutions de l'emploi par secteurs d'activité, par grandes fonctions de l'entreprise et également région par région.

► ***Comment recrutent les entreprises?* Les dossiers ONISEP, 144 p., 50 F.**

64,5 MILLIARDS. En quatre ans, de 1989 à 1992, le budget de l'éducation aura augmenté de 64,5 milliards de francs. Soucieux de ne pas apparaître comme un puits sans fond, le ministère de l'éducation nationale vient de publier une plaquette expliquant à quoi a servi cette manne. La moitié de l'augmentation (32,7 milliards) résulte du relèvement général des salaires et charges de la fonction publique. 31,8 milliards de francs auront directement servi à améliorer le système éducatif : 12,3 milliards pour la revalorisation des carrières des personnels, 11,6 milliards pour améliorer l'accueil et l'encadrement des élèves et des étudiants (grâce, notamment à la création de 45 000 emplois nouveaux) et enfin 7,9 milliards pour favoriser la démocratisation de l'éducation (développement des zones d'éducation prioritaires, plan social étudiant etc.).

TELECOM. Initiative franco-suisse : l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne et l'Ecole nationale supérieure des télécommunications (Télécom Paris) viennent de créer ensemble un établissement international de formation d'ingénieurs dans le domaine des systèmes de communication. Cet Institut Eurécom, qui ouvrira ses portes à Sophia-Antipolis en mars 1992, accueillera des élèves des deux écoles fondatrices pour un cursus de trois semestres en ingénierie des réseaux et systèmes de communication.

► **Renseignements : Eurécom, tél. : 92-94-23-11.**

EDUCATION • CAMPUS

A l'école du jouet

Alors que le Salon du jouet ouvre ses portes, à Paris, le 29 janvier, dans le Jura, fabricants, enfants et enseignants travaillent ensemble depuis trois ans

MOIRANS-EN-MONTAGNE

de notre envoyé spécial

C'EST un grand tétraèdre bleu, posé sur la neige. Prolongé par un parallélépipède jaune, terminé par une arène. A l'entrée, un gentil monstre, serpent solitaire au regard tordu, sourit au visiteur. Au cœur de la montagne jurassienne, la Maison du jouet tape à l'œil – formes basiques et couleurs primaires – comme si elle sortait tout droit d'un jeu de construction.

Lancée en 1986 au pays du jouet (le Jura concentre 44 % de la production nationale et 58 % du total des exportations françaises), la Maison du jouet et de la tournerie a vu le jour, avec l'aide des collectivités territoriales, en 1989 et accueille désormais près de cinquante mille visiteurs par an. Elle affiche haut son intention d'être plus qu'un simple musée regroupant aujourd'hui cinq mille objets sur 1 200 m² : du plus traditionnel jouet artisanal en bois tourné (sifflet ou quille) aux plus récentes poupées plastiques industrielles.

Gérée par une association qui regroupe une trentaine de fabricants de jouets, la Maison a immédiatement multiplié les activités centrées sur le jouet (centre de recherche et centre documentaire pour les professionnels) et abrite depuis décembre 1991 une antenne du Laboratoire national d'essai (LNE) chargé d'assister les entreprises pour la mise en conformité de leurs produits.

Soucieuse d'être avant tout «un lieu vivant», la Maison a cultivé tôt les contacts avec le monde des professionnels de l'enfance, éducateurs ou enseignants. Dès 1989, un protocole d'accord a été signé avec l'éducation nationale. Une règle du jeu établie qui permet d'une part aux enseignants de mieux connaître les richesses éducatives des jouets par lesquelles l'enfant acquiert un équilibre, développe sa capacité à se prendre en charge et à maîtriser son environnement, et d'autre part aux industriels de disposer d'observations et de recherches conduites dans le cadre scolaire.

Classes de découverte

De facto, les enfants de l'école maternelle qui jouxte la Maison du jouet – heureux élus! – ont été mis à contribution. Les enseignants ont ainsi pu tester des jouets d'imitation (jeu de la marchande, jeux de poupées...), des porteurs (tricycle, voitures...), des petites voitures (1). Loin d'être de simples *«cobayes»*, comme s'en défend Mme Josette Piron, la directrice de l'école voisine, les enfants ont parfaitement intégré la présence massive de jouets et l'embarras du choix présenté par la maison d'en face.

Chaque semaine, les enfants font le voyage au pays des jouets. L'enjeu n'est pas seulement ludique : l'étude sur les petites voitures a permis de travailler sur l'environnement de la voiture (les routes, les villes, les métiers). Dans le même temps, ce contact familier avec la Maison du jouet a permis aux enfants, notamment par le biais du musée, de découvrir leur propre environnement, économique et social, issu de la tournerie et complété aujourd'hui par les industries de transformations de matériaux plastiques.

Dans le cadre du cycle des apprentissages fondamentaux, un groupe de travail spécifique sur l'environnement économique et social a été mis sur pied. A terme, le rapprochement sera même une réalité physique : l'école doit être reconstruite dans le périmètre de la Maison, ainsi qu'une halte-garderie et une bibliothèque municipale. A Moirans, l'enfant est roi.

Et la passion du jouet est communicative : la Maison a donc mis au point une série de programmes-types de classes de découverte (sur un ou deux jours pour les régionaux ou une semaine pour les écoles du reste de la France), destinés à faire connaître tous les aspects économiques et culturels de la région (visite de forêts, de scieries, de tourneries, d'usines «plastique»..., de laiteries).

Un centre d'hébergement d'une capacité de quarante-quatre lits est en cours de construction et devraient ouvrir ses portes en mars prochain. En liaison avec le lycée professionnel de Moirans (lycée du bois), qui assure déjà les repas des classes de découverte expérimentales, un atelier de tournerie et de sculpture sur bois devrait être accessible aux enfants.

Symbole d'un état d'esprit d'ouverture entre l'école et les entreprises locales, la Maison du jouet n'est pas la seule à cristalliser cette volonté de partenariat. A tous niveaux, le rapprochement école-entreprise porte ses fruits. *«Alors que je n'avais jamais eu de contacts particuliers auparavant avec l'établissement, je me suis retrouvé du jour au lendemain au conseil d'administration du lycée du bois!»*, confie M. Hervé Halgand, directeur de l'entreprise Vilac, l'une des rares fabriques de jouet (laqués) spécialisées dans le jouet de bois. *«Une aubaine! Car si les stagiaires pour faire du marketing ou du commercial sont légion dans la région, ceux qui se destinent à manier la gouge en tournerie, eux, se comptent sur les doigts d'une main.»*

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Ces études ont été rassemblées dans une collection intitulée *Le Jouet, quand la maternelle s'en mêle...* éditée par le CRDP de Besançon.

Les universités au seuil de l'autonomie

Suite de la page 10

«En outre, nous présenterons à chaque fois trois hypothèses de répartition du temps d'enseignement et de recherche des universitaires : 50 %-50 %, 100 %-0 %, ou 75 %-25 %, ce qui change complètement l'évaluation des coûts.»

Il reste que ces coûts constatés serviront rapidement de point de référence au ministère de l'éducation nationale pour calculer ses critères de répartition des crédits de fonctionnement, tenant compte du nombre d'étudiants par niveau et par discipline. Comme l'a précisé, à Dijon, Mme Marie-France Moraux, adjoint au directeur de la programmation et du développement universitaire, *«nous allons faire, au printemps, des simulations à partir des coûts de l'observatoire pour mesurer l'effet de ce dispositif sur des cas précis. Pour faciliter la mise en œuvre du système, nous n'intégrerons pas tout de suite les salaires; mais c'est bien l'objectif à terme»*.

Enfin il est clair qu'une fois les coûts moyens par discipline et par niveau retenus, le ministère devra fixer – et afficher – la part de ces coûts globaux qu'il prendra en charge. Mme Moraux a clairement précisé que le pourcentage de couverture pourra varier selon la discipline, l'année de formation, voire selon la région pour corriger des inégalités géographiques.

Les orphelins de GARACES

La fiabilité du système, a-t-elle enfin ajouté, suppose de disposer de données fiables sur les effectifs étudiants et leur évolution. C'est l'ambition du projet SISE (Système d'information de suivi des étudiants) de parvenir enfin à dissiper le brouillard dans ce domaine. Actuellement à l'étude, il vise à coordonner la remontée des données statistiques des établissements et à les intégrer dans une base centrale informatisée.

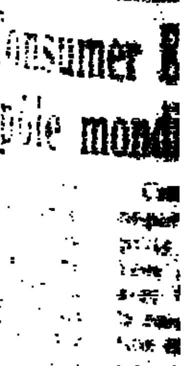
Ce grand chambardement annoncé soulève déjà difficultés et interrogations. Dans l'immédiat en effet, on se trouve dans une sorte de phase transitoire incertaine où les vieilles normes GARACES ont été abandonnées pour la répartition du budget 1992, mais sans être immédiatement remplacées par le dispositif SAN-REMO. Résultat : un flou sur les critères d'allocation de crédits qui agace manifestement les responsables universitaires, habitués à plus de transparence.

Au-delà de ces cafouillages, la plupart des responsables universitaires présents à Dijon n'ont pas caché leurs interrogations et parfois leur anxiété devant la mutation en cours. *«Nous sommes tous orphelins de GARACES»*, lançait ainsi en guise de boutade M. Bernard Dizambourg, président de l'université Paris-XII (Créteil), dont l'établissement a servi de lieu d'expérimentation pour l'observatoire. *«Mais le nouveau processus budgétaire qui se dessine a un objectif essentiel : faire émerger des centres de responsabilité. L'analyse des coûts permet enfin d'avoir une réflexion stratégique. Elle devient, de ce fait, un outil de négociation entre la présidence et les composantes de l'université.»*

C'est bien là que le bât blesse. Dans la mesure où, selon la formule de M. Roland Peylet, directeur de la programmation et du développement au ministère, *«modernisation de la gestion et autonomie accrue sont indissociables»*, c'est tout le système d'organisation et de gouvernement des universités qui est déstabilisé. Dans la longue période de vaches maigres qu'ont connue les établissements d'enseignement supérieur au fil des années 70 et au début des années 80, les présidents servaient essentiellement, selon le mot de l'un d'entre eux, de *«courroie de transmission avec l'administration centrale»*. Ils partageaient prudemment la pénurie entre leurs différentes composantes (UFR, instituts, labos...) selon les normes GARACES. Les voilà aujourd'hui conduits à s'interroger sur la manière de répartir un budget global dans le cadre d'un projet et d'un contrat avec l'Etat. Selon quelles normes le faire? Avec quel degré de décentralisation? En assumant quelles inégalités entre filières ou diplômes?

En intégrant l'ensemble des sources de financement, y compris les contrats qui transitent par les associations parallèles, les responsables universitaires seront amenés à sortir de l'anarchie et de l'opacité actuelles. Or les présidents d'université sont mal préparés à ce type de responsabilité. *«Le président d'université n'est pas formé à ce rôle, puis il se forme sur le tas et quand il est formé, son mandat arrive à son terme et il passe à autre chose»* devait noter Bernard Pouyet, président de l'université Grenoble-II. De même les conseils d'université ne sont pas des lieux adéquats d'élaboration de projets et de stratégies. Autant de limites du système actuel qui seront plus criantes encore le jour, probable, où les budgets des universités intégreront les salaires de leurs personnels.

GÉRARD COURTOIS



ÉCONOMIE

Changement de priorité

Une négociation peut en cacher une autre. L'activisme déployé par les pouvoirs publics autour du dossier Bull depuis plusieurs semaines donnait à croire que le sort du constructeur informatique français était effectivement un objectif de premier rang. Erreur.

Le fil conducteur des grandes manœuvres industrielles engagées par le gouvernement depuis un peu plus d'un mois est à chercher du côté de SGS-Thomson, le fabricant franco-italien de composants. A l'annonce de l'alliance nouée avec IBM, M. Alain Gomez, président du groupe Thomson, a dû pousser un soupir de soulagement au moins aussi sonore que celui poussé par M. Lorentz, le patron de Bull. L'accord, tel qu'il a été dévoilé, prévoit en effet que le géant d'Armonk, déjà premier client de SGS-Thomson à égalité avec le français Alcatel, augmente encore de façon significative ses achats de composants à la filiale commune de Thomson-CSF et de l'IRI, le holding de l'Etat italien. D'autre part, IBM devrait accroître sa coopération technologique avec SGS-Thomson, en l'aidant à mieux prévoir ses besoins.

Ces conditions ont été obtenues par Matignon, qui a greffé sur des discussions engagées de façon autonome par M. Lorentz de nouvelles exigences. A la mi-décembre, Bull et IBM avaient quasiment signé. Mais le mémorandum élaboré par les deux partenaires, qui détaillait leur coopération, ne se cantonnait qu'au seul volet informatique. Par ricochet, la cohérence de l'opération Thomson-CEA Industrie apparaît un peu plus clairement. Autour d'un nouvel impératif stratégique, le sauvetage de SGS-Thomson, gravitent plusieurs constructions. En amont, le rapprochement de Thomson et de CEA Industrie doit apporter de nouvelles sources de financement et, espère-t-on, coordonner les efforts de recherche. En aval se constitue un réseau de clients captifs, TCE (Thomson Consumer Electronics) mais aussi IBM et Bull, liés par des accords d'approvisionnement à long terme au fabricant de composants. Le changement de priorité n'est pas clairement affiché. Mais les ordinateurs de Bull ne sont en fait pas plus stratégiques que les postes de télévision de Thomson. Leur intérêt est désormais limité au fait qu'ils absorbent des puces.

CAROLINE MONNOT

La réorganisation de l'électronique

L'accord IBM-Bull comporte un important volet industriel et commercial

L'alliance conclue entre le groupe public français Bull et le géant américain IBM est le «témoignage» des profonds bouleversements qui affectent aujourd'hui le secteur informatique, ont estimé, mardi 28 janvier dans une conférence de presse, MM. Francis Lorentz et Michael Amstrong (les patrons respectifs de Bull et des activités internationales d'IBM). M. Lorentz a précisé qu'IBM l'avait emporté pour avoir proposé un *«accord beaucoup plus large»*.

Dépassant le simple transfert de technologie (la cession par IBM de ses licences sur les microprocesseurs à jeu d'instructions réduit, les fameux Risc), il comporte un important volet industriel et commercial, concernant la distribution des micro-ordinateurs portables Bull et la sous-traitance de certains produits IBM à l'usine Bull d'Angers. L'alliance entre les deux partenaires se traduit aussi par une entrée d'IBM dans le capital du groupe français, sur laquelle M. Lorentz comme M. Amstrong ont été moins précis. Alors que Matignon a retenu une participation de 5,7 % pour IBM, les dirigeants des deux groupes refusent de se prononcer avant évaluation.

De son côté, M. Kléber Beauvillain, le président de Hewlett-Packard France, le compétiteur malheureux d'IBM dans cette course à l'alliance, s'est déclaré *«déçu»* pour Bull : *«Je suis marri pour Bull car je suis convaincu que notre architecture* [NDLR : celle des microprocesseurs Risc, principal enjeu de l'accord] *était destinée à une entreprise comme la leur»*, a-t-il estimé. Pour M. Beauvillain, ce choix est *«une décision politico-économique»*.

Le gouvernement pousse TCE et France Télécom à développer leurs recherches multimédias avec l'américain Apple

Des cinq volets du vaste accord franco-américain dans l'informatique et l'électronique, celui prévoyant la création d'une *task force* réunissant Apple Computer, France Télécom et Thomson Consumer Electronics (TCE) est *«peut-être le plus important»*, si l'on en croit un responsable gouvernemental.

Pourtant, la décision d'entamer ces travaux communs sur les postes de travail multimédias (des postes informatiques capables de traiter à la fois des données, des images animées et du son) n'a été prise qu'*in extremis*. Sans même que les deux partenaires français invités à y participer y aient été, semble-t-il, véritablement associés.

L'initiative revient, en effet, aux Américains. Lorsque les Français sollicitèrent le droit pour Bull d'entrer dans l'alliance constituée aux Etats-Unis entre IBM, Apple et Motorola, Apple donna son accord en demandant une contrepartie.

Diversification dans les jeux vidéo

Le constructeur informatique souhaite depuis longtemps diversifier ses activités. M. John Sculley, son PDG, l'avait confirmé spectaculairement à Las Vegas il y a deux semaines, en annonçant l'arrivée d'Apple sur le marché de l'électronique grand public (*le Monde* daté 12-13 janvier). Une diversification qui devrait faire à terme d'Apple, aussi bien un concurrent des fabricants de jeux vidéo comme Nintendo et Sega qu'un compétiteur des industriels du téléphone cellulaire et d'agendas électroniques comme Sharp et Fujitsu.

Apple devrait lancer, dès le second semestre, deux nouvelles gammes de produits mariant ses célèbres ordinateurs Macintosh à des lecteurs de disques compacts.

Et, dès 1993, il devrait mettre sur le marché une technologie beaucoup plus évoluée. Le japonais Sharp, premier producteur d'écrans plats au monde, reconnaissait d'ailleurs à Tokyo, mardi 28 janvier, être en discussion avec Apple pour une éventuelle association.

Le constructeur américain a donc saisi l'occasion que lui offraient les Français pour faire connaître son intérêt pour les recherches et les réalisations de France Télécom dans le domaine des *«réseaux numériques à intégration de services»* (RNIS) et du Minitel. *«La prochaine génération de Macintosh sera communicante,* explique un responsable. *Les millions de terminaux Minitel susceptibles d'évoluer un jour vers des postes multimédias les faisaient rêver.»* L'idée de la *task force* était née.

Le gouvernement a souhaité y ajouter un partenaire, Thomson Consumer Electronics (TCE), société publique que son engagement presque exclusif dans la télévision haute définition (TVHD) handicape aujourd'hui. Souvent jugée *«peu innovante»*, TCE, qui avait lancé des études préliminaires sur les multimédias, s'est ainsi retrouvée enrôlée dans l'aventure.

PIERRE-ANGEL GAY

Un nouveau plan social pour le groupe français ?

Bull va-t-il annoncer un nouveau plan social? *«L'accord avec IBM ne règle pas tout. Le groupe de M. Lorentz doit continuer à faire d'importants efforts de productivité»*, constatait-on, mardi 28 janvier, dans les milieux gouvernementaux.

Ce sujet qui sent le soufre a déjà donné lieu à une bourde monumentale de la part de la direction des ressources humaines du groupe informatique. Réunissant une centaine de directeurs du réseau commercial France, la «DRH» de Bull laissait entendre, il y a quelques jours, qu'un véritable plan social était en préparation pour 1992. Selon M. Hervé Hannebicque, 1 100 suppressions d'emplois étaient à l'étude sur les effectifs français du groupe, dont 350 demandes de préretraites (FNE).

Le plan de mutation annoncé par M. Lorentz en novembre 1990 couvrait les années 1990 et 1991. Prévoyant initialement 5 000 suppressions d'emplois dans le monde dont 1 100 en France, il a été réévalué à 6 500 l'an passé, en raison de compressions d'effectifs supplémentaires décidées à l'usine de périphériques de Belfort. Officiellement, rien n'est prévu pour 1992. La gaffe a irrité les conseillers de Matignon, bien déterminés à ne pas laisser annoncer des suppressions d'emplois, au moment où se concrétise une alliance stratégique spectaculaire.

Alliance entre Philips et Hewlett-Packard dans le domaine médical

AMSTERDAM

de notre correspondant

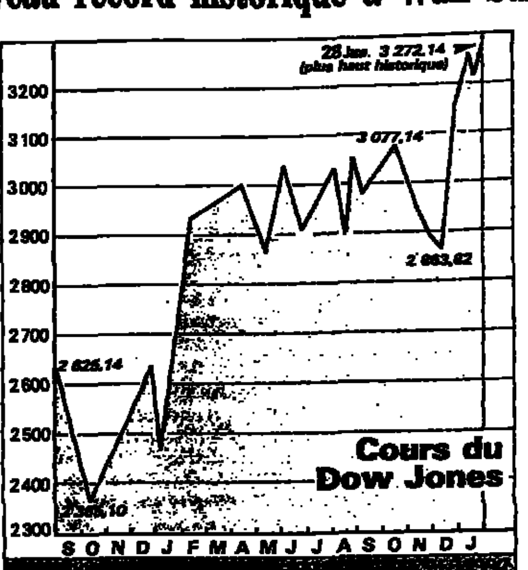
Philips et l'américain Hewlett-Packard sont sur le point de signer un important accord de coopération dans le domaine des systèmes médicaux, a-t-on appris de source sûre mardi 28 janvier *(nos dernières éditions du 29 janvier)*. Les deux groupes – qui mènent déjà ensemble des recherches visant à intégrer les appareils de radiologie développés par le néerlandais et les appareils de contrôle de fonction du foie mis au point par l'américain – joindront leurs efforts dans le secteur spécifique des appareils à ultrasons.

L'entreprise concernée au premier chef par cet accord est PUI (Philips Ultra Sound Industry), qui est installée à Santa-Ana, en Californie, et emploie quelque quatre cents personnes. Hewlett-Packard, de son côté, développe et produit des appareils de contrôle ultrasoniques de fonction pathologique. Selon nos informations, les activités du Laboratoire électronique Philips (LEP) à Limay, dans la région parisienne, dont deux chercheurs ont récemment développé une nouvelle technique prometteuse de mesure ultrasonique du flux sanguin, ne seraient pas menacées par cette alliance.

Celle-ci, dont les détails pourraient être connus très prochainement, s'intègre parfaitement dans la stratégie du groupe néerlandais, qui veut rester présent dans les technologies du diagnostic médical et dont la division *ad hoc*, avec un chiffre d'affaires d'environ 9 milliards de francs et quelque 10 000 salariés au niveau mondial, *«va mieux mais pas encore suffisamment»*, selon son porte-parole. Bien implantée dans les secteurs des appareils radiographiques et de la tomographie nucléaire (CT-scanner), la firme d'Eindhoven *«souhaite se renforcer»* dans les domaines des ultrasons et de la résonance magnétique. Tel est le but, pour la première activité, du rapprochement avec Hewlett-Packard.

CHRISTIAN CHARTIER

Nouveau record historique à Wall Street



Les records tombent dru depuis un mois et demi à New-York. L'indice Dow Jones des industrielles, l'infaillible thermomètre de Wall Street, la plus grande Bourse du monde, s'est en effet inscrit le 28 janvier à la cote 3 272,14. Un nouveau record dans les annales, le douzième depuis le 26 décembre 1991. Jamais, dans toute l'histoire du marché, il n'en était tombé autant dans un laps de temps aussi court.

Certes, depuis une huitaine de jours, Wall Street corrigeait le tir. Rien de plus normal, surtout de plus salutaire après les 14 % de hausse acquis depuis le 9 décembre, point de départ de la remontée fulgurante des cours. La grande Bourse américaine anticipe délibérément une reprise de l'expansion, que devraient favoriser les mesures promises par le président Bush. Avec la désescalade des taux d'intérêt, les placements en actions redeviennent très attrayants et les capitaux affluent de tous côtés. En témoignent les volumes d'échanges considérables (335 millions de titres par jour). Du jamais vu depuis le 16 octobre 1989. Mais le programme de relance présenté par le chef de l'exécutif américain, dans son discours sur l'état de l'Union, n'était pas connu à l'heure où le marché culminait une nouvelle fois. Peu enthousiasmant et trop électoraliste, il n'est pas encore certain, selon les experts, d'emporter l'adhésion des investisseurs.

Levant les restrictions pour les Etats de la CEI

La BERD supprime le plafond des emprunts de l'ex-URSS

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Les Etats de la CEI (Communauté des Etats indépendants) seront désormais traités sur un pied d'égalité avec ceux de l'Europe de l'Est au sein de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Le conseil d'administration de la Banque a en effet décidé, mardi 28 janvier à Londres, de supprimer le plafond d'emprunts auquel était astreinte l'ex-URSS.

Il y a deux ans, lors des négociations pour la création du nouvel organisme international chargé de promouvoir les progrès de la démocratie et de l'économie de marché en Europe centrale et orientale, la politique menée à Moscou avait été jugée trop floue pour autoriser une adhésion pleine et entière de l'URSS à la BERD. L'article 8 des statuts de la BERD stipule donc que l'Union soviétique ne pourra emprunter que l'équivalent de la fraction effectivement versée de sa participation au capital de la BERD (soit un tiers de 6 %, le capital total se montant à 70 milliards de francs).

Depuis l'échec du putsch d'août 1991 à Moscou, le président de la BERD, M. Jacques Attali, plaidait en faveur de l'abrogation de cette clause, mais il faisait face à l'opposition de plusieurs pays occidentaux, ainsi qu'aux réticences des Etats d'Europe de l'Est, tous actionnaires de la BERD. La BERD a simultanément fait savoir que les Etats de l'ancienne Union soviétique pourraient bénéficier de ses concours. La Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan ont annoncé qu'ils acceptaient de devenir membres.

Reste à savoir comment sera réparti le capital de l'ancienne Union soviétique : sachant que la part totale de 6 % ne peut être révisée jusqu'à la prochaine augmentation de capital de l'organisme, la Russie bénéficiera probablement d'une fraction de 3,6 %, l'Ukraine de 1,4 %, les autres Républiques se répartissant le pourcentage restant. Les discussions doivent se poursuivre le 24 février, lors de la prochaine réunion du conseil d'administration.

Depuis plusieurs mois, la BERD a établi ses activités sur le territoire de l'ancienne URSS. Son conseil d'administration a adopté, le 28 janvier, le programme stratégique de la Banque pour la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie, toutes trois devenues membres. Et ses experts travaillent sur des projets liés aux télécommunications, à l'énergie et au commerce de gros. Le 29 janvier, M. Attali devait effectuer sa première visite officielle en Ukraine.

FRANÇOISE LAZARE

En portant son investissement à 100 millions de dollars

Thomson Consumer Electronics veut faire de la Pologne son troisième pôle mondial de production de tubes cathodiques

En mai dernier, Thomson Consumer Electronics (TCE) devenait l'un des principaux investisseurs étrangers en Pologne, en montant une société mixte avec le fabricant de tubes pour téléviseurs Polkolor. Il s'engageait alors à investir 30 millions de dollars pour la reprise de la production et la modernisation de l'équipement. Aujourd'hui, le groupe français a décidé de porter son effort à 100 millions de dollars. L'objectif est de produire 3 millions de tubes cathodiques par an.

Cette décision marque une étape importante dans l'aventure entreprise par Thomson en Pologne. Lors de la signature de l'accord avec l'usine Polkolor, située dans la banlieue de Varsovie, la production était pratiquement stoppée. En six mois, l'équipe française, sous la houlette de M. Bernard Varaut, a remis en état une première ligne de production. Elle compte faire désormais de la Pologne son troisième pôle mondial de production de tubes, après les Etats-Unis et l'Italie. Les coûts de fabrication y sont, selon les responsables de Thomson Polkolor, actuellement similaires à ceux de l'Asie du Sud-Est, et la Pologne est frontalière de l'immense marché russe.

Sur les 4 500 personnes officiellement employées en 1991 au moment de la signature de l'accord, 3 100 travaillent aujourd'hui pour Polkolor, des accords financiers ayant été négociés avec les partants. Mais l'équipe française a l'intention de procéder prochainement à de nouvelles embauches.

F. L.

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

La France et la Russie pourraient construire ensemble un hélicoptère civil

Eurocopter-France, filiale du groupe Aérospatiale, a prévu de soumettre à l'approbation du gouvernement l'accord en négociation avec le constructeur russe d'hélicoptères Kamov pour la mise au point – en coopération bilatérale – d'un hélicoptère monoturbine à vocation civile. Plusieurs projets de collaboration sont en discussion dans le domaine aéronautique entre la France et la Communauté des Etats indépendants (CEI), mais il semble que cet accord soit le plus proche d'aboutir.

Réunissant quelque trois mille personnes, Kamov est, avec Mil, le deuxième bureau d'études de l'ancienne Union soviétique spécialisé dans la recherche, le développement, le dessin et la conception des prototypes d'hélicoptères. Les ateliers de Kamov, situés dans la banlieue de Moscou, ont déjà produit des hélicoptères civils (pour la logistique et l'agriculture) et militaires (basés au sol ou embarqués sur divers navires) qui sont ensuite construits en série par d'autres sociétés.

Le projet commun de Kamov et Eurocopter-France concerne la conception d'un hélicoptère de 1,5 tonne de masse, soit une machine sensiblement plus légère que l'hélicoptère P-120 (de 2 à 3 tonnes de poids) que le même groupe français conçoit en coopération avec la Chine communiste et avec Singapour.

Selon des informations recueillies de source industrielle en France, le marché de la CEI en matière d'hélicoptères civils est très large, les coûts salariaux de Kamov sont bas et ce secteur est probablement l'un de ceux, dans l'ex-URSS, où un constructeur russe peut le mieux réussir sa reconversion civile.

□ **Air Inter maintient ses vols le 30 janvier.** – La compagnie Air Inter a annoncé qu'elle maintiendra le programme des vols prévus le jeudi 30 janvier, malgré le préavis de grève déposé par l'Union syndicale des personnels navigants et techniques (USPNT). Lundi 27 janvier, l'USPNT avait appelé à une grève de vingt-quatre heures afin d'obtenir que les Airbus A-320 soient pilotés par des équipages de trois membres au lieu de deux.

ÉTRANGER

S'opposant au projet de fusion

Le gouvernement suédois veut renégocier l'accord Volvo-Procordia

STOCKHOLM

de notre correspondante

La fusion de Volvo et du groupe agroalimentaire et pharmaceutique suédois Procordia est actuellement entravée du fait de l'opposition, exprimée mardi 28 janvier, du gouvernement suédois, qui détient 42,7 % des droits de vote de Procordia, à égalité avec Volvo. Motif : l'offre est trop basse et l'Etat y perdrait *«des milliards de couronnes»*, selon le président de la commission des privatisations suédoises, M. Curt Nicolin. La commission a recommandé au gouvernement de ne pas accepter la fusion, ce qu'il a fait. *«Il y a un accord entre Volvo et l'Etat qui doit être respecté. Il ne s'agit pas uniquement de Volvo. Le gouvernement n'est pas une filiale de Volvo»*, a indiqué le premier ministre, M. Carl Bildt. Le ministre de l'industrie, M. Per Westerberg, devrait nommer une commission *ad hoc* chargée de la poursuite des négociations avec Volvo pour parvenir à un accord avant l'assemblée générale des actionnaires de Procordia en mai, comme l'avait demandé lundi au gouvernement M. Pehr Gyllenhammar, le président de Volvo.

En théorie, Volvo aurait pu passer outre la volonté du gouvernement, l'Etat ne pouvant seul stopper l'affaire. Mais il pouvait la freiner. *«L'Etat réagit ainsi parce que Procordia se porte bien»*, précisait, le 28 janvier, de Washington, M. Gyllenhammar, qui ne s'estime pas battu pour autant. Certains subodorent *«autre chose»* dans le projet Volvo-Procordia : Volvo envisagerait de vendre à Renault sa division voitures (très déficitaire), puis de fusionner les divisions poids lourds pour réinvestir dans l'agroalimentaire et les produits pharmaceutiques, un secteur stable et générateur de cash.

FRANÇOISE NIÉTO

INDUSTRIE

Avec l'OPA de Fougerolle sur SAE

Paribas veut renforcer ses activités dans le bâtiment et les travaux publics

Fougerolle, groupe français de construction contrôlé par ses salariés et Paribas, s'est attaqué à plus gros que lui en lançant, mardi 28 janvier, une OPA surprise sur son concurrent et partenaire, la Société auxiliaire d'entreprises (SAE), très convoitée ces derniers mois (*le Monde* du 29 janvier).

Couronnée de succès, l'opération donnerait naissance à un ensemble «pesant» environ 40 milliards de francs de chiffre d'affaires et se classant parmi les trois premiers «majors» français du bâtiment et des travaux publics (BTP).

«Nous souhaitons que notre offre soit considérée comme amicale», a déclaré à la presse le PDG de Fougerolle, M. Jean-François Roverato, qui a précisé que, si son groupe parvenait à acquérir 90 % de la SAE, il proposerait une fusion des deux sociétés, sous le nom de Fougerolle-SAE. Si l'offre ne parvient pas à 50 % du capital, Fougerolle n'y donnera pas suite. Les actionnaires de la SAE qui répondront positivement à cette offre recevront 1 100 francs par action (pour un paiement comptant) ou 1 200 francs pour un paiement dans un an. L'action SAE avait clôturé le 27 janvier à 920 francs.

□ *Rectificatif.* – Le tableau des chiffres du chômage publié dans *le Monde* daté 28 janvier comportait une erreur sur le mois d'août 1988. La hausse subite du nombre des chômeurs n'avait pas cette ampleur puisque l'on comptait alors 2 516 900 demandeurs d'emploi, et non 2 755 190.

La COB conteste la prise de contrôle du Printemps par Pinault

Dans un rapport transmis, lundi 27 janvier, à la cour d'appel de Paris, la Commission des opérations de Bourse (COB) critique les modalités de prise de contrôle du Printemps par le groupe Pinault, qui ont *«eu pour effet de rompre l'égalité de traitement entre les actionnaires»*. La cour doit se réunir le 10 février, suite à un recours de minoritaires contre l'agrément accordé, le 4 décembre dernier, par le Conseil des Bourses de valeurs à cette offre publique d'achat (OPA). Pour limiter son offre à 66 % du capital, le groupe Pinault s'est employé, lors de l'acquisition, à ne pas dépasser le seuil des 50 % des droits de vote qui l'aurait obligé à acquérir l'intégralité du capital du Printemps.

Un montage lui a permis de fractionner ses achats auprès du propriétaire précédent, la famille Maus, faisant ainsi perdre à des titres le droit de vote double. La COB, après avoir disséqué ces opérations, estime que cette entente entre les deux parties pour éviter de franchir le seuil de contrôle majoritaire *«pourrait au regard de la jurisprudence récente être jugée irrégulière en droit»*. En effet, un arrêt de la Cour de cassation avait, en 1989, dans une affaire analogue, celle des pâtes Barilla, Lustucru, Rivoire et Carré, décidé l'annulation d'un transfert d'actions.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

● **Conjoncture : perte de confiance des consommateurs américains.** – L'indice de confiance des consommateurs américains, établi chaque mois par le Conference Board – institut privé d'études économiques proche du patronat, – s'est de nouveau dégradé en janvier après s'être stabilisé en décembre. L'indice de confiance, qui avait fortement baissé en octobre et novembre (12,5 points puis 9 points), a reculé de 2,1 points en janvier pour s'établir à 50,4 points. Moins de 19 % des Américains interrogés (5 000 ménages) s'attendent à une amélioration des conditions économiques au cours des six prochains mois, 19 % craignent une détérioration.

FRANCE

● **Entreprises : résultats d'exploitation dégradés.** – Interrogés en décembre par l'INSEE, les industriels français ont déclaré que leurs résultats d'exploitation avaient continué de se dégrader ainsi que leurs trésoreries. L'alourdissement des frais financiers et, dans une moindre mesure, une hausse des prix des approvisionnements expliqueraient cette dégradation. Les industriels interrogés estiment toutefois que les résultats d'exploitation devraient se stabiliser au cours du premier semestre, ajoutant qu'il n'en irait pas de même pour les trésoreries.

Aérer la France

Suite de la première page

Non seulement elle ne donnera pas du temps au temps, mais Mme Cresson elle se prépare à annoncer une deuxième vague de transferts qui touchera notamment le secteur de la recherche. Depuis quand un gouvernement n'aurait-il plus le droit et le devoir d'apprécier comment et où ses agents, titulaires et contractuels, sont le mieux à même de servir l'Etat et la population? Depuis quand un fonctionnaire peut-il exciper d'un droit acquis à accomplir toute sa carrière dans le même quartier? Sans doute la mobilité – qu'acceptent d'ailleurs très normalement des milliers d'enseignants ou de magistrats – ne doit-elle pas se transformer en mouvement perpétuel : les fonctionnaires ne sont pas des pions. Mais en quoi le changement de lieu de travail est-il contraire au statut général des fonctionnaires, qui bénéficient de la garantie de l'emploi? En un mot, est-ce au gouvernement de commander ses fonctionnaires ou l'inverse?

On pourra relever – et les personnels ont raison de le faire pour exiger des compensations – que le gouvernement n'a pas eu recours à la méthode douce. Mais la rapidité, voire la soudaineté, font aussi partie de l'art de gouverner.

Quant à la campagne qui conduirait à dénigrer Aubusson, Béthune, ou Strasbourg, parce que la première serait un «trou», l'autre trop marquée du souvenir de Germinal et la troisième trop éloignée du triangle sacré Elysée-Bercy-Matignon, elle est non seulement malhonnête mais ridicule. Le confort, la réussite professionnelle, les responsabilités, l'innovation, l'argent et le bonheur ne sont pas l'apanage de Paris. Grâce aux moyens modernes de communication, la France est devenue un ensemble de villes voisines. Et pourquoi l'Ile-de-France ne se situerait-elle pas par rapport à Bordeaux, Toulouse, Lyon et non le contraire? Les hiérarchies ne sont pas immuables.

Depuis Edgar Faure en 1955

Qu'il s'agisse du passé ou de l'avenir, la boulimie expansionniste de l'Ile-de-France ne se dément pas : 12 millions d'habitants dans vingt-cinq ans et 750 000 emplois de plus. L'autoroute La Chapelle-Roissy, le long de laquelle les «Usines centers» ont chassé les derniers blés, n'est déjà plus qu'un boyau proche de la rupture et le pire est pour demain.

Depuis l'arrivée d'Edgar Faure à Matignon, en 1955, tous les gouvernements ont fait de la décentralisation un objectif officiel. En 1981, ce fut le credo socialiste. Il s'agit seulement d'aérer la France, non de tuer la capitale. Or le pouvoir a deux moyens pour encourager la décentralisation des responsabilités et des activités : inciter vigoureusement les hommes et les emplois à s'installer en province, surtout dans les régions les plus déshéritées demain (le gouvernement le fait mais pas avec assez d'énergie); agir sur les leviers que tient l'Etat, c'est-à-dire l'administration et les entreprises publiques. Mme Cresson s'est engagée sur cette voie et va dans le bon sens en répondant aux innombrables appels d'élus provinciaux, de droite comme de gauche, pressés et enthousiastes à l'idée d'accueillir un service parisien.

Depuis bientôt trente ans qu'ils existent, les transferts en province d'administrations centrales obsèdent la DATAR. Dans son livre *Transformation d'un pays* (Fayard, 1974), son très chiraquien patron d'alors, M. Jérôme Monod, raconte que, le 20 décembre 1973, le gouvernement avait négocié une série de plans avec plusieurs ministères pour décentraliser 20 000 emplois publics en dix ans. Les 30 000 emplois qu'aujourd'hui les syndicats agitent comme un chiffon rouge ne sortent pas du néant. Ils traduisent une décision de principe de M. Michel Rocard en novembre 1990 : 5 % des effectifs parisiens de fonctionnaires devront déménager d'ici à la fin de 1993.

A défaut d'être captivante, la lecture du Bottin administratif est instructive... Quelles raisons, sinon la facilité ou la sécrétion administrative naturelle, justifient-elles la présence du Conseil supérieur du cheval rue de Varenne, celle du comité interministériel Eurêka rue Caumartin, celle de l'Etablissement des invalides de la marine marchande devant l'Ecole militaire? Niort est devenue la capitale des Mutuelles, Grenoble ne porte pas à tort le titre de vitrine de la recherche nucléaire. Et le dernier sommet européen n'avait pas lieu à La Haye mais dans la provinciale Maastricht.

On connaît le mot de Victor Hugo : *«Paris fait plus que la loi, il fait la mode; Paris fait plus que la mode, il fait la routine.»* La province déborde d'inventivité. Décentraliser, c'est tout simplement donner toutes ses chances à l'autre France.

FRANÇOIS GROSRICHARD

COMMUNICATION

Cote d'alerte pour les médias

Suite de la première page

Résultat : la pression médiatique devient telle que, dix jours plus tard, anticipant les pressions politiques, aucun PDG d'une banque nationalisée n'ose refuser un crédit à Bernard Tapie.

Les mille et une manières de manipuler la presse sont même devenues un métier. Des cabinets de relations publiques se sont ainsi montés pour aider entreprises et hommes politiques à faire passer leur message ou à surmonter le cap d'une crise médiatique. Un récent colloque organisé par *le Monde* et l'Institut d'études politiques de Paris sur ce sujet établissait que les relations presse-entreprise devaient se moraliser, sous peine d'une perte de crédibilité générale (1).

Cependant, ce petit jeu classique pratiqué entre un journaliste et ses sources est de plus en plus fréquemment parasité par un troisième facteur : le truquage organisé de l'information par des journalistes eux-mêmes. Sur des cas spectaculaires, les journalistes cessent d'être les garants de la vérité d'un fait ou d'une déclaration officielle, pour devenir rien de moins que des manipulateurs.

De la révolution roumaine à la guerre du Golfe en passant par l'entretien truqué avec Fidel Castro par Patrick Poivre d'Arvor, toute la presse pâtit d'un phénomène dont les conséquences éclatent aujourd'hui : l'émergence de l'audiovisuel dans la société française et du spectaculaire dans l'information.

Organiser le spectaculaire

Jusqu'à il y a peu, l'ambition affichée de la plupart des journaux était de s'organiser au mieux pour conquérir une information exclusive et authentique, afin d'asseoir leur réussite commerciale. L'audiovisuel est venu perturber ce credo. L'audience ne récompense plus la qualité de l'information d'une chaîne de télévision, mais d'abord et surtout la décharge d'adrénaline qu'elle provoque chez le téléspectateur.

Plus une image est forte, plus elle tétanise le public, qui en oublie de zapper. Ce souci d'organiser le spectaculaire, d'attirer l'œil et de stabiliser l'audience sur des sujets d'information à forte teneur émotionnelle est à l'origine de nombreuses dérives.

Certaines sont mineures, comme celle qui, en août 1990, a amené TF 1 à diffuser des images sur une manifestation de fonctionnaires à Toulouse, images qui suscitaient immédiatement la plainte, devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), d'un citoyen de cette ville. Cette personne, que l'on voyait nettement au premier rang des manifestants, jurait avoir été sur son lieu de travail au même moment. Après enquête, il est apparu que la chaîne avait diffusé des images d'archives vieilles de cinq mois pour illustrer un événement postérieur...

Plus grave, pendant la guerre du Golfe, La Cinq a diffusé un reportage montrant une manifestation pro-irakienne à Alger dans lequel avaient été insérées des images de manifestants armés filmés au Liban. A la demande du CSA, La Cinq a rétabli ensuite la vérité. On pourrait multiplier les exemples de cette dérive.

La recherche du spectaculaire au détriment de l'exactitude ou au mépris de la hiérarchie naturelle de l'information (une baleine qui agonise prisonnière de la banquise devient plus importante qu'une déclaration de politique étrangère) a bien sûr été favorisée par la concurrence effrénée à laquelle se sont livrées les chaînes de télévision ces dernières années. Toutes, à un degré ou à un autre, ont tenté d'accroître leur audience, et donc leurs recettes publicitaires, en mettant en scène une information spectaculaire et parfois fabriquée.

Tantôt, c'était tel journaliste de La Cinq qui organisait une «ratonnade» par des skinheads au Quartier latin pour illustrer le danger de l'extrême droite, tantôt toutes les chaînes de télévision prenaient la responsabilité de retransmettre sans contrôle ni vérification les images d'un faux charnier en Roumanie. Sans parler des fausses révélations sur la prochaine réapparition de la comédienne Pauline Lafont, que l'on retrouvera morte quelque temps après.

Une faute esquivée

Avec la personnalisation, les relations de la télévision et de l'information ont pris un tour quasi pathologique. Un présentateur vedette pris, comme Patrick Poivre d'Arvor, dans les rets de sa notoriété se sent contraint de donner quotidiennement, lors de la grand-messe du 20 heures, des preuves du caractère incontournable de sa personne. Il n'imagine même plus qu'un chef d'Etat puisse s'exprimer loin de ses caméras ou de son micro. Et si Fidel Castro s'obstine à refuser un entretien exclusif au présentateur vedette, un petit montage maison viendra corriger cette erreur politique.

Patrick Poivre d'Arvor intercale des images de lui-même en train de poser des questions à Fidel Castro. Quand le trucage éclate, toute la hiérarchie de la chaîne se mobilise derrière lui en vertu du caractère *«emblématique»* du présentateur. La faute n'est pas niée ni reconnue, elle est esquivée. Dans le communiqué rendu public lundi 27 janvier, la direction de l'information de TF 1 a fait bloc contre une campagne qui serait orchestrée de l'intérieur et de l'extérieur (*le Monde* du 28 janvier).

Tout cela ne serait qu'enfantillages si, en France, la crédibilité des journalistes n'était gravement mise en cause. Depuis plusieurs années, tous les sondages l'attestent : un Français sur deux ne croit pas ce que lui racontent les médias (2). Or des truquages de l'information comme celui auquel s'est livré l'*anchorman* de TF 1 accélèrent la désaffection des Français envers leurs médias. Pis, ils sont condamnés à passer de moins en moins inaperçus. Non pas des téléspectateurs, mais des instances de régulation, et notamment du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), dont la *Lettre* fait régulièrement état des entorses à la déontologie.

S'il n'appartient à personne d'incarner la morale et de jouer les Pères la Vertu, chaque journaliste doit savoir qu'il exerce un métier à la liberté précaire. Juges et hommes politiques sont nombreux à se presser au portillon d'une réforme juridique régissant l'exercice des métiers de l'information. Et pas précisément dans le but d'en élargir le cadre... Dans cette perspective, les débordements de quelques-uns mettent en péril la liberté de la presse et celle des journalistes. Au moment où la première télévision française est candidate à la création d'une chaîne «toutinfos» sur le réseau de La Cinq, l'affaire prend une dimension fâcheuse.

YVES-MARIE LABÉ et YVES MAMOU

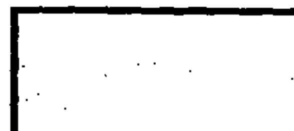
(1) *Le Monde* du 4 décembre 1991.

(2) *Le Monde* du 16 janvier.

□ **Le CSA opposé à la publicité de marques sur Radio-France.** – Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a rendu, le 28 janvier, un avis *«défavorable»* à la diffusion de publicité de marques sur Radio-France, prévue par un projet de décret. Pour le CSA, *«seule la publicité collective et d'intérêt général»* est autorisée sur Radio-France, ce qui constitue *«la marque du service public radiophonique»* et *«participe à l'identité de Radio-France»*. Il ajoute que cette modification n'est *«pas souhaitable dans une conjoncture marquée par une régression des investissements publicitaires»* qui frappe radios et presse écrite. Les organisations professionnelles de la presse écrite s'étaient farouchement opposées à cette introduction. Le CSA souligne, toutefois, la nécessité de donner à la radio publique *«les moyens nécessaires à l'équilibre de son budget»*, notamment en maintenant *«ses prévisions budgétaires globales»*.







Le Monde des Carrières

LA RÉGIE PUBLICITAIRE DU QUOTIDIEN « LE MONDE » ET DE SES PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

Le Monde PUBLICITE

recherche

TÉLÉVENDEURS

(CDD - 6 mois)

Le téléphone est pour vous un outil de communication privilégié, vous aimez argumenter et convaincre, votre excellent sens commercial vous permet d'être à l'aise lors de contacts à tous niveaux, vous recherchez un travail en équipe, vous êtes organisé(e) et disponible très rapidement : rejoignez notre équipe au Marketing direct en téléphonant à

Marie CERVETTI au 46-62-73-02

La Fédération des Parcs naturels de France

(Association loi 1901 – Budget de fonctionnement : 3,5 MF – Equipe : 8 personnes)

regroupant les 27 parcs naturels régionaux et leurs principaux partenaires

recrute

son directeur

Mission

Assure le fonctionnement de l'association (gestion et réflexion).
Est responsable des programmes d'activités annuels.

Profil

35 ans ou plus, de formation supérieure (Bac + 5), bilingue anglais.
Il connaît bien l'aménagement rural, l'environnement, le fonctionnement des institutions publiques.
Il sait animer et organiser, il a le sens du diagnostic et de la négociation.
Expérience de direction et de relations avec partenaires de haut niveau souhaitée.

Ce poste demande une disponibilité personnelle et des déplacements fréquents.

Poste à pourvoir immédiatement.
Rémunération : entre 250 000 et 280 000 F net/an.

Adresser votre candidature manuscrite, photo et CV, avant le 25 février au président de la Fédération des Parcs - 4, rue de Stockholm, 75008 PARIS

Dans le cadre de son développement

EDITEUR UNIVERSITAIRE ET SCOLAIRE

recherche

SON RESPONSABLE MARKETING

Il se chargera de l'ensemble des opérations promotionnelles et notamment de marketing direct. Diplôme d'une grande école de commerce apprécié. Expérience exigée.

SON DIRECTEUR EDITORIAL

Le candidat devra avoir une expérience confirmée dans le domaine universitaire et scolaire de façon à développer le fond actuel et initier de nouveaux projets éditoriaux.

Envoyer photo, CV et lettre manuscrite

Au Monde Publicité sous n° 8474
15-17 rue du colonel Pierre Avia 75902 Paris Cedex 15

Société de Recherches Scientifiques recrute

JURISTE, Niveau Maîtrise,

pour prendre la responsabilité de la gestion administrative et juridique de dossiers de recherches communautaires.

Qualité de rédaction et de synthèse.
Connaissance de la Législation sur les brevets.

Adresser CV et photo obligatoire sous le n° 8471
au *MONDE PUBLICITÉ*
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 Paris Cedex 15

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES TECHNIQUES

recherche :

INGÉNIEURS OU TECHNICIENS (H/F)

Possédant une bonne expérience de bureau d'études ou débutants ayant une solide formation dans les domaines, notamment, de l'épuration des eaux, de la production d'eau potable, des réseaux d'eau et d'assainissement.
Possibilités rapides de développement de carrière pour candidats ayant un bon sens des contacts humains, l'esprit d'initiative et le sens des responsabilités.

Envoyer candidature et CV sous le n° 4036 à :
AGENCE CENTRALE DE PUBLICITÉ,
BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex, qui transmettra.

C N F P T

recrute pour son Siège basé à Paris



CADRE A

CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

ETABLISSEMENT PUBLIC DE FORMATION

Vous avez une formation économique de gestion, une expérience informatique et comptable.

Vous savez négocier et avez des aptitudes au changement.

Vous participerez à la mise en place d'outils de gestion, d'indicateurs et de tableaux de bord des services.

Vous interviendrez dans l'analyse et le conseil de gestion.

Merci d'adresser candidature [illegible] 75738 PARIS Cedex 15

Budget : 800 MF
1300 agents permanents
26 Directions Régionales
3 écoles nationales

AVIS DE RECRUTEMENT

DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL A LA MUSIQUE ET A LA DANSE DU VAUCLUSE

Le département du Vaucluse recrute

un Délégué départemental

à la *musique* et à la *danse* pour assurer la direction de l'Association départementale de développement musical et chorégraphique.

Le candidat devra justifier :

- d'un diplôme d'enseignement supérieur, d'une large culture musicale et chorégraphique, d'une pratique musicale même amateur ;
- d'une solide expérience professionnelle : connaissance des institutions musicales, des collectivités locales et de la vie associative.

Le dépôt des candidatures est à effectuer avant le 20 février 1992 auprès de :

Maître Henri COUPON
Président de la commission des affaires culturelles
du conseil général
4, rue Viala
84000 AVIGNON

Le dossier doit comprendre :

- une lettre de candidature manuscrite accompagnée d'une photographie et d'un curriculum vitae ;
- une note concernant le rôle et les missions du Délégué départemental.

A l'issue de la présélection, les candidats seront convoqués pour être entendus par un jury composé de représentants de l'Etat et du département.
Pour tout renseignement complémentaire, téléphoner au Conseil général : 90-86-33-33, poste 1098.

ARCO ASSURANCE

L'Autre Expert du Recrutement dans l'Assurance

ARCO poursuit son expansion et crée sa Filiale ARCO ASSURANCE.

Vos interlocuteurs :
M. Claude BERGES, Directeur Général,
et M. Luc FROMAIGEAT, Directeur Associé.
ARCO ASSURANCE
18, avenue de l'Opéra
75001 PARIS.
Tél. 42.61.55.16

ARCO ASSURANCE

CONTESSE

DEMANDES D'EMPLOIS

MON AVENIR ! PARLONS-EN

H. 33 ans

ÉTUDES DE MÉDECINE (JUSQU'EN 6e ANNÉE)

5 ANS D'EXPÉRIENCE DANS UN LABORATOIRE

Filiale française d'un groupe international spécialisé dans la fabrication et la distribution de produits diététiques pour les hôpitaux, les pharmaciens, et pour la grande distribution.

Successivement comme :

- Délégué médical.
- Assistant marketing.
- Chef de produits.
- Directeur régional.

RECHERCHE

POSTE D'ENCADREMENT DE FORCE DE VENTE

ou

POSTE DANS UN SERVICE MARKETING

disponibilité immédiate

TÉL. : (Paris)
47-58-11-02

J.-F. anglaise, 21 a., dynamique, avec expérience en marketing, recherche emploi en France dans le but d'apprendre le français. Merci de contacter Emily au 1944 626 65841.

J.H. 29 a. DEA chim.-phy., tech.-comm. 2 a. de pdt et nat. de labo., 1 a. trait. des eaux, ch. emploi DOM-TOM, ASIE. Réf. 8466, Le Monde Publicité, 15-17, r. du Col.-P.-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

Vous, dirigeant de Sté internat.

cherchez PERLE RARE

SECRÉT. DE DIRECTION bil. angl., export., + de 10 ans expér. Ft perso. désirant s'inv. dans poste à responsabilités, lui permett. de voyager à l'étranger. Votre complément : 45-77-49-86

RÉGIONS - DÉPARTEMENTS COMMUNES - CABINET CONSEIL
Je souhaite travailler pour vous, j'ai 16 ans d'expérience du conseil en administration Eco et Fin. (Eco-Fin-Pub-budget - Fiscalité - Tabl. de bord Eco-Fin.) Microinf Orma et ingénierie de formation (création-Direction centres Forma. Profes.) Écrire sous N° 8473, LE MONDE PUBLICITÉ, 15/17, rue du Col.-P.-Avia, 75902 Paris Cedex-15.

J.H. 26 a. Maîtrise AES + IAE angl.-alld, ch. emploi R. H., marketing, gestion Paris ou province. Écrire ss n° 8472, Le Monde Publicité, 15-17, rue du Colonel-P.-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

J.H. Photographe exp. reportage, rech. tout emploi. 42-77-23-87 - 64-48-87-42

Attaché de direction. 40 ans, niv. BAC + 3. Psy + assis. 15 a. exp. Prof. coll. dir. Chef de service. Org. rela. ext., coord. int. Format. anglais, espagnol. Conn. secteur assurance, orga. Prof. transp. Exp. Ch. emploi. Loi coll. ou gère un Sce. Tél. : 47-39-21-15

Traduct. tech. américain, franç., esp., ch. poste salarié mi-temps. Excellentes réf. Tél. : 48-40-75-32.

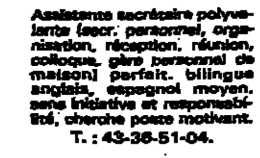
Ing. informatique (CNAM), 46 ans. Master spéc. en sécu des syst. d'info (ENSTA,X), exp. en product. réseau, syst. télé-traitem. (IBM), ch. fonction de CONSULTANT, responsab. des syst. de sécu d'info. Ecr. ss n° 8475 Monde Publicité 15-17, rue du Colonel P.-Avia 75902 Paris cedex 75

Couple sérieux cinquantaine ch. emploi entretien propreté, parc, jardin. Exp. dans ce domaine. Région, env. de Toulon. Tél. : 75-98-52-72.

J.F. 32 a., 5 a. exp. Arts contemp., marché, gal., critique, ch. pr collab. galerie mécénat, société conseil. Tél. 40-24-27-21

JH 26 ans. BT F3 Electrotechnique 1985. 4 ans expér. CERN (Suisse-France). Câblage (convect. armoire de relayage). Monteur-électricien. Disponible de suite ch. poste France ou étranger. Écrire n° 6078 LE MONDE PUB. 15/17, rue du Col.-P.-Avia 75902 Paris Cedex 15

ARCHITECTE. 45 ans. Ch. emploi, auprès des sociétés pour assurer gestion technique pr leur patrimoine. Statut libéral ou salarié à temps complet ou partiel. Tél. : 39-76-53-68



Assistante secrétaire polyvalente (secr. personnel, organisation, réception, réunion, colloque, gère personnel de maison) parfait. bilingue anglais, espagnol moyen, sens initiative et responsabilité, cherche poste motivant. T. : 43-36-51-04.

MÉCANIQUE AUTO

Hme 50 ans, chef d'atelier spécialiste PEUGEOT-OPEL 30 années d'exp., recherche place similaire et/ou SAV. Tél. 34-19-00-20 et/ou écr. M. Gaudin, 4, allée des Roses, 95350 St-Brice.

VOUS, DIRIGEANT DE STÉ INTERNAT. ch. PERLE RARE, secrét. de direction, bilingue anglais, export + de 10 ans exp., désirant s'investir dans poste à responsabilités lui permettant de voyager à l'étranger. VOTRE COMPLÉMENT : 45-77-49-86.

RESTAURATION

J.-H. 32 ans, 10 années d'expérience réussie dans la restauration, cherche poste à responsabilité ou gérance. Étudie toute proposition. 46-51-79-65 (répondeur).

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

Le Monde des Carrières

La MAIRIE DE RUEIL-MALMAISON
67.000 habitants - Banlieue Ouest - 10 mn de Paris

RÉDACTEUR pour le contrôle des dépenses

Interlocuteur privilégié des fournisseurs et de la recette municipale, vous prendrez en charge le contrôle des liquidations des factures des services, dans le cadre d'une gestion décentralisée.

Dynamique, organisé et motivé par le travail en équipe, vous bénéficiez d'une bonne connaissance de la comptabilité publique de préférence, doublée d'une expérience informatique (saisie sur site central et micro).

Rémunération statutaire

Adressez lettre manuscrite + CV à la Mairie de Rueil-Malmaison, Service du Personnel, 13 bd du Maréchal Foch, 92501 RUEIL-MALMAISON cedex. safari

MALMAISON

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE LA BIBLIOTHÈQUE DE FRANCE
recherche
POUR SON DÉPARTEMENT « BIBLIOTHÉCONOMIE ET RELATIONS AVEC LES BIBLIOTHÈQUES »
UN(E) CONSERVATEUR(TRICE)
ou équivalent

Chargé(e), au sein du secteur « conservation », de la mise en œuvre du centre technique de la Bibliothèque de France, qui sera situé à Marne-la-Vallée. Ce centre comportera une unité de stockage et des ateliers de microfilmage, désacidification, restauration, ainsi qu'un laboratoire de recherche appliquée et un centre de formation.

Une bonne connaissance de l'anglais sera appréciée.

1, PLACE VALHUBERT, 75013 PARIS

SERVICE DÉVELOPPEMENT et INGÉNIERIE
recherche
INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES
Débutants ou 1re exp. pour :
LOGICIELS
Temps Réels Embarqués, ADA
TESTS LOGICIELS pour équipement satellites
DÉVELOP. X25 - ADA
DÉVELOP. X25 - PASCAL
Écrivez nous :
SD&I, Tour Gallieni 1
78/80, av. du Gal-de-Gaulle
93174 BAGNOLET Cedex

Nous recherchons informaticiens très expérimentés pour la Suisse romande :
- consultant en informatique maîtrisant L4G UNIFACE, sur matériel DIGITAL pour support au développement, durée du mandat : 1 an ;
- administrateur SGBD DATACOM, durée du mandat : 4 mois ;
- administrateur SGBD DB2, engagement fixe.

Contacter :
M. Jean-François PAOLY
Tél. 19 41 21/20-11-41

CHERCHE EXPERT-COMPTABLE avec doctorat pour collaboration ouvrage financier.
Écrire avec réf./env. EC30 à PROMO J, 15, rue de Paris 92100 BOULOGNE

Bureau d'Études en problèmes sanitaires et sociaux, PARIS
STATISTICIEN
INFORMATICIEN
Formation MASS, DESS statistique (ou équivalent) + bonnes connaissances en gestion de système informatique.
Élaboration des programmes informatiques spécifiques aux études et participation aux enquêtes et analyses.
Gestion de l'équipement informatique (réseau Ethernet, stations next, micro-ordinateurs sous DOS).
Poste impliquant le sens du concret et des contacts.
Une première expérience d'environ 5 ans est nécessaire.
Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 35021 à OPEA
2, rue Marengo
75001 Paris qui transmettra

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS
recherche
COLLABORATEURS (H. ou F.)
Bon niveau de culture général pour poste à caractère commercial (pas de porte).
- Formation assurée.
- Rémunération très motivante comportant un minimum garanti.
- Évolution de carrière rapide pour candidat de valeur.
Tél. 47-54-99-18

Magazine de vulgarisation en électronique
recherche
pour sa rubrique réalisations,
TECHNICIEN
passionné de montages,
niveau requis :
BTS en électronique ou équivalent.
Envoyer CV et prétentions à PGV, à l'intention de M. Leichovitch,
2 à 12, rue de Bellevue,
75019 PARIS.

Paris, près Mº République
ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE PUBLIQUE
recherche pour ses cours élémentaires
2 ENSEIGNANTS
l'un d'anglais,
l'autre d'allemand
chacun pour deux heures hebdo. rémunérées.
Cand. par tél. aux hres de bur.
Mme DUBROEUCQ 46-78-01-00
ou M. BERNARD 40-65-27-50

ÉTABLISSEMENT RÉGION PARISIENNE
recherche
PROFESSEURS DE PHYSIQUE
Expérience souhaitée pour remplacement au collège et lycée dans les plus brefs délais. Prendre rendez-vous.
Tél. : 43-74-79-52
Mme EDOUARD

C.P.A.M. DES YVELINES
recherche
ANALYSTE DE CONCEPTION
DEUG, BTS, MIAGE
MONTIGNY/VERSAILLES
142 A 167 KF - Sel. PROFIL
Tél. 39-02-01-97 - Poste 4430

HORIZON CULTUREL
recherche
des collaborateurs de formation historique et artistique pour accompagner et guider ponctuellement ses circuits vers les pays d'Europe, Proche-Orient et bassin méditerranéen.
Envoyer CV :
34, rue du Hameau
75015 PARIS

Société d'Etudes et de Conseil
Recherche
pour renforcer ses équipes sectorielles
CHARGÉS D'ÉTUDES
Etudes universitaires ou Grandes Ecoles
+
1 ou 2 années d'expérience professionnelle.
Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous nº 8476,
Monde Publicité
15-17, rue du Colonel P.-Avia,
75902 Paris Cedex 15

CHERCHONS DE SUITE
1 CADRE ÉDUCATIF
pour INTERNAT CATHOLIQUE.
Logement de fonction.
Env. c.v. + photo + réf. à :
Collège de Juilly,
77230 Juilly.

S.A. recherche
DIPLOMÉS
GRANDES ÉCOLES
OU
PROFESSEURS
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Connaissant l'informatique pour la création d'un projet d'envergure européen.
48-29-52-52

FORMATEURS
Diplômé(e) en psycho-sociologie (maîtrise), vous avez l'expérience d'animation de groupes de formation en communication, et gestion du temps. Vous aimeriez intégrer progressivement notre équipe.
Envoyer candidature à :
SCIENCES HUMAINES
Formation — Elsa Nosard,
46, rue René-Boulanger,
75010 PARIS.

SERVICE DÉVELOPPEMENT et INGÉNIERIE
recherche
INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES
débutants
ou 1re exp. pour
LOGICIELS
temps réels embarqués, ADA
TESTS LOGICIELS
pour équipement satellites
DEVELOP. X25-ADA
DEVELOP. X25-PASCAL
Ecrivez-nous :
SD&I, Tour Gallieni 1,
78-80, av. du Gl-de-Gaulle,
93174 BAGNOLET CEDEX.

automobiles

ventes

moins de 5 CV

A vendre URGENT Ford Fiesta 4 CV modèle 83, 100 000 km. Très bon état général. 12 000 F à débattre. Tél. : 48-98-41-52

de 5 à 7 CV

A vendre
GOLF 75 S
Modèle 88 - Noire vernie
Toit ouvrant - Alarme.
1re main, 60 000 km.
Bon état général.
Prix : 39 000 F
Tél. après 19 h 30 au :
42-67-94-64
ou 42-28-08-03

boxes - parking

Société EDIRADIO
loue 14 emplacements de parking.
Cl, 24, rue Bayard, Paris-8e
Tél. : 40-70-40-51 pr rens.

FORMATION PROFESSIONNELLE

C'est la formation qu'il faut changer !
MASTERE
EN STRATÉGIE DU CHANGEMENT
(Titre protégé)
5 OPTIONS
Entreprise - Fonction publique - Travail social
Enseignement - Formation approfondie de formateurs de formateurs
12 sessions mensuelles de 5 jours et pratique sur terrain spécifique (U.V. 450 hres)
2e stage France (15 stagiaires) : 6 avril 1992
ISDR : Christine HANSEN, F, 60305 Apremont. Tél. : 44-25-13-49.

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

2e arrdt

PLACE GAILLON
superbe duplex 215 m², dern. ét., 3 chbres, récept.
GAUSSERAND, 45-51-24-70.

BOURSE (près). 2 PCES, cuisine, w.-c. 3e ét. s/rue. 980 000 F. 43-45-37-00.

3e arrdt

GRAND STUDIO
Refait immeuble 17e
Restauré - Prix : 750 000 F
Tél. : 45-04-24-50

4e arrdt

IIIe arrondissement, rue Filles-du-Calvaire, duplex 78 m², 5e étage, sans asc., calme, lumineux, grand séjour, espace rénové, cave, gardienne. 1 720 000 F. Tél. : 42-72-07-10.

RUE DE SÉVIGNÉ
2 PIÈCES, 59 m².
Cuisine, entrée, salle de bains, w.-c. 2e étage.
1 300 000 F. 48-04-85-86.

5e arrdt

BD ST GERMAIN 7e ét. asc.
Bel imm. pierre de T.
Beau studio tout confort
Vue dégag. sur Notre Dame
770 000 F - 45-66-43-43

LUXEMBOURG
Part vend superbe duplex 160 m², exc. etat, dernier étage, asc., calme, soleil, park. Tél. : 46-34-25-31 apr. 17 h.

PANTHEON 2 P.
cuisine équipée, ascenseur, dernier étage, balcon. Tél. : 43-36-17-36.

Vds St-Michel, studio 28 m², soleil, très bon état. 730 000 F. Tél. : matin et soir, 40-44-65-71.

PLACE ST-MICHEL
Imm. 17e. Vaste studio + mezzanine. Hauteur sous plafond. Poss. 2 P. rénové. 1 450 000 F - 45-04-24-30

R. BIÈVRE
3 PIÈCES sur rue. Poutres. Tout conft. 2 200 000 F. Tél. : 48-04-84-48.

PANTHÉON
7-8 P., divisibles (2 entrées). Gd stand., 4e asc. Clair, vue poss. mixte. 43-25-55-55.

6e arrdt

SÈVRES BABYLONE.
Face Bon Marché. Gd 3P. 2 S.-de-bns., 2 w.-c. indépend. Cheminées. 3 m ss plaf. 2 850 000 F - 45-66-01-00

CHERCHE-MIDI/CROIX-ROUGE
5 pces tt cft, 180 m², 5e ét., asc., serv., gd calme. 47-83-62-74

BD MONTPARNASSE
2e ét., asc. Très beau 3 pces rénové de le détail par architecte d'intérieur. Double expo + garage facultatif. 47-05-61-71

RUE DE SAVOIE
Très bel imm. XVIIe, gde hauteur ss/plafond, pied à terre de charme, en duplex, 50 m² environ. Foncière Odéon 43-29-85-06

Mº SAINT-SULPICE (près)
Gd 2 PCES. Soleil. Confort. Pptaire : 43-45-00-75.

7e arrdt

LATOUR MAUBOURG
Beau studio tout confort. Très bien aménagé. 2 fenêtres sur rue. Bel immeuble. 600 000 F - CASSIL - 45-66-43-43

SOLFÉRINO
Appt 220 m², 2 entrées, poss. prof. lib., 1er asc., appt 185 m². Vue Seine. GAUSSERAND, 45-51-24-70.

Mº VANEAU A SAISIR
Appartement 2 pièces 28 m² à rénover. 2e étage. Sur jolie cour claire. 690 000 F - 45-66-43-43

7e EXCEPTIONNEL
RUE CLER. Partie piétonne. LUXE. Studio calme. 3e étage. Prix 880 000 F 45-66-01-00

7e RUE DU BAC
Charmant 2 P. Tout confort. Cuis. équipée. Bel immeuble. Pierre de taille. Très clair. 1 890 000 F - 45-66-01-00

DUROC. Av. Daniel-Lesueur. Part. 2 pces, 60 m², 5e ét., asc. 2 100 000 F. Tél. : 45-45-01-42

RUE DE VERNEUIL
Calme et charme, salon, s.-à-manger, 3 chbres, 2 bains, poss. parking. Foncière Odéon 43-29-85-06

Assemblée nationale (près) Dble living, 1 chbre, tt cft. Caractère. 43-45-37-00.

8e arrdt

VILLIERS, 90 m²
4 pces, bel imm., 2e ét., asc., 2 380 000 F. T. : 43-20-32-71.

9e arrdt

9e LAMARTINE
Collaborateur journal vend 76 m², 4 pces, gde cuis., 1er ét., calme, clair. 1 450 000 F. Tél. : 48-04-79-41 apr. 18 h.

HOTEL DROUOT
Exceptionnel. 6e ét. ascens. STUDIO TOUT CONFORT Poutres. 339 000 F Crédit - 48-04-08-60

Mº ST-GEORGES. Place Gustave-Toudouze, près. Imm. ravalé, beau 2 pces, cuis., tt cft. 520 000 F. Tél. : 48-04-84-48.

10e arrdt

PRÈS PORTE ST-MARTIN
STUDIO, 25 m².
Excellent état. Cuisine, salle-de-bains, w.-c., 3e étage. 550 000 F
Tél. rens. : 60-83-47-63

PRES CANAL ST-MARTIN.
EXCEPTIONNEL STUDIO.
Tout confort. Refait neuf. 339 000 F. Crédit
Tél. : 48-04-08-60

GARE DU NORD
Exceptionnel. Pierre de T. 49 m². 2 pièces. Tout conft. 849 000. Créd. - 48-04-08-60

Mº COLONEL FABIEN
2 P. 40 m². Cuis. Entrée. Tout confort. 4e étage. 540 000 F - 48-04-35-35

Mº COLONEL-FABIEN
2 PIÈCES, 40 m². 4e étage, cuisine, tout confort. VUE DÉGAGÉE. 545 000 F. Tél. : 48-04-35-35.

11e arrdt

MÉTRO VOLTAIRE
Beau 2 pièces. Refait neuf. Cuis. équipée, w.-c., s.-de-bns. Clair. 478 000 F crédit. 43-70-04-64

Mº BASTILLE. 2 PIÈCES, cuis., s. d'eau, w.-c. A rénover. 570 000 F. 43-45-37-00.

12e arrdt

MÉTRO NATION
BD PICPUS. Imm. ravalé. Studio, cuis. avec coin repas, tout cft. 1er ét. 445 000 F. 48-04-35-35.

13e arrdt

TOUR VERDI
Beau studio, étage élevé. 15 000 F le m² + park. 43-35-52-82

14e arrdt

VILLA ELMER
MAINE-MONTPARNASSE
Résidence de standing
Grand calme
du studio au 7 pces
LIVRAISON 4e tr. 1992
Duplex, terrasse, parking
45-72-50-50
ELMER DWIGHT EDOUARD

VAVIN 6 p. 150 m²
Superbe immeuble, 5e ét., asc., 5 200 000 F.
Tél. : 43-20-32-71.

EXCEPTIONNEL
6 pces. Charme. Mº Denfert + chbre serv. A voir. 4 200 000. 43-35-52-82

ALÉSIA
Agréable 3 pièces tt cft. 2e, asc. 17 000 F le m². A SAISIR. 43-35-52-82

Mº PERNETY
Grand studio tt confort. 2e étage. A VOIR. 475 000 F. 43-35-52-82

Denfert, p. de t., 4 pces, 100 m²
Denfert, p. de t., 6 pces, 123 m²
Mouton-Duvernet, duplex 6 pces
Alésia, bel anc., 6 pces, serv.
Arago, 4 pces, 132 m², terr., box.
Montparn., 7 pces, 195 m², serv.
Pasteur, 5 pces, 140 m².
Tél. : 43-35-18-36.

15e arrdt

EXCEPT. MONTPARNASSE STUDETTE TT CFT
425 000. 8e ét. asc.
Bel imm. pierre de T. clair
Balconnet Plein Sud
CASSIL - 45-66-43-43

MÉTRO VOLONTAIRES
Bel appt. 2 P. cuis. S-de-bns
Parfait état. Clair
Vue dégagée.
950 000 F - 45-66-43-43

VAUGIRARD, 3/4 p. 78 m². 2e ét., asc., dble expo. 1 890 000 F. T. : 43-20-32-71.

Mº CAMBRONNE. 2 PIECES
Tout confort. Bel immeuble. Pierre de taille. Tapis escal. Calme. 880 000 F
Tél. : 45-66-01-00

Mº CONVENTION. Excellent investissement. Beau 3 P. S.-de-bns, dressing. Bon état. Imm. P.-de-T. et briques. 1 250 000 F - 45-66-01-00

16e arrdt

FOCH 130 m²
Pierre de taille, gd standing, belle récept., haut. s/pl. 4 m, bow window, 2 chbres, 2 bains. Prestations luxueuses, park.
AIT 45-03-33-85.

RARE Mº EXELMANS
BEAU 2 P. TT CONFORT
Gde S.-de-bains, w.-c. Clair. Calme. Gardien. Cave.
780 000 F - 45-66-01-00

AV. PAUL DOUMER
Propriétaire vend dernier étage, asc. Grand 2/3 pces. Refait - 45-04-23-15

17e arrdt

A saisir. Propriétaire vend 98 m², 4 pces + park. Bel imm. 1979. WAGRAM. Appt occupé bail 02-94. Loyer 9 000 F. T. : 42-67-28-45.

MAIRIE-17e
Exceptionnel. 4e étage ascenseur. STUDIO TOUT CONFORT 498 000. Créd. 48-04-08-60

18e arrdt

MONTMARTRE
APPT 2 PCES tt confort.
2e étage, imm. ancien
BON ÉTAT BIEN SITUÉ
cave, gardien, 530 000 F.
Tél. : 45-66-91-91

Rue Ordener
2 pièces. Prix : 475 000 F
Immo. Mercadet : 42-52-01-82

Rue Championnet
3 pièces. 53 m². 780 000 F
Immo. Mercadet : 42-52-01-82

Avenue St-Ouen
78 m². Prix : 1 300 000 F
Immo. Mercadet : 42-52-01-82

78-Yvelines

VERSAILLES, bd de la Reine
P. de t., 3 pces, balc., asc. park.
1 250 000 F. 42-62-77-77.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-SABLONS
3e étage, soleil. 160 m². Beau volume, grand salon + gde s. à manger + 4 ch., 3 s. de bns. Très bon plan.
48-22-03-80
43-59-68-04.

94 Val-de-Marne

ALFORTVILLE
Prox. gare SNCF, part. vend appart. duplex 150 m² (style 1930) dans quartier très calme. Prix 1 350 000 F
Tél. : 48-08-03-89

appartements achats

CAUSE MUTATION
recherche STUDIO
ou 2 PCES s/PARIS
PAIEMENT COMPT
M. LEMERCIER : 42-71-94-34

Recherche 2 à 4 p. PARIS, préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-35-43, même le soir.

CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, 8e
recherche de tte urgence beaux appts de standing, ptes et gdes surfaces. Evaluation grat. sur demande.
48-22-03-80
43-59-68-04

locations non meublées offres

Paris

Av. de Breteuil
125 m², 5 pces s/verdure charme, soleil.
45-51-99-60
45-67-88-55.

SÈVRES BABYLONE Appt 4 pces gd stand., cuis. équip., 2 s.-de-bns, balcons s/jardins. 17 000 mens. CASSIL : 45-66-43-43

ASSEMBLÉE NATIONALE
Beau 2 pces entrée, cuis., séj., 21 m², chbre, s.-de-bns, w.-c., cave. Parfait état. 6 000 F. CASSIL : 45-66-43-43

ETRANGER

Française résidant Moscou loue appart. 78 m² centre Moscou, 3 pces pour firme française/étrangère. Tél. : 335-02-11 Hélène.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS APPARTS DE HAUT DE GAMME PARIS, RÉSIDENTIEL
TÉL. : (1) 45-62-16-40

JH situation stable cherche un 2 pièces ou un studio à louer dans Paris. Maximum : 2 500/mois cc.
Téléphone à partir de 9 h au 42-61-05-54
(répondeur si absent).

MASTER GROUP
rech. apparts vides ou meublés du studio au 7 pces.
Pour CADRES, DIRIGEANTS de STÉS et BANQUES.
47, rue Vaneau, Paris 7e
42-22-24-66/42-22-98-70

EMBASSY SERVICE
recherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS
T. (1) 45-62-30-00

RESIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons LUXUEUX APPARTEMENTS.
QUARTIERS RÉSIDENTIELS et MAISONS OUEST-EST
TÉL. : (1) 45-27-12-19

locations meublées offres

Paris

Particulier loue
2 PCES, totalement meublé. (35 m²) Paris 19e, pour des périodes de courte durée (1 à 2 sem./mois), toute l'année. 42-55-39-13, le soir.

hôtels particuliers

SQUARE FOCH
Hôtel particulier luxe
670 m² + parkings
DROUOT
630 m² + parkings
refait neuf, divisibles
PONT DE NEUILLY
405 m² + parkings
GÉRARD SAFAR
40-68-75-00

maisons individuelles

CESSON 77
gare à 600 m
Mais. d'angle 7 pces, vue sur lac, jard. 350 m² aménagé, terrasses.
Aménag., déco, sécur. : NEUF
F 1 250 000
Tél. rens. : 60-63-47-63

140 km SUD PARIS
RÉGION CHARNY
Habitable. 3 PCES, cuis., bns, w.-c., grenier, dépend., garage, jardin. 299 000 F. Crédit 100 %. THYRAULT. Tél. : (16) 86-91-88-94.

PART. VEND MAISON 16e s. restaurée. 240 m² habit. Séjour, chambres, dépendances sur 3 000 m² arborés. 750 000 F. 15 min. A 71, prox. Volvic et Châtel-Guyon. Tél. en soirée : 73-33-65-11.

JOLIE MAISON
Près église d'Auteuil
RC + 2, 4 chbres, garage. Part.
8 200 000 F - 46-47-76-41

pavillons

140 KM SUD PARIS
Région Charny habitable
3 pces cuis., bns, w.-c., grenier dépend., garages, jardin.
Px 295 000 F crédit 100 %
THYRAULT
Tél. : (16) 86-91-88-54

PARTICULIER vend PAVILLON OZOIR-LA-FERRIÈRE (77) F-4. Cuisine aménagée, séjour, salle à manger, 2 chamb., W.-C., salle de bains. CHEMINÉE, GARAGE, JARDIN
Prix : 720 000 F.
Tél. : 60-02-82-46.

maisons de campagne

Nord des Htes-Pyr., sur 2 880 m² arboré, maison RDC. Salon, séj., chem., cuis., 3 ch., s. de bns, 2 w.-c. + studio, cuis., douche, w.-c. C.C. toit neuves dép., puits. 750 000 F. Tél. rens. : 62-31-97-65.

RAMBOUILLET 280 m²
Maison ancienne rénovée en 1990. Jardin 700 m² clos de murs, forêt à 300 m, gare 2,5 km Paris-Montparnasse 30 mn. Prix : 1 700 000 F. Tél. : 42-94-27-23.

fermettes

1 H 30 SUD PARIS
Région St-Fargeau
Fermette 4 pces + cuis. bns, w.-c., grenier s/4 500 m²
Px 350 000 F crédit 100 %
THYRAULT
Tél. : (16) 86-74-08-12

A 1 H 30 SUD PARIS
RÉGION SAINT-FARGEAU
Fermette 5 PCES, cuis., bns, w.-c., grenier. 4 000 m². 350 000 F. THYRAULT.
Tél. : (16) 86-74-08-12.

immobilier information

Organisez-vous dès maintenant pour profiter des prix de l'immobilier en Province et
ÉCONOMISER 120 000 F* D'IMPOT
sur 4 ans.
*couple marié.
Direct constructeur sans intermédiaire.
Garantie locative 3 ans.
Ex : à Nîmes, 4 P. duplex
101 m² - 640 550 F
Revenu locatif garanti net = 3 325 F
GROUPE BAMA
Constructeur
Tour Montparnasse
45-38-66-81

immeubles

CACHAN CENTRE
à 600 m du RER
ÉTAT NEUF (imm. 1989).
Au 1er étage avec ascens.
290 m² + 4 park. sous-sol
2 900 000 F + DROITS.

MELUN SENART
Face gare SNCF-RER (77)
Imm. neuf d'env. 3 000 m²
Divisibles et disponibles
Env. 1 200 m² + 25 park.
11 750 000 F + TVA
Tél. rens. : 60-63-47-63.

VOUS DÉSIREZ VENDRE
1 immeuble, 1 appartement ou 1 boutique. Adressez-vous à un spécialiste.
Immo Mercadet : 42-52-01-82

L'AGENDA

Artisans

SABRINA ENTREPRISE
Tous travaux de rénovation, devis gratuit, sérieuses références, spécialisée en aménagement de combles et très gros travaux de maçonnerie.
Tél. : 49-83-89-21.
Fax : 48-81-75-43.

Cours

Donne COURS PHILO
Prépa HEC
Tél. : 48-33-53-02 - 250 F/H.

Licencié ès lettres prépare au bac de français
Tél. : 43-46-75-08.

Association organise cours ALL., ANGL. Petit groupe. 43-42-15-86.

Canapé

L'ENTREPOT DU CANAPÉ
150 canapés exposés sur 2 niveaux
les 31 janvier et 1er février 1992.
VENTE EXCEPTIONNELLE DE CANAPÉS
et fauteuils en cuir et tissus. Par exemple canapé 3 places, tissu jacquard, coussins plume 5 900 F au lieu de 9 310 F ; un canapé 3 places cuir buffle 11 900 F au lieu de 17 390 F... Venez vite pour avoir le choix, tous les modèles sont disponibles.
L'ENTREPOT DU CANAPÉ
26, rue des Sept-Arpents,
Le Pré-Saint-Gervais :
métro : Hoche.
Ouvert de 10 h à 19 h.
Tél. : 48-44-83-81.

Restaurants

SPÉCIALITÉS TURQUES
RESTAURANT MARMARA
3, rue des Petites-Écuries,
Paris 10e. Tél. : 47-70-33-16
Métro Château-d'Eau
Le meilleur accueil vous sera réservé.

Vacances

Tourisme

Loisirs

ISOLA 2000
(1 h 30 aéroport Nice), loue week-end ou semaine hiver, été, appartement 6 personnes tout cft.
Tél. : 93-07-50-62.

Initiation au jeu
d'ÉCHECS
Richard FRIBOULET
Tél. : 48-77-31-50.

SAVOIE OLYMPIQUE. Champagny-La Plagne. Ski alpin + fond. APPTS à louer. Sud, tt conft. 100 m télécab. et comm. 43-25-56-78, soir.

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

Ventes

MALAKOFF (92)
Proche porte de CHATILLON
A VENDRE
BUREAUX ET LOCAUX PROFESSIONNELS NEUFS
plateaux de 80 à 130 m² divisibles, accessibles par ascenseur direct et privé, parkings en sous-sol et jardin central.
Livraison début juin 92
42-88-80-60
FONCIÈRE ET FINANCIÈRE MUSSET

Locations

FRONT DE SEINE
BEAUGRENELLE (15e)
BUREAUX ÉQUIPÉS
DOMICILIATIONS
TARIFS EXCEPTIONNELS
Surfaces 8 m² à 20 m²
- Tous services
- Salles de réunion
STARTUP 45-78-65-28.

SIÈGE SOCIAL
Burx équipés ts services.
Démarches R.C.-R.M.
SODEC SERVICES
CHPS-ÉLYSÉES 47-23-56-47
NATION 43-41-81-81

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
43-55-17-50

RER ST-MAUR 94
Imm. réc. de bur., 750 m² env., libre R. + 6 + parking. 8 500 000 F. T. 43-45-00-75.

boutiques

Ventes

ILE SAINT-LOUIS 230 m² r.d.c. + caves voûtées, idéal restaurant. 43-45-37-00.

locaux commerciaux

Ventes

DISPO : A MONTPELLIER (près Z.I.) : local 220 m², bur. + atelier + P.C. 450 m² + park. + 8 L tél. Conv. à sté pour implant. Sud. Sit. except. Tél. : 67-27-94-14.

VD MONTPELLIER : bâtiment usage part. ou prof. 220 m². Rdc + 200 m², ét. + P.C., 450 m² COS 1,5 s/terr. 5 800 m². Sit. except. Tél. : 67-27-94-14.

fonds de commerce

Ventes

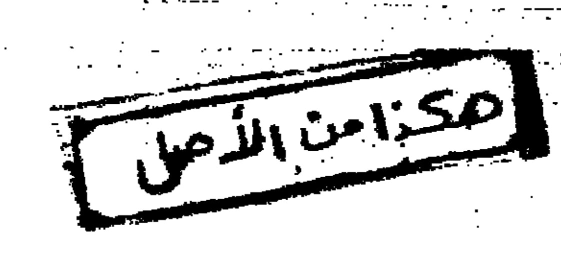
LIBRAIRIE SPÉCIALISÉE
Ville moyenne Sud de la France, centre piétons.
Tél. : 90-56-65-54.

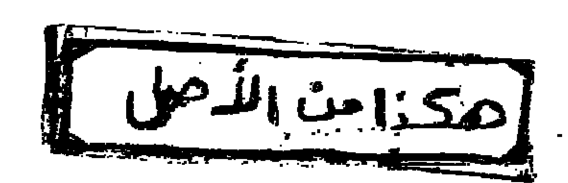
Bd de l'Hôpital
Beau studio photographe
Cession de bail : 500 000 F
Immo. Mercadet : 42-52-01-82

ALDI MARCHÉ
UN DES LEADERS EUROPÉENS EN MATIÈRE DE SUPERMARCHÉS DISCOUNT
RECHERCHE
(dans le cadre de son développement)
SURFACES COMMERCIALES
ACHAT ou LOCATION
- BATIMENTS existants : 1 000 m², plain-pied + 100 place de parking.
- TERRAINS (environ 4 000 m²) : constructibles, accessibles axes majeurs, zone urbaines et péri-urbaines.

Les propositions devront être situées au NORD d'un axe CHERBOURG-DIJON et correspondre aux critères de surfaces annoncés.

Ecrire à :
IMMALDI,
Direction immobilière
320, rue du Champ-de-Tir, 59553 CUINCY.
ALDI MARCHÉ





LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS		
7e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 80 m^2, rez-de-ch.	1-3, place du Palais-Bourbon **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	9 480 + 450 7 095
6 PIÈCES 180 m^2, 2e étage	91, avenue de la Bourdonnais **SAGGEL – 47-42-44-44** Frais de commission	29 000 + 2 653 20 880
11e ARRONDISSEMENT		
STUDIO NEUF 33 m^2, 2e étage cave, parking	6, cité de Phalsbourg **GCI – 40-16-28-70**	3 600 + 335
2 PIÈCES NEUF 46 m^2, 2e étage box, cave.	6, cité de Phalsbourg **GCI – 40-16-28-70**	5 200 + 470
3 PIÈCES NEUF 71 m^2, 2e étage box, cave.	6, cité de Phalsbourg **GCI – 40-16-28-70**	7 000 + 705
15e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 80 m^2, 1er étage parking	17-19, rue Bausset **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	7 110 +1 520 5 389
DOUBLE SÉJOUR 35 m^2 cave, parking	45, rue d'Alleray **AGF – 44-86-45-45**	3 553 + 650
16e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 109 m^2, 7e étage possib. parking	11-13, rue Gros **SAGGEL – 47-42-44-44** Frais de commission	11 250 + 1 582 8 100
17e ARRONDISSEMENT		
6 PIÈCES 187 m^2, 3e étage	113, avenue de Villiers **LOC INTER – 47-45-14-65** Frais de commission	23 444 + 1 500 17 150
6 PIÈCES 155 m^2, rez-de-ch.	7, rue Puvis-de-Chavannes **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	13 827 + 2 200 10 225
18e ARRONDISSEMENT		
STUDIO 32 m^2, 3e étage parking, cave	110, rue Marcadet **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	3 320 + 668 2 263
19e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 64 m^2, 3e étage cave, parking	74-84, rue Petit **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	6 010 + 1 168 4 277
5 PIÈCES 103 m^2, 8e étage cave, parking	2-10, rue de Joinville **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	8 960 + 1 500 6 376
20e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 53 m^2, 3e étage cave	10, rue Ernest-Lefevre **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	4 932 + 530 3 509
78 - YVELINES		
2 PIÈCES 49 m^2, 2e étage cave parking	**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE** 42, rue des Ursulines **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	4 221 + 580 3 004
3 PIÈCES 64 m^2, rez-de-ch. cave parking	**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE** 40, rue des Ursulines **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	4 768 + 610 3 393
92 - HAUTS-DE-SEINE		
4-5 PIÈCES IMMEUBLE NEUF 103 m^2, 5e étage	**CHAVILLE** 3-5, Fontaine Henri-IV **SAGGEL – 46-08-80-36** Frais de commission	8 000 + 1 230 5 760
5-6 PIÈCES IMMEUBLE NEUF 118 m^2, 3e étage	**CHAVILLE** 3-5, Fontaine Henri-IV **SAGGEL – 46-08-80-36** Frais de commission	8 500 + 1 386 6 120
3 PIÈCES 74 m^2, 11e étage parking	**COURBEVOIE** 44, rue de l'Alma **SAGGEL – 47-78-15-85** Frais de commission	5 000 + 1 372 3 600
5 PIÈCES 107 m^2, 3e étage possib. parking	**COURBEVOIE** 82, galerie des Damiers **SAGGEL – 47-78-15-85** Frais de commission	5 522 + 1 792 3 976
3 PIÈCES 70 m^2, 11e étage parking	**COURBEVOIE** 9, rue Victor-Hugo **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	5 431 + 505 4 474
3 PIÈCES 72 m^2, 1er étage parking	**COURBEVOIE** 31, rue Pierre-Lhomme **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	6 400 + 504 5 200
4 PIÈCES 90 m^2, 1er étage box	**COURBEVOIE** 35, rue Pierre-Lhomme **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	8 300 + 630 6 625
5 PIÈCES 105 m^2, 1er étage double box	**COURBEVOIE** 33, rue Pierre-Lhomme **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	8 700 + 730 6 925
4 PIÈCES 83 m^2, 1er étage parking	**GARCHES** 21, rue Jean-Mermoz **GFC – 49-01-02-88** poste 319	5 500 + 1 543
3 PIÈCES 75 m^2, rez-de-ch. terrasse parking	**GARCHES** 6-8, rue du Regard **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	5 475 + 600 4 212
4 PIÈCES 121 m^2, 5e étage	**NEUILLY-SUR-SEINE** 98, rue de Longchamp **AGIFRANCE – 49-03-43-04** Frais de commission	12 500 + 1 813 8 895
5 PIÈCES 144 m^2, 2e étage	**NEUILLY-SUR-SEINE** 14, rue Chauveau **AGIFRANCE – 49-03-43-04** Frais de commission	17 500 + 1 841 12 453
2 PIÈCES 46 m^2, 1er étage parking	**PUTEAUX** 15, rue Gutenberg **SAGGEL – 47-78-15-85** Frais de commission	3 600 + 737 2 592
4 PIÈCES 87 m^2, 8e étage cave parking	**PUTEAUX** 16, avenue Georges-Pompidou **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	6 064 + 600 4 315
2 PIÈCES 52 m^2, 3e étage cave parking	**SAINT-CLOUD** 2, square Sainte-Clotilde **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	4 800 + 440 3 416
94 – VAL-DE-MARNE		
3 PIÈCES 85 m^2, 8e étage balcon parking	**CRÉTEIL** 10-12, allée de la Toison-d'Or **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	4 200 + 1 400 3 294
4 PIÈCES 87 m^2, 2e étage	**NOGENT** 68, rue François-Rolland **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	8 080 + 870 6 461
1 PIÈCE 41 m^2, 6e étage terrasse parking	**SAINT-MANDÉ** 2, avenue Joffre **LOC INTER – 47-45-16-09** Frais de commission	4 167 + 536 3 294
2-3 PIÈCES 65 m^2, 1er étage balcon parking	**SAINT-MANDÉ** 4, avenue Joffre **LOC INTER – 47-45-16-09** Frais de commission	6 124 + 731 4 698
4 PIÈCES 89 m^2, 1er étage cave parking	**SURESNES** 16, avenue S.-de-Rothschild **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	6 730 + 1 310 4 789
2 PIÈCES 55 m^2, 4e étage cave parking	**VINCENNES** 4, allée Félix-Nadar **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	6 200 + 550 4 412
3 PIÈCES 79 m^2, 1er étage cave parking	**VINCENNES** 5, allée Jacques-Daguerre **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	6 870 + 800 4 889
4 PIÈCES 83 m^2, 2e étage balcon 2 parkings	**VINCENNES** 84, rue Defrance **LOC INTER – 47-45-15-84** Frais de commission	6 777 + 800 5 166
95 – VAL-D'OISE		
4 PIÈCES 82 m^2, 1er étage parking	**ENGHIEN-LES-BAINS** 101, rue du Général-de-Gaulle **SAGGEL – 47-78-15-85** Frais de commission	6 071 + 991 4 371

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE















VIE DES ENTREPRISES

Pour 4,3 milliards de francs

Saint-Louis réussit son OPE sur Arjomari-Prioux

La récente entrée de Saint-Louis dans Perrier avait fini par le faire oublier : le groupe agroalimentaire présidé par M. Bernard Dumon est un grand... du papier. Et est bien décidé à le rester. Le 21 novembre 1991, il lançait une offre publique d'échange amicale de 4,3 milliards de francs pour porter de 41,4 % à 100 % sa participation dans le holding Arjomari-Prioux, holding propriétaire de 39 % des actions du premier groupe papetier communautaire, Arjo-Wiggings-Appleton (AWA). Mardi 28 janvier, M. Dumon pouvait se déclarer *« très heureux du succès de cette opération »*. Saint-Louis se retrouvant désormais détenteur de 97 % d'Arjomari-Prioux.

M. Dumon a donc atteint les deux objectifs qu'il s'était fixés : clarifier et simplifier les structures de son groupe ; jouer *« pleinement son rôle d'opérateur industriel »* dans AWA, dont il était indirectement le premier actionnaire. Depuis le rapprochement des activités industrielles du groupe britannique Wiggins-Teape-Appleton et celles d'Arjomari-Prioux en novembre 1990, cette dernière n'est plus qu'une simple société holding. Après le succès de l'OPE, elle devrait quitter le marché mensuel de la Bourse de Paris pour rejoindre le hors-cote, avant, probablement, de disparaître purement et simplement. Parallèlement, AWA – qui n'est aujourd'hui cotée qu'à Londres – pourrait faire son entrée sur le marché parisien.

S'il se défend de vouloir accroître sa participation dans AWA pour ne pas rompre le délicat équilibre franco-britannique, M. Dumon s'y fait également plus présent. AWA, dont les bénéfices l'an dernier ont été à peine affectés par une désastreuse conjoncture, est l'une des plus belles affaires papetières en Europe, spécialisées dans les produits à haute valeur ajoutée pour la publicité et l'édition de luxe. En Allemagne, elle a pris le contrôle de Buhl, qui lui a permis de renforcer encore sa puissance dans le papier décoratif. Elle s'intéresse aujourd'hui à Hannover Papier. En Espagne, elle vient de prendre le contrôle du distributeur Kanguros, renforçant ainsi un réseau de vente particulièrement performant. Seule ombre à ce tableau, AWA n'a pas réussi à vendre les 43 % du capital de Soporcel, un fabricant portugais de pâte à papier, dont elle souhaitait se débarrasser. Sans que ce contretemps remette en cause la forme olympique du groupe. AWA n'est-il pas le fournisseur officiel de papier des Jeux d'Albertville ?

P.-A. G.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RACHAT

□ **La Lainière franco-belge reprend Hervillier.** – La société Lainière franco-belge va reprendre Hervillier (fil à tricoter) à son propriétaire Texinvestissement, qui détient 90,4 % du capital. A la suite de ce rachat, une procédure de garantie de cours a été mise en place pour que les actionnaires minoritaires puissent vendre leurs titres, au prix unitaire de 40 F, du 30 janvier au 19 février. Après la vente, en juin dernier, d'Anny Blatt, sa principale activité, Hervillier n'est plus en fait qu'une coquille vide, à l'exception de sa trésorerie.

CRISES

□ **Hitachi ferme une usine américaine.** – Le groupe japonais Hitachi va fermer d'ici à la fin de l'année sa seule usine américaine de matériel électronique grand public (téléviseurs et magnétoscopes) et transférer ses chaînes de production au Mexique et en Malaisie. Cette usine installée en Californie depuis 1982 et gérée par Hitachi Home Electronics (America) Inc., produit 70 000 téléviseurs et magnétoscopes par an et emploie environ 150 personnes. En Europe, ce type de produits est fabriqué depuis une dizaine d'années par Hitachi dans des usines installées en Grande-Bretagne et en Allemagne, qu'il n'a pas l'intention de fermer.

OPA

□ **Hanson renonce provisoirement à lancer une OPA sur ICI.** – Lord Hanson, président du conglomérat Hanson, renonce pour l'instant à lancer une OPA (offre publique d'achat) sur le groupe ICI, quatrième chimiste mondial. Il l'a dit haut et fort au cours de la grand-messe à laquelle sont conviés les actionnaires chaque année. *« Ce sont des spéculations de journalistes »*, a insisté Lord Hanson, tout en faisant valoir que son groupe pourrait user de ce droit si des changements importants survenaient dans la situation d'ICI. Ses porte-parole ont par la suite indiqué que même une forte baisse des résultats de la firme de Millbank, publiables le 27 février prochain, ne constituerait pas un changement fondamental.

RÉSULTATS

□ **Bouygues : chiffre d'affaires en hausse de 9 % en 1991.** – Réuni le 28 janvier sous la présidence de M. Martin Bouygues, le conseil d'administration du groupe français de bâtiment et travaux publics a examiné l'activité et les premiers comptes pour 1991, à savoir un chiffre d'affaires estimé de 62 milliards de francs (+ 9 % par rapport à 1990). Le bénéfice net (part du groupe) hors provision éventuelle pour le tunnel sous la Manche devrait être de 660 millions (+ 5 %). Pour 1992, le chiffre d'affaires prévisionnel ne devrait pas être différent de celui de 1991.

□ **Union Carbide : 28 millions de dollars de déficit en 1991.** – A cause d'un très mauvais quatrième trimestre (63 millions de dollars de pertes), le groupe chimique américain Union Carbide a terminé l'exercice 1991 sur une perte de 28 millions de dollars contre un bénéfice net de 308 millions de dollars pour 1990. Union Carbide, il est vrai, n'a pas eu de chance dans la mesure où la firme a dû constituer une provision exceptionnelle de 189 millions de dollars. Le chiffre d'affaires d'Union Carbide pour l'exercice écoulé a baissé de 7 % à 4,87 milliards contre 5,23 milliards en 1990. Depuis la terrible affaire de Bhopâl (décembre 1984) et ses répercussions financières, Union Carbide, d'indemnités en ventes de secteurs d'activité, n'est plus que l'ombre d'elle-même puisqu'en 1983 son chiffre d'affaires dépassait 9 milliards de dollars. Son président, M. Robert Kennedy, a expliqué la perte du groupe pour 1991 par une érosion générale des marges bénéficiaires dans le secteur chimique, qui reflète, selon lui, *« un marché de plus en plus concurrentiel »*.

CRÉDIT

□ **Laura Ashley : crédit de 50 millions de livres.** – Laura Ashley Holdings, le groupe britannique de confection et décoration intérieure, a annoncé lundi 27 janvier la signature d'une nouvelle ligne de crédit de 50 millions de livres (500 millions de francs) sur cinq ans, avec un syndicat bancaire dirigé par la banque Citicorp et qui comprend notamment la Bank of Tokyo, la Den Danske Bank, Midland Bank, Dai-Ichi Kangyo Bank, Banca Popolare di Novara et Bank Mees and Hope. Ces nouvelles facilités bancaires remplacent un crédit sur trois ans octroyé en novembre 1990. Laura Ashley a reçu l'an passé une injection de 30 millions de livres d'argent frais du groupe japonais Aeon, qui a pris une participation de 15 % dans son capital.

SOCIAL

□ **Bordeau-Chesnel : grève à l'usine Luissier du Mans.** – L'usine de production Luissier Bordeau-Chesnel (charcuterie) de Champagné, près du Mans (Sarthe) est occupée depuis le 24 janvier par le personnel gréviste, à l'appel des syndicats CGT et CFDT qui réclament des revalorisations salariales. Alors que le tribunal des référés du Mans avait ordonné l'évacuation de l'établissement, qui compte 236 salariés, la poursuite du mouvement a été votée mardi. Le conflit a débuté par des débrayages, après l'échec de négociations avec la direction, qui refuse les 5 % d'augmentation de salaires demandés par les syndicats et propose 2,8 %.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 28 janvier ↑

L'avance se poursuit

Jamais deux sans trois. Réamorcé à la veille du week-end, accéléré en début de semaine, le mouvement de reprise s'est poursuivi mardi 28 janvier à la Bourse de Paris. La tendance avait pourtant paru très hésitante à l'ouverture, avec un soupçon d'effritement (– 0,08 %). Mais elle n'allait pas tarder à se raffermir, plus lentement d'abord, plus rapidement ensuite. A la clôture, l'indice CAC 40 avait pris une avance de 1,14 %.

Le marché n'en donne pas moins des signes d'essoufflement. Si rue Vivienne, comme sur les autres places européennes, l'optimisme continue de régner, la prudence devient la règle. Avant de s'engager plus avant, les investisseurs préfèrent y voir auparavant un peu plus clair. Beaucoup attendent donc de prendre connaissance du plan destiné à relancer l'économie américaine, dont le président George Bush devait donner la teneur dans son discours sur l'état de l'Union, prononcé dans la soirée à Washington. S'agirait-il de mesures musclées capables de donner l'impulsion nécessaire pour faire reprendre la croissance, ou seulement de mesures spectaculaires pour flatter l'électorat mais n'exigeant aucun ou peu de sacrifices pour un budget déjà lourdement déficitaire et surtout peu dangereuses pour l'inflation ?

NEW-YORK, 28 janvier ↑

Nouveau record

Troisième journée de hausse mardi 28 janvier à Wall Street, mais cette fois avec un nouveau record d'altitude à la clé. L'ouverture n'avait pourtant pas été très prometteuse. Mais rapidement le marché effaçait les traces de sa glissade initiale pour reprendre son ascension. Un bref instant, on put croire qu'il allait franchir la barre des 3 300 points. Finalement, après avoir atteint la cote 3 298,30, l'indice Dow Jones s'établissait au niveau 3 272,14, le plus élevé de tous les temps, avec un gain de 31,53 points (+ 0,97 %). Depuis le début de la reprise le 26 décembre 1991, le marché américain en est à son douzième record. Un record aussi dans le temps.

Le bilan de la séance n'a toutefois pas été à la hauteur du résultat final, puisque sur 2 193 valeurs traitées, 877 seulement ont monté, alors que 808 baissaient et que 508 ne variaient pas.

Autour du « Big Board », les investisseurs attendaient avec impatience le discours sur l'état de l'Union, que le président Bush devait prononcer dans la soirée. Mais la Bourse new-yorkaise ferma ses portes avant qu'il ne puisse satisfaire leur curiosité. Quelle sera leur réaction à la lumière du programme de relance présenté par le chef de l'exécutif américain ? Nul n'est encore en mesure de le dire. Mais une certaine déception perçait du côté des analystes. L'activité a augmenté et 217,07 millions de titres ont changé de mains, contre 190,43 millions la veille.

VALEURS	Cours du 27 janv.	Cours du 28 janv.
Alcoa	67	67 3/8
ATT	38	37 7/8
Boeing	54 3/8	53 5/8
Chase Manhattan Bank	21 1/4	21 3/8
Du Pont de Nemours	48	48 3/4
Eastman Kodak	49 1/8	48 1/2
Exxon	60 1/2	60 3/8
Ford	32 3/4	32 7/8
General Electric	78 1/4	78 1/8
General Motors	34 1/8	34 3/8
Goodyear	59 3/8	58 7/8
IBM	93 3/4	93 1/4
ITT	58 5/8	58 3/8
Mobil Oil	67 3/8	67 3/8
Pfizer	75 1/8	72 7/8
Schlumberger	61 3/4	61 7/8
Texaco	61 3/8	62 3/8
UAL Corp. ex-Allegis	145	142
Union Carbide	24	23 3/4
United Tech.	50 7/8	50 7/8
Westinghouse	18 1/8	18 1/4
Xerox Corp.	69 1/4	68 5/8

LONDRES, 28 janvier ↑

Poursuite de la hausse

Pour la deuxième séance consécutive, les valeurs ont nettement progressé, mardi 29 janvier, au Stock Exchange. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 12,1 points, soit 0,5 %, à 2 552. Le volume des échanges s'est élevé à 547,3 millions de titres contre 428,7 millions la veille.

La tendance a été stimulée par un regain de spéculations sur une baisse des taux d'intérêt britanniques avant les élections générales et les gains des autres places boursières. La hausse du marché a cependant été limitée par un rapport pessimiste de la Confédération de l'industrie britannique (CBI) révélant une accélération de la crise de confiance des patrons.

TOKYO, 29 janvier ↓

Irrégulier

Encore une fois, la hausse n'aura pas tenu plus de vingt-quatre heures au Kabuto-cho. Mercredi 29 janvier, la tendance est redevenue très irrégulière. Finalement, l'indice Nikkei s'établissait à la cote 21 362,26, en légère baisse de 28,26 points (– 0,13 %) sur son niveau de la veille.

« Des investisseurs ont été déçus par le programme de relance présenté par le président Bush dans son discours sur l'état de l'Union, assurait un courtier de Baring Securities. *Nous avons de ce fait constaté quelques ventes d'arbitrage. »* Bien qu'en légère augmentation, l'activité est restée très faible avec 180 millions de titres échangés contre 160 millions la veille. Les séances à 1,5 milliard de titres échangés sont bien loin.

VALEURS	Cours du 28 janv.	Cours du 29 janv.
Akai	685	694
Bridgestone	1 090	1 100
Canon	1 430	1 420
Fuji Bank	2 130	2 170
Honda Motors	1 500	1 500
Matsushita Electric	1 430	1 440
Mitsubishi Heavy	632	634
Sony Corp.	4 250	4 280
Toyota Motors	1 460	1 430

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	3889	3885
Arnault Associés	275	....
B.A.C.	64	....
Bque Vernes	790	....
Boiron (Ly)	362	362
Boisset (Lyon)	250	....
C.A.L.-de-Fr. (C.C.I.)	774	770
Calberson	385	....
Cardif	770	....
C.E.G.E.P.	198 40	....
C.F.P.I.	270	....
C.N.I.M.	950	965
Conforama	1030	....
Creeks	172 50	....
Dauphin	372	....
Delmas	1150	....
Demachy Worms Cie	340	....
Devanlay	870	853
Deville	205	....
Dolisos	135	....
Editions Belfond	205	....
Europ. Propulsion	280	285
Finacor	115 10	....
GFF (group.fon.f.)	124	124
Grand Livre	333	....
Gravograph	207	....
Groupe Origny	930	930
Guintoli	800	799
Idianova	99	....
Immob. Hôtelière	900	....
Internt. Computer	159	....
I.P.B.M.	65	....
Loca investis.	210	....
Locamic	82 50	....
Matra Comm.	77	80
Molex	171	....
Publ.Filipacchi	385	...
Razel	425	....
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	283 50	....
S.H.M.	156	158 50
Select Invest (Ly)	97 50	....
Serbo	299	....
S.M.T. Goupil	130	....
Sopra	284	...
TF1	345	345
Thermador H. (Ly)	301	....
Unilog	213 50	....
Viel et Cie	97 50	...
Y. St-Laurent Groupe	815	805

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 28 janvier 1992
Nombre de contrats estimés : 115 790

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Dernier	108,98	110,14	110,18
Précédent	108,56	109,74	109,76

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 92	Juin 92	Mars 92	Juin 92
110	0,17	1,15	0,04	0,16

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 15 565

COURS	Janvier	Février	Mars
Dernier	1 889,50	1 905,50	1 919
Précédent	1 871	1 887	1 889

CHANGES

Dollar : 5,41 F ↓

Pas de reprise du dollar, mercredi 29 janvier, comme l'espéraient les opérateurs, suite au discours de George Bush dans lequel aucun plan solide pour stimuler l'économie américaine n'apparaissait. A Paris, le billet vert a ouvert en baisse à 5,41 F contre 5,4815 F à la cotation officielle de la veille.

FRANCFORT	28 janv.	29 janv.
Dollar (en DM)	1,6018	1,5905
TOKYO	**28 janv.**	**29 janv.**
Dollar (en yens)	125,37	125,17

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (29 janvier) ...... 9 11/16-9 13/16 %

New-York (28 janvier) ...... 4 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

	27 janv.	28 janv.
Valeurs françaises	106,8	
Valeurs étrangères	106,9	
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	503,90	503,90
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 869,20	1 890,60

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	27 janv.	28 janv.
Industrielles	3 240,61	3 272,14

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	27 janv.	28 janv.
100 valeurs	2 539,90	2 552
30 valeurs	1 966,40	1 973,80
Mines d'or	152,80	153,30
Fonds d'État	87,74	87,84

FRANCFORT

	27 janv.	28 janv.
Dax	1 683,58	1 683,08

TOKYO

	28 janv.	29 janv.
Nikkei Dow Jones	21 391	21 362
Indice général	1 583	1 585

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

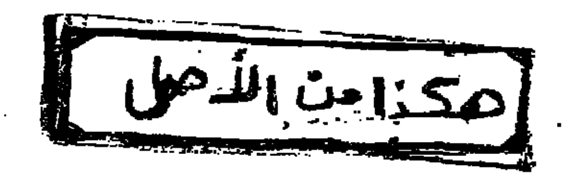
	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,4165	5,4185	5,4935	5,4985
Yen (100)	4,3245	4,3295	4,3742	4,3822
Ecu	6,9547	6,9628	6,9464	6,9595
Deutschemark	3,4075	3,4100	3,4094	3,4145
Franc suisse	3,8256	3,8298	3,8471	3,8545
Lire italienne (1000)	4,5318	4,5374	4,5100	4,5189
Livre sterling	9,7594	9,7685	9,7453	9,7609
Peseta (100)	5,3980	5,4028	5,3604	5,3707

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	4	4 1/8	4	4 1/8	4 1/16	4 3/16
Yen (100)	5 5/16	5 7/16	5 1/16	5 3/16	4 13/16	4 15/16
Ecu	10 5/16	10 7/16	10 1/4	10 3/8	10 1/8	10 1/4
Deutschemark	9 9/16	9 11/16	9 1/2	9 5/8	9 3/8	9 1/2
Franc suisse	7 7/16	7 9/16	7 3/8	7 1/2	7 5/16	7 7/16
Lire italienne (1000)	11 15/16	12 3/16	11 11/16	11 15/16	11 5/8	11 7/8
Livre sterling	10 5/8	10 3/4	10 1/2	10 5/8	10 1/4	10 3/8
Peseta (100)	12 1/2	12 3/4	12 3/8	12 5/8	12 5/16	12 9/16
Franc français	9 13/16	9 15/16	9 13/16	9 15/16	9 11/16	9 13/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.





MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 JANVIER

Cours relevés à 10 h 19

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
4280	C.N.E 3%	4290	4280	4280	- 0 23
878	B.N.P. T.P.	888	880	880	- 0 90
830	Cr.Lyon. T.P.	840	830	830	- 1 19
1220	Renault T.P.	1248	1235	1235	- 1 04
1470	Rhone Poul. T.P.	1480	1480	1480	....
1075	Saint Gobain T.P.	1075	....	....	....
895	Thomson T.P.	940	....	....	....
720	ACCOR	730	736	736	+ 0 82
685	Air Liquide	699	700	700	+ 0 14
580	Alcatel-Alsthom	598	599	599	+ 0 17
1520	Als.Superm.	1540	1535	1535	- 0 32
325	A.L.S.P.I.	346	345	345	....
1890	Arjom. Prioux	1890	....	....	....
485	AGF Sté Centrale	493	493	493	....
910	Aux. Entrepr.	920	....	....	....
160	Avenir H. Média	170	170	170	....
870	Axa (ex Cie Midi)	932	932	932	....
116	Bafip	139 50	153	153	+ 9 68
97	Bail-Equipem.	102 30	....	....	....
755	Bail Investiss.	770	756	756	- 1 82
510	Bancaire	520	525	526	+ 1 15
700	Bazar H.-V.	687	684	684	- 0 44
615	Beghin-Say	620	619	619	- 0 16
1060	Berger (M)	1065	....	....	....
335	Bertrand Faure	335	....	....	....
630	Bic	627	627	627	....
995	B.I.P.	1030	....	....	....
320	BIS	307	307	307	....
330	B N P (CI)	337 20	340	340	+ 0 83
785	Bollore Tech.	775	785	785	+ 1 29
2830	Bongrain	2760	2750	2750	- 0 36
775	Bon-Marché	770	775	779	+ 1 17
550	Bouygues	592	586	587	- 0 84
121	BP France	129 30	128 90	128 90	- 0 31
1050	B S N	1075	1077	1076	+ 0 09
1030	Canal Plus	1056	1060	1064	+ 0 76
280	Cap Gem.S.	282	280	279 60	- 0 85
2320	Carrefour	2400	2408	2400	....
143	Casino	147 60	149	148 60	+ 0 68
85	Casino ADP	91	91	91	....
1890	Castorama D.I.	1885	1885	1885	....
170	C.C.F.	178	178	177 20	- 0 45
51	CCMC Ly.	58 80	59	59	+ 0 34
365	C.D.M.E.	366	370	370	+ 1 09
194	C.E.G.I.D.	209	214	214	+ 2 39
175	Centrest (Ny)	177	174	174	- 1 69
370	C.E.P. Comm.	376 20	381	381	+ 1 28
102	Cerus	106 50	107	107	+ 0 47
720	Cetelem	730	728	728	- 0 27
300	CF Inc	300	300	300	....
305	CGI Info.	316	316	316	....
1080	C G I P	1116	1123	1135	+ 1 70
590	CSP	596	595	596	....
965	Chargeurs S A	1080	1091	1091	+ 0 09
...	Christian Dior	384 40	381	381	- 0 88
570	C I C A (M)	585	....	....	....
260	Ciments franç.	285	290	290	+ 1 76
670	Clarins	710	720	720	+ 1 41
465	Club Méditer.	491	488 50	487	- 0 81
180	CMB Packa.	184 30	186	185 50	+ 0 86
730	Coles	755	757	757	+ 0 26
270	Cpt. Entrep.	262	....	....	....
1130	Compt Mod.	1169	1170	1170	+ 0 09

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
97	Concept S.A.	100	....	....	....
260	CPR (Paris Réa.)	269	267	267	- 0 74
955	Créd. Foncier	978	980	980	+ 0 41
220	Crédit Loc France	224	223 50	223 50	- 0 22
500	Cr Lyon (CI)	535	532	532	- 0 56
1040	Crédit Nat.	1074	1081	1081	+ 0 65
215	CSEE	206 10	206 10	206 10	....
2590	Damart	2684	....	....	....
390	Dassault Aviation	389 90	....	....	....
193	Dassault Electr.	198 90	200	200	+ 0 55
1380	De Dietrich	1403	1400	1400	- 0 21
89	Dév.P.d.C.(Li)	92 50	92 50	92 50	....
178	Dév.R.Sud-Est	175 50	175	175	- 0 28
285	D M C	300	300	300	....
395	Docks France	408	410	410	+ 0 49
340	Dynaction	350	348	348	- 0 57
2040	Eaux (Gle)	2139	2150	2145	+ 0 28
740	E.B.F.	740	740	740	....
375	Ecco	380	....	....	....
360	Elf Aquitaine	368 80	368 90	368 90	+ 0 03
245	Erap-Elf (Certif)	242	244	244	+ 0 83
340	Essilor	340	340	340	....
160	Essil.Int.(DP)	165	167	167	+ 1 21
665	Esso	674	675	675	+ 0 15
1460	Eurafrance	1460	1452	1452	- 0 55
600	Eurocom	630	625	625	- 0 79
143	Eurodisneyland	149 50	151	152	+ 1 67
870	Europe 1	893	900	900	+ 0 78
42	Eurotunnel	46 60	46 50	46 50	- 0 21
1320	Exor	1320	....	....	....
117	Finextel	118 50	119	119	- 0 42
355	Fives Lille	345	341	341	- 1 16
2590	Fromager. Bel	2607	....	....	....
1420	Gal.Lafayette	1479	1450	1450	- 1 96
1830	G.A.N.	1880	1887	1887	+ 0 37
480	Gascogne (B)	486 10	488	488	+ 0 38
1380	Gaz et Eaux	1340	1310	1310	- 2 24
530	Géophysique	575	576	576	+ 0 17
665	Gerland Ly.	680	680	680	....
460	Groupe Cité	485	....	....	....
340	GTM-Entrep.	379	378	378	- 0 26
1390	Guyenne-Gas.	1450	1450	1450	....
152	Hachette	162	163 50	163 50	+ 0 93
450	Havas	483	470	467 50	+ 0 97
345	Idia	367	365	365	- 0 54
290	Imétal	298 50	298	298	- 0 17
147	Immob. Phénix	152	154	154	+ 1 32
77	Ingénico	78 80	78 50	78 50	+ 0 89
4630	Inst. Mérieux	4940	4890	4890	- 1 01
445	Interbail	450	450	450	....
720	Intertechnique	700	721	721	+ 3 00
880	J. Lefebvre	905	885	885	- 2 21
600	Klépierre	609	609	609	....
740	Labinal	740	741	741	+ 0 14
335	Lafarge	330 60	330 10	330 10	- 0 15
335	Lebon	334	320	320	- 4 19
3920	Legrand	4050	4080	4061	+ 0 02
2260	Legrand (DP)	2300	2300	2300	....
420	Legris Industries	425	430	430	+ 1 19

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
700	Locindus	710	716	715	+ 0 70
4280	L.V.M.H.	4434	4432	4445	+ 0 25
470	Lyon.Eaux/Dumez	492	495	495	+ 0 61
113	Majorette Ly.	119	120	120	+ 0 84
305	Mar. Wendel	320	316	316	- 1 25
187	Matra	187 80	185 50	185 60	- 1 17
530	Merlin-Gerin	518	518	512	- 1 16
79	Metaleurop	83	82 30	82 30	- 0 84
54 45	Métrologie In.	54 45	....	....	....
143	Michelin	153 20	153 80	155	+ 1 17
156	Min. Salaig (Ma)	156 10	....	....	....
73	MMB	82	83	83	+ 1 22
166	Moulinex	165 50	165	165	- 0 30
1220	Navig. Mixte	1205	1201	1201	- 0 33
99	Nord-Est	100 10	100 70	100 70	+ 0 60
235	Nordon (Ny)	260	262	262	+ 0 77
460	Nouv Galeries	480	484 90	484 90	+ 1 02
180	Olipar	174 80	175 60	175 60	+ 0 46
730	Oréal	744	747	747	+ 0 40
335	Paribas	367 50	360 50	360 50	- 1 90
180	Pechiney Int.	180	181 10	181 10	+ 0 61
320	Pechiney (CIP)	323 50	318	318	- 1 70
470	Penhoët	490	....	....	....
1410	Pernod Ricard	1455	1458	1458	+ 0 21
680	Peugeot	697	698	700	+ 0 43
290	Pinault	300	285	286	- 4 67
550	Plastic-Omn.	592	592	592	....
445	Poliet	474	....	....	....
640	Primagaz	637	636	636	- 0 16
850	Printemps	890	925	950	+ 6 74
2970	Promodès	3019	3020	3020	+ 0 03
490	Radiotechn.	474	479	479	+ 1 05
5050	Redoute (La)	5000	5020	5020	+ 0 40
210	Rémy Cointreau	210	210	210	....
545	R. Poulenc CIP	555	555	555	....
325	Rober Financ.	327	....	....	....
60	Rochette(La)	60	60 50	60 50	+ 0 83
1800	Roussel Uclaf	1860	1895	1895	+ 1 88
3020	R. Impé.Ly *	3005	3002	3002	- 0 10
178	Sade (Ny)	181 10	181 90	181 90	+ 0 44
1650	Sagem	1673	1675	1675	+ 0 12
485	Saint Gobain	491	490	490	- 0 20
1300	Saint Louis	1313	1310	1310	- 0 23
1720	Salomon Ly.	1749	1749	1749	....
300	Salvepar (Ny)	315 10	324	324	+ 2 82
1090	Sanofi	1150	1140	1140	- 0 87
1360	S.A.T.	1400	....	....	....
225	Saul. Chât.	235	....	....	....
1130	Saupiquet (Ny)	1118	1130	1130	+ 1 07
655	Schneider	668	669	669	+ 0 15
20	SCOA	20 15	20 10	20 10	- 0 25
505	Scor s.a.	500	499	499	- 0 20
1670	S.E.B.	1685	....	....	....
470	Sefimeg	488	472	472	- 3 28
112	Sélectibanque	114 80	114	114	- 0 70
220	Sextant A.	239 90	244	244	+ 1 71
786	S.F.I.M.	828	835	835	+ 0 72
220	S.G.E.	225	228	228	+ 0 44
500	Simco	500	500	497	- 0 60

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
880	Sk. Rossignol	850	855	855	+ 0 59
490	Sligos	500	500	500	....
495	Société Génl.	518	518	517	- 0 19
56	Sodexco(B)	64 20	66	66	+ 2 80
145	Sodero(Ns)	144 50	148	148	+ 2 42
875	Sodexho	900	900	900	....
69	Sogerall(Ny)	68 20	70	70	+ 2 54
345	Sogerap	355	....	....	....
1350	Som-Allib.	1370	1360	1360	- 0 73
395	SOPHIA	400	395	395	- 1 25
1400	Source Perrier	1396	....	....	....
770	Sovac	770	760	760	- 1 30
335	SPEP	334	....	....	....
330	Spie-Batignol.	347	349	349	+ 0 58
730	Strafor Facom	745	745	745	....
315	Suez	323 80	325	324 50	+ 0 22
1060	Synthélabo	1105	1119	1119	+ 1 27
147	Thomson CSF	161	162	161 50	+ 0 31
1080	Total	1056	1065	1065	+ 0 85
168	- (certif)	163 90	165	165	+ 0 67
225	Tréfimét Fin.	230	....	....	....
510	U.A.P.	550	550	550	....
290	U F B Locab.	298 30	295	295	- 1 11
745	U I C	750	....	....	....
490	U I F	485	....	....	....
775	U I S	789	....	....	....
560	Unibail	546	....	....	....
595	Valéo	625	624	625	....
255	Vallourec	277 50	....	....	....
330	Via Banque	330	335	335	+ 1 52
355	Worms et Cie	380	360	380	....
1180	Zodiac	1250	....	....	....
1100	Elf Gabon	1100	1090	1090	- 0 91
109	Amax	113 50	110 60	110 60	- 2 58
154	Amer. Barrick	147 50	148 70	148 70	+ 0 81
122	Amer. Express	124 10	123 20	123 20	- 0 73
215	A.T.T.	208 50	206 50	206 50	- 0 96
220	Anglo Amer.C.	218	215 70	215 70	- 1 06
400	Amgold	400	....	....	....
240	Banco Santander	248	....	....	....
820	B.A.S.F.	839	841	841	+ 0 24
1000	Bayer	1015	1020	1020	+ 0 49
42	Blenheim Plt	42	42 50	42 50	+ 1 19
52	Buffelsfont.	49 20	49 40	49 40	+ 0 41
118	Chase Manh.	120	117	117	- 2 50
2530	Daimler Benz	2575	2589	2589	+ 0 54
158	De Beers	158 70	....	....	....
2390	Deutsche Bank	2439	2440	2440	+ 0 04
1180	Dresdner Bank	1205	1214	1214	+ 0 75
71	Driefontein	70 70	70 10	70 10	- 0 85
265	Du Pont-Nem.	262 80	....	....	....
270	Eastman Kodak	270	264 80	264 80	- 1 93
16 50	East Rand	16 20	....	....	....
42	Echo Bay	42	43 40	43 40	+ 3 33
235	Electrolux	236 10	....	....	....
111	Ericsson	118	115 10	115 10	- 2 46
325	Exxon Corp.	328 10	326 10	326 10	- 0 61
175	Ford Motor	185	....	....	....
50	Freegold	50	49 95	49 95	- 0 10

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
20	Gencor	20	19 60	19 60	- 2 00
435	Gén. Elect.	423 50	422 80	422 80	- 0 17
181	Gén. Motors	190	187 90	187 90	- 1 11
350	Gén. Belgique	356	....	....	....
92	Gd. Métropol.	96	91 10	91 10	- 3 70
52	Guinness	53 96	53	53	- 1 76
22	Hanson PLC	21 85	21 50	21 50	- 1 60
32	Harmony Gold	33 20	32 55	32 55	- 1 96
330	Hewlett Packard	330	327 20	327 20	- 0 85
41	Hitachi	40 70	40 10	40 10	- 1 47
850	Hoechst	859	850	850	- 1 05
84	Homestake	86	84 80	84 80	- 1 40
120	I.C.I.	120 10	....	....	....
515	I.B.M.	512	507	507	- 0 98
320	I.T.T.	324 90	315 60	315 60	- 2 86
190	Ito Yokado	185	183 50	183 50	- 0 81
63	Matsushita	63 25	63 45	63 45	+ 0 32
3 55	Maxwell	3 55	....	....	....
230	Mc Donald's	235	236 60	236 60	+ 0 68
845	Merck	835	831	831	- 0 48
515	Minnesota M.	505	507	507	+ 0 40
53	Mitsubishi	51 40	50 60	50 60	- 1 56
365	Mobil corp.	369	....	....	....
345	Morgan J.P.	345	341	341	- 1 16
34700	Nestlé	35150	35230	35230	+ 0 23
129	Norsk Hydro	132	128 60	128 60	- 2 58
114	OFSI	113 50	..	...	....
1790	Pétrofina	1805	1801	1801	- 0 22
420	Philip Morris	421 50	415 50	415 50	- 1 42
96	Philips	97 55	97 15	97 15	- 0 41
56	Placer Dome	56 50	55 20	55 20	- 2 30
540	Procter Gamble	540	558	558	+ 3 33
164	Quilmès	157	166 90	166 90	+ 6 31
32	Randfontein	32 50	31 30	31 30	- 3 69
345	Rhone Poul. Rorer	338 50	336 70	336 70	- 0 53
450	Royal Dutch	447 40	445 60	445 60	- 0 40
50	R T Z	51 60	50 65	50 65	- 1 84
1 32	Saat.& Saatch.	1 38	1 40	1 40	+ 1 45
38	St Helena	37 90	37	37	- 2 37
345	Schlumberger	340	336 50	336 50	- 1 03
47	Shell transp.	47 60	....	....	....
2210	Siemens	2248	2255	2255	+ 0 31
465	Siemens Nixdorf	450	465	465	+ 3 33
186	Sony	186	187 40	187 40	+ 0 75
82	Sumitomo Bank	83 40	83 25	83 25	- 0 18
205	T.D.K.	200 40	197 40	197 40	- 1 50
64	Telefonica	64	....	....	....
29	Toshiba	27 65	28	28	+ 1 27
550	Unilever	566	....	....	....
280	Unit.Techn.	275 80	....	....	....
380	Vaal Reefs	371	....	....	....
1110	Volkswagen	1158	1157	1157	- 0 09
365	Volvo	372	..	....	...
1290	Wagons lits	1299	....	....	....
220	West. Deep	216	....	....	....
385	Xerox Corp	380 50	....	....	....
124	Yamanouchi	125	122 50	122 50	- 2 00
1 65	Zambia Cop.	1 67	1 65	1 65	- 1 20

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	123 40	6 03
Emp.Etat 9,8%78	100 30	5 38
10,80% 79/94	102	4 33
Emp.Etat 13,4%83	....	1 42
Emp.Etat 12,2% 84	101 48	3 78
Emp.Etat 11% 85	....	10 30
10,26% mars 86	....	9 05
OAT 10% 5/2000	....	6 74
OAT 9,9% 12/1997	....	1 27
OAT 9,8% 1/1996	....	9 77
ORT 10,30% 1985	1802	....
PTT 11,2% 85	108 50	1 79
CFF 10,30% 86	....	0 22
CFF 10,25% nov 90	108 65	8 98
CNA 10 % 1979	101 80	8 48
CNB Bques 5000F	....	0 68
CNB Paribas 5000F	....	0 68
CNB Suez 5000F	....	0 68
CNE 11,5% 85	100 90	6 78
CNI 1/82 5000F	....	0 68
CNT 9 % 86	....	6 57
CRH 10,90% déc.85	108 25	0 80
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	966	....
Cera	....	....
Alcatel 6 % janv. 89	....	....
Ly. Eaux cv 6,5%	....	....
Thoms. cv 9,2% 86	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	860	846
Applications Hydr.	1550	....
Arbel	380 10	389
Bains C.Monaco	1125	1125
B.Hypoth.Europ.	382	....
B.N.P. Intercont.	334	328
Beghin-Say (C I)	475	....
Bénédictine	3200	....
Bidermann Internat.	470	....
Blanzy Ouest	1651	....
B T P	64	64 50
Cambodge	995	....
Carbone Lorraine	502	502
Casa Poclain	9	9 10
C.E.G.F (Frigor.)	506	....
Centenaire Blanzy	399	....
Cerabati	80	....
Champex Ny	106	....
CIC (CIP)	201	202

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.M.	1300	1271
C.I.T.R.A.M. (B)	1910	....
Codetel	94	93 30
Cogifi	331 10	332
Comiphos	638	702 d
Cie Industrielle	6300	....
Cpt Lyon Alemand	355	349
Concorde	694	686
Constr.Mét.Prov.	31	....
Crédit Gén.Ind.	147	....
Cr Universel (Cie)	360	....
Darblay	599	725 d
Degremont	1715	1715
Delmas Vieljeux	3750	....
Didot Bottin	1231	....
Docks Fr. R. Picarde.	1166	....
Eaux Bassin Vichy	2470	....
Eaux Vittel	947	930
Ecia	260	247
Electro-Banque	380	....
Ent.Mag. Paris	4200	....
Étex (ex Eternit)	1696	1692
Finalens	260	....
F.I.P.P.	86	....
F.N.A.C.	1770	1780
Foncière (Cie)	490	539 d
Foncières Euris	369	....
Fonc.Lyonnaise	595	....
Foncina	470	....
Fougerolle	783	792
France I.A.R.D.	680	....
France SA (La)	1851	1830
From. Paul-Renard	2500	....
Gaumont	718	724
Genefim	325	326
Gévelot	499	....
G.F.C.	345	341
G.F.I.I.	226	226
Groupe Victoire	1481	....
G.T.I (Transport)	262 50	....
Immobail	329	329
Immobanque	696	....
Im.Marseillaise	5300	....
Immofice	415	417
Invest.(Ste Cle.)	3280	....
Lambert Frères	267	....
Lille Bonnières	1260	....
Locafinancière	470	....
Louis Vuitton	740	....
Louvre	2825	2820
Lucia	1145	....
Machines Bull	38 90	....
Mag.Uniprix	158 30	....
Magnant	750	....
Métal Déployé	430	....
Mors	76 40	73 80
Navigation (Nle)	212	....
Optorg	241 40	241 50

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Oréal (CI)	384	....
Origny-Desvroise	675	....
Palais Nouveauté	1112	....
Paluel Marmont	660	....
Parfinance	167	....
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	220	....
Paris Orléans	219	....
Parthena Invest.	280 10	....
Pathé Cinéma	580	....
Piper Heidsieck	1260	....
Porcher	430	....
Promodès (CI)	1410	....
Publicis	686	670
Rochefortaise	110	....
Rosario	193 40	192
Rougier	240	....
S.A.C.E.R.	395	....
S.A.F.A.A.	246	....
S.A.F.I.C Alcan	225 70	....
Saga	358	....
Saint Dominique (F.)	111 50	112 90
Salins du Midi	610	617
Savoisienne M.	160	....
S.C.A.C.	750	....
Senelle	399	392
S.Eaud.Parr. (M)	130	....
Silic	565	565
Sinvim	146 90	144
S.I.P.H.	171	....
S.M.C.I.	81	....
Sofal	660	....
Soflo	261	....
Sofical	1245	....
Sofitam (ex Saram)	74 50	....
Solagi	2454	....
Soudure Autogène	826	826
Sovabail	360	....
Stemi	600	....
Taittinger	2950	....
Testut-Aequitas	720	490 70o
Tour Eiffel	250	248 70d
Ufiner	1110	....
Vicat	411	415
Vielprix	1380	....
Virax	95	....
Maroc Sté Brasserie.	372	335 80o

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	729	....
Akzo Nv Sico	406	....
Alcan Aluminium	112 20	....
American Brands	252 60	....
Arbed	622	....
Asturienne Mines	129	....
Banco Popular Espa.	601	....
B.Reglements Int.	19300	....
Can.Pacifique	89	....
Chrysler Corp.	72	79 20d
C I R	8 50	....
Commerzbank	868	....
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	298	....
Fiat	22	....
GBL (Brux Lamb.)	530	....
Gevaert	980	....
Glaxo Holdings Ltd.	86	....
Goodyear Tire	316	....
Grace and Co (WR)	229	....
Honeywell Inc	327	380 d
Johannesburg	88 10	....
Koninklijke Pakhoed.	131	....
Kubota	28	....
Latonia Inv.	310	310
Midland Bank	19	21 50d
Noranda Mines	83 10	....
Olivetti priv.	8 90	....
Pfizer Inc	409	....
Ricoh	23 80	....
Robeco	297 60	....
Rodamco NV	170	....
Rolinco	296 30	....
Saipem	5 90	....
Sema Group	19	....
SKF Aktiebolaget	92	....
Tenneco Inc	186	....
Thorn Electrical	78	....
Toray Ind.	25 50	....
Wagons Lits	1085	1120
West Rand Cons.	8 80	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	315	....
Calciphos	90	....
C G H Cogedbor	10 45	....
Coparex	650	....
Drouot Assurances	325	....
Elf Antargaz	1400	....
Europ. Accum.	79	87 05d
Europ Soufres Ind.	20	....
Gachot S.A.	63	....
Gds Moulins Paris	1460	....
Guy Degrenne	480	....
Lecteurs du Monde	175	191 90o
Nicolas	1522	....
Paternelle RD	1410	....
Particip. Percier	360	....
Quadrant	22	....
Rorento N.V.	215 30	....
St-Gobain-Emballage	1800	....
S.E.P.R.	905	....
S.P.R. act. B	294 50	....
Télémécanique Elect.	3350	....
Waterman	900	....

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 29/1	COURS DES BILLETS achat	vente
Etats-Unis (1 usd)	5 481	....	....	....
Ecu	6 958	....	....	....
Allemagne (100 dm)	340 740	....	....	....
Belgique (100 F)	16 545	....	....	....
Pays-Bas (100 fl)	302 580	....	....	....
Italie (1000 lires)	4 535	....	....	....
Danemark (100 krd)	87 900	....	....	....
Gde-Bretagne (1 L)	9 782	....	....	....
Grèce (100 drachmes)	2 949	....	....	....
Suisse (100 f)	383 210	....	....	....
Suède (100 krs)	93 790	....	....	....
Norvège (100 k)	86 880	....	....	....
Autriche (100 sch)	48 428	....	....	....
Espagne (100 pes)	5 409	....	....	....
Portugal (100 esc)	3 958	....	....	....
Canada (1 $ can)	4 679	....	....	....
Japon (100 yens)	4 352	....	....	....

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 29/1
Or fin (kilo en barre)	62700	.....
Or fin (en lingot)	63050	.....
Napoléon (20f)	361	.....
Pièce Fr (10 f)	423	.....
Pièce Suisse (20 f)	368	.....
Pièce Latine (20 f)	356	.....
Souverain	481	.....
Pièce 20 dollars	2055	.....
Pièce 10 dollars	1082 50	.....
Pièce 5 dollars	615	.....
Pièce 50 pesos	2390	.....
Pièce 10 florins	368	.....

SICAV (sélection) 28/1

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	215 11	209 35
Agepargne	789 65	755 65
Amédi-gan	8144 67	7831 41
Amplia	257802 68	257802 68
Amplitude	644 39	625 62
Arbitrages Court.T.	8975 07	8975 07
Associc	1067 54	1067 54
Atout Futur	397 24	387 55
Aurecic	1264 48	1227 65
Avenir Alizés	1756 38	1720 94 •
Axa Capital	167 28	160 08
Axa Court Terme	7667 39	7667 39
Axa Europe	130 94	125 30
Axa Investissements	118 50	113 40
Axa NPI	125 12	119 73
Axa Première	116 38	116 03
Axa Sélection	148 28	141 89
Axa Valeurs PER	125 56	120 15
Cadence 1	1026 32	1026 32
Cadence 2	1027 01	1027 01
Cadence 3	1026 29	1026 29
Capimonétaire	6104 40	6098 30
Capioblig	6300 32	6176 78
Capinatic	1281 63	1262 69
Coesis	1292 16	1260 64
Comptavalor	3397 86	3392 77
Convertimmo	353 52	346 59
Credinter	478 88	464 93
Crédit Mutuel Capital	1254 88	1230 27
Diese	1296 68	1264 96
Drouot France	845 99	809 58
Drouot Investiss.	986 86	943 41
Drouot Sécurité	250 97	240 16
Ecocic	1061 62	1030 70
Ecucic	1052 42	1036 87 •
Ecupar	135 26	129 44
Ecureuil Capitalisation	2517 19	2492 27
Ecureuil Géovaleurs	2288 96	2222 29
Ecureuil Invest.	429 76	417 24
Ecureuil Monepremière	64819 53	64819 53
Ecureuil Monétaire	38172 56	38172 56
Ecureuil Trésorerie	2356 71	2356 71
Ecureuil Trimestr.	2045 88	2025 62
Elicash	2 701351	2 701351
Energia	272 66	260 30
Eparcic	3481 04	3481 04
Eparcourt-Sicav	4518 97	4507 70
Epargne Associat.	26356 06	26133 82
Epargne Capital	10507 96	10403 92
Epargne Court Terme	660 72	660 72 •
Epargne Croissance	1760 93	1713 80
Epargne Industrie	95 42	92 87
Epargne J.	67393 38	67393 38
Epargne Long Terme	201 60	196 20 •
Epargne Monde	1286 88	1252 24 •
Epargne Obligat.	205 06	199 59
Epargne Première	14140 79	14035 52
Epargne Quatre	1102 48	1072 97
Epargne-Unie	1337 26	1304 64
Epargne Valeurs	457 17	444 93
Epsilon	1230 60	1218 42 •
Euil Cash capi	8101 51	8101 51 •
Eufinvest capi.	648 96	629 96 •
Eurocic Leaders	1090 46	1058 70
Eurodyn	1203 33	1173 98
Euro Gan	6355 28	6110 65
Europe Nouvelle	549 87	524 94
Fonsicav	13925 06	13925 06
France-gan	9844 14	9466 52
France Garantie	276 48	275 93
France Index Sicav	111 24	107 98
France Investiss.	343 31	334 94 •
France Obligations	488 40	483 56
Francic	457 57	444 24

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Pierre	106 94	103 83
Francic-Régions	1223 86	1188 21
Fructi-Associations	34 24	34 24
Fructi-Capi	41 02	40 41
Fructidor	241 11	237 55
Fructifrance	899 46	886 79
Futuroblig	1364 65	1331 37 •
Gestilion	14427 80	14356 02 •
Gest.Associations	172 21	168 42
Horizon	1225 44	1189 75
HLM Monétaire	13468 18	13468 18
Interepar	110928 97	107698 03
Interoblig	13843 02	13571 59
Intersélection Fce	520 19	509 98
Japacic	158 78	154 16 •
Jeunepargne	279 36	275 22 •
Laslade	2184 26	2180 99
Laurel C.T.	12168 78	12168 78 •
Laurel L.T.	6838 95	6639 76 •
Lion Association	11025 28	11025 28
Lion Institution	28894 02	28821 97
Lionplus	955 81	937 07
Lion Trésor	2244 76	2222 53
Lion 20 000	25461 88	25461 88
Livret Bourse Inv.	562 62	546 23
Livret Portefeuil.	728 20	706 99
Méditerranée	184 56	176 61
Mensuel CIC	10116 68	10015 51
Monecic	5408 90	5408 90
Monedex	65725 62	65725 62
Mone.J.	70408 41	70408 41
Monévalor	79356 37	79356 37
Mutualité dépôts	13117 68	13091 50
Mutuelle Unie Sél.	143 03	136 87
Natio Court Terme	274813 00	274813
Natio-Epargne	17252 18	17081 37
Natio-Ep. Ret.	125 31	121 96
Natio Epargn.Trésor	7626 03	7610 81
Natio-Imm.	1128 26	1098 06
Natio-Inter	1400 62	1383 13
Natio-Monétaire	24561 83	24561 83
Natio-Patrimoine	1359 07	1322 70
Natio-Placements	67905 18	67905 18
Natio-Revenu	1047 92	1037 54
Natio Sécurité	11707 65	11707 65
Natio-Valeurs	876 46	852 02
Nippon-Gan	5401 20	5193 46
Nord Sud Dévelop.	1548 06	1544 87
Obli-Associations	150 92	149 43
Oblicic-Mondial	2610 22	2571 65
Oblicic-Régions	1066 92	1051 15
Oblifutur	2792 97	2724 85
Oblig. tres caté.	173 81	171 24
Oblition	1356 20	1342 77
ObliSécurité Sicav	12476 13	12476 13
Oraction	1040 82	1015 43
Orvalor	6953 69	6817 34
Paribas Capitalisation	1479 95	1458 08
Paribas Epargne	20187 19	20026 97
Paribas Opportunités	131 43	128 07
Paribas Patrimoine	589 31	565 29
Paribas Revenus	95 80	94 85
Patrimoine Retraite	217 89	213 62
Pervalor	652 91	640 11
Placement A.	1403 78	1378 25 •
Placement J.	7003 68	6989 70 •
Placement M.	64733 18	64603 97 •
Placement Nord	990 51	971 08 •
Plénitude	131 62	128 10
Poste Croissance	21114 52	21093 43
Poste Gestion	63594 09	63594 09
Première Oblig.	11156 13	11144 99
Prévoy. Ecureuil	117 16	116
Priv'Associations	28530 75	28530 75

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Proficic	993 30	969 07
Quartz	133 75	130 49
Réalvalor	835 04	818 67
Rentacic	163 05	160 64
Revenus Trimestr.	5394 57	5341 16
Revenu-Vert	1137 24	1120 43
St Honoré Bio-Alim.	984 91	940 25
St Honoré Bons de Tr.	10880 36	10826 22
St Honoré Global	236 22	226 51
St Honoré Invest	772 96	737 90
St Honoré Mat Plac.	199 42	190 38
St Honoré Pacifique	583 88	557 40
St Honoré PME	518 63	495 11
St Honoré Réal	14491 99	14434 25
St Honoré Services	453 80	436 35
Sécuricic	1690 65	1690 65
Sécuri-Gan	12426 87	12183 21
Sécuritaux	1348 54	1348 54
Scaudan	720 69	710 04
Sicav Associations	1789 05	1789 05
SFI-CNP Assur.	675 33	655 66
S.G. Fr. opportunités	1135 76	1113 49
Sicav 5.000	436 33	424 65
S.I. Est.	1430 92	1389 30
Silvafrance	675 32	657 25
Sivam	417 06	405 89
Silvarenta	220 12	215 80
Silvinter	447 71	436 73
S.N.I.	1226 22	1190 50
Sogenfrance	1076 66	1054 56
Sogépargne	310 24	304 16
Sogevar	1068 10	1047 16
Soginter	1311 28	1285 57
Soleil Investissements	619 81	595 97
Solstice	2149 41	2143 05
State Street Act. Eur.	10362 67	10012 24 •
State Street Act. Fce	10403 87	10100 84 •
State Street Emer. Mkt	11802 39	11234 97 •
Stratégie Actions	801 61	770 78
Stratégie Rendement	1371 25	1328 09
Technocic	1080 05	1048 59
Techno-Gan	5971 15	5741 49
Thesora	646 39	639 89
Transplus	149 66	143 22
Trésor Plus	1259 14	1248 67 •
Trésor Réel	13907 24	13907 24 •
Trésoricic	125403 07	125403 07
Trilion	5204 16	5137 36
UAP Investissement	455 02	438 57
UAP Actions France	606 92	584 98
UAP Act. Sélect.	649 16	625 70
UAP Aedificandi	582 72	561 66
UAP Alizé	214 36	206 61
UAP Alto Sicav	168 13	162 05
UAP Moyen Terme	136 04	131 12
UAP Première Cat.	11355 71	10945 26
Uni-Associations	119 63	119 63
Uni-Foncier	1272 41	1241 38
Unifrance	589 81	575 42
Uni-Garantie	1265 26	1242 89
Uni Régions	1347 38	1314 52
Univar	229 82	229 82
Univers Actions	1266 65	1235 95
Univers-Obligation	1865 95	1820 44
Valorg	1995 67	1983 58 •
Valréal	51596 87	51571 08

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

CARNET DU Monde

Mort de l'avocat général Raymond Lindon

Un juste

Raymond Lindon, ancien premier avocat général à la Cour de cassation, est mort le 25 janvier à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Raymond Lindon n'était pas seulement le premier avocat général à la Cour de cassation et l'auteur de notes de jurisprudence dont la clarté a souvent éclairé les magistrats et rassuré les étudiants. Il était un de ces hommes, de plus en plus rares, dont la culture embrassait aussi bien les subtilités de la jurisprudence sur le droit à l'image, l'histoire de la vie politique sous la Restauration ou les combinaisons arides de la finance.

Il écrivit, certes, un *Traité des droits de la personnalité* et un ouvrage sur *le Droit du divorce* – qui, l'un et l'autre, font encore autorité – mais également une histoire de la Haute Cour, un *Guide du nouveau savoir-vivre* et, ce qui est sans doute plus inattendu sous la plume d'un haut magistrat, *le Livre de l'amateur de fromage*...

Profondément jaloux de son indépendance, il n'hésita pas, alors qu'il dirigeait la section économique du parquet de la Seine au lendemain de la Libération, à exiger un ordre écrit d'un garde des sceaux qui lui demandait de classer, pour des raisons partisanes, une affaire de collaboration économique, et sa fermeté ne fut pas un obstacle à la poursuite brillante de sa carrière. Conseiller général de la Seine-Inférieure, maire d'Etretat – il avait été le plus jeune magistrat municipal de France, – il se consacra avec beaucoup de zèle à ses tâches politiques et ressentit douloureusement son échec aux élections municipales de 1959.

Mais ce grand juriste et ce citoyen exemplaire qui avait fait la guerre avec courage – il fut proposé pour la croix de la Légion d'honneur en 1940, à titre militaire – gardait de sa parenté avec André Citroën, dont il était le neveu, un goût naturel pour la fantaisie.

Fils d'un grand antiquaire et parvenu lui-même à une place éminente dans la cité, il put assister non seulement à la réussite de ses enfants – et, en particulier, à celle de Jérôme Lindon, éditeur – mais au succès de son petit-fils, l'acteur Vincent Lindon.

DANIEL AMSON

[Né le 26 décembre 1901 à Paris, neveu de l'industriel André Citroën (1878-1935) et père de l'éditeur Jérôme Lindon, Raymond Lindon, après des études au Centre des hautes études administratives, commença sa carrière de magistrat en 1925. Conseiller à la cour d'appel de Paris en 1944, il fut ensuite avocat général (1957), puis premier avocat général près la Cour de cassation (1968-1972), tout en assumant les fonctions d'avocat général près la Haute Cour de justice (à partir de 1958) et de commissaire du gouvernement près le Tribunal des conflits (1959-1967). Admis à la retraite en 1972, il fut nommé premier avocat général honoraire près la Cour de cassation. Commandeur de la Légion d'honneur et croix de guerre 1939-1945, Raymond Lindon est l'auteur de plusieurs ouvrages : *Livre de l'amateur de fromages*, *A quoi tiennent les choses*, *Quand la justice s'en mêle*, *le Livre du citoyen français*, *le Style et l'Eloquence judiciaires*, *Guide du nouveau savoir-vivre*.]

□ **Mort de Gwen Ffrangcon-Davies.** – La comédienne britannique Gwen Ffrangcon-Davies est morte le lundi 27 janvier à Halstead (Essex). Elle était âgée de cent un ans. Considérée comme l'une des dernières grandes dames de la scène, passant de George Bernard Shaw à Tchekhov, Gwen Ffrangcon-Davies était surtout célèbre en Grande-Bretagne pour ses interprétations shakespeariennes. Elle fut Juliette auprès de John Gielgud en 1942 au Regent Theater, Ophélie dans *Hamlet*, ou Lady Macbeth.

□ **La bibliothèque Lénine de Moscou débaptisée.** – La plus importante bibliothèque de l'ex-Union soviétique, située au cœur de Moscou et qui comprend vingt-cinq millions de volumes édités en cent soixante-treize langues, a retrouvé son nom de Bibliothèque russe d'Etat. Elle avait pris celui de Lénine en 1925.

□ **Prix de la découverte poétique, Fondation Simone de Carfort.** – Ce prix, d'un montant de 20 000 F, a pour objet la découverte d'un poète d'expression française inconnu ou méconnu. Aucune limite d'âge n'est exigée. Les poèmes, classiques ou libérés, doivent obligatoirement être inédits. Ils devront être envoyés avant le 29 février 1992.

L'envoi doit se limiter à un jeu de dix poèmes dactylographiés. L'ensemble ne doit pas excéder dix pages, et comporter en haut de la page, à droite, à l'exclusion de son nom, le code de l'auteur : deux lettres-deux chiffres de son choix (joindre, sous enveloppe fermée où sera inscrit le code, ses nom, adresse et numéro de téléphone).

Chaque jeu de poèmes doit être présenté en quatre exemplaires à : Arlette Balcynaud-Joffre, 10, boulevard Diderot, 75012 Paris. Le prix sera décerné le jeudi 14 mai 1992 sous la présidence de J.-C. Renard.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5705

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II				■		■			
III									■
IV					■				
V							■		
VI								■	
VII		■							
VIII			■			■			■
IX									
X				■					
XI	■				■				

HORIZONTALEMENT

I. Utile pour ceux qui veulent compter les points. – II. Où il n'y a pas mèche. Conseil de détente. – III. N'incite pas à avoir de beaux gestes. – IV. N'a pas une bonne tête. Peut être tiré d'un sac. – V. Ville du Chili. Dieu. – VI. Mettra toute la sauce. – VII. Peuvent donner une indication sur notre âge. – VIII. Période. Note. Chef d'Etat. – IX. Jeunes filles qui ne deviendront sûrement pas mères dans un proche avenir. – X. Grecque. Un droit pour un créancier. – XI. Un créateur pour les gnostiques. Peuvent être arrêtés par le pont.

VERTICALEMENT

1. Une grosse bise. – 2. Dans le milieu du Japon. Est difficile à pousser quand elle est très haute. – 3. Une mouche qui aime le pétrole. Cap. – 4. La bourdaine, par exemple. – 5. Partie de la flûte où il y a les trous. Comme les mains de celui qui n'a rien pris. – 6. Peut assombrir autant que la jalousie. Supprime. – 7. Entre la paire et la bande. Un auteur licencieux. – 8. Qui éclate facilement. Coupe le sommet. – 9. Préposition. Le charme de certains foyers *(pluriel)*. Possessif.

Solution du problème nº 5704

Horizontalement

I. Durillon. – II. Enéma. Lot. – III. Cadi. Peur. – IV. Huître. Bo. – V. Taureau. – VI. Tréteau. – VII. Té. Mess. – VIII. Ecluse. Ce. – IX. Ro. Relie. – X. Ira. Néons. – XI. Édite. Née.

Verticalement

1. Déchetterie. – 2. Unau. Record. – 3. Redite. Ai. – 4. Imitateur. – 5. La. Rue. Séné. – 6. Péramèle. – 7. Olé ! Eue. Ion. – 8. Nouba. Scène. – 9. Trousse. Se.

GUY BROUTY

Décès

– Mme veuve Manuel Ortiz-Badin,
Le docteur et Mme Jacques Badin,
Mme Liliane Badin
et ses enfants,
Mlle Carole Badin,
M. Charles Bellet,
Mlles Anne et Marie-Louise Poncin,
Mme veuve Raymond Gast,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BADIN,
ancien professeur
de l'Institut catholique,
ancien directeur de société,
membre de la Société française
de sociologie,

survenu le 27 janvier 1992, en son domicile, à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 30 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6e, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

4, rue de l'Odéon,
75006 Paris.
18, rue de la Glacière,
75013 Paris.

– Mme Gitla Berestycki,
sa mère,
Fernand Eytan,
son mari,
Hagai, Galia et Emily,
ses enfants,
Henri, Laurence, Julien et Nathanaël Berestycki,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Suzanne BERESTYCKI-EYTAN,

survenu le 28 janvier 1992.

Ses proches se réuniront pour la levée du corps, le jeudi 30 janvier, à 7 h 45, au 28 rue du Roi-de-Sicile, Paris-4e.

L'inhumation aura lieu en Israël.

– La galerie Naïla de Monbrison
a la tristesse de faire part de la mort de son artiste et amie

Tina CHOW,

survenue en Californie, le 24 janvier 1992.

– Malakoff (Hauts-de-Seine). Paris.

Le docteur et Mme Herayre Coridian,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Sirarpi CORIDIAN,
née Chaldjian,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenu le 25 janvier 1992, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

– Andrée Tainsy,
La famille,
Les amis de

Nadine CHRISTOPHE,

ont la grande tristesse de vous apprendre sa mort, survenue le 5 janvier 1992.

Sa vie entière témoigne de son profond amour du théâtre. Elle veilla pendant quarante ans sur les archives dramatiques de l'ORTF, puis de l'INA.

Plusieurs disques d'archives reçurent, grâce à elle, des prix de l'Académie Charles-Cros.

– **André GHUYSEN,**
ancien directeur
de l'école Saint-Michel,

est décédé le 25 janvier 1992.

Ses enfants,
Petits-enfants
Et arrière-petits-enfants,
invitent ceux qui l'ont connu et aimé à participer ou à s'unir d'intention aux obsèques qui auront lieu le vendredi 31 janvier, à 14 heures, en l'église Saint-Michel-des-Batignolles, Paris-17e.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 29 janvier 1992 :

– Une circulaire du 24 janvier 1992 relative au dispositif de lutte contre le travail clandestin ;

– Le règlement du jeu Tapis vert.

– Tresserve (Savoie). Gap (Alpes-de-Haute-Provence).

Mme Jean-Paul Jaussaud,
son épouse,
Nicolas, Caroline et Alexandre,
ses enfants,
M. et Mme Roger Jaussaud,
ses parents,
Pierre, Jacques et Gérald,
ses frères,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Paul JAUSSAUD,

survenu accidentellement dans la catastrophe aérienne du Lyon-Strasbourg, le 20 janvier 1992, à l'âge de trente-huit ans.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 31 janvier, à 11 heures, en l'église de Saint-Julien-en-Champsaur (Hautes-Alpes).

– Mme Jacques Lethève,
Ses enfants
Et ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques LETHÈVE,
conservateur en chef honoraire
à la Bibliothèque nationale,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 27 janvier 1992, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 31 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, 158, avenue Charles-de-Gaulle, Neuilly-sur-Seine (Hauts-de Seine), où l'on se réunira.

– On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 25 janvier 1992, dans sa quatre-vingt-onzième année, de

M. Raymond LINDON,
premier avocat général honoraire
à la Cour de cassation,
commandeur de la Légion d'honneur.

De la part de
Mme Raymond Lindon,
son épouse,
M. et Mme Jérôme Lindon,
M. et Mme Denis Lindon,
M. et Mme Laurent Lindon,
M. et Mme Arthur Mackenzie Peers,
ses enfants,
Irène, André et Sarah,
Mathieu Lindon,
Emmanuel et Valentine,
Jean-Pierre et Valérie,
Stéphane et Pascale,
Thomas, Laura et Rachel Lindon,
Vincent, Sylvain et Dorothée Lindon,
Dinah, Sarah Mackenzie Peers,
ses petits-enfants,
M. et Mme Jacques Lindon,
Mme Lucien Lindon,
ses frère et belles-sœurs,
Mme Annette Malleret,
sa fille de cœur,
et son époux Henri,
Mme Anne-Marie Bonpaix,
Mme Alix Dufaure.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité de la famille.

10, rue de Bénouville,
75116 Paris.

(Lire ci-contre.)

– Mme Alfred Picard,
son épouse,
M. et Mme Casimir Le Borgne,
M. et Mme Jean Picard,
M. et Mme André Picard,
M. et Mme Francis Barnaud,
Les docteurs Alain et Joëlle Picard,
ses enfants,
Philippe et Valérie Bessière
Et Eric Bessière,
Virginie, Stéphane et Florent Picard,
Sophie, Sébastien, Thierry et Julien Picard,
Céline et Mathieu Barnaud,
Thibaut et Laure Picard,
ses petits-enfants,
Mme Camille Dietschy,
sa sœur,
Mme Pierre Selme,
sa belle-sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Alfred PICARD,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 27 janvier 1992, à Versailles, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques religieuses seront célébrées le 30 janvier, à 14 h 30, en l'église Saint-Symphorien, à Versailles.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– L'évêque de Saint-Denis,
Le Père Marcel Peillon,
font part du décès du

Père Roger PEILLON.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 31 janvier 1992, à 15 heures, en l'église Sainte-Geneviève de Rosny-sous-Bois.

– M. Henri Picq,
Jean et Brigitte Picq,
Emmanuelle, Charles, Elisabeth et Anne,
Anne-Marie et Dominique Du Merle,
Sébastien, Foucaut et Louis-Eléonore,
Pierre-Henri et Martine Picq,
Julie, Emilie et Caroline,
Catherine et Pierre Ricard,
Louis-Nicolas, Johanne et Isabelle,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Alfred Haslé,
leurs enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Henri PICQ,
née Madeleine Bouton,

survenu le 28 janvier 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 31 janvier, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Milly-la-Forêt (Essonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

1-3, rue Notre-Dame,
91490 Milly-la-Forêt.

– Sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Gabriel TERBOTS CECHOV,
peintre,
réfugié politique hongrois,

survenu le 7 janvier 1992, en région parisienne, à l'âge de soixante-treize ans.

Les obsèques ont eu lieu dans sa ville natale de Kosice en Transylvanie (CS).

Remerciements

– Paris. Fès. Jérusalem.

Les familles Bensimhon, Assouline, Serfaty,
affligées par la disparition subite de leur chère et vénérée

**Mériem
BENSIMHON-ASSOULINE,**

ont ressenti un grand réconfort atténuant leur douleur et ont vu leur peine soulagée par les nombreux témoignages de solidarité et d'encouragement exprimés, par un long cortège formé d'un grand nombre d'amis qui ont bien voulu accomplir le dernier devoir au cimetière de Jérusalem, par des prières simultanées, par des lettres de condoléances de fidèles amis musulmans, des Amitiés Charles-de-Foucauld et des fraternités des capucins qui en comptent un juste parmi les justes, le « Père des juifs » Marie-Benoit. L'Eternel fera reposer en paix à Gan Eden l'âme de Mériem. Amen !

Avis de messe

– Mme Roland Bierge,

Mme Marianne Herman-Bierge,
Et M. Michael Herman-Bierge,
très touchés par toutes les marques d'amitié et de sympathie, suite au décès du peintre

Roland BIERGE,

expriment leurs vifs remerciements à tous.

Une messe sera célébrée à l'intention de

Roland BIERGE,

le mercredi 5 février 1992, à 11 h 30, en l'église Saint-Georges, 114, avenue Simon-Bolivar, Paris-19e.

Anniversaires

– Le 30 janvier 1991, disparaissait

Jean-Marie LELIÈVRE,
(1958-1991),

à jamais présent dans nos mémoires.
A. F.

– Il y a deux ans

Jean PIGNOL

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé, le gardent en leur souvenir.

– Il y a dix ans, le samedi 30 janvier 1982 au matin,

Roger ROBBE

expirait, entouré des siens.

Que tous ceux qui l'ont connu, en particulier ses anciens élèves, ses compagnons de Résistance, ses camarades socialistes, aient une pensée pour cet homme qui a tant donné aux autres.

Mme Roger Robbe
et ses enfants,
39110 Salins-les-Bains.

Soutenances de thèses

– Université Paris-I (Sorbonne), salle 113, galerie Dumas, le vendredi 31 janvier 1992, à 14 h 30. Scott Blair soutiendra sa thèse de doctorat en histoire : « La France et le pacte de la SDN 1914-1919 ». Directeur : M. Maurice Vaïsse.

– Université Charles-de-Gaulle (Lille-III), le samedi 1er février 1992, à 14 h 30, salle du Conseil. Pierre Judet de La Combe soutiendra son habilitation : « Commentaire à l'*Agamemnon* d'Eschyle : les parties dialoguées ».

– M. Benoît Emmanuel Géden, ingénieur A.M. (Bo. 1975), soutiendra sa thèse de doctorat en médecine : « Cathéters de dialyse péritonéale : devenir immédiat et complications à trente jours » ; le lundi 3 février 1992, à 18 heures, salle du Conseil, faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux (place de la Victoire), de la part de son neveu et filleul Guillaume Avit, de son frère et parrain Michel Firmin, de sa marraine Agnès Bouffard-Chabrat.

PARIS EN VISITES

JEUDI 30 JANVIER

« Le dernier atelier d'Eugène Delacroix », 10 h 30, 6, place Furstenberg (Approche de l'art).

« Le Musée Picasso. Histoire et architecture de l'hôtel Salé et découverte de la dation Picasso », 14 heures, 5, rue de Thorigny, dans la cour (E. Romann).

« La religion de Bouddha (2) : Thaïlande, la légende dorée du Bouddha au royaume de Siam », 14 h 30, hall du Musée Guimet.

« L'île de Pâques et le monde polynésien », 14 h 30, hall du Musée de l'homme (Le Cavalier bleu).

« L'Opéra Garnier et son nouveau Musée », 14 h 30, hall d'entrée (P.-Y. Jaslet).

« Rues, maisons du Moyen Age autour de Saint-Germain-l'Auxerrois », 14 h 30, métro Louvre (Paris pittoresque et insolite)

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'hôtel de Camondo », 14 h 45, 63, rue de Monceau (Paris livre d'histoire).

« La mosquée, les rites de l'islam, le souk », 14 h 45, place du Puits-de-l'Ermite (Tourisme culturel).

« Une fondation d'Anne d'Autriche : le monastère du Val-de-Grâce », 15 heures, 277 *bis*, rue Saint-Jacques (Monuments historiques).

« L'appartement et l'atelier de Delacroix », 15 heures, 6, rue Furstenberg (D. Bouchard).

« Promenade à travers le vieux quartier Saint-Gervais/Saint-Protais, 15 heures, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobeau (Lutèce visites).

« Toulouse-Lautrec et son temps : l'atelier des Batignolles », 18 h 30, 14, boulevard Raspail (Europ explo).

CONFÉRENCES

Salle des Ingénieurs, 9 *bis*, avenue d'Iéna, 15 heures : « L'islam. D'Ali aux califes ommeyyades », par O. Boucher (Antiquité vivante).

Cinémathèque, 11, rue Jacques-Bingen, 15 heures : « Van Eyck et Van Der Weyden », par S. Saint Girons (Grandes étapes de l'art en Europe).

Mairie, 4, place du Louvre, 17 h 30 : « Le marquis de Chasseloup-Laubat (1805-1873), un grand commis de l'Etat sous le Second Empire », par J.-P. Gomane (Académie du Second Empire).

Mairie, 1, place d'Italie, 17 h 45 : « Mon village, le treizième », par M. Paulo (Société d'histoire et d'archéologie du treizième arrondissement).

9, rue Maspéro, 18 heures : « L'opinion publique face aux ordres mendiants dans la France de langue d'oïl au treizième et dans la première moitié du quatorzième siècle », par A. Vauchez (Institut historique allemand).

102 *bis*-104, rue de Vaugirard, 19 heures : « Refus d'apprendre et désir de savoir », par N. Fabre. Inscription au 45-44-01-87 (le Forum).

AUTOMOBILE

Ford et ses 16 soupapes

Après avoir, il y a un an, lancé sur le marché une série de modèles de voitures Diesel au même prix que des voitures à essence de même gabarit, Ford s'apprête à livrer dans ses concessions une gamme de véhicules dotés d'un 4-cylindres à 16 soupapes. Cette initiative prise par le bouillant patron de Ford-France, Alain Deléan, une sorte de bulldozer de l'automobile passé autrefois par Renault, n'est que l'un des aspects d'une stratégie qui consiste à proposer, dans un segment donné et à des tarifs très concurrentiels, des automobiles qui disposent d'un équipement poussé, l'essentiel étant pour la firme de faire d'abord du volume, quitte à rogner un peu sur les marges. Plus de 80 000 voitures équipées d'un groupe à 16 soupapes ont été vendues en France l'an dernier (3,9 % des immatriculations). Ford-France, à travers un slogan qu'Alain Deléan résume à la formule « 16 soupapes pour tous », veut en prendre une large part.

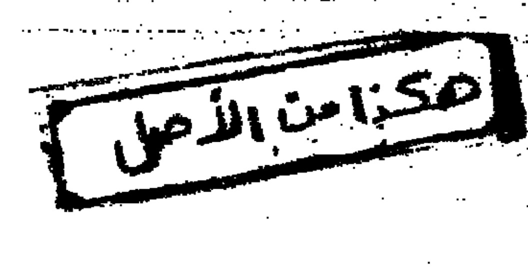
On sait que la multiplication des soupapes (admission et échappement) a progressivement remplacé les turbos sur les voitures dites « sportives », apportant au moteur une respiration meilleure et surtout une souplesse de fonctionnement spectaculaire. Le remplissage des cylindres est amélioré, le meilleur couple est obtenu à une moindre vitesse de rotation, enfin le taux de pollution s'abaisse. L'injection et l'allumage étant confiés à l'électronique, la fiabilité de l'ensemble est théoriquement totale et les consommations sont maîtrisées. Aussi un tel moteur peut-il être considéré comme un atout supplémentaire.

Dans un premier temps, ces nouveaux moteurs (1 796 cm³) à deux arbres à cames en tête, et qui devraient être construits à un million d'exemplaires par an pour distribution sur tous les marchés, vont être disponibles sur les Escort et les Orion, des modèles moyens dans la production de la marque. Les Fiesta en bénéficieront ensuite également.

Livrables en deux puissances – 105 chevaux pour 8 fiscaux et 130 chevaux pour 10 fiscaux, – c'est curieusement le moins puissant des deux groupes qui est apparu le plus agréable sur la route, bien qu'il soit le plus bruyant. Si la boîte de vitesses ne se révèle pas aussi précise qu'il est souhaitable dans les enclenchements, la direction assistée, livrée en série, ne présente pas de défaut malgré un train avant qui pourrait faire des progrès.

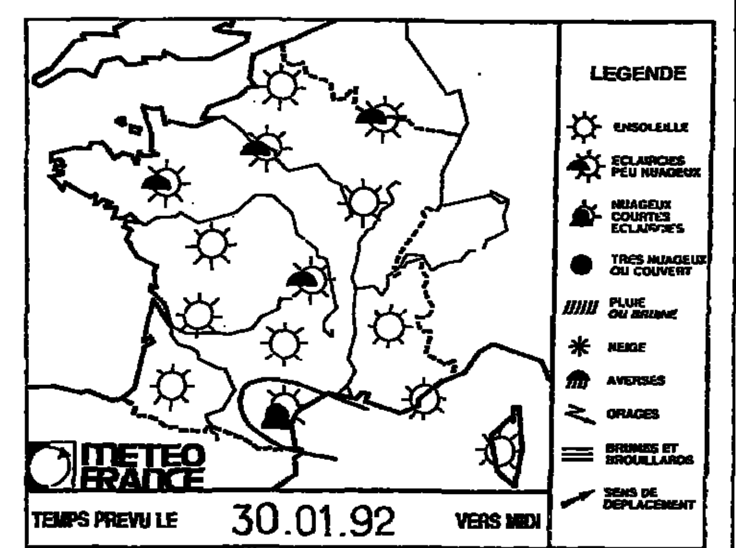
Dix versions, dont un cabriolet, sont actuellement prévues. Les prix s'étaleront de 84 900 F à 147 800 F, catalyseur en série (aussi) compris.

C. L.

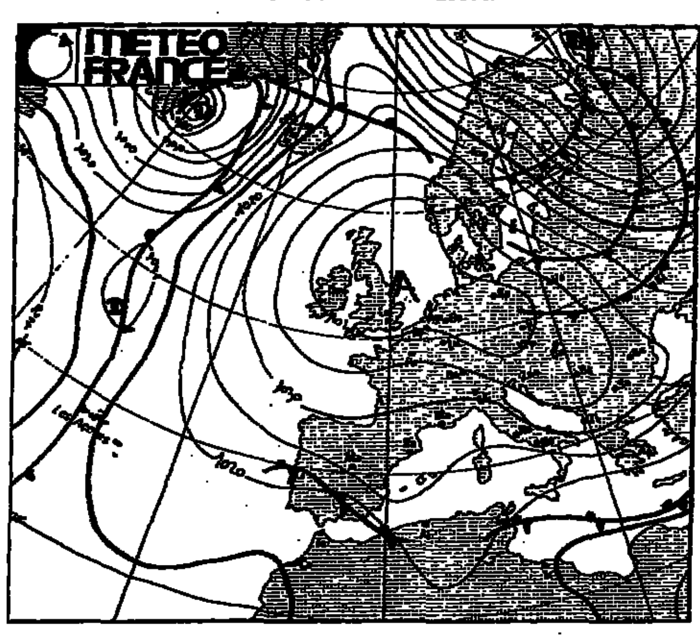


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29 JANVIER A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 30 JANVIER 1992

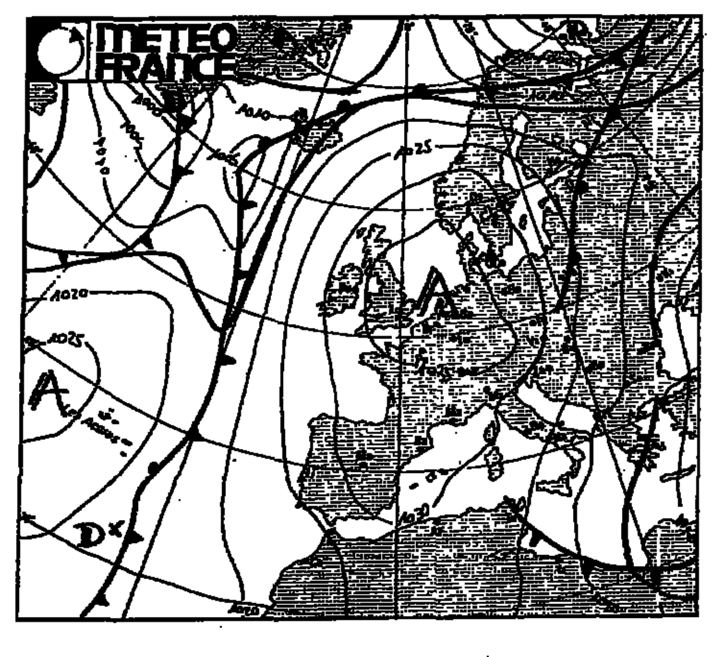


Jeudi : soleil. – *L'anticyclone qui stationne sur la mer du Nord dirige sur* la France un flux d'est. Cette petite bise apporte de l'air continental, c'est-à-dire froid et sec. Le soleil prédominera donc jeudi.

Les exceptions seront rares. La grisaille pourra néanmoins l'emporter temporairement le matin au nord de la Loire. Des brouillards givrants se formeront localement en cours de nuit du Nord-Ouest au Centre, au Massif central et au Sud-Ouest. Ils se dissiperont dans la matinée. Quelques nuages d'origine maritime pourraient aussi faire *des incursions sur le Roussillon.*

Les températures demeurent légèrement inférieures aux normales saisonnières. Il gèlera encore le matin sur l'ensemble du pays sauf près du littoral. Le réchauffement diurne sera plus sensible que les jours précédents. Le mercure dépassera 10 degrés dans l'après-midi sur la moitié sud et atteindra même 15 degrés en Corse. Sur la moitié septentrionale, les maxima s'étageront de 9 degrés à l'Ouest à 4 degrés à l'Est.

PRÉVISIONS POUR LE 31 JANVIER 1992 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 29-1-92

Valeurs extrêmes relevées entre le 28-1-1992 à 18 heures TU et le 29-1-1992 à 6 heures TU

FRANCE

AJACCIO	14	4	D
BIARRITZ	7	– 2	D
BORDEAUX	7	– 3	D
BOURGES	4	– 4	N
BREST	3	– 1	D
CAEN	2	– 2	C
CHERBOURG	3	2	–
CLERMONT-FER.	3	– 3	D
DIJON	2	– 6	D
GRENOBLE	3	– 1	C
LILLE	– 1	– 2	D
LIMOGES	6	– 3	D
LYON, BRON	2	– 6	D
MARSEILLE	10	– 2	D
NANCY	2	– 4	D
NANTES	5	– 2	C
NICE	14	5	D
PARIS-MONTS.	3	– 1	C
PAU	7	– 4	D
PERPIGNAN	14	– 1	D
RENNES	5	– 3	C
ST-ETIENNE	2	– 3	D
STRASBOURG	3	– 4	D
TOULOUSE	6	– 4	D
TOURS	4	– 2	C
POINTE-A-PITRE	28	22	–

ÉTRANGER

ALGER	14	3	N
AMSTERDAM	4	– 1	D
ATHÈNES	10	6	C
BANGKOK	32	24	N
BARCELONE	13	1	D
BELGRADE	– 3	– 5	C
BERLIN	1	1	C
BRUXELLES	– 1	– 2	C
COPENHAGUE	4	2	N
DAKAR	33	21	D
DJERBA	13	11	C
GENEVE	0	– 1	C
HONGKONG	20	18	D
ISTANBUL	5	3	C
JÉRUSALEM	8	2	D
LE CAIRE	19	9	N
LISBONNE	13	8	D
LONDRES	7	3	D
LOS ANGELES	31	9	C
LUXEMBOURG	1	– 4	C
MADRID	11	– 4	D
MARRAKECH	16	6	C
MEXICO	17	8	C
MILAN	7	– 8	–
MONTRÉAL	– 8	– 17	D
MOSCOU	1	0	C
NAIROBI	–	–	–
NEW-DELHI	22	17	C
NEW-YORK	4	– 1	D
OSLO	8	– 3	D
PALMA-DE-MAJ.	14	3	C
PÉKIN	11	0	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	13	1	D
SINGAPOUR	31	24	C
STOCKHOLM	5	2	D
SYDNEY	28	17	–
TOKYO	12	4	D
TUNIS	15	10	C
VARSOVIE	1	– 1	C
VENISE	8	– 1	D
VIENNE	1	– 1	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES — PIERRE GEORGES

Une belle, une vraie histoire

C'EST un film qu'on ne serait pas allé voir en salle. Pourquoi? Le titre peut-être, le sujet. La distraction, l'ignorance, le manque d'appétence. Ou simplement le hasard qui fait que des œuvres passent ainsi au travers de la *curiosité du moment.*

La télévision, dans son mariage tumultueux avec le cinéma, offre parfois l'occasion d'une bonne session de rattrapage. Elle se sert beaucoup du cinéma. Elle le sert aussi quand vient un film qui vous est comme *un repentir agréable.* Malgré tous les défauts du genre et d'abord cette castration mécanique de l'œuvre qui consiste à faire entrer un grand écran dans un petit. C'est un peu à cela qu'on pensait après avoir vu sur Antenne 2 *Tucker* de Francis Ford Coppola.

Ce cinéaste rêve grand, grands espaces et grand écran. Il fait donc assez peu dans le cinéma de poche, de boudoir, dans l'œuvre intimiste qui pourrait sans dommages excessifs se regarder, du coin de l'oeil, sous la lampe de télé.

Malgré cela *Tucker* se tenait encore, et même plutôt bien. Pour une simple et excellente raison : ce film racontait une *histoire,* une vraie histoire et une histoire vraie. Une histoire toute *simple,* toute belle, un peu comme celles que l'Oncle Paul racontait, raconte peut-être encore, aux lecteurs de *Spirou.*

Est-ce bête? Mais il est des soirs où l'on enrage de voir la télévision, ou son fournisseur le cinéma, incapables de concevoir que le téléspectateur est aussi cet enfant à perpétuité qui ne demande qu'une chose, avant de se coucher : qu'on lui raconte une histoire! Pas une histoire assommante des temps ordinaires, des reality-shows. Non, une vraie, une solide histoire.

Preston Tucker, on l'ignorait totalement, fut cet homme assez génial, assez fou pour se dire un jour : « *Tiens, si je construisais la plus belle voiture du monde.* » Et qui le fit, en 1945, inventant dans un atelier du Michigan profond, à Ypsilanti c'est *dire,* une Torpédo. L'homme était génial et sa voiture le fut donc qui annonçait les temps futurs, freins à disque, aérodynamisme, ceintures de sécurité. L'homme était fou qui pensait d'abord à la sécurité de l'automobiliste et, de ce fait, fut cassé par les monstres froids de Detroit et les lobbies comme empêcheur de super-bénéfices. Il construisit 50 torpédos, et puis le rêve passa. *C'est cela que Francis Ford Coppola* a raconté, un peu à la manière de Frank Capra, une aventure douce-amère, un rêve américain, cette fois brisé.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 29 janvier

TF 1

20.50 Variétés : Sacrée soirée.

22.40 Magazine : Médiations.
Le harcèlement sexuel en procès.
0.05 Magazine : Télévitrine.
0.40 Journal, Météo et Bourse.

A2

20.50 Téléfilm : Les Epoux ripoux.
Où l'histoire commence par un mariage blanc.
22.25 Sport : Basket.
Coupe d'Europe : Pau-Real de Madrid.
23.55 Magazine : Musiques au cœur.
Les voix noires au masculin. Invités : Manu Dibango, Derek Lee Ragine, Ralph Thamar, Touré Kunda.
1.05 Journal et Météo.

FR3

20.40 ▶ Magazine : La Marche du siècle.
Voyage au bout de la folie. Invités : Christian Gaussaires, Michel Reynaud, psychiatres, Pierre Clément, infirmier ergothérapeute, *Marie-Thérèse Espagnet, surveillante* chef à l'UMD de Cadillac.
22.20 Journal et Météo.
22.40 Mercredi en France.
Programme des télévisions régionales.
23.35 ▶ Magazine : Traverses.
Les Chroniques de France. Mozart en Gascogne (1re partie).
0.30 Musique : Mélomanuit.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 20.30

20.05 Sport : Football.
Saint-Etienne-Marseille. Match rejoué de la 14e journée du Championnat de France, en direct de Saint-Etienne.
22.40 Flash d'informations.
22.45 Cinéma : Une saison blanche et sèche. ■
Film américain d'Euzhan Palcy (1989). Avec Donald Sutherland, Jurgen Prochnow, Marlon Brando (v.o.).
0.30 Cinéma : Mauvaise fille. ■
Film franco-suisse de Régis Franc (1990). Avec Daniel Gélin, Florence Pernel, Yvan Attal.
1.50 Documentaire : Johnny Hallyday une histoire en désordre.

LA 5

20.45 Histoires vraies.
Double Jeu.
Schimanski mène l'enquête.
22.30 Débat : Les sectes.
0.00 Journal de la nuit.

M6

20.40 Téléfilm : Le Cauchemar de Richard Beck.
Un policier traque un violeur.
22.20 Téléfilm : Le Grand Déballage.
Un délirant procès.
23.55 Magazine : Vénus.
0.25 Six minutes d'informations.

LA SEPT

20.55 Le Courrier des téléspectateurs.
21.00 Documentaire : Volkswagen.
22.35 Cinéma : Padre Padrone. ■■■
Film italien de Paolo et Vittorio Taviani (1977).
0.25 Cinéma d'animation : Incubus.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Littérature québécoise : Mais qui va donc consoler Mingo?, de Paul Bussières ; l'Ogre de Grand-Remous, de Robert Lalonde.
21.30 Correspondances.
Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Rencontre avec Marie Seurat.
22.40 Les Nuits magnétiques.
Deux ou trois choses que l'on sait d'eux (2), par Christine Goëme et Francesca Piolot.
0.05 Du jour au lendemain.
Avec Marie-Christine Hamon (Pourquoi les femmes aiment-elles les hommes ?).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 18 octobre 1990 à Amsterdam) : Tannhäuser, ouverture et bacchanale, de Wagner ; Hymn an die Nacht, de Diepenbrock ; Symphonie nº 4 en mi mineur op. 98, de Brahms, par l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam.
22.40 Espace libre.
23.10 Ainsi la nuit... Par Denise Bahous.
0.30 Dépêche-notes.
0.35 L'Heure bleue.
Tendances hexagonales, par Xavier Prévost. Le Quintette du guitariste Malo Vallois ; Georges Arvanitas pour le vingt-cinquième anniversaire de son trio.

Jeudi 30 janvier

TF 1

14.30 Feuilleton : Côte Ouest.
15.20 Série : Un cas pour deux.
16.15 Feuilleton : Riviera.
16.40 Club Dorothée.
17.25 Série : 21 Jump Street.
18.20 Jeu : Une famille en or.
18.50 Feuilleton : Santa Barbara.
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
19.50 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Tiercé, Météo, Loto sportif et Tapis vert.
20.50 Téléfilm : Van Loc, le flic de Marseille.
22.25 Magazine : Ex libris.
Invités : Zana Muhsen ; José Reymond ; Michel Benoît ; Philippe Guilhaume ; Pierre Desgraupes.
23.25 Documentaire : La Pudeur ou l'Impudeur.
0.05 Journal, Météo et Bourse.

A 2

15.15 Tiercé, en direct de Vincennes.
15.25 Variétés : La Chance aux chansons.
16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.45 Magazine : Défendez-vous.
17.00 Magazine : Giga.
18.00 Série : Mac Gyver.
18.55 Le Journal olympique.
19.00 Jeu : Question de charme.
19.35 Divertissement : La Caméra indiscrète
19.59 Journal, Journal du trot et Météo.
20.50 ▶ Magazine : Envoyé spécial.
Qui a tué Kennedy ? ; Le Prix du bonheur ; Sadruddine Aga Khan.
22.15 Cinéma : Plein Soleil. ■■
Film français de René Clément (1959).
0.15 Magazine : Merci et encore Bravo.

FR3

14.30 Magazine : Le Choix.
15.30 Série : La Grande Vallée.
16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.00 Un livre, un jour. *Marin Marais,* de Sylvette Milliot et Jérôme de La Gorce.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 Cinéma : Le Jardin du diable. ■■
Film américain de Henry Hathaway (1954).
22.25 Journal et Météo.
22.45 Cinéma : Lucky Luciano. ■■
Film italien de Francesco Rosi (1973).

CANAL PLUS

15.15 Magazine : 24 heures.
16.15 Cinéma : Mauvaise fille. ■
Film franco-suisse de Régis Franc (1990).
18.00 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.35

18.50 Le Top.
Présenté par Yvan Le Bolloc'h.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.31 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Netchaïev est de retour. ■
Film français de Jacques Deray (1990).
22.20 Flash d'informations.
22.30 Sport : Boxe.
Réunion au Cirque d'hiver.
23.25 Sport : Basket-ball.
Antibes-Tel-Aviv. Championnat d'Europe des clubs.

LA 5

14.25 Série : Bergerac.
15.25 Série : Simon et Simon.
16.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
17.05 Youpi ! L'école est finie.
18.15 Série : Star Trek.
19.05 Série : La loi est la loi.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : Enquête à Beverly Hills.
22.30 Cinéma : Le Diable rose. □
Film français de Pierre B. Reinhard (1988).
23.55 Journal de la nuit.

M6

14.20 Magazine : 6e Avenue.
16.50 Série : Drôles de dames.
17.40 Jeu : Zygomusic.
18.10 Musique : Zygomachine.
18.30 Série : Les Années FM.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.50 Météo des neiges.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.30 Météo.
20.35 Mode 6.
20.40 Cinéma : Antarctica. ■
Film japonais de Koreyoshi Kurahara (1983).
22.25 Météo des neiges.
22.30 Cinéma : Carrie. ■■
Film américain de Brian De Palma (1976).
0.10 Météo des neiges.
0.15 Six minutes d'informations.

LA SEPT

16.40 Théâtre : Les Heures blanches.
De Claude Miller, d'après Ferdinando Camon, mise en scène de Didier Bezace.
18.00 Feuilleton : Fontamara (4e épisode).
19.00 Documentaire : Naples revisitée par Ernest Pignon-Ernest.
19.30 Documentaire : Robinson dans la lagune.
20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 Magazine : Mégamix.
22.00 Magazine : Avis de tempête.
23.00 Danse : Saint-Georges.
23.25 Documentaire : Il était une fois dix-neuf acteurs.

FRANCE-CULTURE

20.30 Ghelderode fantastique.
2. Le montreur de marionnettes.
21.30 Profils perdus.
Charles-André Julien (2).
22.40 Les Nuits magnétiques. Deux ou trois choses que l'on sait d'eux (3), par Christine Goëme et Francesca Piolot.
0.05 Du jour au lendemain.
Avec Lydia Flem (l'Homme Freud).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : La Nuit transfigurée op. 4 ; *Concerto pour piano et orchestre en* la majeur nº 2.
23.10 Ainsi la nuit... Par Denise Bahous.
0.30 Dépêche-notes.
0.35 L'Heure bleue. Par André Clergeat.

Le Monde

Selon M. Eltsine

La Russie a déjà neutralisé 600 missiles balistiques

Le président russe, M. Boris Eltsine, s'est déclaré, mercredi 29 janvier, prêt à négocier une réduction des armes nucléaires. *«Nous sommes prêts à travailler ensemble à un système de défense global (...) à la place de l'Initiative de défense stratégique américaine»*, a-t-il dit à la télévision, en réponse aux nouvelles propositions de désarmement formulées mardi par le président américain, M. George Bush *(lire page 3 les articles d'Alain Frachon et de Michel Tatu)*. Selon le président russe, la Russie a déjà neutralisé 600 missiles balistiques basés à terre ou en mer de l'ex-URSS, soit au total 1 250 têtes nucléaires. Il a ajouté que 130 rampes de lancement de fusées stratégiques avaient été mises hors service par la Russie, ainsi que six *«sous-marins atomiques»*. *«On est en train de stopper la production des missiles de croisière de longue portée de tous types»* embarqués à bord d'avions, a-t-il ajouté.

M. Eltsine a encore annoncé que la production de têtes nucléaires pour les missiles atomiques tactiques déployés au sol avait été arrêtée. La Russie est aussi prête à éliminer un tiers des armes nucléaires tactiques basées en mer, ainsi qu'à liquider, sur une base mutuelle avec les Etats-Unis, ses *«systèmes antisatellites»*.

En 1991, a précisé M. Eltsine, le budget de l'armement soviétique a été réduit de 20 % par rapport aux années précédentes, et les achats d'armes ont baissé de 30 %. En 1992, a-t-il poursuivi, l'ensemble des dépenses militaires seront réduites d'encore 10 % et les achats d'armes diminués de moitié. Tout en se prononçant pour la *«liquidation»* des armes nucléaires et *«autres armes de destruction massive»* déployées *«dans le monde»*, M. Eltsine a répété que la Russie remplirait tous les engagements de l'ex-URSS en matière de limitation et de réduction des armements. – *(AFP, Reuter.)*

□ **IRAK : réexamen par l'ONU des sanctions contre Bagdad.** – Le Conseil de sécurité de l'ONU a entamé, mardi 28 janvier, le réexamen des sanctions contre l'Irak, mais sans manifester le moindre signe d'un assouplissement de l'embargo économique imposé après l'invasion du Koweït en août 1990. *«Il y a de très graves sujets de préoccupations dans des domaines où l'Irak ne respecte pas* [les termes du cessez-le-feu conclu à la fin de la guerre du Golfe], *en particulier les armes de destruction massive, les détenus koweïtiens, la restitution des biens et des questions financières»*, a déclaré le président (britannique) du Conseil, sir David Hannay. – *(Reuter.)*

Alors que les Etats-Unis ont rappelé leur ambassadeur à Port-au-Prince

La France et l'OEA «condamnent» l'attentat en Haïti contre le premier ministre pressenti

La France a «condamné», mardi 28 janvier, *«les exactions commises contre des personnalités politiques haïtiennes»* qui, selon le porte-parole du Quai d'Orsay, *«montrent les véritables intentions de leurs auteurs, c'est-à-dire de maintenir un état de fait par la force»*. Paris a insisté sur *«la nécessité d'une solution négociée sous l'égide de l'Organisation des Etats américains (OEA)»*. D'autre part, l'OEA a *«condamné énergiquement»* le récent attentat contre M. René Théodore, candidat pressenti au poste de premier ministre, et souhaité le déploiement rapide d'observateurs civils dans l'île.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

La ferme réaction américaine à l'attentat de samedi dernier contre M. Théodore marque un nouveau tournant dans la crise ouverte il y a quatre mois par le coup d'Etat contre le président Jean-Bertrand Aristide. Le rappel de l'ambassadeur Alvin Adams et la condamnation de l'opération par le département d'Etat alimentent les débats à Port-au-Prince.

Les uns affirment que l'attentat va précipiter une intervention armée américaine. D'autres soutiennent au contraire que le rappel de M. Adams annonce un désengagement des Etats-Unis, qui s'efforceraient de sortir du guêpier haïtien. Un scénario à la libérienne, présenté à Port-au-Prince comme la conséquence de *«l'échec de la politique de l'ambassadeur Adams»* qui, depuis quelque temps, ne cachait pas son amertume et son envie *«de laisser les Haïtiens se débrouiller tout seuls»*.

«Depuis l'occupation américaine au début du siècle, l'armée était le principal point d'appui de l'influence des Etats-Unis. Aujourd'hui, elle leur échappe car elle a éclaté en bandes incontrôlables de plus en plus impliquées dans le trafic de cocaïne», souligne un diplomate européen.

Beaucoup font cependant remarquer que les Etats-Unis ne peuvent se désintéresser d'Haïti, en passe de devenir un problème de politique intérieure avec l'affaire des *boat-people*, dont le nombre bat de nouveaux records chaque jour. Lundi, plus de 1 300 rescapés ont été hissés à bord des navires américains qui patrouillent sans relâche face aux côtes haïtiennes. A ce rythme, le camp installé sur la base de Guantanamo, à Cuba, risquait d'être saturé avant la fin de la semaine.

«La brusque augmentation des départs s'explique par le désespoir de beaucoup de gens qui ne croient plus au retour d'Aristide et par la terreur que font à nouveau régner les chefs de section», explique un animateur rural. Ces supplétifs de l'armée, omnipotents dans les campagnes, qui ont été démis de leurs fonctions par le président Aristide, ont racheté au prix fort leurs charges après le coup d'Etat. Ils se remboursent par la violence et en pressurant les populations qu'ils sont chargés d'administrer.

La solution négociée que s'efforce de faire prévaloir l'OEA est toujours au point mort. Alors que le Sénat haïtien multiplie les manœuvres dilatoires en exigeant que les autorités de fait soient associées aux négociations, la Chambre des députés vient de se prononcer clairement en faveur de la reprise du dialogue pour permettre le retour au pouvoir du président élu.

Dans une interview diffusée mardi par la Voix de l'Amérique, le père Aristide a réaffirmé qu'il fallait *«débarrasser l'armée de Cedras et de son équipe criminelle pour restaurer la démocratie à Haïti»*. Dans des déclarations publiées le même jour, M. Théodore semble au contraire accorder le bénéfice du doute au général Raoul Cedras, soulignant que son opinion dépendra des résultats de l'enquête ordonnée par le chef de l'armée à propos de l'attaque dont il a été victime.

JEAN-MICHEL CAROIT

Les membres de la Communauté des Etats indépendants vont adhérer à la CSCE

Les trente-huit pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (1) sont tombés d'accord sur l'admission «en bloc» des Républiques issues de l'ex-URSS, à l'exception de la Géorgie, qui n'a pas demandé à adhérer. Cet accord acquis entre hauts fonctionnaires devrait être entériné par les ministres des affaires étrangères qui se réuniront à Prague jeudi 30 et vendredi 31 janvier.

Il a été réalisé après que la Turquie eut levé ses objections. Ankara demandait que l'une des Républiques postulantes, l'Arménie, garantisse au préalable dans une déclaration qu'elle reconnaissait l'intégrité des frontières actuelles de la Turquie et n'avait aucune revendication territoriale. La Russie se serait aussi opposée dans un premier temps à l'admission de l'Arménie, selon l'agence CSTK. D'autres participants avaient exprimé des réserves sur le respect des droits de l'homme dans les Républiques transcaucasiennes, notamment à propos du conflit du Nagorny-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Les Etats-Unis et la plupart des pays membres de la CEE se sont toutefois prononcés pour l'admission à la CSCE de toutes les Républiques de la Communauté des Etats indépendants et ont réalisé le consensus sur cette position. – *(AFP.)*

(1) Il s'agit des Etats-Unis, du Canada et de tous les Etats européens, y compris les Républiques baltes, l'ex-Union soviétique n'étant pour l'instant représentée que par la Russie.

Paris propose de créer une agence européenne de l'armement

Le délégué général pour l'armement, M. Yves Sillard, préconise la création d'une agence européenne de l'armement, au sein de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), sur le modèle de l'agence spatiale européenne qui existe déjà. M. Sillard fait cette proposition dans le numéro spécial sur l'Europe du bimestriel *l'Armement*, édité par sa délégation. Dans son organisation actuelle, l'UEO, qui rassemble sept Etats européens, dispose en théorie d'un Comité permanent des armements (CPA) chargé de promouvoir des accords sur la standardisation des matériels entre pays membres. Mais ce CPA, créé en 1955, a fonctionné jusqu'en 1987 et il s'est ensuite laissé progressivement déborder, voire déposséder par le Groupement indépendant européen de programmes (GIEP), un organe de coopération en matière d'armement qui réunit les experts des pays européens au sein de l'Alliance atlantique.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Fidélité électorale

FALLAIT le voir, l'autre soir, sur CNN, Bill Clinton, le démocrate, lancé dans la course à la Maison Blanche, portant beau, portant propre, la main posée sur celle de son épouse : S'il l'a trompée ? Oui, ça lui est arrivé. Leur ménage a connu des hauts et des bas, mais maintenant ça va, hein, chérie ! La chérie a opiné amoureusement façon Nancy en extase devant Ronnie. Et les Américains consultés par ABC ont estimé à 80 % qu'au fond ils se moquaient bien de savoir si Bill avait couché ou non avec une Miss America dont les révélations, monnayées, bandes à l'appui, par la presse à sensation semblent avoir fait chou blanc.

La fidélité conjugale érigée en critère d'éligibilité aux postes de haute responsabilité, nous, ici, ça nous faisait rigoler. Quel rapport entre vie publique et vie privée ? Les Amerloques, bande d'hypocrites, en établissaient un : si un homme n'est pas capable d'honorer ses engagements envers sa moitié, il ne tiendra pas non plus sa parole au peuple. Et les membres très actifs du Women's Lib s'indignaient de ce double jeu entre une femme-objet et une femme-potiche.

Alors, bon, Gary Hart, t'es pas crédible, t'es macho, tu dégages et tu vas courir ailleurs. Et le juge Thomas : Tu l'as harcelée, hein, ta collaboratrice, tu lui a mis la main au balcon ? Et tu prétends siéger à la Cour suprême, espèce d'obsédé sexuel ? Tu nies ? Attends un peu qu'on te fasse passer aux détecteur de mensonges ! C'était pousser le bouchon un peu loin. Si loin, que malgré les sit-in, les manifs de nanas déchaînées, les mâles blancs et noirs se sont ressaisis : Allez, ça suffit, vrai ou faux, tant pis, on veut pas le savoir. Acquitté au bénéfice du doute.

Et puis là, maintenant, aux Etats-Unis, l'opinion semble s'être résignée à l'évidence. Ils la feront cocue, même s'ils ne trompent pas madame, les candidats au pouvoir, témoin Bush avec son histoire d'impôts. Maritales ou électorales, les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Et voilà comment, l'expérience aidant, la sagesse vient aux nations.

Plus de quarante morts

Un hélicoptère azerbaïdjanais abattu au-dessus du Haut-Karabakh

Un hélicoptère azerbaïdjanais, qui effectuait un vol entre Agdam – ville d'Azerbaïdjan – et Choucha – la principale localité azérie de l'enclave arménienne du Haut-Karabakh, – a été abattu mardi 28 janvier. L'appareil transportait une quarantaine de passagers, dont des femmes et des enfants, qui ont été tués, indique l'agence Tass, citant un responsable azéri, tandis qu'Interfax fait état de quarante-sept morts. En revanche, un responsable de la mission arménienne à Moscou, confirmant la perte d'un appareil azerbaïdjanais, a affirmé qu'il transportait apparemment *«des armes et des munitions aux Azéris»* qui tentent de reprendre le village de Karin-Tak (Dachatly, en azéri). La télévision centrale de la CEI a indiqué que l'appareil abattu est un MI-8.

Tass n'indique pas d'où est parti le tir, mais le Front populaire d'Azerbaïdjan (opposition nationaliste) a rejeté la responsabilité de l'incident sur les Arméniens, tandis que l'agence d'information azerbaïdjanaise Assa-Irada a affirmé que la roquette avait été tirée de la région de Khankendi, *«où sont basées des formations arméniennes»*. La mission azerbaïdjanaise à Moscou a accusé les Arméniens d'avoir abattu l'hélicoptère avec un missile à guidage infrarouge. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Les suites de la catastrophe de l'Airbus

Les équipages d'Air France et d'Air Inter rappelés au respect des procédures

Les services de l'aviation civile ont rédigé pour les compagnies Air France et Air Inter une lettre de recommandations après l'accident survenu le 20 janvier à un Airbus A 320 d'Air Inter. Cette lettre demande le respect des procédures de vérification mutuelle que doivent effectuer le commandant de bord et son copilote. En effet, si l'équipage de l'Airbus accidenté avait procédé normalement (*le Monde* du 29 janvier), il se serait peut-être aperçu que la vitesse de descente était de 3 300 pieds par minute et leur angle de descente de plus de 10 degrés alors qu'il croyait être sur un angle de 3,3 degrés. Le rapprochement des 3 300 pieds de vitesse verticale et de 3,3 degrés d'angle souhaité par eux explique que certains experts estiment que les pilotes se sont trompés sur le mode de descente de l'appareil.

SOMMAIRE

DÉBATS

«L'avion, le pilote et l'automate» par Alain Gras, Caroline Moricot, Sophie L. Poirot-Delpech et Victor Scardigli 2

ÉTRANGER

Etats-Unis : le discours du président Bush sur l'état de l'Union ... 3
Les Palestiniens ont maintenu leur politique de la chaise vide à la conférence de Moscou 4
Rencontre de M. Eltsine et de Baker au Kremlin 4
Somalie : nouvelle tentative de cessez-le-feu à Mogadiscio 5
Algérie : le FLN essaie, dans la confusion, de survivre 5

POLITIQUE

La préparation des élections régionales du 22 mars : les têtes de liste du PCF ; M. Tapie en campagne à Marseille ; dissidences chez les socialistes et les communistes corses 6
Le maire d'Avignon demande l'interdiction d'une réunion publique de M. Le Pen 7

SOCIÉTÉ

Justice : après la mort d'un adolescent à Asnières, un gardien de la paix est inculpé d'homicide involontaire 8
Le troisième procès de l'affaire des «Irlandais de Vincennes» 8
Le procès des fausses factures de la région parisienne 8
Une «politique de l'expérimentation animale» sera mise en œuvre dans les organismes publics de recherche 9

ÉDUCATION ♦ CAMPUS

• Le nouveau Conseil national des universités au pas de charge • L'implantation du FN reste limitée dans les universités et discrète dans les lycées ; le fief lyonnais en veilleuse ; sur les sentiers de la guerre anti-Le Pen • Les universités au seuil de l'autonomie • A l'école du jouet ..... 10 à 12

ARTS ♦ SPECTACLES

• «Imagina 92», le forum des nouvelles images : l'avenir de la communication et de la création culturelle ; les instruments de la perception des mondes virtuels ; une nouvelle génération de réalisateurs vidéo • Cinéma : «JFK», le film controversé • La sélection de la semaine • Les trente ans de la maison Saint Laurent ..... 23 à 34

ÉCONOMIE

L'accord IBM-Bull et la réorganisation de l'électronique 13
Nouveau record historique à Wall Street 13
La France et la Russie pourraient construire un hélicoptère 14
Vie des entreprises 18

Services

Abonnements 2
Annonces classées .... 15 à 17
Automobile 20
Marchés financiers .... 18 et 19
Météorologie 21
Carnet 20
Mots croisés 20
Radio-Télévision 21

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29 janvier 1992 a été tiré à 501 865

Aide sociale et scientologie

Le bureau d'aide sociale de la mairie de Paris a fourni cinquante invitations à un spectacle pour enfants bien particulier. Présenté samedi 25 janvier au théâtre du Gymnase, *New-York, nous voilà !* a été réalisé par les élèves de l'Ecole de l'éveil. Cet établissement scolaire privé, situé dans le onzième arrondissement, accueille soixante enfants de la maternelle à la classe de troisième. On y pratique une pédagogie fondée sur les principes de Lafayette, Ron Hubbard, fondateur de l'Eglise de scientologie.

La directrice de l'école indique qu'elle n'a aucun commentaire à faire sur les liens entre l'établissement et la secte. Elle précise que *«la quasi-totalité des parents d'enfants ne sont pas des adeptes de la scientologie. De même, tous les enseignants ne sont pas scientologues»*. Les cartons d'invitation imprimés au nom du maire de Paris ont été remis à un centre social pour enfants inadaptés. Les places ont été achetées par le bureau d'aide sociale qui gère chaque année 400 000 invitations pour les personnes âgées. L'Ecole de l'éveil, qui affirme avoir dû trouver plus de 2 millions de francs pour monter son spectacle, a cherché tous les soutiens financiers possibles.

Le fonctionnaire qu'elle a sollicité *«ignorait totalement la nature de cet établissement»*, précise l'Hôtel de Ville, ajoutant qu'il s'agit là d'une erreur et que l'Ecole de l'éveil ne bénéficie d'aucune subvention... excepté les cinquante cartons d'invitation.

M. A.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 29 janvier

Légère déception

Après trois jours de hausse, la Bourse de Paris a renoué, mercredi matin, avec la baisse. En léger progrès à l'ouverture, l'indice CAC 40 reperdait tout le terrain gagné initialement pour se retrouver vers 11 heures à 0,44 % au-dessous de son niveau précédent. Selon les spécialistes, les investisseurs ont été légèrement déçus par le programme de relance présenté par M. Bush dans son discours sur l'état de l'Union. Les courants d'échanges ont été dans l'ensemble peu étoffés.

Baisse de Pinault, Sefimeg, Paribas, Péchiney, Rochette, Sanofi. Hausse de Bafip, Roussel-Uclaf, Printemps, Bel, GTM.

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

Le onzième Forum des nouvelles images, Imagina 92, se tient à Monte-Carlo du 29 au 31 janvier. Grand rendez-vous annuel des fabricants, des utilisateurs et des théoriciens des plus récentes techniques, Imagina a pris cette année le titre « Des images qui dépassent l'imagination » pour envisager plus particulièrement les applications dans le domaine de la création artistique. *Les manipulations infinies* que permet le mariage de l'ordinateur avec la caméra ou le pinceau sont effectivement en passe de bouleverser le cinéma, la vidéo, les arts graphiques, et de modifier toutes nos habitudes de consommation des arts visuels.



Su l'écran ci-contre : « Starwatcher », un film de Moebius réalisé en images de synthèse chez Videosystem.

VIDÉOSYSTEM

« IMAGINA 92 », LE FORUM DES NOUVELLES IMAGES

Les maîtres du temps réel

AU mois d'octobre dernier, le monde du cinéma frémissait comme à l'annonce d'attouchements interdits. *Deux cinéastes* reconnus, estampillés «artistes», Wim Wenders et Peter Greenaway, présentaient l'un *Jusqu'au bout du monde*, l'autre *Prospero's Book*, qui tous deux intègrent la technologie des nouvelles images. Au même moment, le box-office était violemment secoué par la sortie d'un film commercial promis, en France comme dans le reste du monde, à un triomphe public : *Terminator 2*, réalisé par James Cameron. Non seulement lui aussi fait grandement appel aux nouvelles techniques, mais il annonce, plus sûrement que les deux œuvres d'auteur, le probable, sinon réjouissant, avenir du cinéma.

Cette mutation vers l'âge électronique a commencé avec l'essor de la nouvelle génération d'effets spéciaux pour les grandes sagas de science-fiction dont *la Guerre des étoiles* de George Lucas reste l'emblème. Le temple de cette technologie est d'ailleurs ILM (Industrial Light and Magic), la société leader en ce domaine, créée par Lucas. Elle incarne, aussi, une nouvelle esthétique, inspirée des jeux vidéo eux-mêmes issus de la bande dessinée, dont Lucas et son complice Spielberg (Indiana Jones est leur enfant commun) ont été les promoteurs. Esthétique basée sur la vitesse et l'effet, sur la citation et l'hypnose.

Si Wenders a fait appel aux nouvelles techniques *pour produire des équivalents* de la peinture impressionniste, si Greenaway y a trouvé moyen de jouer des incrustations plus artistement qu'un réalisateur de journal télévisé, Cameron et ILM ont, eux, véritablement utilisé les possibilités de cette révolution qu'est non pas la «haute définition» (comme les marchands de postes de télé essaient de le faire croire), mais la numérisation de l'image. Même s'il y eut des ébauches, le robot de métal liquide de *Terminator* restera comme le symbole du mariage consommé entre film de fiction et image digitale.

Les conséquences de cette fusion sont considérables : elle anéantit la frontière entre image de synthèse – monde de fantasmagorie *abstraite* – et *prise de vues* réelle, fût-ce dans la fabrication des univers les plus oniriques. Elle anéantit le sens même de la prise de vues réelle : dès lors que tout le contenu d'une image (acteurs humains, décors, costumes, etc.) est susceptible d'être décomposé en micro-éléments tous équivalents pour constituer une «pâte numérique» qu'un technicien modèle à sa convenance, toute notion de représentation disparaît. La numérisation est très exactement la bombe atomique des images.

Il est plaisant de retrouver aujourd'hui les prophètes de ce «nouveau cinéma», Lucas et Spielberg, en première ligne des réalisateurs revendiquant que la loi américaine les protège contre *les manipulations* de leurs œuvres (*le Monde* du 10 décembre). Des manipulations rendues possibles par ces procédés qui permettent de remplacer un acteur par un autre, de modifier un décor, un costume ou le déroulement d'une scène *après* l'achèvement du film – *Marilyn Monroe et Humphrey Bogart dans Terminator 3*? Schwarzenegger à la place de De Niro dans *Raging Bull*? Techniquement, c'est possible immédiatement.

« L'image de synthèse va changer notre perception du monde. Elle représente un changement aussi important que l'invention de la perspective par la Renaissance et fera passer le spectacle audiovisuel de l'ère de la représentation à celle de la sensation et de la simulation », dit Christian Guillon. Il était directeur d'effets spéciaux (mécaniques et optiques) pour le cinéma, il collabore désormais avec la société Ex-Machina pour la création d'effets en images de synthèse.

Née de la fusion des deux principales entreprises françaises en la matière, TDI et Sogitec, Ex-Machina présentera à Imagina *Sub Oceanic Shuttle*, réalisé entièrement en images de synthèse. C'est un film, mais pas un «film de cinéma». Les aventures de cette navette sous-marine sont destinées au marché en pleine expansion des parcs d'attractions, où la projection s'effectue dans des salles équipées de «fauteuils animés», dont les mouvement reproduisent ceux qu'éprouveraient de véritables passagers des voyages fantastiques qu'ils proposent. *Sub Oceanic Shuttle* est un *ride*.

Et les *ride* sont des expériences de sensations pures – histoire minimale, pas question de s'attarder, d'observer, encore moins de réfléchir – qui connaissent un réel succès commercial. Ce succès couvre sans problème les coûts de fabrication (plus de 5 millions de francs pour trois minutes trente, le prix d'un long métrage très économe). Les spectateurs voient plusieurs fois le même show, comme s'il s'agissait plus d'un tour de manège forain que d'une œuvre de cinéma.

Ex-Machina travaille actuellement sur un film de cinq minutes entièrement aussi en images de synthèse, *Gaïa*, commandité par le CNES et Matra pour le «puits d'images» du Pavillon français de l'Exposition *universelle de Séville. Réalisé par* Pascal Roulin, ce film, qui évoque la Terre telle que la voient les satellites, sera projeté sur un immense écran horizontal, vu d'en haut, en Imax, avec une résolution («finesse» de l'image) de 3 000 points – à titre de comparaison, la définition de la télévision est de 578 points.

« Plus la résolution augmente, plus le nombre d'informations à traiter pour chaque image est important, et plus il exige de calculs informatiques », indique Xavier Nicolas, directeur général d'Ex-Machina. Chaque image exige en effet des heures de fabrication. Ses ordinateurs vont avoir encore plus d'ouvrage avec un autre projet, *le Tigre*, réalisé par Jerzy Kular, treize minutes commandées par le groupe coréen Posco, numéro 3 mondial de la sidérurgie, pour l'Expo Paejun 93, le «Séville asiatique».

D'abord parce qu'il s'agira d'un film en relief, la prise de vues stéréoscopique (deux caméras jumelées, mais susceptibles de varier les effets de volume) étant *entièrement pilotée par l'ordinateur. Ensuite et surtout* parce que la vedette est cette fois un être vivant, un tigre donc. Au dessin industriel qui permettait de «modéliser» les objets en les introduisant point par point dans la mémoire informatique s'ajoutent l'anatomie, grâce à laquelle un animateur fera évoluer le «squelette» du fauve, et la dynamique d'un être vivant, qu'un programme spécial devra reproduire dans le tressaillement de chaque muscle et la moirure des poils. Etude scientifique du mouvement animal (et humain), distraction foraine : c'était, il y a cent ans, les prémices du cinéma.

La reproduction des êtres vivants est également à l'ordre du jour chez Vidéosystem qui s'est attaqué à la réalisation encore plus ambitieuse d'un long métrage de 80 minutes uniquement en images de synthèse. *Starwatcher* (dont le «pilote» sera présenté à «Imagina») est né de l'imagination féconde de Moebius, l'un des grands maîtres de la bande dessinée moderne, également familier des effets spéciaux de cinéma pour avoir collaboré à *Tron* (l'ancêtre du cinéma informatisé) et à *Alien*.

Devant le story-board ultra-détaillé d'une séquence, Moebius souligne les avantages des nouvelles techniques, comparées à l'animation classique : comme tout est, là aussi, modélisé en volume, il devient possible de tourner autour des personnages, avec des mouvements de caméra impossibles en prise de vues réelle, et les plus improbables métamorphoses deviennent des jeux d'enfant. *« On est passé de deux à trois dimensions non seulement pour les volumes, mais pour les textures et les lumières »*, renchérit Keith Ingham, «directeur de l'animation» (le poste de réalisateur a disparu du générique, *Starwatcher* est «un film de Moebius réalisé en images de synthèse»). *« On ne sait pas où va ce genre de cinéma »*, conclut Moebius.

Où va-t-il? le grand atout technique de Videosystem en donne une idée : son Centre de recherche sur les *nouvelles images dispose en effet de quelques-unes* des rares machines d'animation en temps réel, notamment par *data glove*. Ici, plus de longues heures de travail des calculateurs pour fabriquer chaque image, un personnage sur l'écran réagit littéralement au doigt et à l'œil aux mouvements du «gant de données» manipulé par un animateur. Mais ne dites pas à Alain Guiot, président de Videosystem, que sa technologie onéreuse et sophistiquée lui a permis d'inventer la marionnette, ça ne le fait pas sourire.

Il sans doute raison : le «temps réel» est la clé des «mondes virtuels», ceux où le spectateur (mais ce mot ne voudra plus rien dire) cesse d'être témoin pour devenir protagoniste. Il bouge la tête, fait un pas de côté, l'image change en fonction de son mouvement. Il avance la main, sa «main» (en images de synthèse) se meut dans le décor, saisit un objet et le déplace : c'est, poussée à son point extrême, ce que McLuhan appelait l'*« amputation »* par les médias.

Aujourd'hui, aucun manipulateur d'images de synthèse ne manque de souligner que le succès de *Terminator* est d'abord dû à *« l'excellence de son scénario, que toutes les machines ne servent qu'à raconter une histoire »*. Mais outre qu'il reste possible (?) de discuter la soi-disant intelligence du script du film de Cameron, Christian Guillon est plus près de la vérité lorsqu'il remarque que sa réussite *« est due à la bonne connaissance des possibilités de la technique par le cinéaste, possibilités en fonction desquelles il a conçu son film »*. La machine a commandé l'histoire beaucoup plus que l'inverse.

Demain, l'interactivité des mondes virtuels rendra absurde l'idée même de scénario : tous les scénarios possibles devront être déjà là. Et si le spectateur en inventait une variante, il ne le ferait plus, comme aujourd'hui en salle, «avec» ou «contre» le film, mais au service de la machine qui en enrichira illico sa banque de données. Jusqu'à plus ample informé, ce monde virtuel-là s'appelle tout bonnement un monde totalitaire. *(Lire nos articles pages 24 et 25.)*

JEAN-MICHEL FRODON

L'AVENIR DE LA COMMUNICATION ET DE LA CRÉATION CULTURELLE

Les artifices de l'intelligence artificielle

L' « homme-mercure » de *Terminator 2* et les transformations à vue de la dernière vidéo de Michael Jackson ne sont que les premières manifestations d'une technologie dont les recherches dans les domaines de la réalité virtuelle, de l'intelligence artificielle et de l'informatique interactive affecteront, à plus ou moins brève échéance, tant la transmission que la création culturelle dans l'audiovisuel : télévision, cinéma (la frontière est de plus en plus floue) et jeux vidéo.

« *SI la technologie est nouvelle, les concepts mêmes de la réalité virtuelle ne le sont pas,* dit le Dr Henry Jenkins, professeur assistant à l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT). *Ce sont même ceux qui ont donné naissance au cinéma. Edison, déjà, tentait d'y lier le phonographe afin d'aboutir à une combinaison de sons et d'images. Par la suite, d'autres ont essayé d'y ajouter l'odorat et le toucher, en vue d'une expérience totale dont le film serait le principal composant... Au départ, cela devait tendre vers une reproduction plus exacte du réel mais avec les nouveaux progrès – Smell-o-Vision, 3-D, Cinémascope – cette technologie s'est au contraire orientée vers le spectacle et le fantastique, l'horreur ou l'épopée, historique ou surnaturelle.* »

L'industrie cinématographique est technologiquement conservatrice : on enregistre toujours le son sur bande magnétique, on enroule la pellicule sur les mêmes bobines de métal que dans les années 50. Un film coûtant cher à produire, une copie cher à tirer et à expédier (de plus, elle se détériore assez vite), l'industrie envisage avec intérêt une diffusion par satellite jusque dans les salles (ou dans les salons, ce qui serait la fin de la distribution et de l'exploitation telle que nous les connaissons.) Le piratage est aisé, la location de vidéo-cassettes source de manque à gagner et les systèmes de protection installés à l'heure actuelle d'une efficacité limitée.

« *La meilleure solution*, explique le professeur Nicholas Negroponte, fondateur et directeur du Medialab au MIT, *serait peut-être de faire en sorte que l'original coûte moins cher qu'une copie. Il serait absurde de photocopier un livre de poche – l'acheter coûte moins cher. Le prix de revient d'un disque compact est de 30 cents. Si l'on peut y faire tenir un long-métrage en haute définition* (pour l'instant, on ne dépasse pas huit minutes), *on obtiendra un film de poche.* »

La possibilité en est proche, grâce à la formidable compression de données à laquelle travaille l'intelligence artificielle, et grâce à la digitalisation des films qui devrait en outre permettre l'interaction entre le film et le spectateur, sinon son entrée dans le film-même.

Au Japon, le réseau Habitat est une sorte de Minitel pour graphisme par ordinateur : dans un univers à deux dimensions (comme une bande dessinée), l'utilisateur peut se choisir un corps et une tête, à l'usage de ceux qui se branchent en même temps sur le réseau et dialoguer avec eux par l'intermédiaire d'une bulle. Pour le Dr Brenda Laurel, de Telepresent, près de San-Francisco, « *nous sommes très près de passer à la représentation en trois dimensions, à la possibilité de donner le point de vue du personnage qui vous représente, d'y ajouter la voix sur un deuxième canal – et même d'apparaître à X comme une jolie blonde gracile et, en même temps, comme un surfeur brun et musclé à Y, dans un espace commun ou non, existant ou non.* »

Si elle prévoit que cette technologie va bouleverser les méthodes de travail dans un proche avenir – un architecte et un entrepreneur pourraient se « rencontrer » dans un modèle virtuel d'un immeuble à construire, – le Dr Laurel prévoit aussi la possibilité de participer à une rencontre sportive passée, ou un grand concert de rock : « *Je pourrais ainsi « assister » à un concert du Grateful Dead en 1977 et évoluer au sein du public.* »

Issue d'une famille liée au théâtre, le Dr Laurel a fait sa thèse de doctorat « *sur la façon d'insérer des éléments dramatiques dans des systèmes informatiques qui généreraient des intrigues de manière interactive.* » Depuis dix ans, elle planche sur le problème suivant : si je veux entrer dans un épisode de *Star Trek*, que doit comporter le système pour comprendre et exécuter ce que je fais, et créer un incident qui aura une signification dramatique susceptible de me satisfaire ?

« *Le but est de donner aux gens l'occasion d'entrer à l'intérieur d'œuvres d'art, de pièces, de films qui ne sont pas définitivement scénarisés, et le sentiment d'être des personnages dans une fiction ou dans un univers dramatique.* » Une recherche similaire – le Projet Oz (comme le magicien) – est en cours à l'université de Carnegie-Mellon. La semaine dernière, sur Nickelodeon (une chaîne câblée aux Etats-Unis), la réalité virtuelle faisait son entrée dans les jeux télévisés. A la manière du film *Tron*, *Nick Arcade* fait s'affronter deux concurrents (entre onze et quatorze ans) à l'intérieur d'un jeu vidéo. Dans le hall d'un multiplex de Chelsea, à New-York, le système Virtuality vous entraîne (à raison de 4 dollars pour trois minutes et demie) à l'intérieur de l'univers artificiel du *Cauchemar Dactyl*. Muni d'un casque spécial, chaque joueur voit ses concurrents à l'état de figurines (armées) qu'il faut éliminer à coups de fusées ou de grenades, avec effets sonores et de battements de cœur en quadriphonie.

Le professeur Jenkins voit là le ferment d'un clivage culturel : « *Les scénarios tournent autour des jeux de guerre ou de figures mâles volant au secours de la femelle captive : le pourcentage de garçons qui y jouent dépasse de très loin celui des filles. Et le fossé se creusera dès le plus jeune âge entre les hommes, technologiquement aptes, et les femmes, technologiquement analphabètes...* »

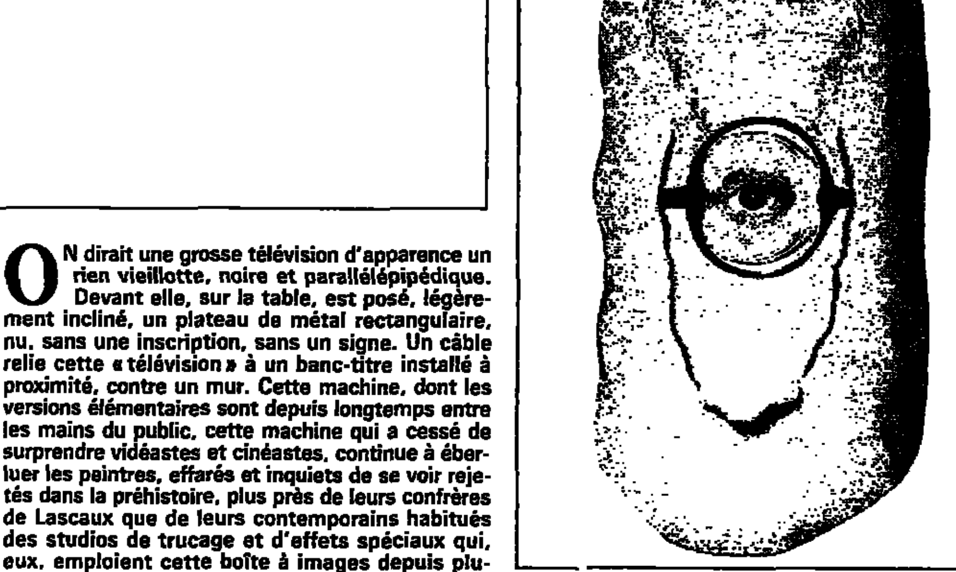
Les chercheurs plaident pour l'égalité : nous aurions tous accès à cette technologie. En réalité, celle-ci étant financée par les grandes entreprises, elle tendra plus fortement, soupçonnent certains, vers une information « de haut en bas », tenant donc de l'impulsion consumériste, publicitaire – ou politique. « *La technologie est là, elle ne disparaîtra pas,* dit le Dr Laurel. *Sera-t-elle récupérée par le ministère de la guerre, Nintendo, IBM ou des cinéastes tels que George Lucas ou Steven Spielberg ? A nous tous – et les artistes ont un rôle énorme à jouer – d'incorporer au système des relais de sauvegarde et d'autoprotection. A nous de créer des approches socialement positives de cette technologie et de persuader les fournisseurs qu'ils ne perdront pas d'argent pour autant.* »

Il y a quelques semaines, lors de la création de la Fondation pour les droits de l'artiste, George Lucas a pris avec Spielberg la tête d'un mouvement visant à exiger du gouvernement américain la reconnaissance du droit moral de l'artiste sur son œuvre (droit que le gouvernement américain a exclu lorsqu'il a signé la convention de Berne sur le copyright). Le cinéaste signalait qu'au-delà des manipulations déjà répandues à la télévision qui dénaturent l'œuvre originale (déformation du cadre, accélération, colorisation), la technologie actuelle permettait le remplacement d'un acteur politiquement « indésirable » par un autre et, en retravaillant par ordinateur les mouvements d'une bouche, de faire dire n'importe quoi à n'importe qui. « *Dans peu de temps, nous verrons nos films affublés d'acteurs que nous n'avons pas engagés, disant un dialogue que nous n'avons pas écrit et nous n'aurons même pas notre mot à dire* », déclarait-il en substance.

Le procédé peut aussi être appliqué aux documents d'archives, photographiques ou télévisuels, créant, pour des raisons commerciales ou politiques, une réalité « aussi vraie que la vraie ». « *Le danger existe d'une telle manipulation du passé,* dit le professeur Henry Jenkins, *lorsqu'on songe à quel point notre culture se repose sur le pouvoir de l'image. « Voir, c'est croire », « Je l'ai vu comme si j'y étais... » Notre sens du passé est altéré par l'image : combien ne connaissent les années 50 qu'à travers le feuilleton « Oh ! les beaux jours », ou les années 70 que par « La fièvre du samedi soir » ?* Il souligne que la guerre du Golfe a prouvé à quel point la société peut être crédule. « *Les images portant la mention « censuré par le gouvernement irakien » était considérées comme de la fiction, donc suspectes ; mais toutes les autres, jamais indiquées comme « contrôlées, ou régies, par le gouvernement américain » passaient pour « vérité vraie. » C'était pourtant tout autant de la fiction ; notre réaction émotionnelle a été provoquée par une narration destinée à faire la part entre les bons et les méchants – et cela affecte la manière dont nous appréhendons et comprenons notre Histoire.* »

Selon le professeur Jenkins, « *la réalité virtuelle sera le « trip » des années 90. Un espace hallucinogène que l'on peut parcourir, et que le corps ressentira de la manière la plus intense possible, sans le risque physique de la drogue. Une drogue sans produit chimique.* » Mais, ajoute-t-il, le public a son rôle à jouer dans cette affaire : il lui incombe d'être plus que jamais sceptique et vigilant.

HENRI BÉHAR





Deux créations de Pierre Huyghe.

Peintures cathodiques

ON dirait une grosse télévision d'apparence un rien vieillotte, noire et parallélépipédique. Devant elle, sur la table, est posé, légèrement incliné, un plateau de métal rectangulaire, nu, sans une inscription, sans un signe. Un câble relie cette « télévision » à un banc-titre installé à proximité, contre un mur. Cette machine, dont les versions élémentaires sont depuis longtemps entre les mains du public, cette machine qui a cessé de surprendre vidéastes et cinéastes, continue à éberluer les peintres, effarés et inquiets de se voir rejetés dans la préhistoire, plus près de leurs confrères de Lascaux que de leurs contemporains habitués des studios de trucage et d'effets spéciaux qui, eux, emploient cette boîte à images depuis plusieurs années.

Elle se nomme « paintbox », boîte à peindre, mais son savoir ne se limite pas à ce que l'on appelle ordinairement peinture. Elle sait colorer, certes, et dessiner, mais aussi coller, mixer, déformer, superposer, greffer, anamorphoser, agrandir, diminuer, effacer. Elle peut tout faire avec des images, et le faire dans l'instant.

Exemple, emprunté à Pierre Huyghe, l'un des rares, l'un des premiers artistes français à user de ses ressources (1) : un portrait photographique, en couleurs ou en noir et blanc, est introduit dans la paintbox par l'intermédiaire du banc-titre. Il apparaît sur l'écran. Sur le plateau de métal, à la fois clavier de commande et planche à dessin, avec une sorte de stylo-bille à pointe de métal, le manipulateur retouche les traits, arrondit un contour, ajoute ou atténue une ombre. Il découpe un fragment de l'image, un œil, une bouche, et la déplace au milieu du front ou au bout du nez, la colle et obtient ainsi un parfait cyclope ou n'importe quel monstre. Ni suture ni différence de texture ne se détecte, si bien que le monstre a l'air admirablement naturel.

Veut-on lui farder les lèvres ou lui tatouer une tortue sur la joue ? Le pseudo-stylo fait apparaître sur l'écran un nuancier et une zone « palette » à l'intérieur de laquelle, en puisant dans les carrés du nuancier, il est possible de mélanger les couleurs jusqu'à obtenir le ton voulu. Un système de sélection permet de choisir entre des touches de tailles variées selon qu'il faut couvrir une surface ou l'agrémenter de quelques points. Naturellement, pour parfaire l'illusion et donner à l'image une carnation aussi naturelle que possible, il est tout aussi aisé d'introduire un morceau d'image de « vraie » peau, rides et système pileux compris afin de porter le trompe-l'œil à son plus haut degré.

Fonctions et applications de la paintbox sont donc innombrables. Dessiner directement sur le plateau de métal permet de modifier les images au gré de la fantaisie du graphiste. Coller autorise les combinaisons les plus extravagantes, des citations innombrables et tous les pastiches.

Reste à savoir passer de la création sur écran à une œuvre palpable et durable. Pour fixer et exposer ces images qui demeureraient sinon immatérielles, plusieurs techniques peuvent servir, le tirage photographique, ou, plus complexe, plus souple, plus coûteuse aussi, l'impression de l'image sur n'importe quelle surface, papier, plastique ou même toile, par l'intermédiaire d'un scanner qui numérise un cliché et la reproduit par jets d'encre.

Il existe aussi une paintbox « à trois dimensions » qui mémorise les volumes et sait les reproduire « en vraie grandeur » en découpant une matière tendre. Utilisée par un obsédé du faux-semblant, elle permettrait de feindre jusqu'aux empâtements et aux reliefs des peintures à l'huile d'autrefois, qui manquent tant aux images imprimées, décevantes par leur neutralité et leur platitude glacée.

Feindre ou remplacer l'huile ? Telle est naturellement la question essentielle. Il ne manque pas de théoriciens pour pronostiquer la mort des techniques anciennes et l'âge des « info-peintres ». Plus d'ateliers qui sentent la térébenthine, prophétisent-ils, plus de tubes, rien qu'un écran et quelques fils électriques. Ce serait, à les croire, le futur de l'art, un art de laboratoires et de studios informatisés.

Une mode s'est ainsi créée, née avec les clips et la publicité, et elle gagne désormais jusqu'aux institutions. Au printemps prochain, l'École des beaux-arts de Paris organise, avec Apple France, un concours d'infographie. Un autre établissement, en cours de constitution, l'école du Fresnoy à Tourcoing, entend se spécialiser dans l'apprentissage de ces nouvelles technologies. Il a organisé à l'automne dernier, en guise de profession de foi, une manifestation, justement dénommée « Les arts étonnants », qui réunissait quelques virtuoses britanniques et français de la manipulation d'images assistée par ordinateur.

Certains de ceux qui ont de la « paintbox » et, plus généralement, des « nouvelles technologies » une expérience directe sont cependant moins péremptoires. Après avoir expérimenté la photocopie-laser, Isabelle Champion-Métadier reprend désormais les planches sorties des machines avec du fusain et de la peinture, les colle sur sa toile et les recouvre en partie. Pierre Huyghe lui-même avoue se méfier de sa boîte magique et du plaisir de la virtuosité.

Plutôt que de multiplier les effets spéciaux et les artifices – ce serait si facile, trop facile... – il travaille selon une méthode d'analyse des apparences et des expressions fort classique. Dans sa prochaine exposition, il présentera deux séries de photographies : d'un côté douze portraits d'amis ou d'inconnus, le visage recouvert d'un bas, à la façon des gangsters de cinéma ; de l'autre douze images de synthèse obtenues en « fondant » ensemble ces visages et douze croquis d'extraterrestres qu'il a demandé à ses modèles de dessiner pour lui.

C'est user des artifices les plus élaborés pour matérialiser un cauchemar ou une vision, et suggérer le caractère de leur auteur – vieux procédé d'introspection, bien plus vieux que la « paintbox ». Quand il métamorphosait ses « têtes d'expression » en faces de mouton ou de lion selon le caractère qu'il lui fallait suggérer, Lebrun ne procédait pas différemment. C'était il y a trois cents ans.

PHILIPPE DAGEN

(1) Pierre Huyghe participe, jusqu'au 8 mars, à l'exposition « Il faut construire l'hacienda », au Centre de création contemporaine, rue Racine, 37000 Tours. Tél. : 47-66-50-00.



IMAGINA 92

LES INSTRUMENTS DE LA PERCEPTION DES MONDES VIRTUELS

Au doigt et à l'œil

La création d'images virtuelles, c'est-à-dire recréant les sensations de la réalité, ne se cantonne pas au domaine de la distraction et s'étend à la simulation, à la formation et aux manipulations à distance. Les chercheurs multiplient les instruments – ou interfaces – qui permettent la communication entre ces mondes virtuels et leurs différents utilisateurs.

IMAGINEZ-VOUS perché sur un vélo, dans un paysage vallonné. Un petit effort, voici le haut d'une colline. Laissez-vous aller en roue libre, contemplez le paysage. Attention ! Un arbre ! Trop tard pour l'éviter ! Heureusement, la collision ne vous fera aucun mal : le vélo est un vélo d'appartement, le paysage est virtuel, c'est-à-dire calculé par un ordinateur et vu sur un «casque à images» tel qu'en portent les cobayes du laboratoire de l'université de Chapel Hill, aux Etats-Unis. Ce type de dispositif, qui plonge le visiteur dans un monde d'images et de sensations réalistes – il est plus dur de pédaler quand le «terrain» virtuel monte, et si vous tournez la tête, le «paysage» change, – deviendra de plus en plus courant dans le futur, car ses applications vont se multiplier : simulation, formation, manipulation à distance...

Il ne suffit pas de fabriquer des images de synthèse pour ouvrir les portes de ces mondes virtuels (*le Monde* du 25 janvier 1991). Il faut que l'homme et ces mondes puissent communiquer au travers d'interfaces, sur lesquelles travaillent de nombreux chercheurs. La plus connue des interfaces entre l'homme et l'image est bien sûr l'écran. Monté sur des casques, ou sur des sortes de lunettes, il peut se déplacer avec le sujet, l'environner d'images calculées. Cet écran peut aussi disparaître : on commence à savoir projeter des images directement sur la rétine, avec de petits lasers. La netteté et la légèreté de tels dispositifs en font une voie prometteuse pour l'interface machine-homme.

Mais d'autres machines peuvent, en sens inverse, observer la vision du sujet sur l'écran et en déduire ce qu'il souhaite voir ou faire. Le système américain Eyegaze, par exemple, permet avec une caméra de mesurer, d'enregistrer, et d'analyser le regard humain sur un écran (1). On peut ainsi entraîner des pilotes et s'assurer qu'ils ont bien les réflexes de «coup d'œil» sur leur environnement qui sont garants de leur sécurité. Les fabricants de logiciels informatiques peuvent vérifier l'ergonomie de leurs écrans, pour les rendre plus lisibles. Et chacun peut mesurer l'attention portée à telle ou telle partie d'une image projetée, quels détails accrochent l'attention – ce qui qui intéresse notamment les publicitaires, toujours soucieux que leurs produits ou leurs messages soient bien vus...

Connaissant la position du regard sur l'écran, on peut le rendre actif : en fixant des yeux les lettres d'un clavier affiché sur son écran, un handicapé moteur peut «taper» du regard des instructions ou des textes. L'utilisateur valide peut, lui, pointer avec cette sorte de «souris visuelle» des menus informatiques et déclencher des actions. Un pilote dont les mains sont occupées par le manche à balai peut désigner des objectifs à ses missiles avec le même genre d'appareil.

Mais l'interface réel-virtuel ne se contente pas de l'image. On a vu apparaître des «gants de données» (*data glove*), voire des «costumes de données», qu'enfilent des acteurs dont les alter ego immatériels se promènent sur l'écran. Ces gants et costumes commencent à se doter de dispositifs de retours d'effort : grâce à des coussinets gonflables ou à des systèmes piézo-électriques, on «sent» sur la paume les objets rencontrés dans les mondes virtuels. Le toucher s'ajoute à l'intellect. Les premiers «gants de données» étaient trop imprécis pour manipuler avec finesse des robots lointains dans des milieux hostiles (centrales nucléaires, gisements sous-marins). Les nouveaux gants de données à retour d'effort, comme ceux du projet européen Esprit Glad-In-Art, gagnent cette précision en reconstituant un «exosquelette» rigide sur la main qui dirige.

Dans ces applications industrielles, on peut aussi mélanger images naturelles et virtuelles : un sous-marin pour les forages de pétrole peut par exemple approcher d'un puits à réparer en «conduite virtuelle», d'après un modèle mémorisé, avant de déclencher ses caméras à l'approche de l'objectif : c'est le projet britannique Verdex.

Les interfaces visuelles commencent à être produites en série – notamment pour des applications ludiques. Les interfaces à retour d'effort vont suivre. Bientôt viendra sans doute le temps des interfaces de «toucher», rendant les sensations de lisse ou de rugueux, de froid ou de chaud. *«Le corps même s'explore et s'extorque par le calcul. On traque le regard et la main»*, écrit Philippe Quéau, responsable du programme d'Imagina. Aux frontières du vivant et du virtuel, de drôles de machines s'installent en médiateurs.

Elles peuvent changer les données de besoins bien connus, en renouvelant le concept même d'objets de communication. Ainsi le visiophone. Sera-t-il le simple prolongement du téléphone, avec des images, et donc des volumes d'information énormes à transporter, même avec les meilleures techniques de compression ? La plupart de nos conversations nous mettent en contact avec des gens connus (famille, collègues, etc.) Or on sait modéliser en 175 paramètres environ le comportement d'un visage. Dans ces conditions, il serait peut-être plus économique de «stocker» les images de nos correspondants habituels, et de les «animer» à la demande en fonction de la transmission de ces paramètres, pour les voir sourire, parler, bouger au rythme de la conversation...

Les écrans de ce «virtualophone» mettraient alors en contact des faces qui ne sont pas «réelles», mais aussi réalistes que des images transmises. Et la télévirtualité viendrait concurrencer les télécommunications.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

(1) Une diode électro-luminescente à infra-rouge placée dans la caméra illumine l'œil, et, la rétine étant très réfléchissante, l'analyse de cette réflexion (similaire aux «yeux rouges» des photos au flash) permet de connaître avec précision la direction du regard.

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE RÉALISATEURS VIDÉO

L'heure des mutants

par Pierre Bongiovanni

EN deux siècles, photographie, cinéma, téléphone, informatique, vidéo et télévision ont bouleversé nos comportements ; demain, les procédures interactives et les réalités virtuelles modifieront davantage encore notre rapport au monde, aux autres, à nous-mêmes. La période qui s'est ouverte depuis l'apparition du cinéma et de la télévision ne faisait que préparer le terrain à la phase actuelle, qui semble devoir être celle du réagencement général des compétences, des savoirs, des modes de transmission des connaissances.

Pour trouver leur pertinence, les nouvelles technologies (vidéo, procédures interactives et réalités virtuelles) requièrent maintenant les savoir-faire et les intuitions d'une nouvelle génération de concepteurs sachant marier les images et les sons avec l'informatique et les procédures de transmission instantanée. Ces « mutants » viennent de tous les horizons, mais ils partagent un certain nombre de points communs : ils sont de culture métisse, leur mémoire est intacte mais ils regardent vers le futur, ils malaxent les références et pervertissent les outils.

Depuis Dziga Vertov (*l'Homme à la caméra*, 1929), les artistes se saisissent des outils de leur époque pour en explorer les potentialités et pour reformuler le monde en inventant le vocabulaire et la syntaxe nécessaires. Et les jeunes «vidéastes» qui découvrent aujourd'hui Vertov sont souvent étonnés par la liberté, l'audace, les intuitions et l'avance de cet «ancêtre» du cinéma.



D.R.

«Parabolic People», de Sandra Kogut.

Le travail de création vidéo a connu un développement rapide, dont les principales étapes recoupent les évolutions technologiques et l'évolution des mentalités. Dans les années 60-70, l'apparition de matériels portables d'enregistrement facilement maniables, mais aux possibilités de montage limitées, a permis l'éclosion d'une génération d'artistes et de réalisateurs : les «témoins» et les «expérimentateurs».

Vidéo militante accompagnant les mouvements socioculturels du moment (féminisme, écologie, luttes sociales) et art vidéo se développent conjointement mais en s'ignorant. Les premiers, forts de nouveaux outils *«donnant à chacun les moyens de s'approprier la parole»*, se consacrent à l'intervention sociale et politique ; les seconds remettent en cause les clivages traditionnels documentaire/fiction/recherche formelle, pour explorer de nouvelles écritures et un autre rapport au réel.

L'arrivée sur le marché, dans les années 80, de régies de montage sophistiquées permet le développement d'une production audiovisuelle beaucoup plus riche, même si, dans un premier temps, l'effet de fascination pour les machines pèse lourd dans la qualité des œuvres.

Depuis, tous les domaines artistiques sont devenus objets et sujets d'exploration : vidéo et spectacle (Michel Jaffrenou, Dominik Barbier en France), vidéo et arts plastiques (Wolf Vostell et Klaus von Bruck en Allemagne, Plessy en Italie, Nam June Paik, Bill Viola et Gary Hill aux Etats-Unis, Ko Nakagima au Japon), vidéo et littérature (Jean-Paul Fargier, Alain Bourges en France), vidéo-opéra (Gianni Toti en Italie), vidéo-poèmes (Robert Cahen en France), vidéo-tracts (Paul Garin aux Etats-Unis). Et cela sans qu'il soit désormais possible d'établir des distinctions claires entre les auteurs, les genres et les techniques.

La démarche de deux artistes vidéo actuels symbolise ces évolutions : celle de l'Anglais David Larcher et celle de la Brésilienne Sandra Kogut, invitée à Imagina 92. Usant de tous les matériaux (photographie, cinéma, vidéo, graphisme, lettres), de toutes les textures (déchirures, éblouissements, craquelures), de tous les procédés (implosions, explosions, collages, transparences, superpositions), David Larcher, notamment dans ses deux œuvres majeures (*EETC*, en 1986, et *Grannys'is* en 1991), explore la galaxie des représentations pour en renouveler l'agencement. Nous sommes constamment au-dedans et au-dehors de l'œuvre, au cœur et à la marge, au plus près d'une tentative de respirer l'horreur et la fascination de l'autre.

A des années-lumière des coloriages machiniques et consensuels glissant sans fin à la surface des écrans, son travail ignore les questions «technologiques». La structure du montage est allusive et mobile. Origine et traitement des images disparaissent comme préoccupations narratives, pour laisser la place au malaxage, au triturage, à la torsion, à l'étirement : comme s'il fallait à tout prix essorer, éreinter le sens immédiat pour aller débusquer derrière, loin et profond, la trace de la trace, le point origine, le cri.

Il y a bien un art dont l'objet principal réside dans la célébration des virtualités technologiques (le «chant des machines»), qui constitue l'essentiel de la production actuelle : images de synthèse (la synthèse de quoi ?) élégantes et désincarnées, images baroques en haute définition et *motion control* vouées à la virtuosité de manipulateurs sorciers (Zbigniew Rybczynski), images organiques, aquatiques et planantes (Yoichiro Kawaguchi).

D'une autre génération (elle a vingt-six ans), d'un autre continent (elle vit au Brésil), évoluant dans d'autres sphères (le repliement et la solitude pour lui, le déploiement et la communauté pour elle), Sandra Kogut est à l'aube d'une œuvre qui reste à accomplir, mais dont les prémices permettent de parier sur un renouvellement des modalités de l'acte artistique.

Sa dernière réalisation, *Parabolic People*, tournée en vidéo à Tokyo, Moscou, Dakar, New-York, Rio et Paris en 1991, se présente sous la forme d'une série TV de onze fois trois minutes, en cours de diffusion au Brésil sur MTV. Cette série est un double hommage. Hommage au genre humain par la rencontre de centaines de personnes dans les rues de ces villes ; hommage à la télévision (ce qui relève actuellement de la gageure, compte tenu de l'état général des systèmes télévisuels publics et privés).

Sandra Kogut a fait appel aux étonnantes ressources de la technologie de montage numérique, qui permet de superposer d'innombrables couches d'images sans altération de la qualité. En «tricotant» des éléments visuels de toutes origines, elle conçoit de véritables dentelles d'images, homogènes et composites. La série ainsi réalisée se présente comme une sorte d'introduction à une nouvelle grammaire de l'image. Le propos se concentre plutôt sur l'évocation d'inédites complicités : ainsi un accordéoniste russe de Moscou joue en parfaite synchronie avec un percussionniste de Dakar, alors qu'ils ne se rencontreront jamais qu'au gré de la fantaisie ou de la volonté d'un auteur.

Peu importe alors que le personnage soit un individu quelconque ou un comédien bien entraîné, que le décor soit authentique ou artificiel, que le propos soit fragmenté, découpé, recousu, reconstruit, puisqu'il s'agit toujours d'un simulacre. Et que, entre simulacre et réalité, il n'y a que la différence d'une intention. Sandra Kogut tisse et recompose le réel immédiat pour en faire un patchwork inédit dans lequel, d'un bout à l'autre de la planète, les «regardeurs» étonnés reconnaissent immédiatement le lien qui les unit à la communauté désarticulée et homogène des humains. Si les intuitions de Sandra Kogut, appuyées sur les opportunités technologiques du moment, se confirment dans des réalisations mettant en jeu les procédures interactives et les réalités virtuelles, le champ de l'investigation artistique s'ouvrira à des questions nouvelles.

David Larcher, Sandra Kogut : ces deux artistes n'ont rien en commun, sauf le regard généreux et clair qu'ils portent sur le monde en mutation. S'ils utilisent les potentialités des machines les plus sophistiquées, ce n'est pas pour célébrer la modernité technologique. Plus simplement, les histoires qu'ils écrivent en images se racontent avec les outils que l'époque met à leur disposition. Ils célèbrent l'universalité et la grandeur du désir de raconter des histoires, dans une langue neuve et reconnaissable par tous. ■

▶ Pierre Bongiovanni est directeur du Centre international de création vidéo, installé à Montbéliard.

Le guide

Le onzième Forum des nouvelles images de Monte-Carlo, «Imagina 92», est organisé du 29 au 31 janvier par le Festival de télévision de Monte-Carlo et l'INA (Institut national de l'audiovisuel). Six sessions de conférences réunissent les meilleurs experts mondiaux des médias interactifs, des mondes virtuels, de l'art génétique, de l'animation et des effets spéciaux. En parallèle se tient un Salon des matériels et des logiciels. Une galerie numérique expose des œuvres infographiques en image fixe. Les prix Pixel-INA, décernés par les spectateurs au cours des soirées de projection ouvertes au public, couronnent les meilleures œuvres d'images animées dans dix catégories. Une Bourse de la création Ricard offre à un jeune un an de formation aux images de synthèse. Canal Plus diffusera une émission spéciale de «L'œil du cyclone» sur «Imagina» le 15 février à 13 h 30.

★ Informations et inscriptions : OCM, tél. : (1) 45-23-08-16 ou INA, tél. : 49-83-26-95.

« JFK », LE FILM CONTROVERSÉ

La grande manip'

OLIVER STONE sait qui a assassiné John Fitzgerald Kennedy le 22 novembre 1963 à Dallas (Texas). Il vend la mèche dès les premières images de son film *JFK*, ou plutôt il embauche dans ce but un homme qui aurait été bien étonné d'être employé à cette fonction : le président Dwight Eisenhower, qui dénonça au moment de quitter ses fonctions la menace représentée par le *« complexe militaro-industriel »*. Le complexe, voilà le coupable, avec pour complices le gouvernement américain, la CIA, le FBI et la Mafia. *JFK* se fait fort de le prouver.

A cette fin, le cinéaste utilise un procédé de convention, d'ailleurs légitime : celui du « petit magistrat intègre face à la grosse machine du pouvoir perverti ». Un personnage réel de l'affaire Kennedy, le district attorney (procureur général) de New-Orleans, Jim Garrison, remplira cet office. La super-vedette du moment, Kevin Costner, lui prête sa force de conviction et son charme. Durant trois heures et dix minutes, *JFK* relate cinq ans et demi d'investigations du magistrat de Louisiane.

Reconstitutions, auditions de témoins, embûches policières et politiques, tracas familiaux du héros, informations sur les grands événements de l'époque (essor de l'intervention américaine au Vietnam, naissance du mouvement hippie, assassinats de Ted Kennedy et de Martin Luther King...) : Oliver Stone compose un puzzle étourdissant, avec le sens du spectaculaire qu'on lui connaît depuis *Platoon*.

Ayant affirmé d'emblée qu'il connaissait le coupable, il affirme ensuite (le film fonctionnant seulement par affirmations) que la véritable et essentielle question n'est donc pas « qui ? » (a tué le président) mais « pourquoi ? » (il a été tué). Il est gênant que la réponse apportée par le film soit sans doute fausse – Kennedy n'ayant nullement eu l'intention d'arrêter l'intervention vietnamienne, déclenchant la colère du fameux « complexe » *(lire ci-dessous l'article de Jacques Amalric)*. Mais la vraie question, celle à laquelle Oliver Stone répond si mal, est « comment ? »

Non pas : comment a été tué Kennedy ? – le film est sur le sujet très prolixe, et assez convaincant dans la remise en cause des conclusions de la commission Warren chargée de l'enquête, qui chargea le seul Lee Harvey Oswald. Mais : comment un metteur en scène de cinéma raconte cette histoire ? *« Il faut penser comme le FBI, il faut utiliser les méthodes de nos ennemis »*, affirme Jim Garrison dans le film. C'est exactement ce que fait le réalisateur.

Prétendant à la « manifestation de la vérité », comme on dit dans les prétoires, il utilise toutes les techniques de la manipulation, images floues faisant croire au spectateur qu'il en a vu plus que ce qui a été montré, flashes si courts qu'ils s'apparentent à des images subliminales, séquences reconstituées en noir et blanc, ce qui leur confère un aspect documentaire usurpé, caractérisation morale simpliste des personnages, qui jamais ne permet de douter de qui incarne le bien et qui incarne le mal.

Oliver Stone se réclame du parrainage de Franck Capra, citant clairement *Monsieur Smith au Sénat* (1). Mais Capra était un démocrate, en tout cas au sens que les Américains donnent à ce mot depuis Thomas Jefferson. Capra n'avait aucune confiance dans l'Etat, mais une sympathie et une compassion sans borne pour les gens. Pour lui « le peuple » n'était pas une abstraction mais une somme d'individus susceptibles de générosité, l'action (ou les malheurs) du personnage central entraînant une adhésion massive à une bonté naturelle qui ne demandait qu'à se manifester.

C'est tout le contraire avec Stone : mis à part son pur héros, les personnages de *JFK* forment un ramassis de crapules, de faux-jetons et de crétins – avec une mention spéciale pour les homosexuels qui cumulent tous ces défauts en une épouvantable caricature. Les femmes, elles, n'apparaissent qu'à travers le personnage horripilant de l'épouse de Garrison (Sissi Spacek).

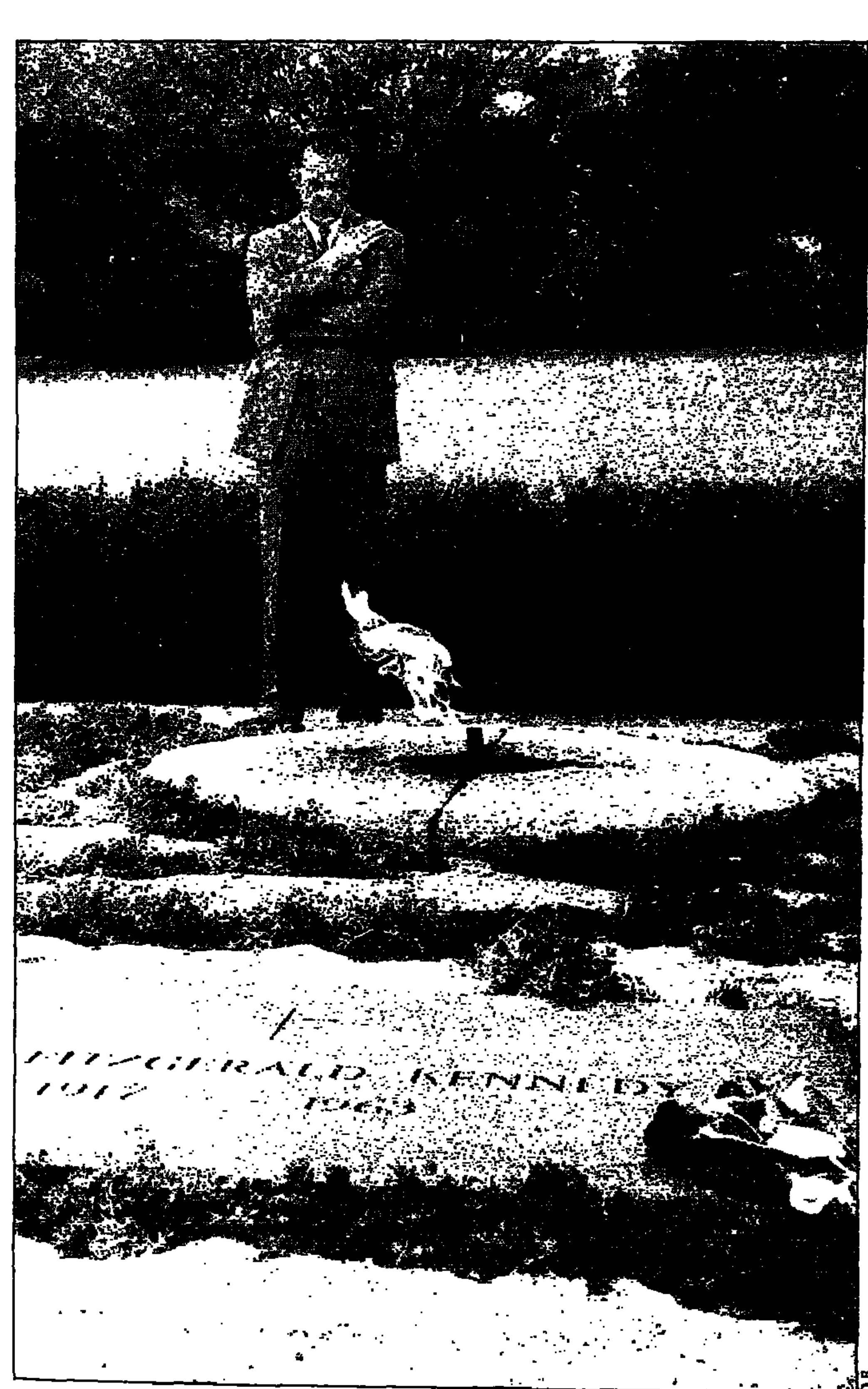
Depuis son second film, *Salvador*, Oliver Stone occupait une position singulière, celle du réalisateur américain qui n'aime pas l'Amérique. Utile fonction de poil à gratter au sein d'une production hollywoodienne particulièrement lénifiante et satisfaite d'elle-même. Malgré le scénario profondément antipathique, à forts relents racistes, de *Midnight Express*, qu'il avait signé pour Alan Parker, sa remise en cause du consensus bien-pensant dans ses propres mises en scène n'était pas sans vertus.

Après le paranoïaque *Talk Radio* et l'ambigu *Wall Street*, *Né un 4 juillet* (autobiographique, même s'il était techniquement inspiré de la vie d'un autre) disait le fond de l'affaire. Stone y montrait la déception d'un brave petit Yankee qui, traumatisé par l'expérience vietnamienne, découvre qu'on l'a floué sur les valeurs de son pays. Valeurs auxquelles il avait cru, auxquelles il refuse de cesser de croire. Les films de Stone sont des cris de rage de gamin à qui on a cassé ses jouets, non des réflexions sur une société. On est loin du regard inquisiteur et lucide d'un Scorsese utilisant le prisme du film de gangster pour mettre au jour les mécanismes sociaux, loin des fables élégantes et incisives d'un Woody Allen, encore plus loin du regard intelligent et chaleureux de Robert Kramer visitant son pays et sa mémoire le long de la *Route One USA*.

Oliver Stone en veut à tout le monde. C'est trop : à force de dénoncer la terre entière et son père, il dilue la culpabilité au lieu de l'analyser. Surtout, dans sa fureur, il ne répugne à aucun procédé. Avec les méthodes de récit de *JFK*, on « prouverait » tout autant l'inexistence des chambres à gaz, par exemple, ou le complot de médecins pour assassiner un quelconque petit père des peuples. Des méthodes qui devraient plutôt inquiéter *« la jeune génération qui a soif de vérité »*, à laquelle est dédié le film.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) A travers l'interminable plaidoirie de Kevin Costner à la fin du film, qui imite celle de James Stewart, ou encore par la visite à la statue de Lincoln avant la rencontre avec un informateur aussi improbable que mystérieux, baptisé Mr. X, qui vient fort à propos étayer la thèse du film (la véritable rencontre aurait eu lieu non pas à Washington mais à New-York, dans Central Park, avec un dénommé Nagell, si on en croit les Mémoires de Jim Garrison, *On the Trails of the Assassins*, qui viennent de paraître en français sous le titre *JFK*, chez « J'ai lu »).



D.R.

Le procureur Jim Garrison (Kevin Costner) devant la tombe de John F. Kennedy.

Thèse rocambolesque

L'Histoire fait souvent mauvais ménage avec la fiction. Surtout lorsque la fiction prétend transcender l'Histoire. Ainsi en va-t-il du film d'Oliver Stone dont la thèse principale – John Kennedy a été la victime d'un complot du complexe militaro-industriel, car il s'apprêtait à en finir avec l'engagement américain au Vietnam – ne repose sur aucun fait avéré.

RIEN, dans tout ce que l'on sait aujourd'hui, ne permet d'affirmer que JFK aurait évité à son pays, s'il avait vécu plus longtemps, le cauchemar vietnamien. Oliver Stone a manifestement besoin de mythes. Pour conforter celui d'un Kennedy pacifiste enlevé à une Amérique innocente par une poignée de bellicistes, il est obligé d'occulter l'histoire de l'engagement américain au Vietnam.

Il tait donc le fait qu'il y avait moins de sept cents conseillers américains à Saïgon au début de 1961, lorsque JFK s'est installé à la Maison Blanche, et qu'on en comptait près de vingt mille le jour de l'assassinat de Dallas. L'armée régulière, certes, n'était pas officiellement présente : Kennedy, fasciné comme son frère Robert par les services secrets, préférait faire donner la CIA et les forces spéciales – les fameux « bérets verts », – mais c'est bien pendant les mille jours de sa présidence que les Etats-Unis ont commencé à s'enfoncer dans le bourbier, à participer directement à des opérations de guerre, y compris de guerre aérienne, à « couvrir » la politique des regroupements stratégiques, à lier leur sort à celui du président Diem – catholique, comme Kennedy – qui allait être « lâché » par les Etats-Unis quelques semaines avant le meurtre de Dallas car Washington le soupçonnait de chercher à s'entendre directement avec les dirigeants du Nord.

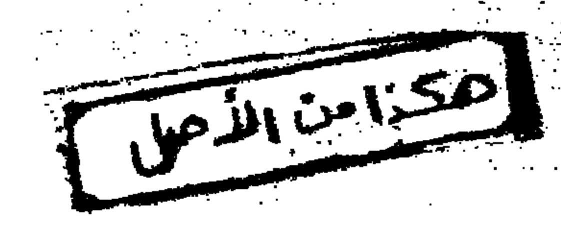
Adepte de la théorie « des dominos », avant comme après son élection à la présidence, John Kennedy n'avait d'ailleurs jamais caché sa volonté d'arrêter le communisme au Vietnam tout comme au Laos. On dispose de multiples déclarations de lui allant toutes dans le même sens. Dès le mois d'août 1961, après sa rencontre plutôt orageuse à Vienne avec un Krouchtchev particulièrement désireux d'impressionner le « blanc-bec » qui venait de s'installer à la Maison Blanche, il confiait à James Reston, l'éditorialiste du *New York Times*, qu'il était temps de prouver à l'URSS la *« crédibilité »* du pouvoir américain et que le lieu de cette démonstration, *« c'est le Vietnam »*. Et s'il n'est pas intervenu au Laos en 1961, c'est, de son propre aveu, parce qu'une telle opération aurait été délicate au lendemain de l'échec de la tentative de débarquement à Cuba, dans la baie des Cochons. Une opération qui avait, certes, été préparée par son prédécesseur, Eisenhower, mais qu'il avait entièrement reprise à son compte et qui avait été confiée – déjà – aux services spéciaux, chargés d'encadrer les combattants anticastristes. C'est à la suite de cet échec que Kennedy va superviser personnellement les plans visant à faire assassiner Fidel Castro par des tueurs de la Mafia « cornaqués » par la CIA.

L'image d'Épinal d'un Kennedy isolé au milieu de militaristes fascisants, que veut accréditer Oliver Stone, tient d'autant moins que le président était alors en harmonie quasi complète avec ce que l'on appelle aux Etats-Unis l'establishment. Ses plus proches collaborateurs ne raisonnaient pas différemment de lui : le communisme devait être stoppé au Vietnam si l'on ne voulait pas que le monde de demain soit dominé non seulement par l'URSS mais aussi et surtout par la Chine. Ainsi pensaient notamment des hommes comme Dean Rusk, alors secrétaire d'Etat, Robert McNamara, le chef du Pentagone converti aujourd'hui au tiers-mondisme, McGeorge Bundy, l'influent conseiller de la Maison Blanche pour la sécurité nationale, le général Maxwell Taylor, conseiller militaire du président. La plupart continueront à travailler pour Lyndon Johnson, que Stone présente comme un membre du complot, et ce n'est que bien plus tard, à partir de l'offensive du Têt, en 1968, qu'un véritable débat déchirera les Etats-Unis entre partisans et adversaires de la guerre.

A l'époque de Dallas, rares étaient les politiciens américains lucides au point d'être opposés à la guerre. L'un d'entre eux était le sénateur démocrate Mike Mansfield qui, de retour d'une inspection au Vietnam en 1962, mit Kennedy en garde contre l'engrenage qui menaçait les Etats-Unis. En vain, semble-t-il, même si après une discussion assez vive avec Mike Mansfield, John Kennedy aurait fait part de son trouble à l'un de ses conseillers, Kenneth O'Donnell.

Autant Oliver Stone a raison de réclamer l'ouverture des archives concernant l'assassinat de Kennedy (elles ne seront accessibles, en l'état actuel de la réglementation, qu'en 2029), autant sa théorie d'un vaste complot militaro-industriel qui n'aurait donné lieu à aucune fuite apparaît comme rocambolesque. Comme l'écrivait récemment le journaliste américain William Pfaff : *« Le message de M. Stone, c'est que nous, le peuple américain, ne sommes pas responsables de notre histoire. Nous serions innocents, victimes de comploteurs. Mais seuls les enfants sont innocents et l'Amérique est supposée être adulte. »*

JACQUES AMALRIC



مكان الأصل

D'OLIVER STONE

L'apathie et la paranoïa

Docteur JF and Mister K... A la scène, *JFK* est en piste pour la course aux oscars – le verdict des nominations tombera le 13 février à Hollywood. A la ville, le film, sorti le 20 décembre aux Etats-Unis, n'en finit pas de susciter réactions et commentaires politiques autrement plus passionnés.

NORMAN MAILER, dans *Vanity Fair*, introduit en termes clairs la nature du débat : *«JFK touche à des zones de notre cœur que nous avions anesthésiées depuis des années... Mieux vaut le considérer comme un phénomène psychique, un élément dans la vie rêvée de la nation – et cela est légitime : un film vit dans notre esprit entre nos souvenirs et nos rêves... L'une des formes artistiques les plus avancées du vingtième siècle en est aussi l'une des plus primitives (...).*

» L'entreprise de Stone est autrement plus dangereuse : il a forcé le dédale du mythe le plus paranoïaque de notre époque : la certitude (muette) que John Fitzgerald Kennedy a été tué par une conjonction de forces malignes. Mythe inexprimé – et obsession nationale [où le pays se trouve pris] *entre deux états mentaux également insupportables : l'apathie et la paranoïa. »*


D. R.

Oliver Stone et Kevin Costner pendant le tournage.

L'un des plus importants magazines d'information, « Prime Time Live », sur ABC-TV, a entériné le passage de «l'affaire *JFK*» du cinéma à la politique. Selon un récent sondage, près de 75 % des Américains sont aujourd'hui persuadés que, contrairement à la thèse officielle entretenue par les grands médias, il y a eu conspiration. Seul survivant de la Commission Warren, l'ancien président Gerald Ford reconnaît qu'il y a des erreurs et des trous dans les 26 volumes du rapport, mais qualifie la thèse de Stone de *«fantaisie commerciale. La Commission a identifié le tireur, le fusil et la balle. Le clan Garrison n'a identifié ni tireur, ni arme, ni balle. »*

En 1978, le Comité de la Chambre concluait que le président Kennedy avait *« probablement »* été tué avec le concours d'un deuxième tireur – mais s'est empressé de mettre ces documents sous scellés pour cinquante ans, en affirmant qu'ils contiendraient des informations susceptibles de diffamer des innocents, de révéler à la fois des sources d'information et des méthodes de travail, sans oublier les photos de l'autopsie.

A la suite du film d'Oliver Stone, l'opinion publique réclame pourtant l'ouverture de ces dossiers. De tous bords on se joint au mouvement ; cela va de l'ancien président Gerald Ford (républicain) à George Mitchell, chef du groupe démocrate au Sénat, en passant par William Webster, chef de la CIA récemment encore. Le député Louis Stokes (démocrate de l'Ohio), qui présidait le Comité de la Chambre, envisage publiquement de le faire. Même le sénateur Edward Kennedy, après un long silence, s'est prononcé à la télévision en faveur de cette ouverture, tout en affirmant : *« Nous n'avions aucune raison de mettre en doute les conclusions de la Commission Warren. »*

Un homme, en tout cas, peut se réjouir de la relance du débat, à laquelle il a largement contribué. Frank Mankiewicz est coprésident-directeur général de Hill and Knowlton, une des plus importantes agences de relations publiques dans le domaine politique à Washington. Au début de l'été 1991, six semaines après le début du tournage de *JFK*, il est engagé par la Warner. Les raisons de ce choix sont évidentes : Frank Mankiewicz est né dans le monde du cinéma – il est le fils d'Herman, scénariste de *Citizen Kane*, et le neveu de Joseph, réalisateur d'*Eve* – et il est lié aux Kennedy : il fut le «secrétaire de presse» de Robert Kennedy.

« J'avais pour tâche, indique-t-il, *de m'assurer que le message de Stone passe clairement. »* Il y avait urgence : avant même que le film fût achevé, le *Washington Post* publiait un article féroce, intitulé *Dallas au pays des merveilles* et signé par George Lardner Jr., l'auteur d'une enquête sur le juge Garrison. Aujourd'hui que son message – *« faire clairement comprendre à la presse non cinématographique qu'Oliver Stone était un homme sérieux et* JFK *un film sérieux »* – a été entendu, Mankiewicz continue de conseiller le réalisateur, en particulier dans ses relations avec le *New York Times*. Stone s'est en effet ouvertement plaint du traitement que lui a fait subir le prestigieux quotidien : *« Plus de quinze articles, tous défavorables. »* Mankiewicz interprète la chose à sa manière : plus qu'un contentieux entre le journal et Oliver Stone, il y voit un problème *« entre le* New York Times *et l'Histoire ! Le journal a contribué à* [l'établissement et la diffusion de] *la version officielle* [de l'assassinat du président Kennedy], *il est très sceptique à l'égard de qui la met en question »*.

Frank Mankiewicz nie par ailleurs être pour quoi que ce soit dans la décision prise par le sénateur Kennedy de s'exprimer, ou dans les propos qu'il a tenus à la télévision. Quand se terminera son action sur *JFK* – le film ? *« Quand on n'aura plus besoin de moi. CBS a prévu de diffuser un gros sujet début février ; après, je pense que ça commencera à se tasser et que je pourrai enfin m'occuper d'autre chose... »*

H. B.

Cinq questions au réalisateur

« Considérez-vous *JFK* comme un film de fiction ?

– Le film repose sur des faits et sur des spéculations. J'ai utilisé tous les faits disponibles et, au-delà, j'ai construit une hypothèse, mon hypothèse. Il me semble que c'est clair si on regarde le film attentivement. Face aux invraisemblances du rapport Warren, que je considère comme un mythe, j'ai voulu créer un contre-mythe, comme Robin des Bois contre le Prince Jean. Je ne prétends pas que c'est la vérité.

– Quelle proportion du film est constituée de documents d'archives ?

– Très peu, cinq à dix minutes au maximum, principalement dans le tout début du film.

– Existe-t-il un parti pris visuel qui permette au spectateur de distinguer les faits vérifiés des spéculations ?

– Non. La seule indication est dans l'emploi, par Garrison et son équipe, de mots comme *« peut-être (les empreintes de Lee Harvey Oswald sur le fusil ont été ajoutées ultérieurement »*, par exemple) ou *« il est possible que »*. Lorsque je montre la mort, non expliquée, d'un protagoniste important de l'affaire, David Ferrie, cela représente seulement ce qu'imagine Jim Garrison.

» J'ai voulu mettre le public dans l'état d'esprit confus qui régnait à l'époque. Sinon il n'aurait pas été « pris » par le film, cela aurait tourné à la reconstitution d'un procès, beaucoup moins attrayante et spectaculaire. Et je n'avais pas, en trois heures dix, la possibilité de discuter point par point chaque page du rapport Warren.

– Comment justifiez-vous l'utilisation de plans ultra-courts, comparables à des images subliminales, dans plusieurs scènes, dont celle de la mort de David Ferrie ?

– Aujourd'hui les gens sont habitués à des films rapides, ils savent les lire. En ce qui concerne cette scène particulière, ce rythme correspond à la façon dont quelqu'un réfléchit, nous sommes dans la tête de Garrison.

– Pouvez-vous définir le « mythe » que vous avez voulu construire avec *JFK* ?

– Aux Etats-Unis, on m'a accusé de dénoncer un complot gigantesque, impliquant des milliers de gens. En réalité ma thèse est qu'il y a deux complots distincts. Le premier, visant à tuer Kennedy parce qu'il voulait mettre un terme à la guerre froide, implique très peu de gens mais extrêmement haut placés. Il n'existe que très peu d'indices matériels, ces gens-là, en particulier au sommet des services secrets, ne laissent pas de traces.

» Le second complot est une conspiration du silence de la part de la presse. Lorsqu'un président est assassiné n'importe où dans le monde, on cherche toujours qui était derrière les tueurs, qui cela sert. Dans le cas de Kennedy, les médias se sont contentés du rapport Warren, qui chargeait le seul Oswald. Alors même que ce rapport a été rédigé par des gens directement concernés par l'affaire, en particulier Foster Dulles, que Kennedy avait renvoyé de la direction de la CIA. »

Une famille de complots

« Et puis j'ai lu un article qui disait que le corps a besoin de cholestérol et que toute cette panique avait été montée par le lobby du poulet. » (John Updike, *Rabbit at Rest*).

L'histoire du complot à l'américaine est celle d'une course-poursuite entre fiction et réalité, qui a sans doute commencé pendant la Guerre d'indépendance. Mais il n'est pas besoin de remonter si loin. Parlons seulement de la dernière étape.

En 1959, le romancier Richard Condon publie *The Manchurian Candidate*. Il y décrit une tentative d'assassinat sur la personne du président des Etats-Unis. Au centre du complot, un prisonnier de la guerre de Corée retourné par le KGB après lavage de cerveau. Enthousiasmé par le roman, Frank Sinatra, à l'époque démocrate bon teint, en encourage l'adaptation cinématographique. Juste avant la sortie, le président des Etats-Unis est assassiné par un ancien « marine » qui a passé plusieurs mois en URSS. Frank Sinatra – qui est en train de passer avec armes et bagages chez les républicains – n'est plus trop enthousiaste pour appuyer la sortie du film (réalisé par John Frankenheimer).

Richard Condon a donné l'impulsion première. Il reviendra sur l'assassinat de Kennedy avec *Winter Kills*, porté à l'écran avec John Huston dans le rôle d'un patriarche milliardaire qui fait élire son fils à la présidence avant de le faire assassiner (Joseph Kennedy est mort en 1969). A chaque fois, Condon élève ses constructions délirantes dans les espaces sombres de l'imaginaire américain. Au fil des années, sa veine satirique s'affirme, croît et embellit. Il le faut bien : à chaque fois qu'il avance une idée farfelue, on la retrouve dans les journaux.

Quelque journalistes américains ont ainsi consacré beaucoup de temps et d'énergie à démontrer que – à l'image du personnage de Condon – Mark Chapman, l'assassin de John Lennon, était conditionné, cette fois par le FBI, pour réagir à des signaux (images, mots) qui déclenchaient chez lui la procédure d'assassinat. Excellent mot, procédure, on en use et on en abuse dans la littérature du complot, le cinéma du complot : il évoque des monstres froids pilotant nos vies comme les ingénieurs de Houston celle d'astronautes coincés dans leur capsule Apollo.

Mais, pour en revenir à John Lennon, à son assassin et au FBI, il ne faut pas seulement se moquer des maniaques de la persécution, il faut aussi se préoccuper de ceux qui les persécutent. Au début des années 70, J. Edgar Hoover envoyait des G-Men aux concerts de Lennon afin qu'ils prissent en notes les textes de chansons. C'était le temps où le chanteur soutenait l'IRA et demandait la libération de John Sinclair, le dirigeant des White Panthers, emprisonné pour consommation de marijuana. Les textes de John Lennon, chantés devant des milliers de spectateurs, sont restés quelques années classés secrets dans les archives du FBI.

Cette symbiose parfaite entre un appareil de répression tatillon et finalement vulnérable, d'une part, et un mouvement de rébellion qui ne trouvait souvent d'autre raison d'être que l'attention malveillante qu'on lui portait, d'autre part, a trouvé son expression la plus achevée avec le Watergate, la première crise historique qui n'a pas eu besoin d'être réécrite avant d'être portée à l'écran.

En est sorti un mythe éphémère : celui du solitaire, poursuivi par tous les appareils de tous les Etats, trouvant son salut grâce à la presse. C'est Robert Redford écrivant au *New York Times* à la fin des *Trois Jours du Condor*, ou Drew Barrymore pénétrant dans les locaux du magazine *Rolling Stone* dans *Firestarter*, le film tiré du livre de Stephen King. Stephen King est d'ailleurs l'auteur le plus vendu aux Etats-Unis. Voici quelques-uns des postulats de départ de ses romans : une petite fille douée de pouvoirs paranormaux sert de cobaye à une super-CIA (*Firestarter*/ Charlie) ; un virus échappé des laboratoires du Pentagone réduit la race humaine à quelques centaines d'individus (*The Stand*/ le Fléau) ; tous les notables de la ville sont des vampires (*Salem's Lot*), et – c'est son meilleur livre – papa est possédé du démon (*Shining*).

Par manque de temps (quatre cents ans, c'est peu), par volonté d'expiation (les Indiens exterminés, les Africains déportés, asservis), les Américains ont toujours été obligés d'inventer leur destin et leur passé. Activité épuisante que seule une phase ascendante peut porter. En période de mauvaise humeur (de l'assassinat de Kennedy à nos jours), on ne peut plus inventer de mythes positifs : reste à trouver le coupable. Aujourd'hui, dans la communauté noire, les rappers afrocentristes, KRS1 ou Harmony affirment qu'Aristote allait cambrioler les temples égyptiens (donc africains) pour y voler les bases de la pensée gréco-romaine. Pourquoi le leur reprocher ? Ronald Reagan basait bien ses décisions sur les anecdotes glanées dans le *Reader's Digest*. Face au doute universel, il ne reste plus que le héros solitaire, Rambo ou Batman, Arnold ou Sly. Ou, la première d'entre eux, Sigourney Weaver toute seule dans l'espace où personne ne l'entendait crier.

THOMAS SOTINEL

CINEMA

Tous les films nouveaux

Conte d'hiver

d'Eric Rohmer,
avec Charlotte Véry, Frédéric Van Den Driessche, Michel Voletti, Hervé Furic, Ava Loraschi, Christiane Desbois.
Français (1 h 54).

Eric Rohmer retrouve la veine de ses *Contes moraux* pour cette histoire de quête du véritable amour perdu comme le paradis du même nom, par une jeune fille d'aujourd'hui. Une merveille d'intelligence, de cruauté et de lucidité tendre, où la philosophie et l'étude de mœurs, le merveilleux et le quotidien, la simplicité des moyens et la complexité des idées font bon ménage.

Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapés, 2e (47-42-72-52) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

Il Maestro

de Marion Hansel,
avec Malcolm Mac Dowell, Charles Aznavour, Andréa Ferréol, Francis Lemaire.
Franco-belge (1 h 30).

Adaptée d'une nouvelle de Mario Soldati, la troublante histoire d'un grand chef d'orchestre qui, obligé de se cacher sous une humble identité durant l'Occupation, avait cohabité avec un type sans envergure qui se faisait passer... pour un grand chef d'orchestre, et qu'il avait fini par humilier, gardant de douloureuses séquelles de son acte.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
VF : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

JFK

d'Oliver Stone,
avec Kevin Costner, Tommy Lee Jones, Laurie Metcalf, Gary Oldman, Michael Rooker, Jay O. Sanders.
Américain (3 h 10).

Lire nos articles pages 26 et 27

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Action Rive Gauche, dolby, 5e (43-29-44-40) ; U. G. C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08) ; U. G. C. Normandie, dolby, 8e (45-63-16-16) ; U. G. C. Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Miramar, dolby, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Maillot, dolby, 17e (40-68-00-16).
VF : Rex, dolby, 2e (42-36-83-93) ; U. G. C. Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; U. G. C. Gobelins, dolby, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, handicapés, dolby, 14e (43-27-84-50) ; U. G. C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

La Maison du sourire

de Marco Ferreri,
avec Ingrid Thulin, Dado Ruspoli, Vincenzo Cannavale, Francesca Antonelli, Caterina Casini, Elisabeth Kaza.
Italien (1 h 33).

Le regard ironique et terriblement attentif de Ferreri se pose sur la vieillesse avec cette histoire d'amour entre deux personnes agées.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; U. G. C. Biarritz, 8e (45-62-20-40).

Sélection Paris

L'Amant

de Jean-Jacques Annaud,
avec Jane March, Tony Leung, Frédérique Meininger, Arnaud Giovaninetti, Melvil Poupaud.
Franco-britannique (1 h 52).

Jean-Jacques Annaud déploie tous les fastes d'une superproduction et toutes les ressources de sa parfaite maîtrise du cinéma pour donner sa vision, sensuelle, exotique et attendrie, du roman de Marguerite Duras.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, dolby, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; U. G. C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (48-24-88-88) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Kinopanorama, handicapés, dolby, 15e (43-06-50-50) ; U. G. C. Maillot, 17e (40-68-00-16).
VF : Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, handicapés, dolby, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

L'Annonce faite à Marie

d'Alain Cuny,
avec Roberto Benavente, Christelle Challab, Alain Cuny, Ulrika Jonsson, Jean des Ligneris.
Franco-canadien (1 h 31).

Du poème théâtral de Claudel, Alain Cuny fait un film surprenant de justesse et d'émotion, en trouvant les images précises et la mélodie émouvante des mots qui transforment cette histoire d'amour et de mort au Moyen Age en parabole universelle.

Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

Août

d'Henri Herré,
avec Anouk Grinberg, Dominique Pinon, Jean-Claude Brialy, Jean-Louis Richard, Patrick Pineau, Hélène Lapiower.
Français (1 h 30).

Inspiré de la pièce d'Horvath *Casimir et Caroline*, ce conte fantastique contemporain invente un univers étrange et proche, où évoluent comme des personnages de Lewis Carroll braves types et cyniques, paumés et rêveurs, autour d'une formidable figure féminine formidablement incarnée par Anouk Grinberg.

14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).



HIROKO GOVAERS

« Les Contes de la lune vague après la pluie » de Kenji Mizoguchi.

Le Ciel de Paris

de Michel Bena,
avec Sandrine Bonnaire, Marc Fourastier, Paul Blain, Evelyne Bouix, Tanya Lopert, Armand Delcampe.
Français (1 h 25).

Michel Béna a réinventé le triangle amoureux en organisant ce léger et troublant et émouvant chassé-croisé entre deux garçons et une fille, dynamisé par un récit inventif et curieux de tout.

Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

Paris s'éveille

d'Olivier Assayas,
avec Judith Godrèche, Jean-Pierre Léaud, Thomas Langmann, Martin Lamotte, Ounie Lecomte.
Français (1 h 35).

Paris ne s'éveille qu'aux dernières images de jeu somnambulique et pourtant d'une admirable acuité, où s'affrontent et se conjuguent les espoirs et les peurs d'un homme mûr, de son fils et d'une jeune fille.

14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Le Pas suspendu de la cigogne

de Theo Angelopoulos,
avec Marcello Mastroianni, Jeanne Moreau, Gregory Karr.
Franco-grec-suisse-italien (2 h 20).

La grâce éblouissante d'un cinéma parfait au service d'une très nécessaire et très subtile reflexion sur les blessures qu'infligent les frontières aux hommes, aux esprits, aux peuples, et sur l'espoir qui brille encore, peut-être, au-delà.

VO : Reflet Logos I, handicapés, 5e (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

Le Passager

d'Abbas Kiarostami,
avec Masoud Zand, Hassan Darabi.
Iranien, noir et blanc (1 h 12).

Premier film d'un cinéaste majeur récemment découvert, *le Passager* conte la très simple histoire d'un gamin fou de football, et c'est une merveille de simplicité, de cruauté et de beauté.

VO : Utopia, 5e (43-26-84-65).

Le Petit Homme

de Jodie Foster,
avec Jodie Foster, Dianne Wiest, Adam Hann-Byrd, Harry Connick Jr., David Pierce, Gina Debi Mazar.
Américain (1 h 39).

Pour ses débuts de réalisatrice, la comédienne Jodie Foster réussit un très délicat portrait de jeune garçon, sur le thème difficile de l'enfant prodige, autour duquel deux femmes s'affrontent.

VO : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; U. G. C. Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (45-44-25-02).
VF : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Miramar, dolby, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

Talons aiguilles

de Pedro Almodovar,
avec Victoria Abril, Marisa Paredes, Miguel Bose.
Espagnol (1 h 53).

Une mère pétulante et pétrifiante, sa fille introvertie, un ou deux cadavres et un juge transformiste sont les héros de cette comédie baroque qui est aussi comédie intimiste et très délicat drame sentimental, où Almodovar démontre une extraordinaire maîtrise du mélange des genres au service d'une grande sincérité.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; U. G. C Rotonde, dolby, 6e (45-74-94-94) ; U. G. C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81) ; U. G. C. Gobelins, handicapés, dolby, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Maillot, dolby, 17e (40-68-00-16).
VF : Rex, 2e (42-36-83-93) ; U. G. C. Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94) ; U. G. C. Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; U. G. C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, dolby, 18e (45-22-46-01).

Tous les matins du monde

d'Alain Corneau,
avec Jean-Pierre Marielle, Gérard Depardieu, Anne Brochet, Guillaume Depardieu, Caroline Sihol, Carole Richert.
Français (1 h 54).

Entre le très austère Monsieur de Sainte-Colombe et le très brillant Marin Marais, son élève, l'affrontement des tempéraments se résout dans une même quête de la musique, traduite en images superbes par Alain Corneau, magnifiquement incarnée par des comédiens au meilleur d'eux-mêmes.

Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; U. G. C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; U. G. C. Gobelins, dolby, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, handicapés, dolby, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Convention, 15e (45-74-93-40) ; U. G. C. Maillot, handicapés, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

Reprise

Electre

de Michael Cacoyanis,
avec Irène Papas, Aleka Catseli, Yannis Fertl, Takis Emmanquil.
Grec, 19621 (1 h 50).

Transposition épurée, splendide, de la pièce d'Euripide dans des décors naturels abrupts, écrasés de soleil, rythmée par une magnifique musique de Mikis Théodorakis et avec Irène Papas, Electre sublime. Un film bardé de récompenses dont l'Oscar du meilleur film étranger en 1962.

VO : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), handicapés, 5e (43-54-15-04).

Festivals

Clermont fait court

Depuis sa création en 1979, le Festival du court-métrage de Clermont-Ferrand s'est imposé comme le principal rendez-vous en la matière. Un public chaque année plus nombreux (pour des courts-métrages ? oui !) y a découvert les premiers pas d'à peu près tous les jeunes cinéastes de quelque mérite révélé depuis. Pas moins de 200 titres (fiction, documentaire, animation, « expérimental ») sont proposés cette année, dont soixante-dix français et quatre-vingt étrangers originaires d'une quarantaine de pays, pour la compétition : un vrai tour du monde. Mais aussi le désormais traditionnel coup d'œil à la production africaine, un panorama scandinave, et une section thématique consacrée, cette année, à l'architecture.

Du 31 janvier au 8 février. Tél. : 73-91-65-73.

Mizoguchi, le maître

Deux légendes historiques et un film d'observation contemporaine composent ce mini-festival Kenji Mizoguchi. Qu'il s'agisse des justement célèbres *Contes de la lune vague après la pluie*, récit fantastique, parfois teinté d'érotisme, des tribulations de deux villageois du Moyen Age japonais partis chercher une autre vie, du moins connu mais tout aussi parfait *Impératrice Yang Kwei Fei*, histoire de la belle jeune fille pauvre sacrifiée sur l'autel de la politique et de l'esthétisme, ou de *la Rue de la honte*, chronique exemplaire d'une maison close, la construction complexe, la splendeur des images, la méditation sur le monde réel et les songes en font trois merveilles du cinéma.

A partir du 29 janvier à l'Action Christine (6e). Tél. : 43-29-11-30.

Intégrale conceptuelle

En 1968, le peintre Lawrence Weiner abandonnait les « Beaux Arts » pour le septième, puis le huitième art (la vidéo), tout en poursuivant la même démarche définie sous le terme d'art conceptuel. Pour la première fois, le Musée du Jeu de paume présente l'intégrale de ses films qui, faisant largement appel aux recherches sémiologiques, remettent en cause le rapport classique d'offre et de demande entre le créateur et le spectateur.

Du 28 janvier au 1er mars. Tél. : 47-03-12-50.

Berlin Filmplatz à Rennes

Consacré chaque année à la représentation cinématographique d'une grande cité, le Festival « Travelling » de Rennes se penche cette fois sur Berlin, décor réel et rêvé, et souvent personnage central ou métaphore-clé de nombreux films importants. Après l'ouverture avec *le Dernier des hommes*, chef-d'œuvre de Murnau, la promenade va de *Berlin symphonie d'une grande ville*, de Ruttman (1927), à *Allemagne année 90 neuf zéro*, de Godard, en passant par les obligatoires *M le maudit* et *le Testament du Docteur Mabuse*, de Fritz Lang, l'historique *Ventres glacés* (dernier grand film allemand « social » avant l'arrivée des nazis), *Allemagne année zéro*, de Rossellini, *l'Œuf du serpent*, de Bergman, et *Lili Marleen*, de Fassbinder. Une voie impériale. Mais un détour par les films moins célèbres de Robert Siodmak, une virée dans le *Cabaret*, de Bob Fosse, ou une invocation du *Méphisto*, de Szabo, ne sont pas à négliger non plus. Sans oublier, évidemment, *les Ailes du désir*, de Wenders, présenté dans le cadre d'un hommage à l'acteur Bruno Ganz. Le Festival propose par ailleurs un hommage au grand décorateur Max Douy (*les Dames du bois de Boulogne*, *Quai des Orfèvres*, *la Traversée de Paris*...), et une compétition de films inédits.

Du 3 au 11 février. Tél. : 99-33-51-76.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon.

Box-office Paris

Le public aime *l'Amant*. Une première semaine à plus de 200 000 entrées, il y a longtemps qu'un film français n'avait été à pareille fête. A ce raz de marée érotique et exotique, quelques titres résistent. Le phénomène *Orange mécanique* se confirme. En troisième semaine, les loubards prémonitoires de Stanley Kubrick rassemblent 43 000 spectateurs. Les *Talons aiguilles* de Pedro Almodovar continuent eux aussi de piquer fort : 73 000 aficionados en vingt-sept salles. *Tous les matins du monde* se lèvent encore pour 37 000 fervents, et le film d'Alain Corneau a franchi le cap des 400 000 entrées en sixième semaine. *Le Petit Homme* de Jodie Foster tient bon (38 000 admirateurs pour vingt écrans).

Mais *l'Amant* monopolisant à lui seul près du tiers du marché parisien, les autres sorties de la semaine ne peuvent qu'en souffrir : un peu plus de 10 000 spectateurs pour *Double vue* ou *Rambling Rose*, un peu moins pour *Year of the Gun*... L'embellie, cependant, se confirme. La semaine dernière, on enregistrait un bénéfice de près de 100 000 entrées par rapport à la semaine correspondante en 1991. Janvier se termine sur un bénéfice encore plus confortable de 135 000 entrées. Con-ti-nuons-le-com-bat !

THEATRE

Spectacles nouveaux

Ajax et Philoctète

de Sophocle,
mise en scène
de Christian Schiaretti,
avec Jacques Bonnaffé, Michel Cassagne, Bernard Freyd, Christian Cloarec, Charlie Nelson, Jacques Zabor, Serge Maggiani, Gérard Chaillou, Didier Galas, David Bursztein, Jean-Louis Coulloc'h, Thomas Cousseau, Christophe Lemaître et Michel Weinstadt.

Christian Schiaretti a joint deux tragédies grecques sur le thème du retour.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6e. A partir du 31 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. De 30 F à 150 F.

Conte de glace

de Daniel Varenne,
mise en scène
de l'auteur,
avec Jean-François Forlani, Jack Gallon, Pauline Hemsi, Monique Rouet, Gilles Saflés, Stéphane Thille, Patrick Lacam. Didier Lefeuvre et Mayonne Harding.

L'histoire se passe en Russie, forcément à la mode. D'ailleurs si Jarry vivait aujourd'hui, c'est là autant qu'en Pologne qu'il aurait situé le royaume du Père Ubu.

Berry, 63, bd de Belleville, 11e. A partir du 30 janvier. Du jeudi au samedi à 19 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-51-55. Durée : 1 h 30. 50 F et 70 F.

El Perro

de Farid Chopel,
mise en scène
de l'auteur,
avec Farid Chopel.

Farid Chopel a commencé comme mime de rue. Il était déjà très beau et très étrange. Il revient à ses premières amours.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A partir du 4 février. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 125 F.

Je vous demande plaît-il !

de Timbre Poste,
mise en scène
d'Eric Metayer,
avec Timbre Poste.

Un nouveau comique.

Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, 9e. A partir du 4 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 48-78-22-00. De 120 F à 140 F.

Maître Puntila et son valet Matti

de Bertolt Brecht,
mise en scène
de Marcel Maréchal,
avec Pierre Arditi, Marcel Maréchal, Annie Le Youdec, Angelo Bardi, Richard Guedj, Fabienne Perineau, Jean-Paul Bordes, Anna Kupfer, Michel Demiautte, Michèle Greffier, Claire Mirande, Olivier Picq, Mathias Maréchal, Luce Mélite, Jacques Angéniol, Mama Prassinos, Serge Pauthe et Nicolas Lartigue.

C'est l'histoire d'un maître qui devient humain quand il est ivre – Brecht s'était inspiré de Chaplin, *les Lumières de la ville* – et d'un valet ambitieux qui comprend juste à temps que jamais l'eau et l'huile ne se peuvent mélanger. L'un des spectacles les plus réussis, les plus drôles et les plus denses de Marcel Maréchal.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. A partir du 30 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 3 heures. De 50 F à 140 F.

Montaigne

d'après les Essais,
mise en scène
de Thierry Roisin,
avec Daniel Kenigsberg, Agnès Raina, Samuel Maître, Stéphanie Combe, Nathalie Guillot et Pedro Barreto.

Dans un bric-à-brac de livres et d'objets, lecture à plusieurs voix et en musique (pétillante) des *Essais* qui se révèlent pleins de drôlerie et de sagesse.

Cité internationale universitaire, 21, bd Jourdan, 14e. A partir du 4 février. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-89-38-69. De 40 F à 100 F.

Noces à Tipasa ; le vent à Djemila ; Retour à Tipasa

d'Albert Camus,
mise en scène
de Baki Bouzama,
avec Cécilia Hornus.

Trois textes d'Albert Camus sur sa patrie algérienne. Il y revient et comprend qu'il devra en partir définitivement.

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, 2e. A partir du 31 janvier. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 heures (et le 31 jan. jusqu'au 23 fév). Tél. : 42-74-42-19. De 65 F à 85 F.

La Quête de la femme-oiseau

de Rose Delham,
mise en scène
de José Valverde,
avec Alida Latessa et José Valverde.

La magie des contes de fées est éternelle, elle est de tous et pour tous les âges.

Essaïon de Paris, 6, rue Pierre-au-Lard, 4e. A partir du 4 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-78-46-42. Durée : 1 h 30. 80 F et 120 F.

Le Sang chaud de la terre

de Christophe Huysman,
mise en scène
de Philippe Minyana
et Robert Cantarella,
avec Jany Gastaldi, Aladin Reibel, Clotilde Ramondou, Jérôme Chappatte, Annie Mercier, Xavier Thierry et Frédéric Minière.

Habituellement, Philippe Minyana écrit et Robert Cantarella monte ses pièces. Cette fois, ils se sont réunis pour mettre en scène une histoire qui ne leur appartient pas, celle d'un président de la République assassiné.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. A partir du 29 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-00-59. De 40 F à 100 F.



ALAIN SAUVAN/ENGUERANG

« Maître Puntila et son valet Matti », mise en scène de Marcel Maréchal au Théâtre de Chaillot.

Les Tac-tics du cœur

de Pasquale Lafay
et David Rochline,
mise en scène
de Panos H. Coutras,
avec Pasquale Lafay et Foued Nassah.

Reprise d'un succulent pastiche, tiré de la littérature du cœur. Qui donc pourrait résister à des histoires de famille si bouleversantes et compliquées.

Hôtel Lutétia, 45, bd Raspail, 6e. A partir du 1er février. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45, le dimanche à 17 heures (et le 14 mars). Tél. : 49-54-46-55. Durée : 1 h 10. 70 F et 90 F.

La Trilogie marseillaise

de Marcel Pagnol,
mise en scène
de Jean-Luc Tardieu,
avec Bertrand Beautheac, Fabrice Roux, Laura Moreau, Léon Lesacq, Quentin Baillot et Mario Pecqueur.

Un condensé de *Marius, Fanny, César*, la trilogie de Pagnol que Raimu, Charpin, Fresnay, Orane Demazis, Milly Mathis, etc., ont rendue légendaire.

Variétés, 7, bd Montmartre, 2e. A partir du 1 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 16 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-33-09-92. Durée : 2 heures. De 40 F à 260 F.

Un soir au bout du monde

de Tom Novembre
et CharlÉlie Couture,
mise en scène
de Pierre-Loup Rajot,
avec Tom Novembre et Jerry Lipkins (au piano).

Tom Novembre et CharlÉlie Couture ont écrit une suite de textes, que Tom Novembre interprète avec un accompagnement de piano. Ça ne peut pas être indifférent.

Théâtre Grévin, 10, bd Montmartre, 9e. A partir du 30 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-46-84-47. De 120 F à 160 F.

Une nouvelle histoire du vieil Ouest sauvage

La véritable histoire de Patt Garrett et Billy-le-Kid, représentée par des marionnettes.

Bouffons-Théâtre du XIXe, 28, rue de Meaux, 19e. A partir du 4 février. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-38-35-53. 50 F et 70 F.

Paris

A la merci de la vie

de Knut Hamsun,
mise en scène
de Jacques Baillon,
avec Facundo Bo, Stéphane Boyenval, Sophie Duez, Jean-Claude Durand, Marc Ernotte, Florence Giorgetti, Alain McMoy, Alexis Nitzer et André Rousselet.

Comment un homme essaie de changer de vie, de femme, de pays, de folie, d'opérer une bascule totale.

Théâtre 13, 24, rue Daviel, 13e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-88-62-22. 70 F et 100 F.

A présent, adieu

de Heinrich von Kleist,
mise en scène
d'Yveline Nadard
et Micheline Zederman,
avec Fernando Becerril, Olivia Kryger, Dominique Péju, Marie Réséda, Max Twangue et Martine Vinet.

Un texte inconnu, un homme qu'on ne finit pas de découvrir, un poète angoissé et lucide.

Fondation Deutsch-de-la-Meurthe, 37, bd Jourdan, 14e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 40-78-81-93. Durée : 1 h 30. 60 F et 90 F.

Archaos

Les bagnoles, le boucan, les grands rires, *les dérapages contrôlés*, les motos, le rock, les acrobates, les jongleurs : Archaos.

Sous chapiteau, 97, quai de la gare, 13e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 15 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 40-02-61-18. De 100 F à 150 F.

Britannicus

de Jean Racine,
mise en scène
d'Alain Françon,
avec Hélène Alexandridis, Anne Benoît, Yann Collette, Clovis Cornillac, Laurent Grevill, Nada Strancar et Wladimir Yordanoff.

la passion du pouvoir – et sa légitimité. La passion d'une mère pour un fils, du fils pour la femme de son demi-frère, dont il a pris la place. Ce sont des rois, leur pouvoir est absolu. Racine les comprend. La mise en scène fait tout entendre. Les acteurs sont admirables.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. Durée : 2 h 20. De 95 F à 125 F.
Dernière représentation le 2 février.

C'était hier

d'Harold Pinter,
mise en scène
de Sami Frey,
avec Carole Bouquet, Sami Frey et Christine Boisson.

Une pièce évidemment énigmatique de Pinter, où l'on sera en tout cas surpris par les comédiennes.

Hébertot, 78 *bis*, bd des Batignolles, 17e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : Piano bar, petits repas, à partir de 19h. De 100 F à 220 F.

Chambres

de Philippe Minaya,
mise en scène
de Hans Peter Cloos,
avec Catherine Jacob, Mona Heftre et Natalia Dontcheva.

Des filles de Sochaux racontent leur existence écrasée. Elles pourraient être de partout. Ce n'est pas la ville qui compte, c'est l'écrasement. Mais elles racontent avec une vigueur et une rage réconfortantes, et les trois comédiennes sont magnifiques.

Paris-Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-02-02-68. Durée : 1 h 45. 90 F et 120 F.

Les Chapons ; les Gnoufs

d'après Henry Monnier,
mise en scène
de Liliane Delval
et Jean-Claude Penchenat,
avec Samuel Bonnafil, Laurent Boulassier, Liliane Delval, Raymonde Heudeline, Arnault Lecarpentier, Hélène Phillipe, Geneviève Rey-Penchenat et Michel Toty.

Petites pièces acerbes d'aujourd'hui, d'hier, d'avant-hier.

Théâtre du Campagnol, 254, av. de la Division-Leclerc, 92000 Châtenay-Malabry. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-61-33-33. De 40 F à 120 F.
Dernière représentation le 2 février.

Chutes

de Gregory Morton,
mise en scène
de Claude Régy,
avec Olivier Bonnefoy, Laurence Camby, Christine Fersen, Axel Bogousslavsky, Marc Bodner, Oleg Yankovski, Moussa Théophile Sowié, Félicité Wouassi, Daniel Jeanneteau, Sanvi Panou, Martine Maximin, Marc François, Graham Valentine, Cyrille Gaudin et Nichan Moumdjian.

Les sans-abris de Londres dans l'univers abstrait et poétique de Claude Régy.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-00-59. De 40 F à 100 F.

Déjeuner chez Ludwig W.

de Thomas Bernhard,
mise en scène
de Jacques Rosner,
avec Françoise Brion, Judith Magre et Andrzej Seweryn.

Le trio à la Thomas Bernhard, ce n'est pas le mari, la femme, l'amant. C'est deux sœurs et un frère. C'est plus hargneux, et ça n'empêche pas les sentiments. Ni les haines.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 110 F à 220 F.

L'Illusion comique

de Pierre Corneille,
mise en scène
de Christophe Thiry,
avec Yvon Bernard, Odile Billard, Aline Duclos, Sébastien Ehlinger, Marcel le Guilloux et Stanislas de La Tousche.

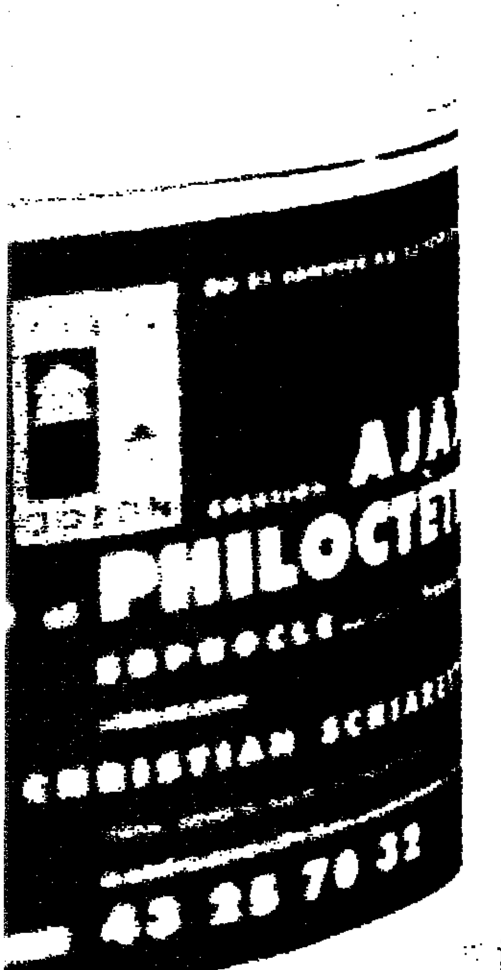
Une pièce ésotérique de Corneille jouée dans un style commedia dell'arte.

Ranelagh, 5, rue des Vignes, 16e. Du mardi au dimanche à 18 h 30, le dimanche à 20 h 30. Tél. : 42-88-64-44. Durée : 1 h 30. De 35 F à 180 F.

Ivan le Terrible

d'après Sergueï Mikhaïlovitch Eisenstein,
mise en scène
de Christian Benedetti,
avec Christian Benedetti, Henry Boyer, Christophe Caustier, Gilles Dao, Pascal Deswaeme, Agathe Dronne, Michel Fouquet, Christophe Guillon, Renaud Maurin, Marc Ségala, François Soppelsa, Gilles Szafirko et Véronique Vellard.

➡



LA SÉLECTION

➡

Avec pour base le film culte d'Eisenstein, trajet d'un homme de bonne volonté que les aléas du pouvoir transforment en tyran.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 1 h 45. De 50 F à 110 F.

John & Mary

de Pascal Rambert,
mise en scène
de l'auteur,
avec Bernard Ballet, Ahmed Belbachir, Nicole Dogue, Eric Doye, Dominique Frot, Fabienne Luchetti, Hugues Quester, Dominique Reymond, Béatrice de Roaldes, Narmé Kaveh et Nilou Kaveh.

C'est la guerre. Après une nuit de cauchemar, deux amants doivent se séparer, et ils souffrent. Simple comme *Bérénice* dont Pascal Rambert s'est inspiré.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 46-14-70-00. Durée : 3 h 20. De 95 F à 125 F.

Mademoiselle Rose ou le langage des fleurs

de Federico Garcia Lorca,
mise en scène
Michel Cerda,
avec Michèle Oppenot, Paule Annen, André Cellier, Catherine Vinatier, Geoffroy Guerrier, Bernard Cherbœuf, Catherine Oudin, Louisa Cheref, Valérie Beaugier, Sylvie Pascaud, Nathalie Villeneuve, Martine Thinières, Christine Guenon et Gérard Patrelle.

L'inexorable vieillissement dans l'attente de son fiancé de Mademoiselle Rose, qui sait si bien soigner les roses. Nul comme Garcia Lorca ne sait parler de solitude.

Théâtre, 3, rue Sadi-Carnot., 92000 Châtillon. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45. Tél. : 46-57-22-11. Durée : 1 h 45. De 50 F à 90 F.

Les Misérables

d'Alain Boublil
et Claude Michel Schönberg,
d'après Victor Hugo,
mise en scène
de John Caird
et Trevor Nunn,
avec Robert Marien, Patrick Rocca, Louise Pitre, Stéphanie Martin, Jérôme Pradon, Marie Zamora, Julien Combey, Laurent Gendron et Marie-France Roussel.

Le spectacle est sur les rails pour un bon moment : il faut que tout le monde ait le temps de le voir.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9e. Du mardi au samedi à 20 h 15. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-04-04. Durée : 3 h 30. De 100 F à 350 F.

La Nuit des rois

de William Shakespeare,
mise en scène
de Charles Tordjman,
avec Cécile Backès, Christine Brücher, Jacques Brücher, Philippe Fretun, Jean-Claude Leguay, Bernard Levy, Catherine Maignan, Daniel Martin, Yves Nadot, François Rodinson, Laurent Vacher et Serge Valletti.

Travestissement et identité incertains : l'une des plus énigmatiques comédies d'intrigue de Shakespeare, et le premier Shakespeare de Charles Tordjman.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-80-18-88. 90 F et 110 F.

Opéra équestre

de Bartabas,
mise en scène
de l'auteur.

Le défi de Bartabas : des chevaux et des voix, des femmes berbères et des hommes de Géorgie. Leurs chants et un violon. Tout est possible pour la poésie.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-04-38-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

Plavodéon

de Michèle Guigon
et Susy Firth,
avec Suzy Firth, Michèle Guigon
et Gilles Petit.

Michèle Guigon, un piano, un violoncelle, un accordéon et quelques personnes qui créent un drôle de monde rêveur, ironique, tendre.

Cité internationale universitaire, 21, bd Jourdan, 14e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 45-89-38-69. Durée : 1 heures. De 40 F à 100 F.

La Place Royale

de Pierre Corneille,
mise en scène
de Brigitte Jaques,
avec Philippe Demarle, Marianne Basler, Marie-Armelle Deguy, Eric Génovèse, Pierre Lacan et Eric Petitjean.

Le Corneille baroque d'avant la tragédie est fort à la mode. Brigitte Jaques veut le faire redécouvrir. D'abord avec l'histoire ambiguë d'un garçon qui donne son amante à son meilleur ami.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F.

Pontormo

de Denis Belanger
et Michel Ouimet,
mise en scène
de Bernard Anberree,
avec Michel Ouimet et Catherine Lagarde.

Etrange journal d'un peintre maniériste qui parle sur le même ton de son corps et de sa peinture.

Atalante, 10, place Charles-Dullin (impasse à gauche)., 18e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le vendredi à 17 heures. Tél. : 46-06-11-90. Durée : 1 h 15. 60 F et 90 F.
Dernière représentation le 4 février.

Quincailleries

de Jacques Gamblin,
mise en scène
d'Yves Babin.
avec Jacques Gamblin et Maurice Dalle.

Pour être quincailler, on n'en est pas moins poète, on n'en regarde pas moins la vie et ses absurdités avec humour.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 1 h 20. De 50 F à 110 F.

Récupérations

de Josué Kossi Efoui,
mise en scène
de Grégoire Ingold,
avec Natasha Brünher, Mwela Cassanda, Stéphane Gallet, Grégoire Ingold, Khagan, Gilles Masson, Marthe Moliki, Alène Mutélo, Pembe Mwane et Jeanina Sika.

Démontage de la plus cynique fonction de la télévision : les émissions vérités, autrement dit : le mécanisme de la tromperie.

Beaunord-Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, 4e. Les vendredi et samedi à 20 heures. Tél. : 42-71-26-16. 50 F et 60 F.

Vassa Geleznova

de Maxime Gorki,
mise en scène
d'Anna-Marie Lazarini,
avec Viviane Théophilidès, Jacques Bondoux, Xavier Bouvier, Rémy Cordonnier, Silvia Cordonnier, Corinne Darmon, Eva Dewel, Frédérique Lazarini et Geneviève Yeuillaz.

La Russie entre deux révolutions, par un auteur, Maxime Gorki, qui croyait au paradis sur terre dans la justice et l'égalité des chances.

Artistic-Athévains, 45 bis rue Richard-Lenoir, 11e. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, les samedi et dimanche à 16 heures. Tél. : 48-06-36-02. Durée : 1 h 45. 65 F et 110 F.

La Veuve

de Pierre Corneille,
mise en scène
de Christian Rist,
avec Jean-Yves Berteloot, Patricia Dinev, Didier Lafaye, Thibault de Montalembert, Chantal Neuwirth, Denis Podalydès, Andréa Retz-Rouyet, Friedericke Laval, Claire Ruppli, Pierre-Yves Boutrand, Olivier Broche et Emmanuel Quatra.

Un « vaudeville » de Corneille, baroque à souhait, complètement échevelé. Une découverte à ne pas manquer.

Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9e. Le mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. Durée : 2 h 30. De 65 F à 130 F.

Vie et mort du roi Jean

de William Shakespeare,
mise en scène
de Bernard Sobel.

Fidèle au théâtre épique, Bernard Sobel monte ce drame historique shakespearien rarement joué, qui traite de la légitimité du pouvoir.

Théâtre, 41, av des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. 80 F et 110 F.

Le Voyage en Italie, Le Bout de la nuit, Le Champ de betteraves

de Philippe Caubère,
mise en scène
de l'auteur,
avec Philippe Caubère.

Caubère-Ferdinand a beaucoup vécu, c'est pourquoi il continue à raconter sa vie pleine de rebondissements.

Renaissance, 20, bd Saint-Martin, 10e. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 42-08-18-50. Durée : 2 h 30. De 100 F à 100 F.

Régions

Bordeaux

Arlequin, serviteur de deux maîtres

de Carlo Goldoni,
mise en scène
de Jean-Louis Thamin,
avec Nelly Alard, Pascal Barouk, Thierry Belnet, Eric Bougnon, Nathalie Dauchez, Eric Dignac, Yves Gourvil, Marc Planceon, Vincent Solignac et Pascal Vannson.

L'une des premières mises en scène de Jean-Louis Thamin a été cette pièce sur laquelle il revient, enrichi de son expérience.

Centre dramatique national, 3, pl. Pierre Renaudel, 33000 Bordeaux. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 56-91-99-44.

Lille

Folie ordinaire d'une fille de Cham

de Julius Amédé Laou,
mise en scène
de Daniel Mesguich,
avec Jenny Alpha, Sylvie Laporte
et Catherine Rougelin.

Un beau texte dans une mise en scène sobre, avec une actrice merveilleuse : Jenny Alpha.

La Métaphore, 4, place du Général-de-Gaulle, 59000 Lille. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 20-40-10-20. 85 F et 110 F.

Toulouse

Roberto Zucco

de Bernard-Marie Koltès,
mise en scène
de Bruno Boëglin,
avec Judith Henry, Jerzy Radziwilowicz, Sylvie Znorko, Philippe Faure, Guy Naigeon, Myriam Boyer, Joachim Latarget, Daniel Pouthier, François Sinapi, Nadine Marcovici, Monique Stallens, Patrice Goubier et Michel Laurent.

Avant d'arriver au Théâtre de la Ville la pièce magnifique de Koltès mise en scène par Bruno Boëglin continue sans encombre ses voyages.

Théâtre Sorano, 35, allée Jules-Guesde, 31000 Toulouse. Le 29 janvier, 19 h 30 ; les 30 et 31, 20 h 30 (et les 29, 30 et 31 janvier). Tél. : 61-25-66-87. De 85 F à 120 F.

Caen

Une des dernières soirées de carnaval

de Carlo Goldoni,
mise en scène
de Jean-Claude Penchenat,
avec Louis-Basile Samier, Sophie Lahayville, Mathieu Buscatto, Gilbert Beugniot, Nadine Alari, Maurice Tuech, Catherine Berriane, Mathias Mlekuz, Anne Guegan, Bénédicte Wenders, Jean Allibert, Frédérique Ruchaud, Gaëtan Gallier et Guillaume Briat.

En avant-première à l'année Goldoni, ce spectacle drôle et mélancolique tourne dans toute la France. Il est également à la Comédie de Reims, du 29 janvier au 2 février.

Comédie de Caen-Théâtre d'Hérouville, 41, rue Froide, 14000 Caen. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 31-47-39-00. 75 F et 95 F.

La sélection « théâtre » a été établie par : Colette Godard

MUSIQUE



Ton Koopman au Théâtre Grévin.

Paris

Mercredi 29 janvier

Verdi

Requiem

Françoise Pollet (soprano),
Petra Malakova (mezzo-soprano),
Gösta Winbergh (ténor),
Roberto Scandiuzzi (basse),
Orchestre de Paris,
Carlo Maria Giulini (direction).

Carlo Maria Giulini vient à Paris diriger le *Requiem* de Verdi. C'est un événement, à n'en pas douter. Après Florence Quivar qui a laissé sa place à Petra Malakova, Cheryl Studer est remplacée par Françoise Pollet.

Salle Pleyel (les 29 et 30, 20 h 30 ; le 1er février, 16 h 30). Tél. : 45-63-07-96. De 100 F à 400 F.

Fénelon

Le Chevalier imaginaire

Aurio Tomicich (basse),
Leroy Villanueva,
Luis Masson (barytons),
Philip Doghan (ténor),
Melanie Armitstead (soprano),
Menai Davies (mezzo-soprano),
Ensemble InterContemporain,
Peter Eötvos (direction),
Stéphane Braunschweig (mise en scène).

Est-ce la distribution – à une exception près, les chanteurs, sont incompréhensibles, – est-ce la musique – très fond de tiroir du post-sérialisme, – est-ce la mise en scène, la direction de Peter Eötvos, mais ce *Chevalier imaginaire*, créé le 25 janvier, n'a pas convaincu.

Auditorium des Halles, 19 h 30 (+ le 31). Tél. : 40-28-28-40.

Brahms

Sonates pour violoncelle et piano nos 1 et 2
Trio pour violoncelle, clarinette et piano op. 114

Yo Yo Ma (violoncelle),
Paul Meyer (clarinette),
Emmanuel Ax (piano).

Une star planétaire du violoncelle s'unit avec une star du piano américain pour accréditer l'idée que le jeune Paul Meyer est déjà un grand de la clarinette. Leur caution vaut tous les premiers prix de concours internationaux.

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 280 F.

Vendredi 31

Haydn

Quatuor à cordes no 33 « l'Oiseau » et no 39

Berg

Suite lyrique

Brahms

Quatuor à cordes no 3

Quatuor Alban Berg.

Il serait difficile de trouver quatuor plus parfait que les Berg dans ce répertoire.

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 280 F.

Beethoven

Concerto pour piano et orchestre no 2

Bruckner

Symphonie no 7

Jean-Marc Luisada (piano),
Orchestre philharmonique de Radio-France,
Marek Janowski (direction).

Avec la *Septième*, Marek Janowski poursuit son intégrale des symphonies de Bruckner. C'est, sans doute, la moins intimidante des neuf, celle dont le caractère mélodique est le plus évident. Est-il besoin de répéter que le patron du Philharmonique de Radio-France dirige ce répertoire avec un art consommé ? Il accompagne aussi Jean-Marc Luisada, dans le *Deuxième Concerto pour piano et orchestre* de Beethoven. Un interprète vif, inspiré, qui n'a pas son pareil pour relire avec enthousiasme des pièces qui paraissent usées sous d'autres doigts. A preuve, son intégrale des valses de Chopin publiées par Deutsche Grammophon.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. De 80 F à 220 F.

Prokofiev
Pfitzner
Schreker
R. Strauss

Lieder

Lucia Popp (soprano),
Irwin cage (piano).

Aérienne, juste, ravissante la voix de Lucia Popp sait se plier depuis longtemps à un grand nombre d'esthétiques, à l'opéra comme au lied.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 195 F.

Samedi 1er février

Chostakovitch

Lady Macbeth de Mzensk

Mary-Jane Johnson (soprano),
Jacques Trussel,
Paolo Barbacini,
Ian Caley (ténors),
Aage Haugland (basse),
Orchestre national et chœurs de l'Opéra de Paris,
Myung-Whun Chung (direction),
André Engel (mise en scène),
Françoise Gray (chorégraphie).

Le grand opéra de Chostakovitch entre au répertoire de l'Opéra-Bastille dans une mise en scène d'André Engel. Chung est aux commandes de l'orchestre. Ce choix est en phase avec une oeuvre violente, noire, paroxistique.

Opéra de la Bastille, 19 h 30 (+ les et 4 février). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 490 F.

Dimanche 2

Sweelinck
Byrd
Couperin
Storace
Froberger
Philipa
Bach
Soler

Pièces pour clavecin

Ton Koopman (clavecin).

Cet échantillonnage ressemble fort au programme de concerts que donnaient certains pianistes au début du siècle, sauf que les petites pièces que joue Ton Koopman sont de la grande musique.

Théâtre Grévin, 11 heures. Tél. : 43-58-75-10. De 90 F à 200 F.

Lundi 3

Britten

Sinfonietta op. 1

Florentz

Prière de Marie au Golgotha

Chostakovitch

Symphonie no 14 pour soprano, basse et orchestre de chambre op. 135

Françoise Pollet (soprano),
Stafford Dean (basse),
Ensemble orchestral de Paris,
Armin Jordan (direction).

Il ne devrait y avoir, pour un mélomane curieux, rien de mieux à faire ce soir-là que d'aller au Châtelet écouter l'EOP, Jordan, Pollet et Dean dans la *Quatorzième Symphonie* de Chostakovitch composée par le compositeur de Leningrad sur des sonnets de Michel-Ange : elle est si peu souvent donnée.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 230 F.

Schubert
Wolf
R. Strauss

Lieder

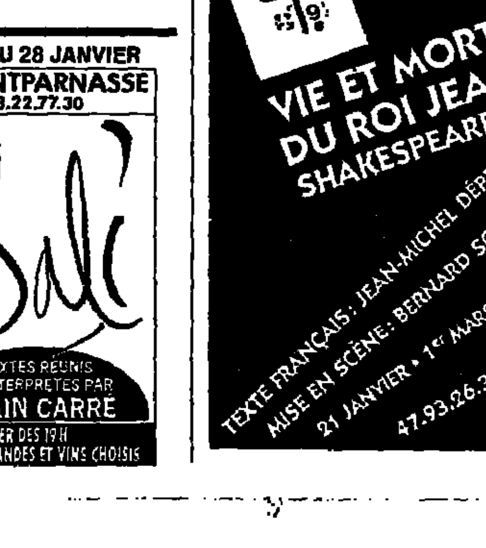
Christa Ludwig (mezzo-soprano),
Charles Spencer (piano).

Décidément le 3 février est un jour béni et maudit à la fois : la *Quatorzième* de Chostakovitch contre Christa Ludwig. Une chef-d'oeuvre méconnu contre l'une des chanteuses les plus complètes, les plus admirables de notre temps, et pas seulement de notre temps d'ailleurs. Il y a des jours où il faudrait vraiment avoir le don d'ubiquité.

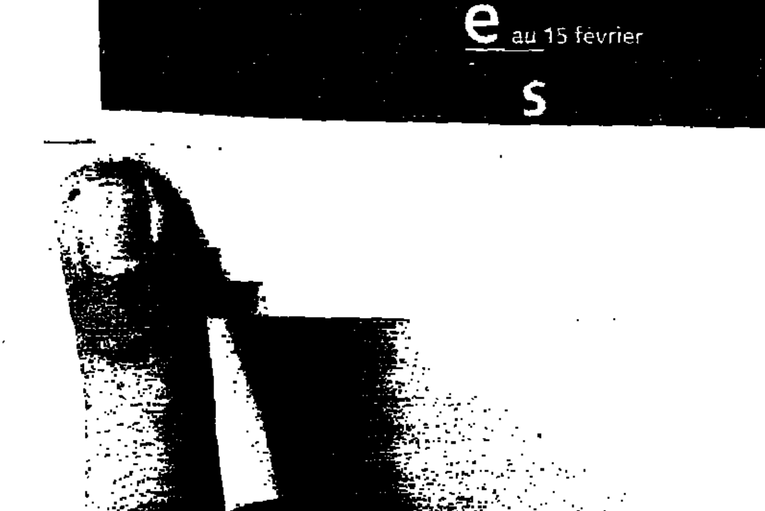
Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 500 F.

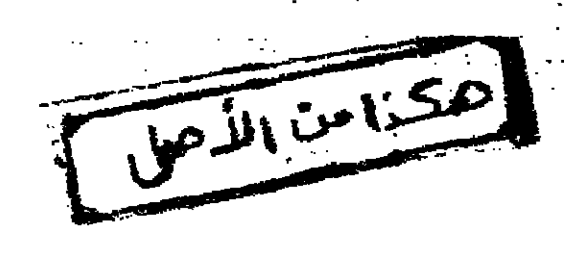
➡











DE LA SEMAINE

➡

Mardi 4

Gluck

Iphigénie en Aulide, ouverture

Mozart

Concerto pour cor et orchestre nº 2

Beethoven

Symphonie nº 1

Michel-Garcin Marrou (cor),
Orchestre des Champs-Elysées,
Christophe Coin (direction).

L'Orchestre du Théâtre des Champs-Elysées dans un programme de musique instrumentale classique et préromantique dirigé par Christophe Coin ? Si la capacité d'écoute mutuelle dont ses musiciens avaient fait preuve lors de son concert d'inauguration est la même, ce 4 février devrait entrer dans l'histoire.

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-30-88. De 40 F à 280 F.

Bach-Busoni

Chaconne

Prokofiev

Roméo et Juliette, cinq pièces

Chopin

Six Polonaises

Lazar Berman (piano).

Dorénavant installé en Italie, le Russe Lazar Berman est l'un des grands pianistes de notre temps, même si son dernier récital, au Théâtre des Champs-Elysées, nous avait paru terne, comme s'il était engourdi. A Gaveau, il a inscrit des oeuvres dans lesquelles on le connaît peut-être trop...

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 150 F à 300 F.

Régions

Lille

Beethoven

Concerto pour piano et orchestre nº 5 « l'Empereur »
Symphonie nº 7

David Lively (piano),
Orchestre national de Lille,
Jean-Claude Casadesus (direction).

David Lively vient d'enregistrer le *Concerto pour piano, choeur d'hommes et orchestre* de Busoni. La vivacité de son jeu modifie l'opinion que l'on pouvait se faire, à travers d'autres interprétations, d'une œuvre réputée longuette et terne. En d'autres termes, il a redoré le blason d'un concerto qui en avait bien besoin.

Le 29. Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40.

Liszt

Le Moine triste
L'Amour du poète défunt
Léonore

Schumann

L'Enfant de la lande
La Belle Edwige
Les Fugitifs

R. Strauss

Enoch Arden

Daniel Mesguich (récitant),
Cyril Huvé (piano).

S'il est difficile de cerner avec précision la notion de mélodrame, il est, en revanche, fort simple de dire que le spectacle de Mesguich et Huvé a passionné ceux qui l'ont vu.

Le 31. Opéra, 20 h 30. Tél. : 20-55-93-06. De 60 F à 130 F.

Montpellier

R. Strauss

Ariane à Naxos

Alexandra Marc,
Emily Golden,
Gwendolyn Bradley (sopranos),
Robert Schunk,
Rémy Corazza (ténors),
Russel Smythe (baryton),
Eric Garret (basse),
Orchestre philharmonique de Montpellier,
Fiedrich Haider (direction).
Jean-Louis Martinoty (mise en scène).

Le plus parfait des opéras de Strauss est une ancienne connaissance de Jean-Louis Martinoty qui l'a déjà mis en scène pour l'Opéra-Comique.

Les 29 et 31, 20 heures ; le 2 février, 15 heures. Opéra. Tél. : 67-66-00-92. De 60 F à 165 F.

Saintes

Fauré

Cantique de Jean Racine
Messe basse pour trois voix de femmes et orgue

Liszt

Psaume 137
Inno a Maria Vergine

Poulenc

Quatre motets pour le temps de Noël
Quatre motets pour un temps de Pénitence
Salve Regina

Agnès Mellon (soprano),
Bénédicte Trotereau (violon),
Pascale Schmitt (harpe),
Guy Morançon (orgue),
Chœur de la Chapelle royale,
Philippe Herreweghe (direction).

Un sans faute pour ce concert Fauré, Liszt, Poulenc.

Le 4 février. Abbaye aux Dames. 20 h 30 Tél. : 46-97-48-48. 110 F.
Et le 5 février à 20 h 30 à Chauvigny (église Notre-Dame), le 7 février à 20 h 30 à Rennes (cathédrale).

Jazz

François Jeanneau

François Jeanneau est de retour. Primé (Prix national de la musique), complet, bourré d'idées, et prêt à interpréter Mingus *dans cette aventure à épisodes*, l'intégrale, où s'est lancé le Passage du Nord-Ouest – le nouveau « concerts-café-ciné » à la mode. Attention : saxophoniste pour saxophonistes et pour tout public (catégorie rarissime).

Le 29 janvier à 22 heures, Passage du Nord-Ouest, 80 F. Tél. : 47-70-81-47.

The Lonely Bears

Les ours solitaires Tony Hymas, Terry Bozzio, Hugh Burns et Tony Coe, production Nato (Nato Vogue 600 367) avec pots de miel incorporés, font la musique la plus drôle et la plus tonique du siècle. Ça ne ressemble à rien. Sur *Our Red Sea*, des gosses du Front de résistance érythréen chantent une mélopée. Ils sont au Passage du Nord-Ouest, cela suffit.

Du 31 janvier au 2 février à 22 heures, Passage du Nord-Ouest. 100 F. Tél. : 47-70-81-47.

Joe Lovano

Rythmique de béton si le béton était très souple (Henri Texier et Aldo Romano). Le saxophoniste Joe Lovano est en train de s'imposer comme une des personnalités les plus solides du milieu musical. Par l'argent ? Par l'esbroufe ? Par quelque malentendu ? Non : par le son, le phrasé et les idées.

Du 29 janvier au 1ᵉʳ février, à 22 heures. La Villa. Tél. : 43-26-30-00.

Festivals

Rive-de-Gier

Deuxième semaine à la salle des fêtes ou à la bibliothèque Louis-Aragon de la bourgade lyonnaise Rive-de-Gier qui inaugure chaque année la série des festivals. Rive-de-Gier a de la personnalité, présente les musiciens rares (Michel Doneda et Daunik Lazero dans leur hommage à Sidney Bechet), les nouveaux prometteurs (le trompettiste Roy Hardgrove, le 30), les imprévus de classe (Fred Frith), les inédits de luxe (Anatoly Vapirov et le London Jazz Composers Orchestra). La méditation saumâtre continue de broyer du noir : le jazz est mort, grondent-ils en caressant l'image du maréchal Pétain. Les yuppies de la dernière heure continuent de promouvoir un jazz jovial ou méditatif, un bon fond sonore qui tourne et veut se vendre le dimanche. Rive-de-Gier est du genre à faire, depuis quinze ans, un festival de trois semaines à la campagne autour d'une musique qui ne passe jamais à la radio, encore moins à la télévision, et que les grands promoteurs ignorent. Eh oui. Trois semaines depuis quinze ans.

Tél. : 77-75-05-22.

Rock

Le Cri de la mouche

« Le Cri de la mouche » à la Cigale.

Le Cri de la mouche est un groupe bruyant dont l'identité émerge au fil des mois, construite autour d'une débauche d'énergie, d'un goût pour le non-sens et les rythmes martelés. Peu de temps après la sortie de leur second album, ce passage à la Cigale apparaît comme un examen crucial.

Le 29. La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-38-00. 95 F.

Kevin Coyne

Réapparition de Kevin Coyne, chanteur sans pudeur, exhibitionniste des sentiments, au point que certains ne peuvent le supporter et qu'il a changé la vie de ceux qui peuvent. Plus tard dans la soirée, les frères Blegvad joueront un rock à la simplicité trompeuse, tout dans la tête comme Coyne a tout dans la tripe.

Le 30. Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47. 100 F.

Dennis Brown
Freddy McGregor
Andrew Tosh

Quelques piliers du reggae de là-bas, de la Jamaïque. Vieux ténors (Dennis Brown, Freddie McGregor) et prince héritier (Andrew Tosh, fils du défunt Peter), *pour un de ces concerts tricolores* (vert or rouge) dont l'Elysée Montmartre a le secret.

Le 2 février. Elysée-Montmartre, 19 h 30.

Tournées

Roadrunners

Qui a écrit une chanson inspirée par l'histoire du baleinier avalé par un cachalot relatée par Julian Barnes dans *l'Histoire du monde en dix chapitres et demi ?* C'est Frandol, le chef de file des Roadrunners, un groupe aussi étonnant qu'il est classique.

Le 1ᵉʳ février, Henin Beaumont (62), L'Escapade, 20 heures, 40 F et 60 F.

Charles et les Lulus

Ne croyez pas les méchantes langues qui font croire qu'Arno et ses compères ne sont là que pour cuver leur bière. Charles et les Lulus, c'est du vrai blues, nouveau et ancien, tributaire de l'instant et de l'humeur.

Le 31 janvier, Reims, L'Usine, 20 h 30, 70 F et 80 F. Le 1ᵉʳ février, Lille, L'Aéronef, 19 h 30, 70 F et 90 F.

Stephan Eicher

La route triomphale (suite).

Le 31 janvier, La Riche (près de Tours), la Pléiade, 20 h 30, 130 F. Le 1ᵉʳ février, Niort, Parc des Expositions de Noron, 20 h 30, 135 F et 145 F. Le 4, Laval, salle polyvalente, 20 h 30, de 100 F à 130 F. Le 5, Brest, parc des expositions de Penfeld, 20 h 30, de 125 F à 140 F. Le 6, Rennes, La Cité, 19 heures, de 100 F à 130 F.

The Little Rabbits

Pop anglaise-française, un peu de bruit comme pour dissimuler l'amour des mélodies sucrées et, aussi, une inexpérience parfois embarrassante.

Le 6 février, Reims, L'Usine.

Chris Whitley

Sur scène, Chris Whitley ne tient pas encore tout à fait les promesses du disque. On sent comme un malaise chez le chanteur, accentué par l'entourage, un groupe extrêmement quelconque à force de compétence et d'absence d'inspiration. Les meilleurs moments viennent quand Chris Whitley renvoie le petit personnel en coulisse et s'aventure seul, avec sa guitare.

Le 4 février, Nancy, le Terminal Export. Le 6, Grenoble, L'Entrepôt, 22 h 30, 30 F et 50 F.

Fabulous Thunderbirds

Privés de leur guitariste fondateur, Little Jimmy Vaughan (frère de Stevie Ray), *parti voler de ses propres ailes, les Fabulous* Thunderbirds restent quand même un groupe de rhythm'n'blues au-dessus de tout soupçon.

Le 3 février, Lille, Théâtre du Splendid, 20 h 30, 90 F et 110 F. Le 4, Paris, Le Bataclan, 20 heures, 110 F. Le 5, Orléans, salle des fêtes de Saint-Jean de la Ruelle, 19 h 30, 80F. Le 6, Mérignac (près de Bordeaux), le Krakatoa, 20 h 30, 70 F.

Chanson

Higelin

Higelin, les cinq Zap Mama (le Zaïre de Bruxelles), un harmoniciste japonais, une saxophoniste trouvée dans le métro, un percussionniste brésilien, et une bande de musiciens complices lancent des défis sous le grand plafond rond du Rex. Il est bavard ? Tant pis. Il est cabotin, il chante en raclant la voix, et alors ? Higelin mène son monde sans ennui pendant trois heures et demie. *Qu'importe les défauts puisqu'il ose.*

Les 29, 30 et 31 janvier et les 1ᵉʳ et 4 février, 20 h 30 ; le 2 février, 17 h 30. Au Grand Rex. Tél. : 40-35-63-00. Location FNAC, Virgin, Billetel. De 140 F à 170 F.

Claude Nougaro

Dix doigts pour le piano, une voix pour le solo. Nougaro se pose à *l'Olympia* après un an de tournée dans la France des quatre coins. Puis repartira. Toujours avec Maurice Vander pour compagnon de ring.

Les 29, 30 et 31 janvier et le 1ᵉʳ février, 20 h 30 ; le 2 février, 17 heures. Olympia. Tél. : 47-42-25-49. De 140 F à 180 F.

Bill Deraime

Bluesman au charme français, Bill Deraime fait à l'ancienne mode de jolies mélodies à la guitare, raconte grands malheurs et petits bonheurs à la manière de nos idoles américaines.

Le 4 février. Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-56-70.

L'Opéra du pauvre

L'œuvre de Léo Ferré, écrite en 1956, enregistrée en 1983, fut montée par Roland Petit sous forme d'un ballet qui scandalisa l'auteur. Le metteur en scène Frank Ramon convaincra Ferré de lui confier son unique opéra trente ans plus tard. Après une première-embryon en 1989, *l'Opéra du pauvre* prend son envol en banlieue parisienne.

Le 1ᵉʳ février à 20 h 30, le 2 février à 16 heures. Epinay-sur-Seine, Espace Lumière. Tél. : 48-26-89-15.

Tournées

Bernard Lavilliers

Passage en revue d'une carrière déjà bien remplie, de Caruaru (Brésil) à Manille. Baroudeur toujours, frimeur de classe internationale, chanteur parvenu *à maturation, Lavilliers domine* les salles (petites) avec l'âme d'un fils prodigue. Mais le retour n'a pas toujours la fraîcheur et le punch prévus.

Le 31 janvier, Evry, Théâtre de l'Agora, 20 h 30. Le 4 février, Douai, l'Hippodrome, 20 h 45. Le 6, Tremblaye-en-France, Centre culturel Aragon, 21 heures, de 90 F à 150 F.

Musiques du monde

Rosinha de Valença

Une des meilleures guitaristes du Brésil, que l'on voudrait voir plus souvent, avec des spectacles plus structurés, puisqu'elle vit à Paris depuis quelques années. Mais c'est toujours l'occasion d'une soirée réussie.

Le 31. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Monica Passos

Pétillante, incongrue, abusive, cette Brésilienne installée à Paris a su capter avec une voix de diva-rockeuse les nouvelles tendances de la musique de son pays. Surprenant et drôle.

A partir du 3 février. Café de la Danse, 20 h 30. Tél. : 42-97-41-65, 120 F.

Tournées

Geoffrey Oryema

Geoffrey l'Ougandais se laisse manger à la sauce de la world-music avec la curiosité d'un débutant, qu'il n'est pas. Solitaire en scène, comme toujours, avec sa *senza* et sa voix grave, mais cette fois avec à ses côtés un guitariste (l'Urugayen *Pajaro Canzani*), *talentueux, mais* bien trop débordant. Il n'empêche qu'Oryema sait maîtriser le mélange, qu'il est une valeur montante, et que l'expérience vaut d'être vécue.

Le 1ᵉʳ février, Paris, Théâtre de la Ville, 18 heures, 75F. Le 4, Nantes, salle Paul-Fort de Talensac, 21 heures, 70F.

La sélection « Classique » a été établie par Alain Lompech.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Musiques du monde » et « Chanson » : *Véronique Mortaigne.*

DANSE

Compagnie Régine Chopinot

Saint Georges

Accouplements monstrueux, bestiaire délirant, gargouilles ricanantes, humains suppliants... S'inspirant de la statuaire romane, Régine Chopinot crée une œuvre qui tranche fortement sur la banalité de ce qu'on voit en ce moment, par l'originalité de la gestuelle et par la qualité des danseurs. De superbes pièces vocales du Moyen Age, interprétées en scène par l'Ensemble Mora Vocis, contribuent à la qualité du spectacle.

Grande Halle de la Villette, jusqu'au 8 février, 21 heures. Tél. : 40-03-39-03. 120F.

Compagnie Ultima Vez/ Wim Vandekeybus

Immer das selbe Gelogen

En français : toujours les mêmes mensonges. Une rupture, nous dit-on, dans l'œuvre de Vandekeybus, un des jeunes turcs flamands, si l'on ose écrire, les plus roboratifs. Loin de la frénésie, des paroxysmes constants, de la présence du danger, une pièce douce, rieuse, pimentée d'humour.

Théâtre de la Ville, jusqu'au 1ᵉʳ février, 20 h 30. 80F et 130F.

Compagnie Le Marietta secret/ Hervé Robbe

En espérant l'éclipse

Situations, impressions, souvenirs : le carnet de voyage d'Hervé Robbe, auquel une bourse de la Villa Médicis hors-les-murs a permis de parcourir l'Espagne et l'Amérique du Sud.

Théâtre de la Bastille, du 4 au 9 février, 21 heures, sauf dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14.

Ballet national de Marseille/ Roland Petit

La Belle au bois dormant

Une Belle qui fait des clins d'œil aux bandes dessinées du début du siècle, et que mène une facétieuse Carabosse : l'unique, l'irrésistible Zizi Jeanmaire.

Opéra de Paris-Garnier, jusqu'au 2 février, 19 h 30, le 2 à 14 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30F à 290F.

Douai

Compagnie Fatoumi-Lamoureux

Si loin que l'on aille...

Deux femmes et trois hommes qui se cherchent, se trouvent, se quittent. Il n'y a pas de sujets nouveaux sous le soleil, tout est dans la façon de les raconter. Et Fatoumi-Lamoureux ont déjà prouvé qu'ils possédaient un ton bien à eux.

Hippodrome, 31 janvier et 1ᵉʳ février, 20 h 45. Tél. : 27-96-62-83. 100F.

Rennes

Duos 92

La formule « duos » avait fait ses *preuves l'an dernier, retrouvera-t-elle le* même succès avec le menu 92 ? Le week-end s'ouvre avec *Trait d'union* et *Noces* (pas vraiment un duo, mais un chef-d'œuvre) d'Angelin Preljocaj, le 31. Le lendemain, duos pour le jeune public d'Eric Larrondo/Sam Leborgne et de Ramon Oller ; le jongleur, danseur et magicien Jérôme Thomas ; duos d'Andréas Schmidt/Nathalie Pernette, Louise Bédard, Sidonie Rochon, Santiago Sempere et Ramon Oller. Le dimanche, carte blanche à Michèle-Anne de Mey.

Le Grand Huit, Théâtre national de Bretagne, 31 janvier, 1ᵉʳ et 2 février, 15 heures, 17 heures, 19 heures et 21 heures. Tél. : 99-31-55-33. De 50F à 100F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac





ARTS

Paris

Ateliers 92

Quoi de neuf, si neuf il y a, du côté de la jeune génération opérant en France? Avec ses vingt et un artistes triés sur le volet (des écoles d'art), « Ateliers 92 » peut en partie répondre à la question. En réservant deux ou trois bonnes surprises.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris. 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 15 mars. 15 F.

Marcel Broodthaers

Au commencement de son œuvre était un manifeste surréaliste, contre Breton, avec Magritte, en 1947. Ce Belge, homme de lettres, plutôt poète que peintre, avec un penchant très fort pour Mallarmé, aura un autre penchant : Duchamp. Et c'est sous le double signe des objets (moules, œufs, pots...) et des mots qu'il faut placer son œuvre très originale, qu'il a livrée sous la forme d'un musée critiquant le musée d'art. Une rétrospective.

Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 8e. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Films de Jef Cornelis, Broodthaers et Lauwrence Weiner. Jusqu'au 1 mars. 30 F.

Diables d'HLM

Préparée par le Conseil d'architecture de la Seine-Saint-Denis, cette exposition est l'occasion de prendre la mesure d'un des problèmes les plus cruciaux de l'habitat contemporain. Faut-il casser les HLM pourries léguées conjointement par la crise du logement, la légèreté des architectes, l'indifférence des fonctionnaires et le cynisme intéressé de quelques autres? Ou faut-il s'efforcer, et à quel prix, de sauver cet héritage d'un urbanisme cruel? On verra ici que le béton n'est d'ailleurs pas le seul à relever d'une réhabilitation.

Maison de l'architecture, 7, rue Chaillot. Paris 16e. Tél. : 40-70-01-65. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 28 février.

Alberto Giacometti

Revoir, ou découvrir le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son vertige face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de cerner. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres depuis les essais de jeunesse, à Stampa, jusqu'aux portraits d'Annette ou de Diego.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Sam. et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 15 mars. 40 F.

René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'Art Nouveau, fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a pliés à ses caprices stylistiques. Naturellement ! A signaler, en prime, une réunion de 100 vases de sa période art déco, galerie Doria (4, rue Bourbon-le-Château, 75006), à partir du 4 novembre.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1er. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 avril. 30 F.

Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des arts décoratifs qu'eut lieu, grâce à François Mathey, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en remerciement et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci y est présentée en permanence, mais partiellement. L'accrochage d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1er. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars. 20 F.

Paris des fortifs au périf

Une exposition-clef pour comprendre les enjeux actuels de la capitale. Où commence et où finit Paris? Le périphérique a-t-il définitivement enfermé la ville, ou y aura-t-il un jour un vingt et unième arrondissement? La porte Maillot, héritière des octrois de Ledoux, eux-mêmes successeurs de la porte Saint-Martin, etc., aura-t-elle l'architecture qu'elle mérite, ou faut-il chercher dans l'Arche de la Défense, voire au-delà, le nouveau seuil de Paris? Voilà quelques-unes des nombreuses questions que nous rencontrerons au Pavillon de l'Arsenal.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 avril.

L'architecture moderne de Raili et Reima Pietila

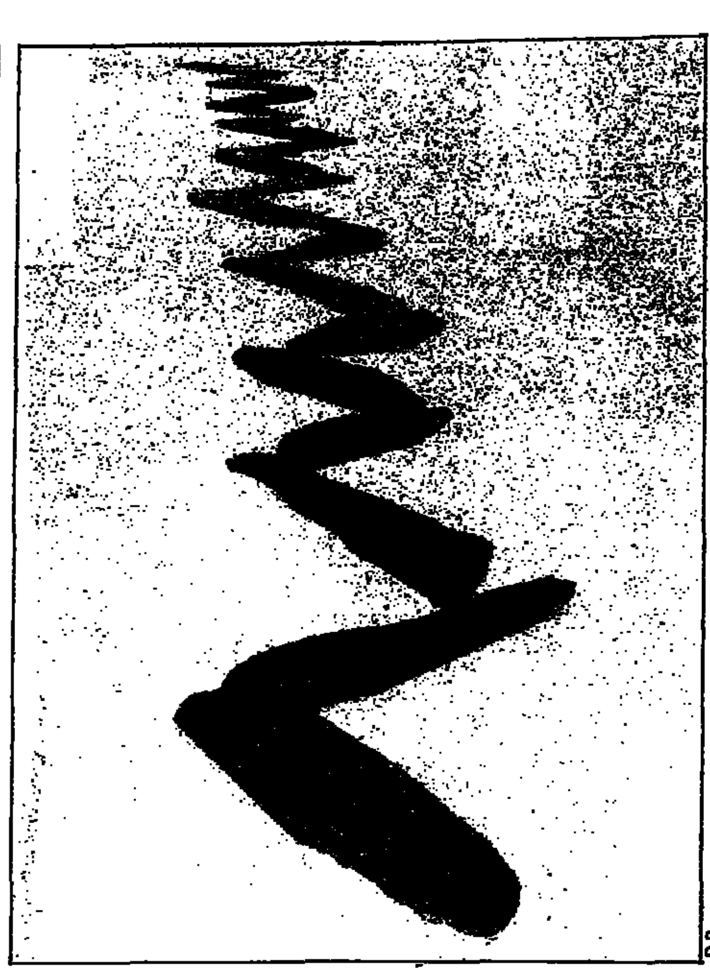
On connait peu ou prou Aalto. L'œuvre de Reima Pietila est en revanche à peu près inconnue du public français, parce que trop finlandaise, peut-être, ou trop empreinte d'un expressionnisme qui nous reste assez étranger. L'exposition est aussi l'occasion de découvrir l'Institut finlandais, qui a ouvert il y a un an ses portes au cœur du Quartier latin, et qui fait preuve d'un dynamisme de renne.

Institut finlandais, 60, rue des Ecoles, Paris 6e. Tél. : 40-51-89-09. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, mardi, jeudi jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 15 février.

François Morellet

François Morellet a toujours adoré dessiner des projets réalisables ou fous, tirer des lignes, calculer, chiffrer, géométriser en y laissant une bonne part d'accidentel. Particulièrement abondants en un temps où l'artiste faisait de l'art son second métier, nombre de ces travaux avaient été oubliés dans des fonds de tiroirs. Les voici exposés.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 8 mars.



Richard Long, 1978 : collection Yvon Lambert présentée à Villeneuve-d'Ascq.

Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes modernes de Georges Rousse et Pascal Kern, sous forme de statuette, bas-relief, buste, installation ou corps humain, qu'il s'agisse d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décalquer le réel, la sculpture décline ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 6 avril. 25 F (entrée du musée).

Robert Ryman

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le potentiel coloré et la picturalité ne sauraient échapper à qui les regarde longuement. Sur les murs blancs d'un nouvel espace pour l'art contemporain, dont le cinéaste Claude Berri est le patron. Pas mal pour un début.

Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7e. Tél. : 42-60-22-99. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi de 12 heures à 17 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Galeries

John Batho

Batho ne photographie pas en couleurs, il photographie la couleur. Récurrence des bâches et paravents de Deauville, les « Parasols » et « Nageuses » l'incitent à approfondir ses recherches entreprises il y a sept ans. Plus abstraite, la série « Papiers » est l'objet d'un apurement des formes qui convie à prendre et à toucher.

Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix, Paris 4e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 février.

Delfino

De ses sculptures d'il y a vingt ans – lorsqu'il chargeait à mort ses fantasmes en résine époxy noire – à aujourd'hui, c'est presque le jour et la nuit. Le jour n'étant d'ailleurs pas forçement du côté des œuvres récentes, petites et grandes compositions à géométries variables et tout naturellement faussées.

Galerie Dafthea Speyer, 8, rue Jacques-Callot, Paris 6e. Tél. : 43-54-78-41. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 février.

La lumière et la ville

Se coucher tard nuit, dit le poète Devos. Pourtant c'est tard, la nuit, que la ville d'aujourd'hui révèle ses richesses architecturales et urbaines, ses espaces. C'est aussi le moment où les plus vives distorsions surgissent entre les rêves suggérés et les pauvretés, les solitudes qui viennent s'y brûler. Evidemment l'exposition prête plutôt aux riches.

Espace art Défense - Art 4, 15, place de La Défense, la Défense, 92200. Tél. : 49-00-15-96. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 mars.

Nunzio, Pizzi Cannella, Tirelli

Nunzio propose des reliefs muraux associant le bois et le plomb. Pizzi Cannella peint des apparitions. Tirelli donne dans le corps céleste. Les trois sont nés au milieu des années 50, travaillent à Rome, et n'ont pratiquement jamais exposé en France.

Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts, Paris 6e. Tél. : 43-54-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 14 mars.

Ulrich Rückriem

Les dernières stèles, les derniers blocs en granit ou en dolomite d'un sculpteur à qui la pierre suffit. Et il le dit, et il le montre avec force tout en faisant simple, opérant dans ses ateliers à ciel ouvert : deux ou trois carrières d'Allemagne, de Bretagne, d'Irlande, arrêtant le travail là où généralement un artiste l'entreprend.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Tél. : 48-06-92-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 février.

Seuphor

Si on reconnaît en lui l'écrivain, le poète et le critique ayant pris fait et cause pour l'abstraction dure et pure, dans les parages de Mondrian, on oublie souvent que Michel Seuphor, lui aussi, s'est plu a tirer des lignes. Et si le « dessin à lacunes » n'est pas une invention de lui, il y a mis quelque poésie qui le sort de l'exercice façon Bauhaus.

Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain, Paris 7e. Tél. : 42-22-77-57. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 février.

Rencontre Hans Hartung et Julio Gonzalez

Des dessins en quantité, des peintures et des sculptures de tous formats y sont réunis, qui illustrent les rencontres et les échanges amusés, pendant vingt ans, entre le sculpteur espagnol et le peintre allemand, qui furent liés familialement. Un musée n'aurait pas mieux fait.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris 4e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures et lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 mars.

Régions

Calais

Hannah Höch

En 1912, Hannah Höch est à Berlin ; en 1915, elle y rencontre Raoul Hausmann ; et dès 1917-18, elle réalise, dans la mouvance de Dada, des collages abstraits à base de dentelles et de feuilles de patrons de mode, puis ses premiers photomontages ironiques à souhait en regard de la société, et du sort réservé en particulier à la femme-artiste.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 17 février.

Grenoble

Sarkis

« Scènes de nuit, scènes de jour », en douze pièces ou « chambres » réalisées par Sarkis depuis la fin des années 60, et qui sont pour la première fois réunies. L'artiste, qui compte parmi les plus singuliers de sa génération, y développe son idée de la création comme projection de son univers mental. Qu'il traite sur le mode métaphorique, à coups de projecteurs.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berriat, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février.

Marseille

Jouer dans l'antiquité

A quoi jouaient les petits Egyptiens, Grecs et Romains? A la poupée, aux osselets, à la balle, au yoyo, à la toupie... Quant aux grands, ils connaissaient nombre de jeux de stratégie. Une bonne idée d'exposition, où l'on voit que les gestes et les objets n'ont pas tellement changé depuis.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-38. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 16 février.

Marseille au XIXe siècle

Au XIXe siècle, la « jolie ville » dont parlait Stendhal devient une grande métropole moderne. Saisir de grands chantiers en monuments, entre docks et Palais Longchamp, les étapes de cette transformation spectaculaire ; en montrer l'arrière-plan économique, social, politique : tel était le projet de cet ensemble d'expositions éclaté dans les musées Marseillais.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-38. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 février. 12 F.

Nîmes

Jean Degottex

Comment, au milieu des années 50, Jean Degottex s'arracha à l'abstraction lyrique, prit l'exemple des calligraphes, se nourrit surtout de philosophie extrême-orientale, canalisa son geste pictural, voulut le Vide. Ces années (une décennie) de recherche autour du langage de l'écriture sont évoquées à Nîmes en une cinquantaine de peintures et quinze dessins.

Musée des Beaux-Arts, rue Cité-Foulc, 30033. Tél. : 66-76-73-47. Tous les jours de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures, dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 22 mars.

Rennes

Tibet

En puisant dans les collections du Musée Guimet et dans la donation Fournier, Gilles Béguin a rassemblé une anthologie tibétaine qui met en lumière les relations innombrables entre peinture, sculpture, art décoratif d'une part et bouddhisme d'autre part. C'est une leçon d'ethnologie religieuse doublée d'un hommage aux anonymes des monastères himalayens.

Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél. : 99-28-55-85. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 février.

Saint-Etienne

Trésors d'une cité, les collections d'art

Si l'exposition, qui rapproche l'art ancien et l'art moderne, est là pour rappeler la diversité et la richesse des collections de peintures que possède la ville de Saint-Etienne, elle a aussi pour objectif de conduire une réflexion sur l'histoire et le devenir de toute institution muséale. Qui se meurt si on ne l'enrichit pas. Qu'on se le dise !

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-58. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 2 mars.

Strasbourg

Giuseppe Penone

Cet excellent artiste italien, issu d'Arte Povera, expose à l'Ancienne-Douane quelque 500 « dessins » réalisés depuis vingt ans : traces, empreintes, frottages et autres procédés, sur papier, tissu, ardoise... Un main, qui a de belles façons d'absorber les choses de la nature.

Ancienne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 février.

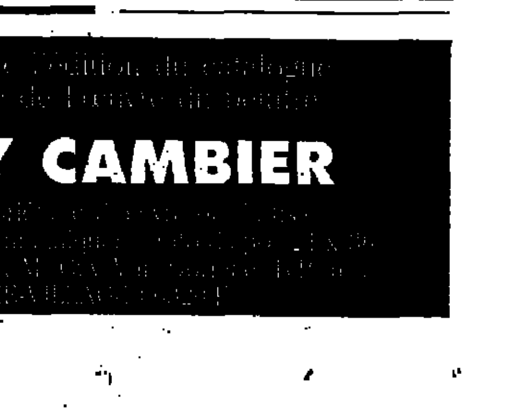
Villeneuve-d'Ascq

Collection Yvon Lambert

Yvon Lambert a été un des premiers à défendre les artistes conceptuels et minimalistes : Carl André, Sol LeWitt, Robert Ryman notamment ; et à exposer le Land Art, et Buren, et Toroni, et Dezeuze, et bien d'autres, dont Combas et Barcelo ; et à aimer très fort l'œuvre de Cy Twombly. Sa collection personnelle, présentée simultanément au musée de Villeneuve-d'Ascq et au musée de Tourcoing, est à l'image des engagements du galeriste.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Breerette
Sélection « Photo » : Patrick Roegiers.
« Architecture » : Frédéric Edelmann.





DISQUES

Classique

Mozart

Les Sonates pour piano
Georges Pludermacher (piano) (1)
Maria-Joao Pirès (piano) (2).

Près de vingt ans après une première intégrale (publiée par Erato et Denon en microsillons, par le seul Denon en disques compacts), la pianiste portugaise Maria-Joao Pirès enregistre à nouveau les *Sonates* de Mozart. Le jeu de Pirès reflète, cette fois-ci, un laisser-aller critiquable dans la réalisation d'un texte lu parfois avec négligence (elle ajoute, çà et là, des notes dans les accords). Ce défaut objectif (à moins que Pirès n'use d'une nouvelle édition que nous ne connaissons pas et sur laquelle le texte de pochette reste muet) n'est pas compensé par une « présence » expressive et une imagination qui retiendraient l'attention en permanence.

Le jeu de Pludermacher nous a paru plus déterminé. Le Français a choisi de suivre la voie tracée par Friedrich Gulda, Zoltan Kocsis et, dans une certaine mesure, par Glenn Gould. Il met donc en valeur le mouvement et le rythme, au détriment du chant et de la théâtralité. Ceux qui aimeraient ce Mozart univoque, anguleux, plus intelligent que sensible, apprécieront la prise de son claire et timbrée que Michel Pierre a réalisée pour Harmonia Mundi. Les autres réécouteront la *Sonate en la mineur* jouée par Dinu Lipatti (EMI) et regretteront que les deux sonates et les deux séries de variations enregistrées par Clara Haskil n'aient pas encore été reportées sur disques compacts (Philips et Deutsche Grammophon).

(1) Un coffret de 5 CD Harmonia Mundi HMC 901 373 77.
(2) Un coffret de 6 CD Deutsche Grammophon 431 760-2.

A. Lo.

Beethoven

Sonates nos 1 et 2 pour violoncelle et piano – Douze Variations sur le thème « ein Madchen oder Weibchen » – Sept Variations sur le duo « Bei Mannern, welche Liebe fühlen »

Mischa Maisky (violoncelle), Martha Argerich (piano).

Il y a Rostropovitch avec Richter dans le genre monumental, l'élan de Perenyi avec Ranki, Casals et Serkin aux portes du paradis, et un si bon souvenir de Starker en concert avec Planès (ce même Starker joue les *Variations sur un thème de la Flûte enchantée*, le 22 février, au Théâtre de la Ville). On sent bien qu'à l'inverse Argerich et Maisky n'ont pas tenté de laisser une trace éternelle sur les célèbres sonates de l'*Opus 5* ni sur les deux cycles de variations, un peu lassants à la longue. L'atmosphère est ici à l'amusement entre copains : la pianiste fait ronfler les traits, aligne des basses d'airain, mène le train avec allégresse et occupe beaucoup de place. Maisky se maintient sagement en retrait, surveille son intonation davantage qu'à l'accoutumée et modère son lyrisme (facilement débordant par le passé). Bon.

1 CD Deutsche Grammophon 431 801-2.

Beethoven

Sonates nos 1 à 10
Jean-Bernard Pommier (piano).

On dit toujours de Pommier qu'il n'effectue pas en France la carrière qu'il mérite. Ça commence à ne plus être vrai : Erato a mis en marche pour lui une intégrale des *Sonates* de Beethoven, dont voici le premier volume. Bonjour la concurrence, avec Backhaus, Schnabel et Arrau ! L'impétrant manque-t-il de son ? S'efforce-t-il de ramener le premier Beethoven vers Mozart ? Ce piano véloce et monochrome retient l'intérêt sans toujours le solliciter. A suivre, néanmoins.

1 coffret de 3 CD Erato 2292-45598-2.

Bartok

Concerto no 2 pour violon

Norbert Moret

En rêve
Anne-Sophie Mutter (violon), Orchestre symphonique de Boston, Seiji Ozawa (direction)

Prestigieux générique. Donc, ne pas se laisser piéger. L'orchestre de Boston, enregistré sur un plan unique, a perdu ses sonorités magiques. L'archet de Mutter n'a ni le poids ni la rectitude souhaités, elle joue tarabiscoté. Un Bartok prosaïque, à l'arrivée. Et qui a eu l'idée de confronter le chef-d'œuvre violonistique du Hongrois avec le concerto pour violon et orchestre de chambre, sous-titré « En rêve », du Suisse Moret (il a écrit un concerto pour Rostropovitch) ? C'est du Bartok raté.

1 CD Deutsche Grammophon 431 626-2.

A. R.



JEAN-PAUL DUMONTIER

Alem Kassimov (Azerbaïdjan).

Rock

Lush

Spooky

Quatuor emmené par deux chanteuses guitaristes, Lush se tient aux franges du rock britannique tel qu'il se vend aujourd'hui. Ressortissantes du label 4AD (Cocteau Twins, Pixies, c'est-à-dire le rock avec un supplément, d'âme, d'esthétisme, d'intellect ou de prétentions), Emma Anderson et Miki Berenyi ont écrit tout l'album et mêlent gracieusement – comme sur la bande-son d'un tableau préraphaélite – leurs voix sans substance. L'instrumentation rudimentaire, les textes sans autres fonctions que l'euphonie ramènent pourtant le groupe vers le commun des rockers. Sans grande audace formelle, sans violence, avec une nostalgie qui filtre à peine à travers la production ouatée de Robin Guthrie, Lush se tient à égale distance des deux interprétations possibles de son nom : luxuriant ou poivrot. L'impression de richesse sonore étant perpétuellement émoussée par une imprécision dont on saura bientôt si elle relève du choix ou de la nécessité.

4AD 30930. Distribution Virgin.

Bruce Cockburn

Nothing But A Burning Light

Le métier d'auteur-compositeur-interprète américain est devenu un emploi du rock, aussi stéréotypé que la soubrette de boulevard, alors qu'a priori, on ne peut imaginer situation laissant plus de liberté. Bruce Cockburn exerce depuis 1970. Canadien, il est parti du folk pour arriver au rock, flirtant avec le succès commercial des deux côtés du Saint-Laurent. Les habits dans lesquels il se présente ne le distinguent pas tout de suite du reste de ses congénères : musique propre et tranchante, histoires de route et d'amours manquées.

Pourtant, à force de kilomètres, d'histoires accumulées, l'homme finit par transparaître. Quand il raconte la version *politically correct* du mythe de Kit Carson, héros de la Frontière, on sent à la fois la volonté de rendre aux *Native Americans* (on ne dit plus Indiens) ce qu'on leur a volé, mais aussi un intérêt, une sympathie pour le personnage de Carson. La reprise de *Soul of Man*, enregistré il y a soixante ans par Blind Willie Johnson, blues métaphysique, apporte la preuve finale de l'existence de Bruce Cockburn, au-delà des canons de la bande FM américaine.

Columbia 468898 2.

T. S.

Rap

Tim Dog

Penicillin On Wax

Finalement, c'est la tête de Tim Dog, gangster aux traits tordus dans une grimace de mépris destinée à envoyer les petits enfants au lit, qui finit par dévoiler la combine : c'est pour rire. Ce qui ne veut pas dire que Tim Dog n'est pas sérieux quand il insulte ses collègues de la Côte ouest (c'est normal, Tim Dog est né dans le Bronx), quand il surenchérit dans l'évocation de la vie des rues. Mais sa science de l'excès, sa maîtrise de l'insulte ont une qualité histrionique qui prévient le malaise. Plus énorme que nature (et en plus bien produit, avec une diversité de sons, d'ambiances, dont profiteraient sans doute beaucoup de gangsters californiens), le rap de Tim Dog est sauvé par l'énormité, l'emphase machiste, qui laissent passer un humour qui est peut-être même volontaire.

Ruff House/Columbia 469369 2.

T. S.

Jazz

Miles Davis

We want Miles

Un peu tard pour vouloir quoi que ce soit, pour demander... On peut toujours désirer, ce n'est pas du même ordre. Tant que les enfants de chœur n'auront pas balayé devant leur deuil, ce disque reste le fétiche de leurs caprices. C'est le disque du retour de Miles. D'un des retours de Miles, le dernier (1981). Miles Davis est à la trompette. Sur la pochette (jaune), il joue de face, ou plus exactement de trois-quarts. Marcus Miller est à la Fender bass. On dit de lui qu'il est le meilleur bassiste qu'ait eu Miles à son retour. C'est ce qu'il convient de dire de Marcus Miller. Bill Evans est au soprano. On se gardera de le confondre avec son homonyme, le pianiste préféré. Mike Stern est le guitariste du groupe. Il aligne des stéréotypes que l'on entend pour la première fois : c'est ce que l'on aime en lui. Al Foster est à la casquette hip-hop. Equipé de petites baguettes de bois, il frappe des peaux tendues avec le goût d'un amoureux délicat. Mino Cinelu, Parisien des French West Indies, fait une entrée assez remarquée dans le onze tricolore du vieil anarchiste chinois. Il sait jouer *Jean-Pierre*, cette comptine funk aux airs de *Dodo l'enfant do*, sur les timbres et les glissandos de ses congas. L'ensemble a beaucoup de tenue, et suffisamment d'allure pour avoir été copié partout.

1 CD Columbia 469 402-2. Distribué par Sony.

F. M.

Musiques du monde

Azerbaïdjan

Musique et chant des âshiq
Ashiq Hasan, Emrân Heydari, Alim Qâsimov

Les ex-Républiques socialistes soviétiques, avant d'illustrer le morcellement de l'empire, ont profité de l'ouverture gorbatchévienne pour se montrer au reste du monde. Celles du sud, en amenant leur couleur, auront au moins bousculé l'imaginaire européen, pour qui le pays du communisme en voie de déchéance baignait forcément dans la grisaille. Ainsi, les deux années écoulées furent-elles l'occasion pour le public parisien de découvrir les trésors musicaux de l'Ouzbékistan ou de l'Azerbaïdjan (en particulier le merveilleux chanteur Alem Kassimov – ou Alim Qâsimov).

L'Azerbaïdjan, République caucasienne, partagée en 1828 entre l'Iran et l'empire des tsars, fut avant tout un foyer de culture persane, patrie de Zoroastre et du culte du feu. Coupée en deux, la province partit sur le chemin du développement séparé. Pour Musique et chants des âshiq, proposés par la collection VDE-Gallo (Archives internationales de musique populaire du Musée d'ethnographie de Genève), l'ethnomusicologue Jean During a cherché chez les âshiq (les bardes populaires), les traces restées communes au-delà des clivages politiques. L'album comporte trois séries d'enregistrements, l'une réalisée à Tabriz en 1981 (Ashiq Hasan), l'autre à Téhéran en 1983 (Emrân Heydari) et la dernière en 1989 à Paris (le soviétique Alem Kassimov).

Voix tendues avec passage de la gorge à la tête, jeu raffiné du târ (un luth à long manche), du katmanché (à archet) ou du sâz (trois triples cordes en acier tendues sur une caisse en forme de poire), rythmique appuyée, entêtante et joyeuse donnée par le daf (gros tambour rond orné d'anneaux) et, éventuellement un hautbois : l'ensemble rappelle aussi que l'Azerbaïdjan, comme le Kurdistan ou l'Irak, appartient à la grande communauté culturelle qui va de la Turquie aux frontières de l'Afganistan.

(1) 1 CD VDE-Gallo VDE613

Trio Jabbâr Garyaghdu Oghlu (1)
Hâji Bâbâ Huseynov (2)

Muqam d'Azerbaïdjan

Les deux albums de la collection *Inédits*, enregistrés en concert à la Maison des cultures du monde de Paris, (comme celui de Kassimov l'an passé), proposent de partir à la découverte du maître, Hâji Bâbâ Huseynov (de Bakou). L'enregistrement témoigne trop peu du charisme, de la bonhomie, de la simplicité maîtrisée et de la poésie de celui qui a formé Kassimov et les autres. C'est dommage, mais pas suffisant pour qu'on laisse de côté ce vieux monsieur dont on n'avait jamais rien entendu ici. L'enregistrement du Trio Jabbâr est d'une exceptionnelle fraîcheur. Le chanteur Zayid Gouliev joue de sa voix avec un culot et un aplomb impressionnants. Et malgré la longueur des *muqam* (modes) interprétés, on ne s'ennuie pas une seconde.

(1) 1 CD Inédit W260026.
(2) 1 CD Inédit W260037.

V. Mo.

Chanson

Alan Stivell

The Mist of Avalon

L'exergue (l'épée, l'âge d'or, le peuple breton, la cité de la paix), signée Francis Lalanne, chanteur mégalomane jusqu'à l'ambiguïté la plus dangereuse, augure mal de la suite des événements. Mais Stivell est Stivell, et le talent ne l'a pas quitté. Le chanteur-harpiste breton a le don des harmonies, même s'il les tire parfois vers le new-age évanescent ou le symphonique, dans l'idée, un peu surannée, qu'il faut donner au peuple breton « sa » musique classique. Plus intéressante est la démarche d'un Stivell blessé d'avoir été phénomène de mode, et puis plus rien, qui tourne le dos à la France, Corse comprise, pour regarder vers ses amis naturels, Celtes et Anglo-Saxons. *The Mist of Avalon* est un bel album en seize titres soignés, déployés, mélodiques. La danse d'Avalon commence par une belle *Dame du Lac*, sauvée des pompes par deux choristes talentueuses, les sœurs Goadec (cf. un disque de *Musique sacrée bretonne* des deux mêmes, paru chez Keltia). Tout au long de ce jeu labyrinthique dans l'espoir national, la tentation des effets éthérés effleure sans jamais triompher, tant l'esprit « rock and folk » n'a pas quitté Stivell, musicien et interprète dont l'originalité ne fait plus aucun doute, et qui, tout compte fait, aime profondément la chanson.

1 CD Keltia/Dreyfus 191010. Distribué par Polygram.

V. Mo.

« THE MAGIC AND THE LOSS », DE LOU REED

Requiem new-yorkais

LOU REED voudrait – c'est lui qui l'a dit – être au rock'n'roll ce que Dostoïevski fut à la littérature. Cette ambition le tenaille depuis vingt-cinq ans, depuis les débuts du Velvet Underground. Distrait par la nature même du matériau choisi et par les maladies professionnelles qui l'accompagnent (toxicomanie, narcissisme...), Lou Reed n'a que récemment trouvé sa voie. A *New York*, chronique urbaine impeccablement rock (son d'une précision hypnotisante, instrumentation d'une magnifique pauvreté) a succédé *Songs for Drella*, oratorio à la mémoire d'Andy Warhol écrit en collaboration avec John Cale. Mais Lou Reed est trop fier de son talent pour le partager longtemps. D'autant qu'il lui reste un gros morceau à avaler dans le programme qu'il s'est manifestement fixé : la mort.

The Magic and the Loss – chronique de deux morts annoncées. Celle de Doc Pomus, qui écrivit avec Mort Shuman quelques-uns des classiques du rock des années 50, et qui pendant son agonie devint l'ami de Lou Reed ; celle de Rita, une amie, qui restera dans un semi-anonymat, à peine défini par une absence.

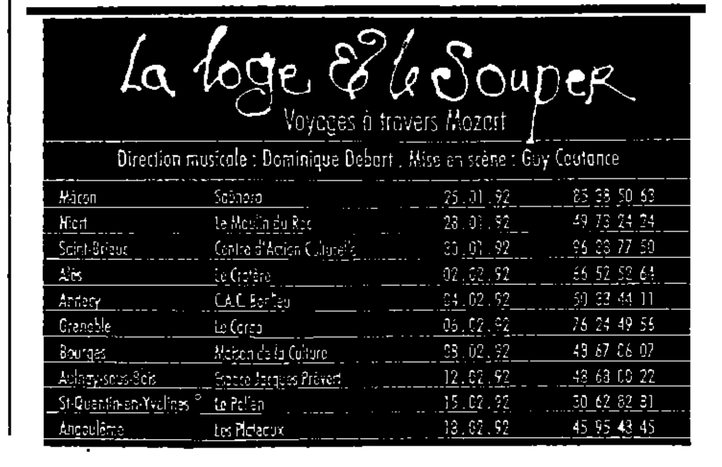
Ce disque est encore un exemple de ces crises de croissance à retardement qui affectent tous les rockers qui ont prolongé artificiellement leur adolescence au-delà de la trentaine. Comme Julian Cope découvrant qu'il n'est pas seul sur la planète (*Peggy Suicide*, paru il y a un an), au bout d'un quart de siècle de flirt direct (l'héroïne) ou indirect avec la mort, Lou Reed finit par en mesurer la réalité, avec l'étonnement et l'indignation d'un enfant.

C'est ce qui fait la beauté un peu niaise de *The Magic And The Loss*, moins parfait, moins contrôlé que *New York* mais d'une honnêteté confondante, peut-être pas tout à fait consciente. La compassion n'a jamais été son fort, et Lou Reed ne s'y essaie pas trop. Il préfère laisser libre cours à sa colère *(The Warrior King)* à son sens pesant de l'ironie de la vie *(Harry's Circumcision*, conte sub-kafkaïen, chronique d'un suicide raté qui révèle d'abord les terreurs de son auteur), à son agilité intellectuelle nouvellement recouvrée.

Power and the Glory est une longue discussion pour salles d'attente d'hôpital, avec des lieux communs qui cachent mal la misère du lieu, une pauvre philosophie qui s'use contre le rock insistant, corrosif et discret qui l'accompagne. Ce n'est pas, comme semble le croire Lou Reed, une consolation aux agonisants, mais l'exacte définition du mouvement de recul qui l'a sans doute saisi au début de cette entreprise. En dernière instance, au dernier instant, *The Magic And The Loss* accède par des chemins détournés à la grandeur espérée. Le disque porté dans l'au-delà par ce baryton autrefois atone qui prend chaque année un peu de chair, par ces guitares caressées et cette batterie qui claque comme au jugement dernier.

T. S.

★ Sire Warner/Bros 7599-26662-2.







Yves Saint Laurent, photographié dans son atelier par Pierre Boulat en 1962, ... 1982, ... 1992. COSMOS

LES TRENTE ANS DE LA MAISON YVES SAINT LAURENT

Identification d'un homme

Deux mille huit cents invités le 3 février à l'Opéra-Bastille pour un anniversaire. Le premier défilé de la maison Yves Saint Laurent a eu lieu le 29 janvier 1962. Trente ans après, jour pour jour, Saint Laurent présente sa soixante et unième collection de haute couture. Entre la robe noire 001 et le smoking 68754, une double histoire d'amour qu'il nous raconte ici, amour des femmes, amour de sa maison.

« M*AINTENANT, je comprends mieux ce qu'était ma vie passée. Je la renie complètement. En dehors de mon adolescence et de quelques années de bonheur, je préfère l'oublier pour vivre aujourd'hui.* » Janvier 1992. Yves Saint Laurent est calé dans ce bureau rouge et bronze, avenue Marceau, ajusté comme un décor de théâtre. D'épaisses tentures crème boivent la lumière en silence. Un mobilier signé Jean-Michel Frank, un bouquet de lys blancs, le portrait d'un ancêtre par David – souvenir du salon de l'enfance heureuse à Oran, – des aquarelles de Christian Bérard pour Louis Jouvet et puis, au-dessus, ce dessin discrètement accroché : *la Bohème*, de Forain, retrouvé en janvier 1962, en même temps qu'un dix de trèfle à l'envers, dans la cave du 30 *bis* de la rue Spontini, Paris 16e, la première adresse de cette maison de couture ouverte officiellement le 4 décembre 1961, par Yves Saint Laurent et Pierre Bergé, et financée par un commanditaire américain, J. Mack Robinson. « *Quand je vois le nombre de femmes qui s'habillent avec les vêtements que j'ai dessinés, cela me touche beaucoup parce que je n'ai pas fait mon travail pour rien.* »

Son premier défilé a lieu le lundi 29 janvier 1962. Cette année, sa soixante et unième collection « tombe » également un 29 janvier. Ce trentième anniversaire brille d'un éclat particulier, comme si les récentes collections d'Yves Saint Laurent, ses robes coup-de-crayon, ses tailleurs, aussi dépouillés que des toiles, cette façon d'épurer le contour sans diluer le trait dans la couleur – attentif à surprendre la ligne du corps dans ses ondulations secrètes – avaient précipité son rendez-vous avec la première fois. « *D'abord, on est trop content, on a trop d'idées, et, surtout, on ne pense pas tellement aux femmes, on pense à satisfaire son don de création, à se mettre en avant. Le plus dur, c'est de trouver la ligne d'une collection ou d'une œuvre, de ne pas s'égarer. J'avais la rigueur de Dior, le flou de Chanel m'était difficile. Et puis j'ai rencontré une ancienne première de Balenciaga. A ce moment-là, j'ai pris tous les risques.* » C'était l'hiver 1979/80, l'époque de la collection « Ballets russes ».

Aujourd'hui, à cinquante-cinq ans, en grand classique, il affirme commencer « *à apprendre son métier* ». Successeur de Dior, concurrent de Chanel et de Balenciaga, fils de personne, héritier de tous, il dégage dans ses souvenirs la même précision que dans ses dessins. « *Maintenant, je suis plus calme. Désintoxiqué de la cocaïne et de l'alcool, je vois le monde tel qu'il est. J'ai vécu ça pendant sept ans.* » Il passe en revue sa vie, marquée par d'autres épisodes indélébiles. Le passage en sixième dans une école religieuse à Oran. « *J'étais le souffre-douleur de mes camarades de classe, des fils de colon. A chaque récréation, je devais m'enfermer dans les toilettes, ou alors j'entrais dans la chapelle.* »

Le service militaire à l'automne 1960, deux mois et demi au Val-de-Grâce. « *On m'y a tenu enfermé. Ils m'ont donné des médicaments si forts que mon médecin m'a dit : Vous aurez des séquelles toute votre vie.* ». Et récemment : « *Une incarcération dans ce genre de clinique à barreaux. Je ne sais pas pourquoi j'y suis resté trois semaines. Je voulais sortir. Aujourd'hui, je n'en veux à personne.* » Yves Saint Laurent a toujours beaucoup écrit, des pièces de théâtre, des essais, mais rien n'a été publié, à part une bande dessinée, la *Vilaine Lulu* (1967). « *Aujourd'hui, je veux reprendre mes manuscrits, recommencer à écrire.* » Marguerite Duras l'encourage, dit-il.

Pourquoi cet homme solitaire, si secret, dévoile-t-il ainsi son passé? Vingt ans après avoir posé nu pour Jean-Loup Sieff (la publicité de son premier parfum pour hommes), il se « déshabille » pour provoquer sur un terrain où on ne l'attend pas : celui de sa vie. « *Monsieur Dior – je n'arrive pas à l'appeler Dior – a demandé un jour à un mannequin, Victoire, d'aller chez Chanel. Elle est revenue avec un tailleur de tweed rose et marron. Il a regardé le tailleur. Il a vu qu'il n'y avait rien à l'intérieur, pas d'entoilage, pas de parementure. C'était ce qu'il ne savait pas faire. De mauvais articles dans la presse ont commencé à sortir sur lui. Il ne pouvait plus entrer dans sa maison de couture s'il n'avait pas sa voyante avec lui. Il faisait quatre ou cinq fois le tour de l'immeuble avant d'entrer. J'ai connu cette situation il y a une dizaine d'années. Ça ne m'arrive plus.* »

Mais l'angoisse est toujours là. « *Comme un débutant, j'ai le trac. Le plus dur, c'est de trouver le point de départ. D'un côté, il y a cette anxiété que je connais de plus en plus, l'anxiété de répondre à la joie des femmes. De l'autre, cette assurance, ce métier que je possède. Les deux finissent par se donner rendez-vous pour que je puisse finir ma collection. Mais l'équilibre ne se fait pas tout de suite. Une fois que j'ai trouvé, je peux travailler à une vitesse extraordinaire. Je renais en voyant une très belle robe sur une très belle femme.* » Que redoute-t-il alors le plus? « *La date.* »

Et dans la vie? « *L'indifférence.* » Quel est pour vous le comble de la misère?, lui demandait Claude Berthod lors d'une interview télévisée donnée à « Dim Dam Dom » en 1967. « *La solitude.* » Aujourd'hui, il dit : « *Je le cache.* » Son idéal de bonheur terrestre? « *Dormir avec les gens que j'aime* », confiait-il le plus sérieusement du monde, caché derrière ses grosses lunettes. Et maintenant? « *Une bonne presse* », affirme-t-il en riant.

Le point commun entre sa première collection et celle de l'été 1992, c'est bien sûr ce cœur, bijou fétiche livré dans une boîte à chaussures et qu'on accroche sur une robe, la préférée de la saison, ou bien sur la mariée. C'est un talisman, la mémoire d'une histoire d'amour avec les femmes, « *mon histoire d'amour* », oubliant ce que Proust écrivait dans *Albertine disparue* : « *Les homosexuels seraient les meilleurs maris du monde s'ils ne jouaient pas la comédie d'aimer les femmes.* » Proust qui le fascine depuis toujours, au point de se faire appeler Monsieur Swann quand il voyage. Identification qui ne doit pas masquer la différence entre une époque où les couturiers n'étaient pas « reçus » et celle où ils sont les derniers à donner des fêtes. Comme le grigri de ce *Temps retrouvé* – dernier tome de la *Recherche* qu'Yves Saint Laurent dit ne pas avoir lu, « *par superstition* » voici donc ce cœur épinglé sur une collection inspirée une nouvelle fois par Matisse. Yves Saint Laurent pourrait la définir, tel le narrateur apercevant Gilberte de Saint-Loup, la fille de Swann : « *Je la trouvais bien belle : pleine encore d'espérances formées des années mêmes que j'avais perdues, elle ressemblait à ma jeunesse.* »

C'est en janvier 1958 qu'Yves-Mathieu Saint Laurent, après la mort subite de Christian Dior (le 24 octobre 1957), se retrouve à la tête d'une maison de mille deux cents personnes, et présente sa première collection, la « Trapèze ». On ne dira jamais assez combien ses six collections chez Dior contiennent en germe toute la nature d'une œuvre inscrite en lettres noires sur ce premier programme : « *La ligne doit avant tout son élégance au dépouillement et à la pureté de sa construction* » (printemps-été 1958). Dès ce moment, Yves Saint Laurent « s'engage ». Comme le dit Pierre Bergé, rencontré à cette époque : « *Formé à l'école de l'artifice, des paddings, des lignes inventées, un jour H un jour A, de la femme objet, tout seul, il choisit de se rapprocher de Chanel. C'est ce que j'ai le plus admiré chez Yves.* »

Dès 1962, Yves Saint Laurent, sur les traces de Mademoiselle Chanel, démode donc l'idée de mode, de longueur, de couleur, de sport et d'habillé, de jeune et de vieux, de gai et de triste pour revenir à sa définition la plus littérale : une manière de bouger et de vivre. C'est la blouse, la marinière, le caban, le tailleur, la tunique de jersey. Après le *new look* de Dior, le *now look* est né. « *Je ne me suis trompé qu'une seule fois, en 1964*, dit aujourd'hui Saint Laurent. *J'avais de mauvais mannequins, Courrèges venait d'arriver.* »

En marge du dernier cri, du mini, de l'arbitraire, du neuf, il s'impose comme un classique avec ses dix robes droites sans manches effaçant la taille et traversées de lignes noires, de rectangles, de carrés de couleurs primaires, jaune, rouge, vert. C'est la collection « Mondrian » (hiver 1965-1966), condensant les principes d'un style : mobilité, confort, séduction. La suite? Le pantalon, le smoking (1966, date de l'ouverture de la première boutique Rive Gauche), la saharienne (1968) forment la grammaire de la garde-robe contemporaine d'Yves Saint Laurent, dont l'évidence n'aura pas épargné les scandales (la collection « 40 », en 1971). Il a fait du noir une couleur et de la coupe la provocation la plus extrême, toujours avec cette manière d'aller au-devant des désirs, d'aider les femmes à rejoindre les hommes, de leur dire un peu, comme Maria Casarès dans *les Dames du bois de Boulogne* : « *Soyez une femme, luttez, vous parlerez après.* »

Son mérite est justement de n'avoir inventé aucun vêtement et d'avoir choisi les meilleurs, d'avoir observé les femmes qui ont du chien, comme Loulou de la Falaise, son égérie, pour « *les habiller toutes en pensant aux autres. Mon but, c'est de donner aux femmes un vêtement sans entrave.* » Yves Saint Laurent n'a jamais imposé de diktat, de carcan, d'uniforme, aimant assez les femmes pour refuser de les changer. Son vêtement préféré? Le smoking, présent dans chaque collection depuis 1966. Comme une variation sur un même thème.

Le beau chez Yves Saint Laurent semble toujours en danger, proche du bizarre, ivre de rigueur et de travestissement. Artiste, ce couturier l'est autant en multipliant les hommages (Picasso, Matisse, Van Gogh, Bonnard) qu'en nous faisant découvrir un univers de plus, le sien. Là quand, d'un rose Bengale, d'un satin vert menthe, d'une imagination vagabonde, d'un drapé à fleur de peau, il suggère un paysage, une ambiance. Ici quand, d'un souffle de mousseline rose thé, d'un crêpe Aurore, il rend immédiatement moderne le souvenir des âmes disparues ou idéales, tel Swann achetant à Odette des vêtements copiés sur ceux du *Printemps* de Botticelli.

Ambiguïté d'un naturel plein d'artifice, jouant dans le mystère d'un accessoire, d'un nu habillé de transparence, d'une chevelure, d'un mariage de couleurs inattendu, de ces violets fracassés contre des rouges, selon les rêves d'un personnage de théâtre et les désirs d'un fou de l'Orient possédé par les visions de Delacroix, Loti, Bakst, Matisse. « *A Oran, je me souviens, les femmes arabes étaient tout entières couvertes d'un voile blanc. Mais c'est à Marrakech que, pour moi, tout s'est éclairé, tout s'est précisé.* »

En observant son époque, sans jamais en subir le ridicule, en habillant la libération de la femme, puis la nostalgie des années 70, en fuyant l'éclectisme des années 80, Yves Saint Laurent suit la courbe du temps qui dure comme il suit le corps de ses muses et les lignes de ses tissus, c'est-à-dire au millimètre. Il est à la fois immobile et de tous les voyages. Il ne perd jamais l'équilibre, ni le fil de ses classiques, retravaillés saison après saison, selon la dialectique éprouvée de la haute couture et du prêt-à-porter.

Pour avoir lancé le premier pavé dans la mare de l'élégance traditionnelle et fait de l'insolence un rituel, il a suscité bien des vocations d'érudits chiffonniers. Et sa relative retraite coïncide avec le spectacle de plus en plus bruyant et de moins en moins réel des podiums : « *Aujourd'hui, ce métier est en régression. Chez Chanel, on met des chaînes partout, des lanières de cuir. Je vois des choses effrayantes, sado-masochistes. Un porte-jarretelles sous une chemise de nuit. Pour moi, tout ceci est le comble de l'horreur.* » Yves Saint Laurent a été le premier à faire défiler ses mannequins les seins nus sous une chemise transparente (1966). Mais c'était avec un costume d'homme. Il révèle toujours la féminité à travers l'ambiguïté du style « Il ». L'époque est sans doute plus puritaine que celle d'il y a trente ans. « *Cette laideur ne m'échappe pas. Mais elle me fait avancer davantage vers la pureté.* »

Longtemps, il a dessiné ses modèles. Aujourd'hui, comme Coco Chanel, il attaque directement la matière, drappe ses tissus sur ses mannequins : « *Sans ces femmes, je ne peux rien décider.* » Dans ses ateliers, pour la collection de l'été 92, les taches vives, orange, vert, violet, volent, bougent. Les tissus résistent, les mousselines fuient sous la main, on les repasse pour les « coucher », on crante au fer cette petite robe trapèze de coton pour la « silhouetter ». Cette robe bustier de taffetas aux baleines de plume et de fer abrite, sous ses airs de papillon, un véritable système : « *Pour que le décolleté roule, soit gras, on rajoute de la ouate. Sinon, il se casse sur les seins* », dit, chez Madame Renée, Simone, une « première main », l'une des rares à travailler encore en blouse. Sa devise, depuis quarante ans : « *La couture, il faut que ce soit aussi propre à l'envers qu'à l'endroit.* » La maison comprend treize ateliers, les plus importants de Paris (cinq en 1962), et emploie 194 ouvrières (80 en 1962), parmi lesquelles une cinquantaine venues de chez Dior.

« *Mes troubadours, mes rois, mes reines* », leur déclarait Yves Saint Laurent le 25 novembre dernier lors de la Sainte-Catherine : « *J'ai rajeuni de trente ans et, grâce à vous, je veux faire la plus belle de mes collections; un joyau, une pureté, une constellation. Ceux qui nous embêtent à pleurer, à dire que la haute couture va finir, chassez-les à coups de talons aiguilles dans les parkings souterrains de la bêtise et de la méchanceté, où les attend, avec une mitraillette, Mme Munoz.* » Cette dernière, directrice du studio couture, fête elle aussi ses trente ans de maison cette année. En dévoilant son personnage, le mystère s'épaissit davantage autour de cet homme, « *ce petit lycéen qui nous vient d'Oran*, comme l'a écrit Edmonde Charles-Roux. *Un mètre quatre-vingt-quatre de précocité maigrichonne, de mutisme total.* » Yves-Mathieu Saint Laurent, adolescent au costume noir, débarqué à Paris avec cinquante dessins; Pierre Bergé, né à l'île d'Oléron : cet indestructible duo a bâti un empire (1), aujourd'hui coté en Bourse, construit comme une cité en or sur la fin d'un monde.

LAURENCE BENAIM

(1) Le groupe YSL a réalisé, en 1990, un chiffre d'affaires consolidé de 3 milliards de francs, dont 2 435 millions de francs pour les parfums et 562 millions de francs pour la couture. On estime à 4,5 milliards de francs (prix de gros) le montant du chiffre d'affaire mondial couture réalisé sous licence.